



DIRECTION GENERALE

*À Mesdames et Messieurs
les membres du Conseil municipal*

Schiltigheim, le 15 septembre 2020

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil municipal,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que la prochaine séance du Conseil municipal se tiendra à la Briqueterie afin de pouvoir respecter les distanciations sociales.

Nous nous réunirons donc le **mardi 22 septembre 2020 à 19 heures** avec l'ordre du jour présenté ci-dessous. Je vous remercie par avance de bien vouloir vous munir d'un stylo personnel pour la signature de la feuille d'émargement.

Madame la Préfète du Bas-Rhin a été informée du lieu choisi pour la réunion du Conseil municipal, le 15 septembre 2020, conformément aux dispositions de l'article 9 de l'ordonnance n°2020-562 du 13 mai 2020.

Lors de cette séance du Conseil municipal, **le public sera autorisé à y assister dans le respect des obligations sanitaires**. Les débats ne seront donc pas accessibles de manière électronique.

Recevez, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil municipal, l'expression de mes salutations distinguées.

La Maire,

*Présidente déléguée de l'Eurométropole de Strasbourg en charge de la
transition écologique et de la planification urbaine*

| | | |
|-----|---|----|
| 1. | ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 9 JUIN 2020 | 3 |
| 2. | PRÉCISION APPORTÉE À LA DÉLIBÉRATION DU 9 JUIN 2020 PORTANT DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL À LA MAIRE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES | 3 |
| 3. | ADMISSIONS EN NON-VALEUR..... | 5 |
| 4. | MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS..... | 6 |
| 5. | ÉVOLUTION DES MODALITÉS DE TÉLÉTRAVAIL..... | 7 |
| 6. | RAPPORT RELATIF A L'EMPLOI DES TRAVAILLEURS HANDICAPES - SITUATION AU 1 ^{ER} JANVIER 2019..... | 25 |
| 7. | RAPPORT D'ACTIVITÉ JANVIER 2019-DÉCEMBRE 2019 DU PROGRAMME DE RÉUSSITE ÉDUCATIVE..... | 26 |
| 8. | SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS A CARACTERE SOCIAL..... | 36 |
| 9. | SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS REPRESENTATIVES DU HANDICAP | 37 |
| 10. | DEMANDE DE SUBVENTION DANS LE CADRE DE LA RESTRUCTURATION D'UN TERRAIN DE CECIFOOT SUR LE SITE DU STADE DE L'AAAR A SCHILTIGHEIM..... | 38 |
| 11. | ALLOCATION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION & MAISON D'ÉDUCATION ET DE BIEN-ÊTRE DE CHEMIN | 40 |

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE093-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

| | |
|--|---------------|
| 12. ALLOCATION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION ALTERNATIBA..... | 41 |
| 13. GRATUITÉ POUR L'UTILISATION DU BRASSIN PAR L'ASSOCIATION POUR LE DON DU SANG BÉNÉVOLE DE SCHILTIGHEIM | 42 |
| 14. CONTRAT DE VILLE : PROGRAMMATION 2020..... | 43 |
| 15. SUBVENTION À L'ASSOCIATION ALSACE NATURE POUR L'ANNÉE 2020 DANS LE CADRE DU RENFORCEMENT DE LA TRAME VERTE ET BLEUE..... | 53 |
| 16. CANDIDATURE DE SCHILTIGHEIM AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION NATIONALE DE CONSEILS D'ENFANTS ET DE JEUNES (ANACEJ)..... | 61 |
| 17. ADHÉSION À L'AGENCE CULTURELLE GRAND EST..... | 67 |
| 18. ADHÉSION À L'ASSOCIATION CONSERVATOIRE DE FRANCE - CULTURE..... | 70 |
| 19. DEMANDE DE RENOUVELLEMENT DE L'AGREMENT SERVICE CIVIQUE..... | 74 |
| 20. LANCEMENT DE LA PROCÉDURE DE CONCOURS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE PRIVÉE CONSÉCUTIVE À L'OPÉRATION DE TRAVAUX RELATIVE À LA RESTRUCTURATION, LA RÉNOVATION & L'AGRANDISSEMENT DE L'ÉCOLE MATERNELLE « VICTOR HUGO » POUR LA CRÉATION D'UN NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE..... | 75 |
| 21. AUTORISATION D'URBANISME POUR DES TRAVAUX DE RENFORCEMENT AU 37 RUE D'ADELSHOFFEN | 80 |
| 22. ADOPTION DU NOUVEAU REGLEMENT INTERIEUR APPLICABLE AUX JARDINS FAMILIAUX GÉRÉS PAR LA COMMUNE..... | 80 |
| 23. CESSIION DES PARCELLES CADASTRALES SECTION 4 N°144 ET 154 SISES ROUTE DE BISCHWILLER À LA SCI FONCIERE « COQUELICOT KRUTENAU » POUR LA CRÉATION DE PLACES DE STATIONNEMENT INDISPENSABLES POUR L'IMPLANTATION D'UN MAGASIN BIOCOOP (point retiré de l'ordre du jour.) | 90 |
| 24. BILAN DES TRANSACTIONS IMMOBILIERES SUR L'ANNEE 2019 | 94 |
| 25. CONCLUSION D'UN BAIL EMPHYTHEOTIQUE AVEC L'ASSOCIATION « MON ECOLE » POUR L'AMENAGEMENT DE L'ECOLE LA MOSAIQUE DANS L'ANCIEN PRESBYTERE SIS 17 RUE PRINCIPALE..... | 96 |
| 26. APPROBATION DU DISPOSITIF D'EXONERATION DES REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR LES DROITS DE TERRASSE POUR L'ANNEE 2020..... | 134 |
| 27. AJUSTEMENT DU PROGRAMME : PROJETS SUR L'ESPACE PUBLIC DE L'ANNEE 2020, VOIRIE, SIGNALISATION, OUVRAGES D'ART, EAU ET ASSAINISSEMENT | 135 |
| 28. RETRAIT DE LA DELIBERATION N°15 DU 7 JUILLET 2020 APPROUVANT LE VERSEMENT D'UNE SUBVENTION A L'INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUEES DE STRASBOURG..... | 139 |
| 29. VERSEMENT D'UNE SUBVENTION A L'INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUEES DE STRASBOURG..... | 140 |
| 30. COMMUNICATION CONCERNANT L'UTILISATION DES CRÉDITS EN DÉPENSES IMPRÉVUES..... | 145 |
| 31. COMMUNICATION SUR LES CONSEQUENCES FINANCIERES DE LA CRISE SANITAIRE POUR LE BUDGET COMMUNAL..... | 145 |
| 32. COMMUNICATION CONCERNANT LA REALISATION D'UN EMPRUNT DESTINE AU FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS PREVUS PAR LE BUDGET | 147 |
| 33. COMMUNICATION CONCERNANT LA CONCLUSION DE CONTRATS PUBLICS - PERIODE DU 12 JUIN AU 25 AOUT 2020 | 148 |
| 34. MOTION CONJOINTE DES GROUPES DU CONSEIL MUNICIPAL « POUR UN CADENCEMENT A 15 MINUTES DES TRAINS CIRCULANT DE STRASBOURG A HERRLISHEIM ET DESSERVANT LA GARE DE BISCHHEIM-SCHILTIGHEIM »..... | 157 |

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE093-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de **Madame Danielle DAMBACH**

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2** ont voté par procuration

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIAJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

1^{er} point à l'ordre du jour :
(Délibération n° 2020SGDE094)

ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE
DU 9 JUIN 2020

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE094-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

1. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 9 JUIN 2020

Madame la Maire :

Le Conseil municipal,

*Vu les articles L. 2121-23, R. 2121-9 et L. 2541-1 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu l'article 24 de notre règlement intérieur ;*

Après en avoir délibéré,

APPROUVE procès-verbal de la séance du 9 juin 2020.

| **Adopté à l'unanimité**

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020

La Maire,



The image shows a circular official seal of the Municipality of Schiltigheim, Bas-Rhin. The seal features a central emblem with a figure holding a staff, surrounded by the text 'MAIRIE DE SCHILTIGHEIM' and 'Bas-Rhin'. To the right of the seal is a handwritten signature in black ink.

Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité. Affichée en Mairie 24 septembre 2020

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE094-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de **Madame Danielle DAMBACH**

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2 ont voté par procuration**

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

2^e point à l'ordre du jour :
(*Délibération n° 2020SGDE095*)

**PRÉCISION APPORTÉE À LA DÉLIBÉRATION DU 9 JUIN 2020
PORTANT DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL À LA MAIRE
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE095-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

2. PRÉCISION APPORTÉE À LA DÉLIBÉRATION DU 9 JUIN 2020 PORTANT DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL À LA MAIRE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Madame la Maire :

Le Conseil municipal a la possibilité de déléguer directement à la Maire tout ou partie des attributions limitativement énumérées à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Ces délégations sont accordées à la Maire pour la durée de son mandat.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2122-23 du CGCT, le Conseil municipal peut toujours mettre fin à la délégation.

A ce titre, le Conseil municipal a délibéré le 9 juin 2020 et précisé les délégations confiées à la Maire par le Conseil municipal pour la durée de son mandat.

Dans le cadre du contrôle de légalité, la Préfète de la Région Grand Est, de la Zone de Défense et de Sécurité Est et du Bas-Rhin a souligné dans un courrier en date du 19 août 2020, que la formulation du 23e point de la délégation accordée à la Maire ainsi rédigée :

« 23° De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal l'attribution de subventions » était trop générale et ne permettait pas de mesurer les attributions restant en fin de compte du ressort du Conseil municipal, comme le requiert l'article L. 2122-22 du CGCT.

Aussi, il est nécessaire d'en préciser les limites.

Il est donc proposé au Conseil municipal de bien vouloir compléter la délibération du 9 juin 2020 comme suit, afin d'assurer la sécurité juridique des décisions pouvant être prises sur le fondement de la délégation susmentionnée :

« Le Conseil municipal, par délégation prévue à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales, charge Madame la Maire pour la durée de son mandat :

23° De demander à tout organisme financeur, l'attribution de subventions, pour le financement des opérations d'investissement d'un montant de moins de 5 000 000 € HT ».

En vertu de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, les décisions prises par la Maire en vertu de l'article L. 2122-22 du CGCT sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations des Conseils municipaux portant sur les mêmes objets. La Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil municipal.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-17, L.2122-18, L.2122-19, L.2122-22, L.2122-23 et L.2541-1 ;

Considérant qu'en vertu de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales, la Maire peut être chargée par le Conseil municipal, pour la durée de son mandat, de certaines compétences dudit Conseil ;

Considérant que ces délégations permettent l'administration courante des affaires communales ;

Considérant que ces décisions sont soumises aux mêmes règles de publicité que celles applicables aux délibérations ;

Considérant que la Maire devra rendre compte de ces décisions à chacune des réunions obligatoires du Conseil municipal ;

Considérant que le Conseil municipal peut mettre fin à ces délégations à tout moment ;

Considérant toutefois que, si le Conseil municipal ne met pas fin à ces délégations, il ne peut plus exercer les compétences confiées à la Maire ;

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE095-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

Après en avoir délibéré,
Sur proposition du Bureau municipal,

APPROUVE la modification de la délibération du Conseil municipal du 9 juin 2020 – 2e point à l'ordre du jour – portant délégation du Conseil municipal à la Maire en application de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

DIT que cette modification portera uniquement sur le point 23 de la délégation accordée à la Maire qui était, ainsi rédigé : « 23° De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions » ; les autres points restant inchangés ;

DIT que le point 23 sera modifié comme suit : « 23° De demander à tout organisme financeur, l'attribution de subventions, pour le financement des opérations d'investissement d'un montant de moins de 5 000 000 € HT » ;

AUTORISE Madame la Maire à prendre les décisions mentionnées ci-dessus dans les conditions indiquées. ;

PREND ACTE que les décisions prises par Madame la Maire en vertu de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales sont soumises aux mêmes règles de publicité et de contrôle que celles qui sont applicables aux délibérations des Conseils municipaux portant sur le même objet.

DÉCIDE que les décisions prises en application de la présente délibération peuvent être signées par un adjoint ou un conseiller municipal agissant par délégation du Maire dans les conditions fixées à l'article L. 2122-18 du Code général des collectivités territoriales.

DÉCIDE que la présente délégation sera exercée par le suppléant de Madame la Maire, en cas d'empêchement de celle-ci, dans le respect des modalités prévues à l'article L. 2122-17 du Code général des collectivités territoriales.

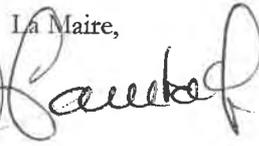
AUTORISE Madame la Maire à octroyer des délégations de signature à certains agents en vertu de l'article L. 2122-19 du Code général des collectivités territoriales.

PREND ACTE que, conformément à l'article L. 2122-23 du Code général des collectivités territoriales, Madame la Maire rendra compte de l'exercice de ces délégations à chaque réunion du Conseil municipal.

RAPPELLE que le Conseil municipal peut toujours mettre fin à la délégation.

Adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020

La Maire,



Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie le 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE095-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de Madame Danielle DAMBACH

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2 ont voté par procuration**

~~Sandrine LE-GOUIC~~ donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIAJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

3^e point à l'ordre du jour :
(Délibération n° 2020SGDE096)

ADMISSIONS EN NON-VALEUR

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE096-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

3. ADMISSIONS EN NON-VALEUR

Monsieur l'Adjoint Patrick OCHS :

Les créances irrécouvrables correspondent aux titres émis par une collectivité mais dont le recouvrement ne peut être mené à son terme par le comptable public en charge du recouvrement. L'admission en non-valeur des créances est décidée par l'assemblée délibérante de la collectivité dans l'exercice de sa compétence budgétaire. Elle est demandée par le comptable lorsqu'il rapporte les éléments propres à démontrer que malgré toutes les diligences qu'il a effectuées, il ne peut pas en obtenir le recouvrement.

Cette procédure correspond à un seul apurement comptable. L'admission en non-valeur prononcée par l'assemblée délibérante et la décharge prononcée par le juge des comptes ne mettent pas obstacle à l'exercice des poursuites. La décision prise par ces autorités n'éteint pas la dette du redevable. Le titre émis garde son caractère exécutoire et l'action en recouvrement demeure possible dès qu'il apparaît que le débiteur revient à "meilleure fortune".

En cas de refus d'admettre la non-valeur, l'assemblée doit motiver sa décision et préciser au comptable les moyens de recouvrement qu'elle souhaite qu'il mette en œuvre.

L'irrecouvrabilité peut trouver son origine :

- dans la situation du débiteur (insolvabilité, parti sans laisser d'adresse, décès, absence d'héritiers...)
- dans le refus de l'ordonnateur d'autoriser les poursuites (le défaut d'autorisation est assimilé à un refus)
- dans l'échec des tentatives de recouvrement

C'est à opposer aux créances éteintes qui sont des créances qui restent valides juridiquement en la forme et au fond mais dont l'irrecouvrabilité résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à la collectivité créancière et qui s'oppose à toute action en recouvrement.

Il s'agit notamment :

- du prononcé d'un jugement de clôture de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif (article 643-11 du code de commerce) ;
- du prononcé de la décision du juge du tribunal d'instance de rendre exécutoire une recommandation de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (article L332-5 du code de la consommation) ;
- du prononcé de la clôture pour insuffisance d'actif d'une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (article L332-9 du code de la consommation)

Le comptable public a soumis à la collectivité une liste de produits communaux, afférents aux exercices de 2011 à 2020, qui n'ont pu être recouvrés en dépit des poursuites engagées par le Trésor Public.

Ces produits sont d'un montant total de 14 286,11 € et se répartissent sur la période suscitée comme suit :

| ANNEE | Montant |
|--------------|--------------------|
| 2011 | 126,66 € |
| 2012 | 445,18 € |
| 2013 | 1 308,69 € |
| 2014 | 3 296,29 € |
| 2015 | 2 844,35 € |
| 2016 | 4 158,31 € |
| 2017 | 1 408,05 € |
| 2018 | 682,26 € |
| 2019 | 16,10 € |
| 2020 | 0,22 € |
| TOTAL | 14 286,11 € |

Il appartient au Conseil municipal de prononcer l'admission en non-valeur de ces produits.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

Vu les articles L1617-5 et R1617-24 du Code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré,

Sur proposition de la Commission « Finances, Domaines et Marchés Publics » et du Bureau municipal,

DÉCIDE de constater les admissions en non-valeur pour un montant total de 14 286,11 € et de prélever la dépense correspondante au compte 6541.

| **Adopté à l'unanimité**

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020



La Maire,

Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE096-
DE
Date de télértransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de Madame Danielle DAMBACH

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2** ont voté par procuration

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIAJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

4^e point à l'ordre du jour :
(Délibération n° 2020SGDE0097)

MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE097-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

4. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Monsieur le Premier Adjoint :

Pour répondre aux besoins de la Caisse des Ecoles en matière de personnel nécessaire à sa mission d'accompagnement à la réussite scolaire, il est proposé de créer l'emploi à temps non complet suivant :

- 1 emploi d'adjoint administratif d'une durée hebdomadaire de 30 heures.

Par ailleurs, afin de disposer d'une réserve sur certains grades en vue de faire face à un besoin urgent de recrutement, il vous est proposé de créer les emplois suivants :

- 2 emplois à temps complet d'attaché
- 1 emploi d'attaché d'une durée hebdomadaire de 17h30
- 1 emploi à temps complet d'ingénieur principal
- 1 emploi à temps complet d'animateur

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

Vu l'article L.2541-12 1° du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 3-3 et 34 ;

Considérant que les emplois de la collectivité sont créés par le Conseil municipal ;

Après en avoir délibéré,

Sur proposition du Bureau municipal,

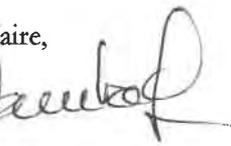
DÉCIDE de créer les emplois cités ci-dessus,

MODIFIE en conséquence le tableau des effectifs du personnel,

CHARGE Madame la Maire de procéder à la nomination sur les emplois créés.

Adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020

 Mairie,


Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE097-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de Madame Danielle DAMBACH

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2** ont voté par procuration

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

5^e point à l'ordre du jour :
(Délibération n° 2020SGDE098)

ÉVOLUTION DES MODALITÉS DE TÉLÉTRAVAIL

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE098-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

5. ÉVOLUTION DES MODALITÉS DE TÉLÉTRAVAIL

Monsieur le Premier Adjoint :

L'article 133 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, modifié par l'article 49 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, autorise l'exercice des fonctions des agents publics en télétravail. Il indique que cet exercice est accordé à la demande de l'agent et après acceptation du chef de service.

Le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique, modifié par le décret n°2020-524 du 5 mai 2020, est venu préciser la réglementation jusqu'alors en vigueur quant à l'organisation du télétravail dans la fonction publique territoriale.

Dans le respect des modalités prévues dans la charte jointe en annexe, adoptée en Comité Technique le 21 septembre 2020 et en Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail le 09 septembre 2020, il est proposé de préciser l'organisation du télétravail.

Une expérimentation visant à évaluer les modalités de mise en œuvre et à recueillir les appréciations des télétravailleurs et des supérieurs hiérarchiques a débuté le 01 septembre 2019, pour s'achever le 31 août 2020. Neuf personnes ont participé à cette expérimentation.

Le profil de ces télétravailleurs est le suivant : six femmes, trois hommes. La catégorie B est la plus représentée. Les agents ont entre 36 et 45 ans. Un questionnaire individuel a été envoyé aux agents télétravailleurs et leurs supérieurs hiérarchiques afin de recueillir des données qualitatives. Un retour sera présenté en Comité Technique et en Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail.

Le décret n° 2020-524 du 5 mai 2020 détermine les nouvelles modalités de recours au télétravail : recours ponctuel au télétravail, lieu d'exercice, formalisation de l'autorisation de télétravail, etc.

Le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux où il est affecté sont réalisées hors de ces locaux en utilisant les technologies de l'information et de la communication.

L'autorisation de télétravail est délivrée pour un recours régulier ou ponctuel au télétravail pour les agents dont le temps de travail est supérieur ou égal à 28h/semaine. Elle peut prévoir l'attribution de jours de télétravail fixes au cours de la semaine, du mois ou de l'année ainsi que l'attribution d'un volume de jours flottants de télétravail par semaine, par mois ou par an dont l'agent peut demander l'utilisation à son supérieur hiérarchique.

Un agent peut, au titre d'une même autorisation, mettre en œuvre ces différentes modalités de télétravail.

La quotité des fonctions pouvant être exercées sous la forme du télétravail ne peut être supérieure à trois jours par semaine ou à 12 jours par mois. Le temps de présence sur le lieu d'affectation ne peut être inférieur à deux jours par semaine ou à 8 jours par mois.

La collectivité a décidé d'autoriser l'exercice des fonctions sous forme de télétravail à maximum 2 jours par semaine ou 8 jours par mois sur la base des modalités suivantes :

- ✓ Soit 1 jour fixe par semaine
- ✓ Soit 1 jour flottant par semaine
- ✓ Soit 2 jours fixes par semaine

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE098-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

- ✓ Soit 1 jour fixe et 1 jour flottant (le jour flottant pouvant être déterminé par semaine, par mois ou par an)
- ✓ Soit un volume de jours flottants de 2 jours maximum par semaine.

Une dérogation pourra être accordée au-delà de 2 jours par semaine dans les cas suivants :

- ✓ pour une durée de six mois maximum, à la demande des agents dont l'état de santé, le handicap ou l'état de grossesse le justifient et après avis du service de médecine préventive ; cette dérogation est renouvelable, après avis du service de médecine préventive ;
- ✓ lorsqu'une autorisation temporaire de télétravail a été demandée et accordée en raison d'une situation exceptionnelle perturbant l'accès au service ou le travail sur site.

Les agents exerçant leurs fonctions en télétravail bénéficient des mêmes droits et obligations que les agents exerçant sur leur lieu d'affectation.

L'employeur prend en charge les coûts découlant directement de l'exercice des fonctions en télétravail, notamment le coût des matériels, logiciels, abonnements, communications et outils ainsi que de la maintenance de ceux-ci.

Exceptions à ce principe :

- Lorsqu'un agent demande l'utilisation des jours flottants de télétravail ou l'autorisation temporaire de télétravail, l'administration peut autoriser l'utilisation de l'équipement informatique personnel de l'agent.
- Lorsqu'une autorisation temporaire de télétravail est accordée en raison d'une situation exceptionnelle perturbant l'accès au service ou le travail sur le site.

L'employeur n'est pas tenu de prendre en charge le coût de la location d'un espace destiné au télétravail.

Dans le cas où la demande est formulée par un agent en situation de handicap, l'autorité territoriale met en œuvre sur le lieu de télétravail de l'agent les aménagements de poste nécessaires, sous réserve que les charges consécutives à la mise en œuvre de ces mesures ne soient pas disproportionnées, notamment compte tenu des aides qui peuvent compenser, en tout ou partie, les dépenses engagées à ce titre par l'employeur.

Tout refus d'une demande initiale ou de renouvellement de télétravail ainsi que l'interruption du télétravail à l'initiative de l'administration peut faire l'objet d'une saisine de la commission administrative paritaire par le fonctionnaire ou de la commission consultative paritaire par l'agent contractuel.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, notamment l'article 133 ;

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° n°2020-524 du 5 mai 2020 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 2 juillet 2019 instaurant le télétravail

Vu l'avis du comité technique en date du 21 septembre 2020 ;

| |
|--|
| <p>Accusé de réception en préfecture 067-216704478-20200922-2020SGDE098-DE Date de télétransmission : 24/09/2020 Date de réception préfecture : 24/09/2020</p> |
|--|

Vu l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en date du 09 septembre 2020

Considérant ce qui suit :

Le télétravail est un mode d'organisation du travail dont l'objectif est de :

- *Proposer une meilleure conciliation entre vie privée et vie professionnelle ;*
- *Proposer un cadre de travail favorisant la concentration et l'efficacité ;*
- *Diminuer le stress et la fatigue liés aux transports ;*
- *Prendre en compte l'aspect environnemental et contribuer au développement durable ;*
- *Valoriser la confiance mutuelle ;*
- *Permettre une amélioration de la qualité de vie et du bien-être au travail.*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition du Bureau municipal,

DÉCIDE de faire évoluer le télétravail au sein de la Ville de Schiltigheim ;

ADOpte les modalités d'exercice du télétravail telles que présentées dans la charte en annexe ;

AUTORISE Madame la Maire à :

- Signer l'arrêté ou l'avenant autorisant le télétravail à chaque agent, dont le modèle est joint en annexe ;
- Inscrire les dépenses nécessaires au budget ;
- Signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

| **Adopté à l'unanimité.**

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020



Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE098-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020



Direction des Ressources Humaines

ARRÊTÉ D'AUTORISATION DE TELETRAVAIL

LA MAIRE DE LA VILLE DE SCHILTIGHEIM

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 modifié relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;
Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;
Vu le décret n° 2020-524 du 5 mai 2020 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;
Vu l'avis du comité technique en date du 21 septembre 2020 ;
Vu l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en date du 09 septembre 2020 ;
Vu la délibération du 22 septembre 2020 fixant les modalités du télétravail ;
Vu la demande écrite de l'agent précisant les modalités d'organisation souhaitées du
 OU
Vu la demande écrite de l'agent précisant les modalités d'organisation souhaitées du (accompagnée de l'avis du médecin de médecine préventive en cas **d'état de santé, handicap ou grossesse rappel : durée maximum 6 mois – possibilité de renouvellement**),
 OU
Vu la demande écrite de l'agent précisant les modalités d'organisation souhaitées du (en cas de situation exceptionnelle perturbant l'accès au service ou le travail sur site).
Considérant que l'exercice des fonctions de l'agent en télétravail est compatible avec la bonne marche du service ;
Considérant que la configuration du lieu de télétravail de l'agent respecte les exigences de conformité des installations aux spécifications techniques.

ARRÊTE

Article 1^{er} : à compter du/...../....., M./Mme (nom, prénom, grade ou emploi), exerçant les fonctions de, bénéficie d'une autorisation d'exercer ses fonctions en télétravail à (au) (préciser le lieu d'exercice du télétravail) pour une durée de un an renouvelable selon le rythme suivant :

- 1 jour fixe par semaine
- 1 jour flottant par semaine
- 2 jours fixes par semaine
- 1 jour fixe et 1 jour flottant (le jour flottant pouvant être déterminé par semaine, par mois ou par an)
- Un volume de jours flottants par semaine, par mois ou par an



Direction des Ressources Humaines

(Rappel : Un agent peut, au titre d'une même autorisation, mettre en œuvre ces différentes modalités de télétravail. Le temps de présence sur le lieu d'affectation ne peut être inférieur à deux jours par semaine sauf dérogations prévues à l'article 4 du décret n° 2016-151).

Article 2 : M./Mme (nom, prénom) bénéficiera des moyens suivants pour l'exercice de ses fonctions en télétravail :
 (Exemples : ordinateur portable, téléphone portable, accès à la messagerie professionnelle, accès aux logiciels indispensables à l'exercice des fonctions).

Article 3 : M./Mme. (nom, prénom) devra être à la disposition de la collectivité et joignable durant les plages horaires suivantes :

Article 4 : M./Mme. (nom, prénom) sera soumis à une période d'adaptation de 3 mois pour la mise en place du télétravail. A l'issue de cette période, un entretien entre M./Mme. (nom, prénom) et son supérieur hiérarchique permettra de s'assurer que le dispositif répond bien à leurs attentes.

Article 5 : M./Mme. (nom, prénom) s'engage à respecter les règles en matière de sécurité des systèmes d'information et de protection des données définies ainsi que celles en matière de temps de travail, de sécurité et de protection de la santé.

Article 6 : Durant sa période de télétravail, M./Mme..... (nom, prénom) bénéficiera des mêmes droits et obligations que les agents exerçant sur leur lieu d'affectation. L'agent ainsi placé bénéficie de l'intégralité de sa rémunération ainsi que du maintien de ses droits à avancement et de ses droits à la retraite.

Article 7 : Il pourra être mis fin à cette autorisation à tout moment et par écrit, à l'initiative de l'administration ou de l'agent, moyennant un délai de prévenance de deux mois. Dans le cas où il est mis fin à l'autorisation de télétravail à l'initiative de l'administration, le délai de prévenance peut être réduit en cas de nécessité du service dûment motivée. Pendant la période d'adaptation, ce délai est ramené à un mois.

Article 8 : La directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté

Article 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à la Direction des Ressources Humaines et notifiée à l'intéressé(e).

Notifié le :

Schiltigheim, le 01/10/2020

La Maire,

Signature de l'agent :

Danielle DAMBACH
 Présidente déléguée à l'Eurométropole
 de Strasbourg à la transition écologique
 et la planification urbaine



Direction des Ressources Humaines

AVENANT AU CONTRAT A DUREE DETERMINEE D'UN AGENT CONTRACTUEL

(En application de l'article

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
 Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
 Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
 Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;
 Vu le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 modifié relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;
 Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;
 Vu le décret n° n°2020-524 du 5 mai 2020 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;
 Vu l'avis du comité technique en date du 21 septembre 2020 ;
 Vu l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en date du 09 septembre 2020 ;
 Vu la délibération du 22 septembre 2020 fixant les modalités du télétravail ;
 Vu la demande écrite de l'agent précisant les modalités d'organisation souhaitées du
 OU
 Vu la demande écrite de l'agent précisant les modalités d'organisation souhaitées du (accompagnée de l'avis du médecin de médecine préventive en cas d'état de santé, handicap ou grossesse **rappel: durée maximum 6 mois – possibilité de renouvellement**),
 OU
 Vu la demande écrite de l'agent précisant les modalités d'organisation souhaitées du (en cas de situation exceptionnelle perturbant l'accès au service ou le travail sur site).
Considérant que l'exercice des fonctions de l'agent en télétravail est compatible avec la bonne marche du service ;
Considérant que la configuration du lieu de télétravail de l'agent respecte les exigences de conformité des installations aux spécifications techniques.

Entre les soussignés

Madame Danielle DAMBACH, Maire de la Ville de Schiltigheim,

Et

Nom et Prénom, date et lieu de naissance, domicile,

Il a été convenu d'un commun accord ce qui suit :

Article 1^{er} : à compter du, M./Mme (nom, prénom, grade ou emploi), exerçant les fonctions de, bénéficie d'une autorisation d'exercer ses fonctions en télétravail à (au) (préciser le lieu d'exercice du télétravail) pour une durée de un an renouvelable selon le rythme suivant :

- ☞ 1 jour fixe par semaine
- ☞ 1 jour flottant par semaine
- ☞ 2 jours fixes par semaine



Direction des Ressources Humaines

- ☞ 1 jour fixe et 1 jour flottant (le jour flottant pouvant être déterminé par semaine, par mois ou par an)
- ☞ Un volume de jours flottants par semaine, par mois ou par an

(*Rappel : Un agent peut, au titre d'une même autorisation, mettre en œuvre ces différentes modalités de télétravail. Le temps de présence sur le lieu d'affectation ne peut être inférieur à deux jours par semaine sauf dérogations prévues à l'article 4 du décret n° 2016-151*).

Article 2 : M./Mme (nom, prénom) bénéficiera des moyens suivants pour l'exercice de ses fonctions en télétravail :
 (Exemples : ordinateur portable, téléphone portable, accès à la messagerie professionnelle, accès aux logiciels indispensables à l'exercice des fonctions).

Article 3 : M./Mme. (nom, prénom) devra être à la disposition de la collectivité et joignable durant les plages horaires suivantes :

Article 4 : M./Mme. (nom, prénom) sera soumis à une période d'adaptation de 3 mois pour la mise en place du télétravail. À l'issue de cette période, un entretien entre M./Mme. (nom, prénom) et son supérieur hiérarchique permettra de s'assurer que le dispositif répond bien à leurs attentes.

Article 5 : M./Mme. (nom, prénom) s'engage à respecter les règles en matière de sécurité des systèmes d'information et de protection des données définies ainsi que celles en matière de temps de travail, de sécurité et de protection de la santé.

Article 6 : Durant sa période de télétravail, M./Mme..... (nom, prénom) bénéficiera des mêmes droits et obligations que les agents exerçant sur leur lieu d'affectation. L'agent ainsi placé bénéficie de l'intégralité de sa rémunération ainsi que du maintien de ses droits à avancement et de ses droits à la retraite.

Article 7 : Il pourra être mis fin à cette autorisation à tout moment et par écrit, à l'initiative de l'administration ou de l'agent, moyennant un délai de prévenance de deux mois. Dans le cas où il est mis fin à l'autorisation de télétravail à l'initiative de l'administration, le délai de prévenance peut être réduit en cas de nécessité du service dûment motivée. Pendant la période d'adaptation, ce délai est ramené à un mois.

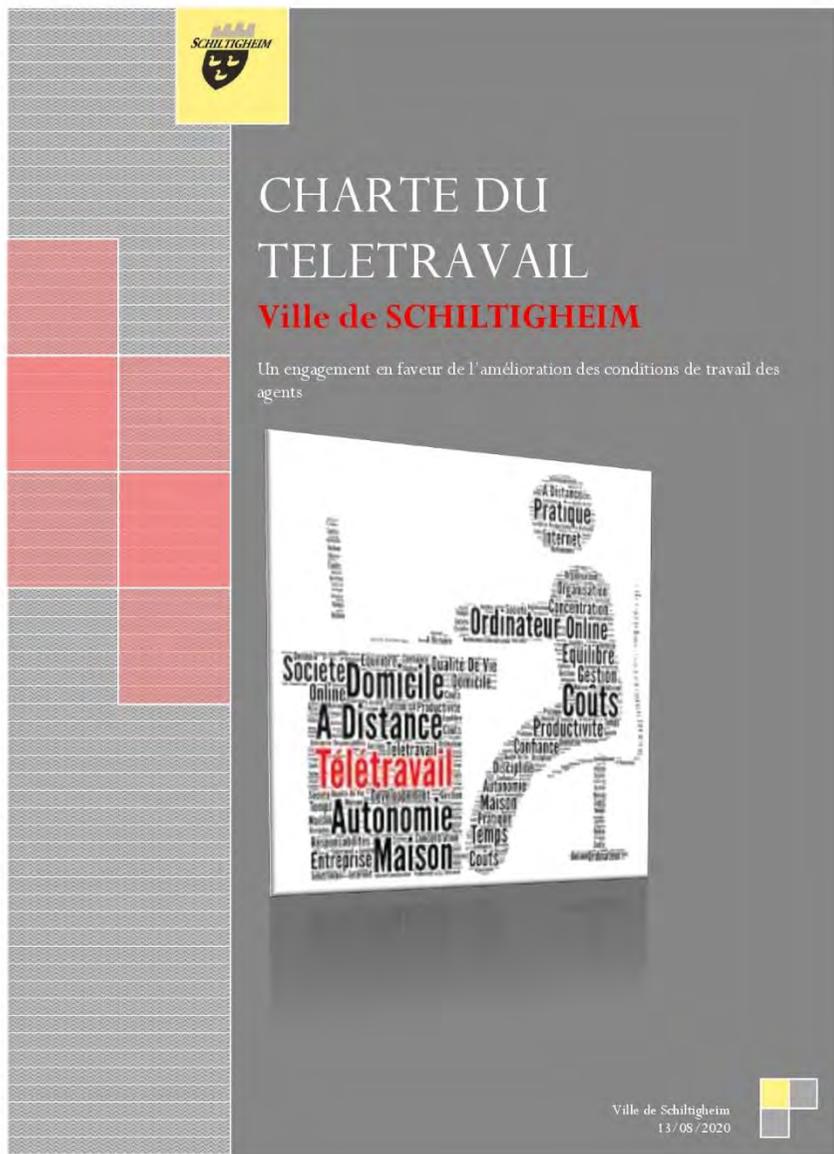
Article 8 : Les autres dispositions du contrat du (date) restent inchangées.

L'agent contractuel

Fait en 2 exemplaires à Schiltigheim, le 01/10/2020

La Maire,

Danielle DAMBACH
 Présidente déléguée à l'Eurométropole de Strasbourg à la transition écologique et la planification urbaine




| | |
|---|----|
| <i>Preambule</i> | 3 |
| <i>Cadre juridique</i> | 4 |
| I. Définition et principes généraux du télétravail | 5 |
| 1. Définition | 5 |
| 2. Principes généraux | 5 |
| II. Modalités de mise en œuvre du télétravail à la Ville de SCHILTIGHEIM | 7 |
| 1. Autorisation de télétravail | 7 |
| 2. Procédure de candidature et instruction des demandes de télétravail | 7 |
| 3. Lieu d'exercice du télétravail | 8 |
| 4. Champs d'application et éligibilité fonctionnelle | 8 |
| 5. Forme du télétravail, horaires, durée d'autorisation et période d'adaptation | 9 |
| 6. Modification des modalités du télétravail, changement de fonction ou de domicile | 11 |
| 7. Organisation du télétravail, droits et obligations de l'agent | 11 |
| 8. Équipement technique, système d'information et protection des données | 12 |
| 9. Contrôle de l'activité, accidents du travail, arrêts de travail et assurances | 13 |
| 10. Sensibilisation et formation | 15 |
| 11. Sécurité et conditions de travail | 15 |
| 12. Dépenses à la charge de la collectivité | 16 |
| 13. Renouvellement de l'autorisation et cessation du télétravail | 17 |
| III. Suivi et évaluation du dispositif | 17 |





Préambule

La France connaît une augmentation sensible du nombre de télétravailleurs. En effet, on observe une transformation profonde de l'organisation du travail, avec le recours de plus en plus fréquent au travail à distance ou à des formes de travail nomade.

Le télétravail est positivement perçu tant par les salariés que par les entreprises. Une enquête réalisée en 2012 montre que 90% des salariés considèrent que le télétravail améliore leur qualité de vie personnelle, 84% considèrent que le télétravail contribue à l'amélioration de la qualité de vie familiale, 77% considèrent que le télétravail augmente leur productivité, 81% d'entre eux jugent que le télétravail réduit le stress lié aux transports.

Depuis la crise sanitaire liée à la COVID-19, le télétravail s'est généralisé, ce qui a poussé le gouvernement à réformer le régime juridique du télétravail par un décret en date du 5 mai 2020 afin d'alléger le dispositif et de le rendre plus accessible.

Le **télétravail** répond à plusieurs enjeux à savoir :

- ✦ **Proposer une meilleure conciliation entre vie privée et vie professionnelle ;**
- ✦ **Proposer un cadre de travail favorisant la concentration et l'efficacité ;**
- ✦ **Diminuer le stress et la fatigue liés aux transports ;**
- ✦ **Prendre en compte l'aspect environnemental et contribuer au développement durable ;**
- ✦ **Valoriser la confiance mutuelle ;**
- ✦ **Permettre une amélioration de la qualité de vie et du bien-être au travail.**

La présente charte fixe les principes et les modalités relatifs à la mise en œuvre du télétravail.



Cadre juridique

L'article 133 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, modifié par l'article 49 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, autorise l'exercice des fonctions des agents publics en télétravail. Il indique que cet exercice est accordé à la demande de l'agent et après acceptation du chef de service. Il précise qu'il peut y être mis fin à tout moment, sous réserve d'un délai de prévenance. Enfin, il rappelle que les agents télétravailleurs bénéficient des mêmes droits que les agents en fonction dans les locaux de l'employeur.

Le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique, modifié par le décret n°2020-524 du 5 mai 2020, est venu préciser la réglementation jusqu'alors en vigueur quant à l'organisation du télétravail dans la fonction publique territoriale.



I. Définition et principes généraux du télétravail

1. Définition

Le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux où il est affecté sont réalisées hors de ces locaux en utilisant les technologies de l'information et de la communication.

2. Principes généraux

Le télétravail obéit aux principes généraux suivants :

Volontariat et accord de la collectivité :

Le télétravail revêt un caractère volontaire. Il ne peut être imposé à l'agent par l'administration. De même, il ne peut être obtenu par l'agent sans l'accord de son supérieur hiérarchique. La décision est prise en appréciant la compatibilité de la demande avec la nature des activités exercées et l'intérêt du service.

Réversibilité :

La situation de télétravail est réversible. À tout moment, chacune des parties peut y mettre fin par écrit, moyennant un délai de prévenance de deux mois (cf. article 14). Dans le cas où il est mis fin à l'autorisation de télétravail à l'initiative de l'établissement, le délai de prévenance peut être réduit en cas de nécessité de service dûment motivée. L'agent qui renonce au télétravail est maintenu dans son poste dans les mêmes conditions qu'auparavant sans modification de ses conditions d'emploi.



Maintien des droits et obligations :

Le télétravailleur bénéficie des mêmes droits et avantages légaux que ceux applicables à ses collègues en situation comparable travaillant dans leur bureau. Il est également soumis aux mêmes obligations.

Protection des données :

Il incombe à l'employeur de prendre les mesures qui s'imposent pour assurer la protection des données utilisées et traitées par le télétravailleur à des fins professionnelles.

Respect de la vie privée :

L'employeur est tenu de respecter la vie privée du télétravailleur. À cet effet, les plages horaires pendant lesquelles il peut le contacter sont fixées dans l'arrêté (pour les fonctionnaires) ou l'avenant (pour les agents contractuels de droit public) de télétravail.



II. Modalités de mise en œuvre du télétravail à la Ville de SCHILTIGHEIM

1. Autorisation de télétravail

Les conditions individuelles du télétravail sont organisées dans le cadre d'un arrêté pour les fonctionnaires ou d'un avenant pour les agents contractuels de droit public. Il porte notamment sur les missions, activités à réaliser, le ou les jour(s) fixes télétravaillé(s), le lieu de travail, les plages horaires, etc.

2. Procédure de candidature et instruction des demandes de télétravail

L'agent volontaire au télétravail devra remplir un dossier de candidature disponible à la Direction des Ressources Humaines et solliciter un entretien auprès de son supérieur hiérarchique, qui émettra un avis quant à la demande formulée. Le supérieur hiérarchique transmettra le dossier de candidature à la Direction des Ressources Humaines, qui collectera l'ensemble des dossiers.

Il est de la responsabilité du supérieur hiérarchique de s'assurer de la compatibilité de l'ensemble des demandes de son service avec les nécessités de service.

Le refus opposé à une demande d'autorisation de télétravail doit être motivé par écrit et précédé d'un entretien avec le chef de service.

En cas d'accord, un entretien entre le Directeur des Ressources Humaines, le supérieur hiérarchique et l'agent aura lieu afin de détailler la procédure de mise en place.

Les candidatures sélectionnées seront proposées à l'autorité territoriale pour validation, qui signera l'arrêté ou l'avenant portant autorisation d'exercer en télétravail.

La Direction des Ressources Humaines informera chaque agent de la suite donnée à sa demande.

Une réponse écrite est donnée à la demande de télétravail dans un délai d'un mois maximum à compter de la date de sa réception ou de la date limite de dépôt lorsqu'une campagne de recensement des demandes est organisée.

Le Groupe de Pilotage sur le Télétravail participera au suivi et à l'évaluation du dispositif, dans un souci d'amélioration continue des process mis en œuvre.



3. Lieu d'exercice du télétravail

Le télétravail s'effectue au domicile de l'agent, dans un autre lieu privé ou dans tout lieu à usage professionnel. Il peut bénéficier au titre d'une même autorisation de ces différentes possibilités.

L'agent conserve sa résidence administrative actuelle pour les jours non télétravaillés. L'agent n'effectuera pas de déplacements le jour où il télétravaille.

4. Champs d'application et éligibilité fonctionnelle

La possibilité de candidater au télétravail est ouverte à tous les agents, dès lors qu'ils ont plus d'un an d'ancienneté dans la collectivité, quels que soient leur cadre d'emploi, leur grade, leur statut. Une ancienneté d'un an est recommandée dans la mesure où le télétravail suppose une autonomie, une aisance dans les fonctions et une bonne insertion dans le collectif de travail.

Les activités incompatibles avec le télétravail sont listées ci-dessous :

- ✘ Activités pour lesquelles une présence physique dans les locaux de l'administration est nécessaire pendant toute la durée du temps de travail ;
- ✘ Activités comprenant l'accomplissement des travaux portant sur des documents papiers confidentiels qui ne peuvent faire l'objet d'une numérisation ou qui ne peuvent être transportés sans risquer de compromettre la confidentialité des données qui y sont mentionnées ;
- ✘ Activités comportant l'accomplissement de travaux nécessitant l'utilisation de logiciels ou d'applications faisant l'objet de restrictions d'utilisation à distance ou l'utilisation de matériels spécifiques.
- ✘ Activités se déroulant par nature sur le terrain

Toutefois les activités incompatibles avec l'exercice du télétravail ne doivent pas être confondues avec le poste sur lequel est affecté l'agent, ou plus largement avec la fonction qu'il exerce. Ainsi, si certaines activités exercées par un agent sont incompatibles avec le télétravail, le supérieur hiérarchique étudiera la possibilité de regrouper les activités télétravaillables afin de pouvoir le mettre en œuvre.



5. Forme du télétravail, horaires, durée d'autorisation et période d'adaptation

☛ **Forme du télétravail**

La forme « pendulaire » du télétravail est retenue, consistant en une alternance entre une période de télétravail et une période de travail dans les locaux habituels.

Avec le décret du 5 mai 2020, il est possible, pour les agents dont le temps de travail est supérieur ou égal à 28h/semaine, de mettre en place plusieurs formes de télétravail à savoir :

- ☛ 1 jour fixe par semaine
- ☛ 1 jour flottant par semaine
- ☛ 2 jours fixes par semaine
- ☛ 1 jour fixe et 1 jour flottant (le jour flottant pouvant être déterminé par semaine, par mois ou par an)
- ☛ Un volume de jours flottants par semaine, par mois ou par an

Un délai de prévenance de 24 heures est requis pour l'utilisation du ou des jour(s) flottant(s). L'agent doit donc informer son supérieur hiérarchique à minima 24 heures avant l'utilisation de son ou ses jour(s) flottant(s). Ce délai pourra être réduit en cas de situation exceptionnelle telle qu'une forte perturbation des transports, des intempéries, défectuosité du moyen de transport individuel.

Les agents dont la durée hebdomadaire de service est inférieure à 28h/semaine ne peuvent pas bénéficier du dispositif de télétravail.

Une autorisation temporaire justifiée par « une situation exceptionnelle perturbant l'accès au service ou au travail sur site » (grève des transports, situation d'urgence telle qu'une crise sanitaire) pourra être délivrée sur demande de l'agent.

☛ **Situations exceptionnelles :**

À titre exceptionnel, le télétravail pourra être supérieur à 2 jours hebdomadaire lorsque

- ☛ L'état de santé, le handicap, l'état de grossesse de l'agent le justifient, après avis du médecin de prévention, pour une période de six mois maximum renouvelable sans limite après avis du médecin de prévention.
- ☛ Une autorisation temporaire de télétravail a été demandée et accordée en raison d'une situation exceptionnelle perturbant l'accès au service ou le travail sur site (épidémie, pandémie, grève des transports en commun).



☛ **Organisation du télétravail**

Une attention particulière devra être portée par tous pour limiter l'inscription de réunions nécessitant une présence physique dès lors que la mention de télétravail figure bien à l'agenda du télétravailleur.

Toutefois :

- ☛ En cas de nécessité de service, les jours de télétravail peuvent être exceptionnellement annulés, à l'initiative ou avec l'accord express du supérieur hiérarchique. Le jour fixe de télétravail n'est pas reportable sur la semaine suivante mais le jour flottant peut être adapté en respectant un délai de prévenance de 24 heures ;
- ☛ Le refus d'annulation d'une journée normalement télétravaillée pour nécessité de service est susceptible d'entraîner l'interruption de l'autorisation ;
- ☛ En cas d'impossibilité de télétravailler le jour prévu, l'agent doit se rendre sur son lieu de travail et se signaler auprès de son supérieur hiérarchique ;

☛ **Horaires**

Une journée de télétravail est d'une durée égale à celle d'une journée travaillée dans les locaux.

L'agent doit être joignable par téléphone et/ou messagerie électronique pendant une plage fixe dans la journée de télétravail, en fonction des modalités fixées dans l'arrêté. Le télétravailleur devra utiliser le système de pointage sur son ordinateur pour la comptabilisation de son temps de travail qui doit être au minimum de 7 heures par jour.

L'agent n'a pas d'activités personnelles et/ou familiales dans les créneaux horaires de télétravail. Il se consacre exclusivement à son activité professionnelle. Le télétravail est exclusif de la garde d'enfant.

☛ **Période d'adaptation**

Une période d'adaptation de 3 mois est nécessaire pour la mise en place du télétravail. À l'issue de cette période, un entretien entre l'agent et le supérieur hiérarchique permettra de s'assurer que le dispositif répond bien à leurs attentes.



6. Modification des modalités du télétravail, changement de fonction ou de domicile

En cas de souhait de l'agent de modifier certaines modalités de l'autorisation (horaires, lieu, matériels, etc.), une demande écrite visée par son supérieur hiérarchique devra être transmise à la Direction des Ressources Humaines qui établira un nouvel arrêté ou un nouvel avenant pour les contractuels.

En cas de changement de fonction, l'agent intéressé doit présenter une nouvelle demande.

En cas de changement de domicile de l'agent, l'organisation en télétravail sera réexaminée et pourra prendre fin dans l'hypothèse où ce changement est incompatible avec les modalités de télétravail.

7. Organisation du télétravail, droits et obligations de l'agent

Le télétravailleur ne reçoit pas de public et ne fixe pas de rendez-vous professionnels à son domicile. La charge de travail et les critères de résultats du télétravailleur sont équivalents à ceux appliqués pour l'exercice des fonctions sur les lieux habituels de travail.

Le télétravail peut avoir des incidences sur le collectif de travail ; il faut donc veiller à ce que sa mise en place ne désorganise pas les équipes. Il appartient aux encadrants de réfléchir, en lien avec les équipes concernées, aux adaptations éventuelles de l'organisation collective du travail que pourra nécessiter la présence d'un ou plusieurs télétravailleurs en leur sein, de s'assurer que le service trouve une organisation permettant de préserver une capacité de travail en commun et une convivialité indispensable à la fluidité des échanges entre les agents.

En cas de nécessité de service, la journée de télétravail pourra être annulée par le supérieur hiérarchique. Néanmoins, le supérieur hiérarchique, dans l'organisation de son service, prendra dans la mesure du possible des dispositions permettant d'éviter ou d'anticiper ces situations.

Le télétravailleur bénéficie des mêmes garanties et droits que tout autre agent :

- ☞ Il conserve sa rémunération ;



- ☞ L'ensemble des droits liés à son statut (titulaire, contractuel) est maintenu : déroulement de carrière, congés, formation, évaluation, représentation syndicale, etc.
- ☞ Il peut prétendre au versement des tickets restaurants durant ses jours télétravaillés.

Il est également soumis aux mêmes obligations. Il doit respecter la charte du télétravail et les différentes règles édictées par la collectivité.

8. Équipement technique, système d'information et protection des données

En faisant acte de candidature au télétravail, l'agent déclare disposer des conditions suffisantes pour exercer ses missions dans un environnement de travail adapté.

La collectivité prendra en charge les coûts découlant directement de l'exercice des fonctions en télétravail, notamment le coût des matériels, logiciels, abonnements etc. Exceptions à ce principe :

- ☞ Lorsqu'un agent demande l'utilisation des jours flottants de télétravail ou l'autorisation temporaire de télétravail, l'administration peut autoriser l'utilisation de l'équipement informatique personnel de l'agent.
- ☞ Lorsqu'une autorisation temporaire de télétravail est accordée en raison d'une situation exceptionnelle perturbant l'accès au service ou le travail sur le site.
- ☞ Lorsqu'un agent signifie par écrit son souhait d'utiliser ses outils informatiques personnels

L'ensemble des équipements et moyens mis à la disposition de l'agent seront précisés dans l'arrêté. Les imprimantes et périphériques personnels ne sont pas pris en compte et ne peuvent être installés pour des raisons techniques et de sécurité.

Dans le cas où la demande est formulée par un agent en situation de handicap, l'autorité territoriale met en œuvre sur le lieu de télétravail de l'agent les aménagements de poste nécessaires, sous réserve que les charges consécutives à la mise en œuvre de ces mesures ne soient pas disproportionnées, notamment compte tenu des aides qui peuvent compenser, en tout ou partie, les dépenses engagées à ce titre par l'employeur.

En cas de dysfonctionnement ou de panne du matériel mis à disposition, l'agent bénéficie d'une assistance informatique à distance. Dans le cas où une intervention technique serait nécessaire, elle sera réalisée dans les locaux de la collectivité.



L'agent est responsable du matériel mis à sa disposition. Il doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter les dommages sur les équipements qui lui sont remis. En cas d'incident technique ne lui permettant pas d'effectuer normalement son activité à domicile, l'agent doit en informer immédiatement son supérieur hiérarchique qui prendra les mesures appropriées pour assurer la bonne organisation de l'activité. À ce titre, il pourra demander à l'agent de revenir au sein des locaux de la collectivité.

La collectivité prend également, dans le respect des prescriptions de la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés) et du RGPD (règlement général sur la protection des données), les mesures qui s'imposent pour assurer la protection des données utilisées et traitées par le télétravailleur à des fins professionnelles. Il informe l'agent :

- ☞ Des dispositions légales et des règles propres à la collectivité relative à la protection de ces données et à leur confidentialité
- ☞ De toute restriction à l'usage des équipements ou outils informatiques
- ☞ Des sanctions en cas de non-respect des règles applicables

L'agent doit, quant à lui, assurer la confidentialité et l'intégrité des informations et dossiers qui lui sont confiés.

9. Contrôle de l'activité, accidents du travail, arrêts de travail et assurances

Contrôle de l'activité :

L'encadrement joue un rôle important dans la mise en place du télétravail et dans la prévention contre l'isolement du télétravailleur.

Dès lors, l'encadrement reçoit en entretien l'agent avant la mise en place du télétravail afin de lui fournir l'ensemble des informations relatives :

- ☞ Aux conditions d'exécution du télétravail ;
- ☞ Aux règles de sécurité tant physiques que matérielles ;
- ☞ A la faisabilité de la réalisation des tâches à distance ;
- ☞ Aux modalités d'évaluation ;
- ☞ A la prévention contre l'isolement.



Par ailleurs, l'encadrement doit veiller à ce que le nombre d'agents bénéficiant de ce dispositif soit compatible avec la bonne organisation de son service.

L'activité de l'agent en télétravail est équivalente à celle d'un agent sur site. À ce titre, il doit être joignable et en mesure de répondre aux mêmes sollicitations.

L'agent en situation de télétravail continue d'être rattaché à son encadrant direct auquel il rendra compte régulièrement de son activité.

L'agent se conforme aux directives et instructions qui lui sont données par sa hiérarchie en ce qui concerne les diverses modalités de son activité.

Afin de s'assurer que les objectifs fixés à l'agent sont atteints, lorsqu'il exerce ses fonctions en télétravail, le supérieur hiérarchique procède à leur contrôle régulier.

L'entretien professionnel annuel est, par ailleurs, l'occasion de faire le point sur l'exercice du télétravail, les attentes de l'agent, les réajustements nécessaires, etc.

Accidents du travail et arrêts de travail :

La collectivité prend en charge les accidents de service et du travail survenus au télétravailleur, dans les mêmes conditions réglementaires que celles qui s'appliquent aux autres agents.

L'agent devra déclarer l'accident dès sa survenance:

- ☞ De force majeure,
- ☞ Ou d'impossibilité absolue,
- ☞ Ou de motifs légitimes.

Deux éléments sont à prendre en compte pour caractériser l'accident de service :

- ☞ Le lieu de l'accident doit être le lieu de travail (ou un lieu assimilé)
- ☞ L'heure de l'accident, qui doit se situer pendant les heures de travail ;

En cas d'arrêt de travail, le télétravailleur bénéficie du maintien de rémunération en application des règles de couverture sociale de la collectivité. Dans tous les cas, le télétravailleur à domicile doit informer son supérieur hiérarchique de l'arrêt de travail dans les mêmes délais que lorsqu'il effectue son travail dans les locaux de la collectivité.

L'agent télétravailleur bénéficie de la même couverture accident, maladie, décès et prévoyance que les autres agents. Les agents travaillant à leur domicile sont couverts



pour les accidents survenus à l'occasion de l'exécution des tâches confiées par l'employeur.

Assurances :

La collectivité prend en charge les dommages subis par les biens de toute nature mis à disposition du télétravailleur dans le cadre de son activité professionnelle.

Les dommages causés aux tiers sont pris en charge par la collectivité s'ils résultent directement de l'exercice du travail ou s'ils sont causés par les biens qu'elle met à disposition du télétravailleur.

Si les dommages résultent d'une faute personnelle détachable du service, la responsabilité de la collectivité n'est pas engagée, ou si la responsabilité de cette dernière est recherchée, elle peut se retourner contre le télétravailleur.

Par ailleurs, le télétravailleur s'engage à signaler sa situation à son assureur. Il devra fournir une attestation de son assurance multirisque habitation à la Direction des Ressources Humaines, précisant l'extension des garanties au télétravail.

En cas de vol ou de dommage subi sur le matériel mis à disposition, une déclaration accompagnée d'un procès-verbal du sinistre ou du vol devront être communiqués dans un délai de 5 jours ouvrés au Service Sécurité/Accessibilité et à la Direction des Ressources Humaines.

10. Sensibilisation et formation

Au besoin, la collectivité organisera des séances de sensibilisation au télétravail, à destination des agents et des supérieurs hiérarchiques. Le cas échéant, des formations ciblées sur l'utilisation des équipements nécessaires à l'exercice des missions en télétravail pourront être également dispensées.

11. Sécurité et conditions de travail

L'employeur est responsable de la protection de la santé et de la sécurité des agents.

L'agent peut être soumis au contrôle d'une délégation du CHSCT sur le lieu d'exercice du télétravail. L'accès au domicile de l'agent est subordonné à son accord, **ces visites sont subordonnées à l'information préalable de l'agent en télétravail en respectant un délai de prévenance de 10 jours et à l'accord écrit de celui-ci.**



Le télétravailleur fournit un certificat de conformité électrique ou, à défaut une attestation sur l'honneur justifiant de la conformité de l'installation électrique de son espace de travail à la norme NF C 15-100 relative aux installations électriques basse tension en France. Cette attestation permet de s'assurer que la prise à laquelle l'ordinateur sera branché est protégée par un interrupteur différentiel calibré à 30mA (qui permet la protection des personnes en coupant instantanément le courant) et par un disjoncteur (qui vise à protéger le circuit électrique en cas de surcharge et de court-circuit).

L'agent fournit également une attestation d'assurance multirisque habitation précisant qu'elle couvre l'exercice du télétravail au lieu défini dans le formulaire de demande de télétravail.

À défaut de produire de tels documents, l'agent ne pourra être autorisé à exercer ses activités en télétravail.

Le télétravailleur peut demander à rencontrer le conseiller de prévention, un assistant de prévention, le responsable santé et sécurité au travail ou le médecin de prévention soit préalablement à sa mise en situation de télétravail, soit au cours de la période d'autorisation. Il peut également solliciter une visite de son domicile lorsqu'il y exerce ses activités.

Le supérieur hiérarchique doit rester attentif aux situations éventuelles d'isolement social ou professionnel ou de stress liées à une charge de travail non régulée qui pourraient être générées par le télétravail.

12. Dépenses à la charge de la collectivité

L'équipement du télétravailleur est financé par la collectivité, dans les mêmes conditions que s'il était sur site. Les lignes de téléphonie fixe et Internet sont celles du télétravailleur.

Les dépenses de maintenance du poste de télétravail et l'assurance du matériel sont prises en charge par la collectivité.



13. Renouveaulement de l'autorisation et cessation du télétravail

L'autorisation d'exercice des fonctions en télétravail peut être renouvelée tous les ans par décision expresse (nouvel arrêté ou avenant), après entretien avec le supérieur hiérarchique direct et sur avis de ce dernier. En cas de changement de fonctions, l'agent intéressé doit présenter une nouvelle demande.

Il peut être mis fin au télétravail, à tout moment, par écrit, à l'initiative de l'administration, au moins 2 mois à l'avance et à l'initiative de l'agent à une date convenue entre lui et son supérieur hiérarchique.

Lorsqu'il est mis fin au télétravail par l'administration, le délai peut être réduit en cas de nécessité du service dûment motivée. L'interruption à l'initiative de l'administration doit être précédée d'un entretien et être motivée par écrit.

La commission administrative paritaire (pour les agents titulaires) ou la commission consultative paritaire (pour les agents contractuels) peuvent être saisies, par l'agent intéressé, du refus opposé à une demande initiale ou de renouvellement de télétravail formulée par lui pour l'exercice d'activités éligibles fixées par l'un des actes mentionnés à l'article 7 du décret n°2016-151 ainsi que de l'interruption du télétravail à l'initiative de l'administration.

III. Suivi et évaluation du dispositif

Un bilan annuel sur le télétravail sera présenté en Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) et en Comité technique (CT). La présente charte pourra être révisée à la demande des membres du CHSCT, du CT ou de l'autorité territoriale, elle sera applicable après respect des mêmes procédures d'approbation.



Direction des Ressources Humaines

**FORMULAIRE DE DEMANDE
DE TÉLÉTRAVAIL**

Merci de renseigner ce dossier et de le remettre à votre responsable hiérarchique direct. Il servira de support lors de l'entretien que vous aurez avec ce dernier dans le cadre de l'analyse de votre candidature.

La validation de celle-ci, ainsi que les modalités individuelles convenues, feront l'objet d'une validation définitive par Mme La Maire.

I. DEMANDE DE L'AGENT

| | |
|---|--|
| NOM et PRÉNOM | |
| SERVICE | |
| FONCTION | |
| GRADE | |
| LIEU DU TÉLÉTRAVAIL (adresse complète) | |

II. FORME DU TELETRAVAIL

- 1 jour fixe par semaine
- 1 jour flottant par semaine
- 2 jours fixes par semaine
- 1 jour fixe et 1 jour flottant (le jour flottant pouvant être déterminé par semaine, par mois ou par an)
- Un volume de jours flottants par semaine, par mois ou par an



Direction des Ressources Humaines

1. Choix des jours fixes

- LUNDI
- MARDI
- MERCREDI
- JEUDI
- VENDREDI

Commentaires : Possibilité de télétravailler plus de 2 jours par semaine dans les cas suivants :
 * L'état de santé, le handicap, l'état de grossesse de l'agent le justifient, après avis du médecin de prévention, pour une période de six mois maximum renouvelable sans limite après avis du médecin de prévention.

2. Choix du ou des jour(s) flottant(s)

- Volume par semaine : 1 jour flottant ou 2 jours flottants
- Volume par mois Nombre de jours par mois : (max :8)
- Volume par an Nombre de jours par an : (max : 92)



Direction des Ressources Humaines

3. Identification des activités exercées en télétravail et des moyens informatiques utilisés :

| Activité | Logiciel utilisé |
|----------|------------------|
| 1. | |
| 2. | |
| 3. | |
| 4. | |
| 5. | |
| 6. | |
| 7. | |
| 8. | |
| 9. | |
| 10. | |

4. Quelles sont vos motivations pour le télétravail ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

5. Demande à télétravailler à compter du : / /



Direction des Ressources Humaines

6. Outils informatiques et téléphoniques :

La collectivité a-t-elle déjà mis à votre disposition un :

Ordinateur professionnel : Oui Non

Téléphone professionnel : Oui Non

Souhaitez-vous utiliser votre ordinateur personnel ? (uniquement en cas de demande de jours flottants ou autorisation exceptionnelle): Oui Non

Souhaitez-vous utiliser votre téléphone portable ou fixe personnel ? (uniquement en cas de demande de jours flottants ou autorisation exceptionnelle): : Oui Non



Direction des Ressources Humaines

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Mme / M. atteste sur l'honneur que le lieu de travail à mon domicile comporte un espace pouvant être utilisé pour le télétravail.

Je reconnais également avoir été informé(e) que le télétravail ne pourra se mettre en place que lorsque :

- Toutes les pièces justificatives auront été fournies
- L'arrêté ou l'avenant au contrat de travail déterminant les modalités du télétravail aura été signée par les 2 parties

Fait à SCHILTIGHEIM, le

Signature de l'agent :

Information importante : Les pièces suivantes devront impérativement être remises avant le début de la période de télétravail à domicile :

- Certificat de conformité aux normes électriques établi par un organisme agréé ou attestation sur l'honneur
- Attestation d'assurance multirisque habitation comprenant la clause particulière relative à l'activité liée au télétravail



Direction des Ressources Humaines

II. ACCORD DU RESPONSABLE DE SERVICE

| | |
|---------------|--|
| NOM et PRÉNOM | |
| SERVICE | |
| FONCTION | |

RÉPONSE

Demande de télétravail :

Acceptée

Refusée

Commentaires :

.....

.....

.....

.....

En cas de refus, préciser les motifs :

- Fonctionnement du service et / ou configuration de l'équipe incompatible
- L'autonomie de l'agent est insuffisante
- Autres (à préciser)

.....

.....

.....



Direction des Ressources Humaines

Date : / / Signature du Chef de service :

III. AVIS DU SERVICE INFORMATIQUE

Vérification de la couverture ADSL du domicile :

Couverture suffisante Couverture insuffisante

Vérification du fonctionnement à distance des applications et logiciels :

Vous disposerez des outils habituels, indiquez le nom des applications, logiciels et matériels nécessaires à vos missions :

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Démarrage du télétravail possible à compter du

Date : / /

Signature du service informatique :

Date de réception de la demande à la Direction des Ressources Humaines le : / /

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de Madame Danielle DAMBACH

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2 ont voté par procuration**

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIAJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

6^e point à l'ordre du jour :
(Délibération n° 2020SGDE099)

**RAPPORT RELATIF A L'EMPLOI DES TRAVAILLEURS
HANDICAPES - SITUATION AU 1^{ER} JANVIER 2019**

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE099-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

6. RAPPORT RELATIF A L'EMPLOI DES TRAVAILLEURS HANDICAPES - SITUATION AU 1^{ER} JANVIER 2019

Monsieur le Premier Adjoint :

Considérant que selon les articles L5212-2 du code du travail et 33 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires dite « loi Le Pors », les collectivités territoriales et leurs établissements publics autres qu'industriels et commerciaux sont assujettis à l'obligation d'emploi de personnes handicapées lorsqu'ils occupent au moins 20 agents à temps plein ou leur équivalent dans la proportion minimale de 6% de l'effectif total de leurs salariés ;

Considérant que l'article 33 de la Loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a inséré un article 35 bis dans la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 selon lequel le rapport prévu au dernier alinéa de l'article L 323-2 du code du travail est présenté à l'assemblée délibérante après avis du Comité Technique ;

Considérant le rapport sur l'emploi des travailleurs handicapés ci-dessous :

| Collectivité | Effectif total (au 01-01-19) | Nombre de travailleurs handicapés (au 01-01-19) | Total des dépenses € | Equivalents bénéficiaires | % d'emploi des travailleurs handicapés réajusté |
|-----------------------|---------------------------------|--|-------------------------|------------------------------|--|
| Ville de Schiltigheim | 388 | 42 | 0 | 0 | 10.82* |

**pour mémoire, le taux était de 10.83 % au 1^{er} janvier 2017 et de 12.01 % au 1^{er} janvier 2018*

Considérant l'information faite aux membres du Comité Technique en date du 21 septembre 2020 ;

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

Vu l'article 33 de la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu l'article 35 bis de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

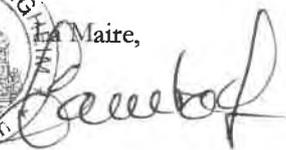
Vu l'article 33 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires dite « loi Le Pors » ;

Vu les articles L323-2 et L5212-2 du Code du Travail ;

Après en avoir délibéré,
Sur proposition du Bureau municipal,

PREND ACTE du rapport sur l'emploi des travailleurs handicapés.

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020

Maire,


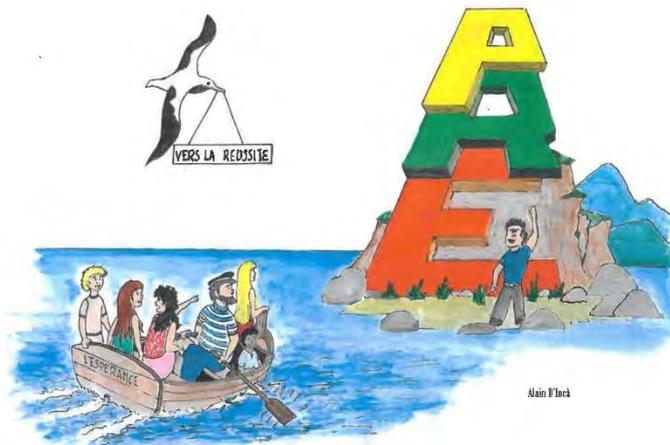

Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE099-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020



**Rapport d'Activité Janvier 2019-Décembre 2019
du
Programme de Réussite Educative**



Réalisé en mai 2020



SOMMAIRE

| | |
|---|------|
| Le mot de la Présidente | P.3 |
| Introduction | P.4 |
| I- La nouvelle dimension territoriale du PRE | P.4 |
| II- L'évolution du PRE depuis sa mise en place à Schiltigheim | P.5 |
| III- Le fonctionnement de la Caisse des écoles | P.5 |
| IV- Les partenaires de la Réussite Educative | P.6 |
| V- Les provenances des demandes de prise en charge | P.8 |
| VI- Les situations traitées en 2019 | P.9 |
| VII- Les motifs d'orientation / les objectifs de parcours | P.11 |
| VIII- Les parcours proposés | P.12 |
| IX- Le moyens mis en œuvre | P.15 |
| X- Les sortie du dispositif et les relais | P.15 |
| Conclusion | P.16 |
| LE PRE au groupe scolaire Exen | P.17 |

Le Mot de la Présidente

Cette année 2019 a vu le nombre d'enfants considérablement augmenter passant de 115 en 2018 à 153 sur les Quartiers Politique de la Ville, auxquels il nous faut rajouter les 15 enfants du groupe scolaire Exen dans le quartier du Centre. Ce résultat est le fruit du renforcement d'un partenariat avec l'Education nationale et tous les autres acteurs éducatifs sans oublier les parents, mais également avec la Ville de Bischheim puisque le Programme de Réussite Educative s'est étendu sur les quartiers du Guirbaden et du Canal.

Je me réjouis de savoir que grâce à l'investissement de chacun et des moyens mis en œuvre, davantage d'enfants de nos communes de Schiltigheim et de Bischheim ont pu se sentir mieux, s'épanouir dans leur vie d'élève mais surtout dans leur vie d'enfant.

Notre municipalité, consciente de la fragilité de certains de nos jeunes, soutient et encourage avec force le PRE. Nous sommes aussi reconnaissants à nos financeurs, et en tout premier lieu l'Etat, de la contribution qu'ils nous apportent et qui, je l'espère, continuera à nous apporter son soutien à la hauteur des besoins repérés.

Je tiens d'ailleurs à faire remarquer que les enfants en grande fragilité ne sont pas uniquement dans les quartiers en politique de la ville. Ainsi, nous en avons au quartier du Centre. C'est pour cette raison que la Ville a souhaité mettre en place le PRE pour les élèves qui fréquentent les écoles Exen Pire et Exen Schweitzer et l'a entièrement financé.

Je souhaite souligner le travail mené par l'Equipe de la Caisse des écoles et je pense tout particulièrement aux accompagnateurs qui mettent en œuvre sur le terrain les parcours de réussite. Je les en remercie bien sincèrement. Grâce à leur compétence et leur investissement, les jeunes deviennent plus autonomes, retrouvent confiance en eux, améliorent leur travail scolaire et profitent de sorties auxquelles ils ne sont pas habitués.

L'impact de cet accompagnement rejaillit aussi sur les parents, la fratrie et plus largement sur leur environnement social.

Un dernier mot aussi sur les prestataires qui proposent divers ateliers de remobilisation et d'épanouissement personnel et qui ne ménagent pas leurs efforts pour qu'un enfant se sente mieux et évolue favorablement.

Continuons donc tous, ces efforts communs, car je forme le vœu que le PRE puisse répondre à chaque sollicitation dans l'intérêt de nos enfants, de nos jeunes et de leurs familles.

La Présidente



Danielle DAMBACH
Maire de Schiltigheim

INTRODUCTION

En cette année 2019, le Programme de Réussite Educative (PRE) s'est étendu sur de nouveaux territoires à Schiltigheim et à Bischheim.

A Schiltigheim : il a été mis en place sur le groupe scolaire Exen qui n'est pas dans un Quartier Politique de la Ville (QPV) ni en Réseau d'Education Prioritaire (REP) mais qui accueille des enfants en grande difficulté socioéducative. La Municipalité le finance en totalité et son budget n'apparaît pas dans celui qui relève de la Politique de la Ville. C'est aussi dans cet esprit de clarté qu'il fait l'objet d'un rapport à la fin de ce document.

A Bischheim : le PRE a pris en charge les enfants domiciliés dans les quartiers du Guirbaden et du Canal qui sont des Quartiers Politique de la Ville. La décision a été prise avec les services de l'Education nationale lors d'une rencontre à l'initiative de la Ville de Bischheim avec les partenaires du quartier. La première Equipe Pluridisciplinaire de Soutien a eu lieu le 25 juin 2019 au collège du Ried.

I- La nouvelle dimension territoriale du PRE

|  SCHILTIGHEIM | |  BISCHHEIM | |
|---|---|--|--|
| QPV Est/ REP Rouget de Lisle | QPV Ouest/ REP Leclerc | QPV Ouest/ REP Lamartine | Quartiers Guirbaden et Canal |
| Collège Rouget de Lisle | Collège Leclerc | Collège Lamartine | Collège du Ried |
| Ecole maternelle Rosa Parks | Ecoles maternelles : Kléber Victor Hugo | Ecoles maternelles Prunelliers Lauchacker | Ecoles maternelles At Home Canal |
| Ecole élémentaire Rosa Parks | Ecoles élémentaires Mermoz Leclerc | Ecole élémentaire Prunelliers | Ecole élémentaire At Home |

II- L'évolution du PRE depuis sa mise en place à Schiltigheim



Les Chiffres du PRE en 2019

- 153 dossiers traités
- 194 contrats signés
- 99 parents reçus
- 16 accompagnateurs pour les QPV dont 12 simultanément
- 4 prises de contacts en moyenne avec les parents au cours d'un parcours de 6 mois,
- 16 Equipes Pluridisciplinaires de Soutien : 6 à l'Ouest, 6 à l'Est, 4 au Guirbaden.
- 6 formations pour les accompagnateurs
- 4 réunions d'équipe pour les accompagnateurs
- 1 réunion inter services avec la Maison du jeune citoyen pour présentation de leurs activités
- 1 réunion inter Equipes pluridisciplinaires des quartiers politique de la Ville des deux communes
- 2 réunion de présentation et lancement du PRE au Guirbaden
- 1 séminaire à Metz auquel la directrice de la Caisse des écoles a participé. Il était organisé par le Réseau de Réussite Educative du Grand Est sur la thématique de l'Evaluation du PRE.
- La 1^{ère} réunion du Conseil Consultatif de Réussite Educative

III- Le fonctionnement de la Caisse des écoles

Le Conseil d'Administration

12 membres
5 réunions

L'Equipe de la Caisse des écoles :

- ✓ 1 directrice
- ✓ 1 référent financier
- ✓ 1 coordinatrice
- ✓ 16 accompagnateurs dont 12 simultanément
- ✓ 1 éducatrice de jeunes enfants complète l'équipe sur le volet parentalité. Son expertise est utile dans le cadre des accompagnements du PRE.

5

Les accompagnateurs interviennent directement auprès des enfants et des familles et à domicile. Ils mettent en œuvre les parcours de réussite définis avec l'Equipe Pluridisciplinaire de Soutien et les parents. Ils peuvent aussi découvrir des difficultés non repérées jusque-là et en faire part aux autres acteurs éducatifs pour réajuster le suivi.

Les quantités horaires vont de 15 à 35 heures de travail, auxquelles se rajoutent des heures de formations et de réunions.

Les formations proposées à l'équipe en 2019 :

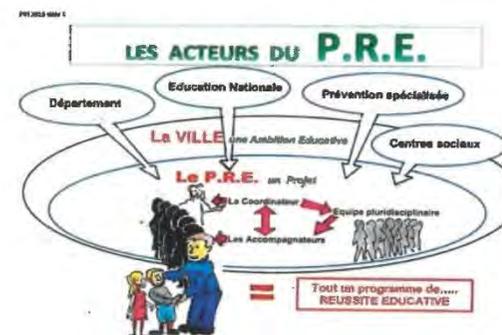
- Le Centre de soins infirmiers : 2 sessions sur le diabète et l'obésité. 10 participants à chaque session.
- La sensibilisation des agents en charge d'accueil d'enfants en situation de handicap : 6 participants.
- La psychologue/formatrice, Angelica BOUR : 3 séances sur les troubles des apprentissages, l'impact des écrans et les troubles du comportement : 8 participants.
- Le service Petite enfance de la Ville : conférence de Christine SCHUHL sur le thème « prévenir les douces violences dans les pratiques professionnelles » au Brassin : 10 participants.
- L'association Desclicks : formation informatique autour du numérique. 9 participants.
- Un groupe composé de 8 accompagnateurs s'est réuni avec la psychologue Danièle RHODÉ pour travailler sur « l'analyse de la pratique ».

Une dizaine d'intervenants ont participé au séminaire du Projet Educatif Local le 11 mai 2019 et deux d'entre eux suivent les ateliers de travail mis en place depuis juillet qui préparent le prochain PEL.

IV- Les partenaires de la réussite éducative

Les Equipes Pluridisciplinaires de Soutien (EPS)

Elles se réunissent environ toutes les six ou huit semaines.



6

Trois EPS sont installées sur la ville, une pour chaque quartier. Leur rôle est d'identifier de façon la plus précise possible, les difficultés de l'enfant ou de l'adolescent, d'établir un diagnostic de sa situation, de lui proposer un parcours éducatif adapté et de suivre son évolution jusqu'au bilan final et à la sortie du dispositif.

| EPS par Quartier | Composition | | | | |
|--------------------|--|---------------------|---|---|--|
| Marais | Ville de Schiltigheim Caisse des écoles | Education nationale | Conseil Départemental du Bas-Rhin (UTAMS)** | Prévention Spécialisée (La JEEP) | Centre Socio Culturel Sorgus |
| Ouest | Ville de Schiltigheim Caisse des écoles | Education nationale | Conseil Départemental du Bas-Rhin (UTAMS)** | Prévention Spécialisée (La JEEP) | Centre Social et familial V. Hugo/Léo Lagrange |
| Guirbaden et Canal | Ville de Schiltigheim Caisse des écoles | Ville de Bischheim | Education nationale | Conseil Départemental du Bas-Rhin (UTAMS) | ARSEA |

**Unité Territoriale d'Action Médico Sociale

La réunion Equipe inter pluridisciplinaire de Soutien

Les EPS se réunissent au moins une fois par an afin de faire un point global sur le dispositif du PRE sur le territoire : les points faibles, les atouts, les suggestions.

Cette année, elle a eu lieu le 26 novembre à la mairie et réunissait les EPS des Quartiers en Politique de la Ville de Schiltigheim et Bischheim avec pour la 1^{ère} fois l'Equipe du Guirbaden/Canal. Mme GILLOT adjointe au Maire de Bischheim et membre du Conseil d'Administration de la CAF y était présente. Mme LEGOUIC adjointe à la Maire de Schiltigheim et sa représentante à la Caisse des écoles, a accueilli les participants.

Les points abordés ont été les suivants :

- **les échanges avec les enseignants.**
De l'avis des participants, les échanges sont réguliers au niveau élémentaire, c'est plus difficile au niveau collège vu le nombre d'enseignants.
- **la présentation du rapport d'activité 2018**
Les actions sont notées avec intérêt par les membres présents des trois EPS.
- **l'évaluation du dispositif**
Une évaluation est souhaitée par les partenaires afin de mesurer la plus-value et les effets du PRE.
- Il est acté la formation d'un groupe de suivi de la démarche en début d'année 2020.

Il serait intéressant l'année prochaine, en 2020, d'ouvrir cette réunion à l'EPS des deux écoles Exen lorsque sa composition en sera définitive.

7

Les familles



➤ Les parents

Leur accord est obligatoire pour que l'enfant bénéficie du PRE. Ils peuvent également faire des demandes directement auprès de la coordinatrice. Quand les parents sont les demandeurs, ils s'impliquent de manière très volontaire et l'efficacité du suivi est facilitée et renforcée.

Ainsi, en 2019, sur les 77 nouvelles demandes, on compte seulement 3 désistements au moment de débiter le parcours (en 2018, 3 pour 46).

Le soutien à la fonction parentale est un des aspects essentiels de l'accompagnement individuel.

➤ Les enfants et les adolescents

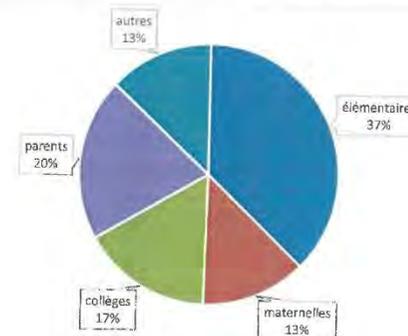
Le travail est toujours conduit de manière positive pour les valoriser et leur redonner confiance en eux.

La prise en charge d'une fratrie donne de bons résultats en créant une émulation au sein de la famille.

V- Les provenances des demandes de prise en charge en 2019

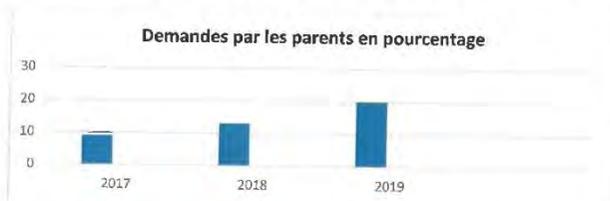
Les demandes de prises en charges sont faites par les professionnels qui connaissent bien l'enfant et sa famille et également par les parents.

Provenance des orientations en 2019, les trois quartiers confondus :



8

La mobilisation des parents autour du PRE se confirme depuis trois ans pour demander la prise en charge de leur enfant sans passer par un référent professionnel.



Les acteurs éducatifs à l'origine des demandes ont orienté (en nombre d'enfants) :

- Ecoles maternelles : 20
- Ecoles élémentaires : 57
- Collèges : 25
- Parents : 31
- Autres : ASTU (3) ; Assistantes sociales scolaires (4) et UTAMS (2) ; JEEP (6) ; Centre Ssocio Culturel du Marais (2) ; Centre Social et Familial Victor Hugo (1) ; ARSEA (2)

VI - Les situations traitées en 2019 par les EPS :

| Quartier | Dossiers traités | Nouvelles demandes | Situations en cours de suivi (depuis 2018) | Refus EPS | Sorties |
|----------|---|--------------------|--|---------------------------------|----------------------------|
| Ouest | 85 (dont 64 de Schiltigheim et 21 de Bischheim) | 42 | 43 | 1 (dans les nouvelles demandes) | 31 (comprises dans les 85) |

En 2019, 85 dossiers ont été suivis au quartier Ouest dont 42 nouvelles demandes et parmi elles 1 refus. Il y a eu 31 sorties.

| Quartier | Dossiers traités | Nouvelles demandes | Situations en cours de suivi (depuis 2018) | Refus EPS | Sorties |
|----------|------------------|--------------------|--|---------------------------------|----------------------------|
| Est | 57 | 24 | 33 | 1 (dans les nouvelles demandes) | 24 (comprises dans les 57) |

En 2019, 57 dossiers ont été suivis au quartier Est dont 24 nouvelles demandes et parmi elles 1 refus. Il y a eu 24 sorties.

| Quartier | Dossiers traités | Nouvelles demandes | Situations en cours de suivi (depuis 2018) | Refus EPS | Sorties |
|-----------------|------------------|--------------------|--|-----------|---------|
| Guirbaden/Canal | 11 | 11 | 0 | 0 | 0 |

Pour cette première année au quartier du Guirbaden /Canal, 11 dossiers ont été instruits.

Pour résumer, sur l'ensemble des trois quartiers, on constate :

153 situations traitées soit 38 enfants de plus qu'en 2018 :

- 121 à Schiltigheim et 32 à Bischheim
- 66 nouvelles sur les quartiers Ouest et Est déjà bénéficiaires du PRE
- 11 nouvelles sur le quartier du Guirbaden (PRE mis en place en juillet 2019)
- 76 en cours de suivi

Parmi ces 153 situations, on note 2 refus et 55 sorties

Autres chiffres

Nombre de situations hors QPV : 48 dont : 9 fratries

- 25 collégiens
- 23 élèves en écoles primaires

Répartition filles/garçons.

| Quartiers | Garçons | Filles |
|-----------------|---------|--------|
| Ouest | 48 | 37 |
| Est /Marais | 41 | 16 |
| Guirbaden/Canal | 4 | 7 |

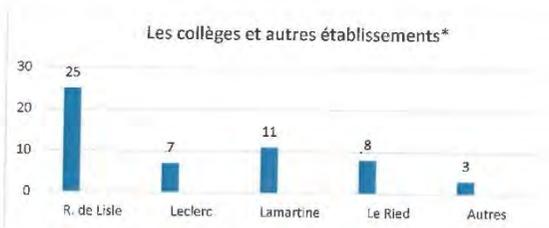
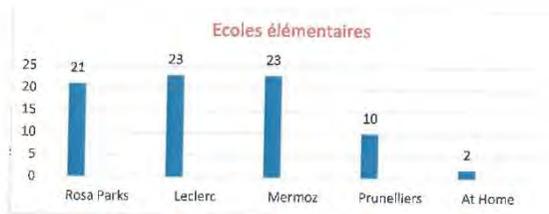
Plus de garçons que de filles aux quartiers Ouest et Est /Marais
Au quartier du Guirbaden/Canal, c'est le contraire.

Répartition par âge

| Age | Garçons | Filles |
|-----------|---------|--------|
| 0-5 ans | 10 | 5 |
| 6-15 ans | 83 | 54 |
| 16-17 ans | 0 | 1 |

Répartition des enfants dans les écoles





*Autres établissements : 2 à Exen (UPE2A) et 1 au collège Leclerc à Strasbourg

VII- Les motifs d'orientation / les objectifs de parcours

Les orientations sont justifiées par des difficultés dans le temps scolaire et l'environnement personnel. *Elles se cumulent souvent* (d'où le nombre supérieur à 77 sur l'ensemble du tableau) et ne permettent pas à l'enfant d'évoluer et de s'épanouir :

L'étude porte sur les 77 nouvelles demandes de 2019

| Problématiques | Nombre d'enfants |
|--|------------------|
| Difficultés scolaires | 65 |
| Manque d'ouverture sur l'extérieur et de socialisation | 49 |
| Soucis santé et bien-être | 42 |
| Besoin de soutien à la parentalité | 34 |
| Difficultés de comportement | 14 |



11

Les objectifs définis par l'Equipe Pluridisciplinaire de Soutien au regard des priorités

Ces objectifs sont définis par thème :

Réussite scolaire : accompagner les apprentissages, améliorer le suivi scolaire, trouver une motivation à l'étude, remobiliser pour le travail et l'accès à l'autonomie, optimiser et renforcer la maîtrise de la langue française et son élocution.

Ouverture vers le monde et les autres : donner le goût de la lecture, de la culture (expositions, musique, danse, sport (clubs, manifestations), des sorties loisirs (jeux, nature...)

Attitude : améliorer le comportement et le rapport à soi et aux autres.

Santé : assurer les suivis médicaux, sensibiliser à l'hygiène de vie (alimentation, écrans et autres addictions).

Parentalité : accompagner le parent dans son rôle éducatif ; associer les familles aux activités PRE de leurs enfants.



VIII- Les parcours proposés

La mise en œuvre de ces objectifs est assurée par :

- 1) L'accompagnement individuel
- 2) Les ateliers spécifiques PRE en petit collectif
- 3) Les actions ciblant le développement culturel et les loisirs

- 1) L'accompagnement individuel :

Il est assuré à domicile et dans différents lieux éducatifs par :

- Les accompagnateurs de la Caisse des écoles
- Des associations qui nous mettent à disposition par convention des accompagnateurs :

*L'AFEV (jusqu'en juin 2019)

*La Ligue de l'Enseignement (depuis septembre 2019)

*ASTU (Actions Citoyennes Interculturelles)

- Deux psychologues : Angelica BOUR et Danièle RHODÉ

12

2) Les ateliers spécifiques en petit collectif :

La Caisse des écoles a établi des conventions avec 6 prestataires pour mettre en place des ateliers.



✓ Les ateliers d'Art-Thérapie :

La danse-thérapie d'Angélique FOUREL; il a pris fin en avril 2019 pour motifs personnels de l'art-thérapeute : 6 enfants.

L'atelier de la CabAnne des créateurs : atelier d'expression artistique. Il a remplacé l'atelier précédent jusqu'à fin juin pour les 6 enfants.

Sophie KOCHER (4 enfants) et *Agnès PERELMUTER* (4 enfants) : *ateliers de redynamisation basés sur différentes formes d'art* (dessin, peinture, musique...) à partir de septembre.

✓ *L'atelier musical de l'intervenante musicienne Ildiko TRYOEN* : développement des enfants à travers le chant et la découverte de divers univers musicaux : 6 enfants.

✓ *L'association Etude Plus* : atelier en petit collectif de soutien en maths et français pour des enfants du niveau élémentaire et pour des collégiens.

A la rentrée 2019, un volet coaching s'est rajouté. Il se traduit par un accompagnement plus centré sur le jeune dans une dynamique de groupe. Cet atelier s'est bien développé depuis trois ans passant de 4/5 jeunes à 18 : 13 au quartier du Marais (local de la JEEP) et 5 au collège Lamartine.

A ces actions se rajoute :

L'Atelier -lecture/écriture animé par une accompagnatrice de la Caisse des écoles, qui a débuté pendant des petites et grandes vacances pour assurer la continuité éducative pendant ces périodes. Il a lieu chaque mercredi à la Cour Elmia.

3) Les actions ciblant l'ouverture au monde

Les sorties pédagogiques en vue de l'épanouissement personnel, culturel et de la sensibilisation à la nature et à l'environnement



Ainsi tout au long de l'année, les enfants et les jeunes ont pu découvrir ou visiter :

- Les concerts de la Chambre Musicale : - le concert festif en début d'année au Brassin : 4/5 enfants avec leur famille et le baby concert

13

- le baby-concert en février où notre plus jeune enfant de 3 ans 1/2 a pu découvrir différents instruments et s'essayer au violon. Sa mère, ses sœurs et sa référente PRE l'avaient accompagné.

- Le Musée zoologique en groupe : 4 enfants et 3 accompagnateurs.
- La visite du Musée alsacien : 8 enfants et une accompagnatrice
- Le jeu de piste « il était une fois ma ville » (pendant les vacances de printemps) : 12 enfants et 3 accompagnateurs.
- La découverte en été de la nature au Parc de la Roseraie en visite guidée : 5 enfants.
- La visite du Parlement Européen pendant les grandes vacances : visite libre audioguidée : 5 enfants et 2 accompagnateurs.



- La scène ouverte à l'école des Arts :
Découverte des instruments le 18 mai 2019 :
6 enfants et 2 accompagnatrices

- La participation aux « ateliers marque-page » à la Cour des Boecklin : 2 enfants.
- L'adhésion aux ateliers de l'Association Livres : 10 enfants.
- La visite de 20 enfants au festival de l'illustration et du livre jeunesse « Schlick on carnet » dont 10 orientés vers les ateliers.
- La CabAnne des Créateurs : ateliers spécifiques en « libre-service » pour accueillir des enfants en individuel avec leur accompagnateur (utilisation de l'espace et des outils pour différentes activités : découpe laser, impression 3D...) et 2 ateliers de groupe : en tout 7 enfants en ont profité avec 2 accompagnatrices.

Les sorties /loisirs : elles offrent un moment de détente pendant les vacances ou en fin d'année.

Elles font découvrir aux bénéficiaires du PRE des lieux, des musiques, des spectacles auxquels ils n'ont pas l'habitude d'aller. Autant que possible, les parents sont associés afin de les inciter à poursuivre ces sorties, seuls avec leurs enfants lorsque l'accompagnement prend fin.

- L'après-midi au Parc Friedel en juillet : 8 enfants, 2 accompagnatrices.
- Le film proposé par Ciné vacances au Cheval Blanc (aux vacances de la Toussaint) : 17 enfants, 4 accompagnateurs et des parents se retrouvent au cinéma.
- Le Goûter magique offert mi-décembre par la Municipalité de Schiltigheim aux enfants défavorisés : 39 enfants dont 33 venus avec leur accompagnateur et 6 avec 5 parents.

14

- Le spectacle à Kirwiller offert à la fin décembre pendant les vacances de Noël par la Croix-Rouge aux enfants en situation de précarité : 13 enfants et 4 accompagnateurs y ont assisté.



IX- Les Moyens mis en œuvre pour le Programme de Réussite Educative

Les projets menés par la Caisse des écoles avec la Ville et d'autres partenaires ont pour objectif de faciliter le travail des intervenants et d'offrir plus de possibilités en faveur des enfants et de leurs parents.

Les locaux mis à disposition par convention:

Un local de la Ville à la **Cour Elmia** ; le Local de la JEEP dans le **quartier du Marais** (utilisé par Angelica BOUR et Etude Plus). ; une **salle du collège Lamartine** (pour Etude Plus).

L'achat de billets :

- Les entrées au Vaisseau : 45 enfants
- Les entrées à la piscine de Schiltigheim (partenariat depuis septembre) : 8 enfants
- Les tickets de transports CTS.

L'adhésion à Tôt ou T'Art : récupération d'une centaine de livres à la « Ronde livres » pour constituer une bibliothèque à la Cour Elmia.

La **navette municipale** utilisée par les enfants avec leurs parents et/ou accompagnateurs.

X- Les sorties du dispositif et les relais

Motifs des 55 sorties :

- Les objectifs sont atteints : 36 situations
- Le PRE n'a pas démarré car refus des parents de signer le contrat : 3 situations
- Le PRE a été interrompu avant d'atteindre les objectifs : 16 situations dont 2 fratries de 2 enfants et 1 fratrie de 3
 - Non adhésion des parents : 13
 - La famille a déménagé : 2
 - La famille a été expulsée : 1

1) Les objectifs atteints :

- L'enfant a compris le sens de l'école, il a plus d'appétences pour les apprentissages, montre plus de régularité dans le travail scolaire.
- Il a acquis de la confiance en lui, il a progressé dans ses résultats scolaires.
- Le soutien à la parentalité a fonctionné : le parent a appris les « codes » de son enfant et il arrive à le valoriser pour qu'il puisse réussir.

15

2) Les orientations et relais

Lorsque le suivi PRE prend fin, l'équipe pluridisciplinaire s'assure que l'enfant reste dans la dynamique impulsée par l'accompagnement.

Les orientations en 2019 vers les actions et structures de droit commun

| | |
|---|----|
| Contrat Local Accompagnement à la Scolarité (CLAS) | 3 |
| Orthophoniste | 5 |
| Maison des adolescents | 1 |
| Clubs de sport (escrime, judo...) | 10 |
| Centre Communal d'Action Sociale (CCAS/ chèques juniors) | 2 |
| Centre Psychothérapique Enfants et Adolescents (CPEA) | 1 |
| Point d'Accueil et Ecoute des Jeunes (PAEJ) | 1 |
| Aide Educative à Domicile (AED) | 4 |
| Aide Educative en Milieu Ouvert (AEMO) | 1 |
| JEEP | 2 |
| Atelier bien-être à la Cour des Boecklin | 2 |
| Conseil des Jeunes Maison du jeune citoyen | 1 |
| Association-Livres | 10 |
| Service des Sports pour le Pass'Sport | 11 |
| La CabAnne des Créateurs | 3 |
| Ecole des Arts | 2 |
| CSF Victor Hugo | 3 |
| REDOM (Réseau d'éducation thérapeutique) | 1 |
| Ouvrir l'Ecole aux Parents (OEP) | 2 |
| Techniciens de l'Intervention Sociale et Familiale (TISF) | 1 |
| Carte Passerelle | 1 |
| Pôle Jeunesse de Bischheim | 1 |

CONCLUSION

Au vu de ce rapport d'activité, nous pouvons afficher des résultats encourageants pour le dispositif du PRE : plus d'enfants et de jeunes aidés dans leurs difficultés quotidiennes, plus de parents qui se mobilisent pour demander la prise en charge et adhérer aux préconisations des Equipes Pluridisciplinaires et surtout plus de sorties du dispositif avec des objectifs remplis. La volonté commune à présent est de veiller à la pérennisation de ces résultats en assurant un relais adapté à chacun de ces enfants et de ces jeunes.



16



LE PRE AU GROUPE SCOLAIRE EXEN

Le lancement officiel du PRE a eu lieu fin janvier lors d'une réunion avec les deux directrices : Mme BONNIN pour Exen Schweitzer et Mme SPENLE pour Exen Pire. Quelques jours auparavant, il avait été présenté par la directrice de la Caisse des écoles aux équipes enseignantes.

Le PRE en quelques chiffres

- 15 dossiers groupe scolaire Exen : 8 à Exen Pire et 7 à Exen Schweitzer
- 2 fratries
- 15 contrats signés
- 10 parents reçus
- 3 accompagnateurs
- 4 prises de contacts en moyenne avec les parents au cours d'un parcours de 6 mois.
- 5 EPS
- 20 situations étudiées pendant ces EPS ; entrées dans le dispositif et bilans
- 2 sorties (au motif de non-adhésion des parents alors que les objectifs n'étaient pas encore atteints).

| EPS /quartier Centre | Composition | | | | |
|----------------------|--|--|---|---|---------------------|
| Groupe scolaire Exen | Ville de Schiltigheim Caisse des écoles | Education nationale (les 2 directrices) | Conseil Départemental du Bas-Rhin (UTAMS) | EPSAN Centre Psychothérapique Enfants et Adolescents) | UFCV (périscolaire) |

La composition de l'EPS Exen n'est pas encore définitive. L'UFCV et l'EPSAN ont des difficultés à se rendre disponibles. Lorsque ce sera le cas, il sera intéressant de l'associer à la réunion inter équipes pluridisciplinaires qui a lieu annuellement. Cela permettra d'avoir une vue d'ensemble sur les problématiques repérées au sein des établissements scolaires car les enfants du quartier Centre fréquenteront par la suite les collèges des Quartiers en Politiques de la Ville.

Provenance des orientations

- Education nationale : 8
- Parents : 5
- Assistantes sociales : 2

Motifs des orientations

| Motifs d'orientation/Besoins repérés | Groupe scolaire Exen |
|--------------------------------------|----------------------|
| Difficultés scolaires | 11 |
| Difficultés de comportement | 4 |
| Besoin d'ouverture sur | 10 |
| Soutien à la parentalité | 3 |
| Santé et bien-être | 8 |

L'accompagnement sur le groupe scolaire Exen s'est fait essentiellement à titre individuel avec trois accompagnateurs qui se rendent à domicile.

Une des difficultés qu'il faudra tenter de remédier pour l'année à venir est de convaincre les parents d'adhérer au dispositif. Il semble qu'un certain nombre de parents sont réticents à accepter cette aide. Sur les 15 orientés, 2 n'y ont pas adhéré et l'accompagnement a été interrompu avant la réalisation des objectifs.

Il est vrai que la mise en œuvre du dispositif ne date que de la première Equipe Pluridisciplinaire de Soutien qui a eu lieu le 15 mars 2019 et la communication devra être optimisée pour faire mieux connaître le dispositif et les moyens qu'il offre pour aider les enfants qui en ont besoin.

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de **Madame Danielle DAMBACH**

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2 ont voté par procuration**

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIAJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

7^e point à l'ordre du jour :
(Délibération n° 2020SGDE100)
**RAPPORT D'ACTIVITÉ JANVIER 2019-DÉCEMBRE 2019 DU
PROGRAMME DE RÉUSSITE ÉDUCATIVE**

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE100-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

7. RAPPORT D'ACTIVITÉ JANVIER 2019-DÉCEMBRE 2019 DU PROGRAMME DE RÉUSSITE ÉDUCATIVE

Madame la Maire :

Le rapport d'activité annuel du Programme de Réussite Éducative (PRE) est approuvé par délibération du Conseil d'Administration de la Caisse des Écoles. Il est ensuite présenté au Conseil municipal car la Ville apporte sa contribution financière et logistique au dispositif et elle met du personnel à disposition de la Caisse des Écoles.

Ce nouveau bilan confirme le développement du dispositif en 2019. Le nombre de prises en charge de situations augmente régulièrement passant de 67 en 2016 à 102 en 2017 et à 115 en 2018.

En 2019, le chiffre s'élève à 168 situations et il s'explique ainsi :

- ✓ L'augmentation du nombre de demandes dans les quartiers en Politique de la Ville (**153**) et l'extension du PRE sur le quartier du Centre pour le bénéfice de **15** enfants scolarisés dans les écoles Exen. Ce quartier n'est pas en Politique de la Ville, le PRE est donc entièrement financé par la municipalité ;
- ✓ La mise en place du PRE sur les quartiers du Guirbaden et du Canal à Bischheim ;
- ✓ Le dispositif commence à être connu des parents (20 % des demandes) et il est bien intégré par les acteurs éducatifs, institutionnels ou associatifs ;
- ✓ Les résultats bénéfiques constatés par les professionnels et les parents et confirmés par les sorties au motif que les objectifs définis en début de parcours sont atteints. (cf le document ci-joint).

La Caisse des Écoles répond aux besoins de ces enfants et jeunes en situation de fragilité en mettant en œuvre différents moyens : accompagnements individuels, ateliers spécifiques en petit collectif (*art-thérapie, atelier musical, soutien scolaire, soutien à la parentalité...*), prises en charge du transport, de visites au Vaisseau, de séances collectives ou individuelles à la CabAnne des Créateurs, d'entraînement à la piscine.... Des formations sont organisées aux accompagnateurs pour optimiser leurs interventions dans les familles.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,
Après en avoir délibéré,
Sur proposition du Bureau municipal,

PREND ACTE du rapport d'activité Janvier 2019-Décembre 2019 du Programme de Réussite Educative.

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020

 Maire,

Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE100-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de Madame Danielle DAMBACH

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2 ont voté par procuration**

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIAJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

8^e point à l'ordre du jour :
(Délibération n° 2020SGDE101)

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS A CARACTERE SOCIAL

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE101-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

8. SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS A CARACTERE SOCIAL

Madame l'Adjointe Laurence WINTERHALTER :

En vue de poursuivre son engagement en matière de politique sociale, la Ville soutient financièrement les associations à caractère social pour mener au mieux leurs actions en faveur des Schillikois.

Afin de renforcer ce partenariat associatif, la Ville propose d'allouer, pour l'année 2020, les subventions suivantes :

| Dénomination de l'association | Activités | Montants attribués en 2019 | Montants proposés en 2020 |
|--|---|----------------------------|---------------------------|
| Association Les Amis de la Santé | Lutte contre l'alcoolisme. | 200 € | 200 € |
| Association SOS Femmes Solidarité | Accueil et accompagnement des femmes victimes de violences | | 2 000 € |
| Association Collectif d'Accueil pour les Solliciteurs d'Asile à Strasbourg (CASAS) | Accompagnement administratif, social et juridique des demandeurs d'asiles. | 2 000 € | 2 000 € |
| Association PIERRE Clément | Accompagner les personnes en fin de vie ou gravement malades et leurs familles de toute origine et condition sociale. | 300 € | 500 € |
| Association Contact Promotion | Soutien à la fonction parentale et accompagnement scolaire. L'éducation à la protection de l'environnement, cours de FLE et les sorties culturelles font partie des activités de l'association. | 1 500 € | 1 500 € |
| Aides Alsace | Lutte contre le SIDA. | | 1 000 € |
| Association JALMALV | Jusqu'à la mort accompagner la vie. | 300 € | 300 € |
| Association Migration Santé Alsace | Améliorer l'état de santé, le comportement sanitaire et l'accès aux soins de santé de la population migrante. | 1500 € | 1 500 € |
| Association REDECOME | L'insertion ou à la réinsertion de personnes privées d'emploi. | 2 000 € | 2 000 € |
| Les restos du cœur du Bas-Rhin | Aide alimentaire aux populations les plus fragiles et lutte contre la pauvreté et l'exclusion sous toutes ses formes | | 2 500 € |
| TOTAL | | 7 800 € | 13 500 € |

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu l'article L. 1611-4, L.2543-1 et L. 2541-12 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
Vu l'article 1 du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Considérant que les collectivités territoriales peuvent dans les conditions prévues à l'article 1 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 attribuer des subventions à des associations ;
Considérant l'intérêt public et local revêtu par l'action menée par les associations citées ci-dessus ;*

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE101-DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

Après avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission des « Affaires Sociales, solidarités, santé – Etat civil et égalités »
et du Bureau municipal,

DÉCIDE de l'octroi de subventions aux associations à caractère social dans les conditions définies ci-dessus.

PRÉCISE que ces subventions sont prévues au budget 2020 – Fonction 5200 / Nature 6574.

| **Adopté par 38 voix et 1 ne prend pas part au vote (Maryline WILHELM).**

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020

 Maire,
[Signature]

Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE101-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de Madame Danielle DAMBACH

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2 ont voté par procuration**

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIAJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

9^e point à l'ordre du jour :
(Délibération n° 2020SGDE102)

**SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS REPRESENTATIVES DU
HANDICAP**

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE102-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

9. SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS REPRESENTATIVES DU HANDICAP

Madame l'Adjointe Laurence WINTERHALTER :

En vue de poursuivre son engagement en faveur des Schilikois en situation de handicap, la Ville encourage les associations œuvrant dans le champ du handicap qui, par leurs actions sur le terrain, aident et accompagnent, dans leur vie quotidienne, les personnes handicapées et leurs familles.

Afin de soutenir ce partenariat associatif, la Ville propose d'allouer, pour l'année 2020, les subventions suivantes :

| Dénomination de l'association | Activités | Montants attribués en 2019 | Montants proposés en 2020 |
|--|---|----------------------------|---------------------------|
| Association Régionale d'Aide aux Handicapés Moteurs (ARAHM) | Accueil et accompagnement des personnes handicapées moteurs. | 400 € | 400 € |
| Association Régionale des Paralysés de France (APF) | Accompagnement et défense des personnes atteintes de déficiences motrices ou polyhandicapées et de leur famille | | 500 € |
| Association Française des Scléroses en Plaques (AFSEP) | Accompagnement des personnes atteintes de scléroses en plaques, leurs proches et tous sympathisants sensibles à la cause qu'elle défend. | 200 € | 200 € |
| Groupement des Intellectuels Aveugles ou Amblyopes (GIAA) | Soutien aux déficients visuels. Permettre l'accès à la culture, aux études, à l'emploi et aux loisirs. Réalisation de la version sonore du magazine municipal « Schilick Infos ». | | 500 € |
| TOTAL | | 600 € | 1 600 € |

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

Vu l'article L. 1611-4, L.2543-1 et L. 2541-12 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'article 1 du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Considérant que les collectivités territoriales peuvent dans les conditions prévues à l'article 1 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 attribuer des subventions à des associations ;

Considérant l'intérêt public et local revêtu par l'action menée par les associations citées ci-dessus ;

Après avoir délibéré,

Sur proposition de la Commission des « Affaires Sociales, solidarités, santé – Etat civil et égalités » et du Bureau municipal,

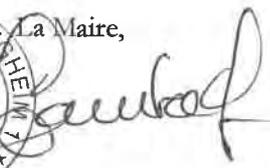
Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE102-DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

DÉCIDE de l'octroi de subventions aux associations représentatives du handicap dans les conditions définies ci-dessus.

PRÉCISE que ces subventions sont prévues au budget 2020 – Fonction 521/nature 6574.

| **Adopté par 38 voix et 1 ne prend pas part au vote (Maryline WILHELM).**

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020

La Maire,



Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE102-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de Madame Danielle DAMBACH

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2 ont voté par procuration**

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIAJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

10^e point à l'ordre du jour :
(Délibération n° 2020SGDE103)

**DEMANDE DE SUBVENTION DANS LE CADRE DE LA
RESTRUCTURATION D'UN TERRAIN DE CECIFOOT SUR LE SITE
DU STADE DE L'AAR A SCHILTIGHEIM**

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE103-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

10. DEMANDE DE SUBVENTION DANS LE CADRE DE LA RESTRUCTURATION D'UN TERRAIN DE CECIFOOT SUR LE SITE DU STADE DE L'AAR A SCHILTIGHEIM

Madame l'Adjointe Sophie MEHMANPAZIR :

En date du 21 février 2018, le Conseil municipal a approuvé le contrat départemental de développement territorial et humain du territoire d'action de l'Eurométropole sur la période 2018-2021, permettant ainsi à la Ville de s'inscrire dans cette ambition collective avec les acteurs territoriaux.

La réduction des déséquilibres d'accès à la pratique sportive pour tous les publics les plus éloignés est un objectif prioritaire de la politique sportive municipale. A cet effet, les conditions de la pratique sportive doivent être facilitées, notamment pour les personnes à mobilité réduite et/ou présentant une déficience mentale et/ou physique.

Le Sporting Club de Schiltigheim compte une section Cécifoot pour non-voyants et malvoyants depuis 2015. Cette section fait partie intégrante du club et est composée de 20 personnes déficientes visuelles. Depuis 5 ans, une équipe non-voyante et une autre équipe malvoyante du Sporting Club de Schiltigheim participent chaque année au championnat de France et à la Coupe de France. La section Cécifoot du Sporting est la seule section du Grand Est.

Les conditions de pratique de ces sportifs ne sont pas satisfaisantes. Les joueurs évoluent sur un mini-terrain synthétique de type city-stade qui est dangereux pour les pratiquants, et qui ne permet pas un entraînement en toute autonomie, c'est à dire sans un accompagnateur parfaitement voyant.

C'est dans ce contexte que la Ville de Schiltigheim envisage la construction d'un terrain répondant aux normes de Cécifoot en lieu et place du mini-terrain synthétique existant du stade de l'Aar.

Les objectifs de ce projet sont les suivants :

- Permettre aux personnes présentant une déficience visuelle ou malvoyante du club de pratiquer le football en toute sécurité et en toute autonomie ;
- Accueillir des nouveaux publics malvoyants et non-voyants qui seront sensibles à une pratique sportive respectant leur intégrité physique ;
- Sensibiliser les jeunes schilikois à la pratique sportive adaptée en conventionnant par la suite autour de projets avec l'Education Nationale et d'autres structures de jeunesse (Centres socioculturels, associations de jeunesse, Maison du jeune Citoyen, etc...) et d'accompagnement socioéducatif.

Cet équipement, sera la première structure fixe dédiée au Cécifoot en France, il permettra également à la Ville et au club d'accueillir des compétitions de niveau national et international. La Ville pourrait devenir le centre d'entraînement de l'équipe de France espoirs et accueillir une ou plusieurs nations en stage de préparation en préfiguration des Jeux Olympiques de Paris en 2024.

Egalement mutualisable, ce terrain sera mis à disposition des scolaires dans le cadre de la pratique classique de l'EPS (Éducation Physique et Sportive), ainsi que pour les autres sections du Sporting. A cet effet, il est également proposé dans ce projet de construction, l'éclairage du terrain permettant d'étendre les plages d'utilisation de l'équipement, notamment en hiver.

L'enveloppe financière prévisionnelle affectée par la Ville à cette opération est de 197 000 € HT soit 236.400 € TTC.

Le plan de financement prévisionnel s'établit comme suit :

| Coûts prévisionnels du projet en € HT | | Recettes prévisionnelles en € HT | |
|--|---------------------|-------------------------------------|---------------------|
| Dépose du mini-terrain synthétique existant (mains courantes, gazon synthétique, buts, pare-ballons, etc.) | 15 000 € | Agence Nationale du Sport | 39 400 € |
| Travaux TP de plate-forme et de voirie | 37 000 € | Région Grand Est | 19 700 € |
| Fourniture et pose du terrain Cécifoot (gazon synthétique, main-courantes, buts et pare-ballons, abris de touche etc.) | 105 000 € | Département du Bas-Rhin | € |
| Eclairage et signalétique | 40 000 € | Eurométropole de Strasbourg | 19 700 € |
| | | Ville de Schiltigheim | 78 800 € |
| | | Fédération Française de Football | 19 700 € |
| | | Autres fonds privés | 19 700 € |
| TOTAL | 197 000 € HT | TOTAL | 197 000 € HT |

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

Vu l'article L.2541-12 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 9-1 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 21 février 2018 relative à l'approbation du Contrat Départemental de développement territorial et humain du territoire d'action de l'Eurométropole sur la période 2018-2021 ;

Après en avoir délibéré,

Sur proposition de la Commission « Sport, Vie associative, Centres socioculturels et Politique de la Ville » et du Bureau municipal,

ACTE le plan de financement ci-dessus présenté ;

APPROUVE le principe du projet de construction d'un terrain de Cécifoot sur le site du stade de l'Aar de Schiltigheim sis 27 rue de la Glacière, 67300 Schiltigheim;

SOLLICITE l'inscription de ce projet au fonds de développement et d'attractivité du Département du Bas-Rhin sur la période 2018-2021 ;

AUTORISE Madame la Maire à solliciter le fonds de développement et d'attractivité du Département du Bas-Rhin sur la période 2018-2021 ;

AUTORISE Madame la Maire à poursuivre les recherches de subventions auprès de tout organisme susceptible de concourir au financement du projet ;

AUTORISE Madame la Maire à signer toute convention relative au projet.

Adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme Schiltigheim, 24 septembre 2020



Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité. Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE103-DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : 39 (dont 39 sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de Madame Danielle DAMBACH

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : 2 membres
dont 2 ont voté par procuration

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIAJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

11^e point à l'ordre du jour :
(Délibération n° 2020SGDE104)

**ALLOCATION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION & MAISON
D'ÉDITION « UN BOUT DE CHEMIN »**

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE104-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

11. ALLOCATION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION & MAISON D'ÉDITION « UN BOUT DE CHEMIN »

Madame l'Adjointe Andrée BUCHMANN :

Dans le cadre de sa politique mémorielle, la Ville de Schiltigheim entend soutenir l'initiative de l'association « Un bout de Chemin » dans son projet de parution et publication en novembre 2020 d'un ouvrage consacré au retour des évacués d'Alsace dans leur ville occupée.

Un récit détaillé du retour des Schilikois et Schilikoises dans la commune sera l'occasion de retracer et présenter un pan historique important de notre mémoire commune et d'en assurer sa transmission. L'ouvrage sera présenté au public Schilikois lors de différentes occurrences dans la ville, et une rencontre aura lieu à la Salle Blanche de la Librairie Kléber.

Cette initiative s'inscrit dans le prolongement des actions menées en 2019 :

- ✓ Ateliers à destination des jeunes dans le cadre de la préparation du déplacement à Oradour et Saint Junien ;
- ✓ Délégation présidée par Madame la Maire qui s'est rendue en Haute Vienne le 10 juin 2019 ;
- ✓ Dévoilement de la plaque commémorative sur le bâtiment qui a accueilli la mairie de Schiltigheim à Saint Junien ;
- ✓ Participation aux cérémonies d'Oradour sur Glane ;
- ✓ Entretiens vidéos réalisés avec des Schilikois et Schilikoises évacués, que l'on peut visionner sur le site de la Ville ;
- ✓ Différentes rencontres avec les évacués.

Il est proposé de soutenir financièrement ce projet édité par les Éditions « Un Bout de Chemin », dirigées par Madame Angelita Mendes-Martins, à hauteur de 1 000 €.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

Vu l'exposé des motifs et les orientations de la commune ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 9-1 ;

Vu l'article L.2541-12 10° du Code général des collectivités territoriales.

Après en avoir délibéré,
Sur proposition du Bureau municipal,

DÉCIDE l'octroi d'une subvention d'un montant de 1 000 € à l'Association & Maison d'éditions « Un bout de Chemin » pour la parution de l'ouvrage consacré au retour des Schilikois et Schilikoises évacués pendant la seconde guerre mondiale.

PRÉCISE que les crédits sont prévus au budget 2020 – Fonction 95 / Nature 6574.

Adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020



Maire,

Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité. Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE104-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de Madame Danielle DAMBACH

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2 ont voté par procuration**

~~Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT~~
~~Dera RATSIAJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL~~

12^e point à l'ordre du jour :
(Délibération n° 2020SGDE105)

**ALLOCATION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A
L'ASSOCIATION ALTERNATIBA**

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE105-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

12. ALLOCATION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION ALTERNATIBA

Monsieur le Premier Adjoint :

L'association Alternatiba a organisé du 20 au 23 août le camp Climat régional 2020 à Schiltigheim et Strasbourg. Cet événement a rassemblé plus d'une centaine de militants pour les alternatives écologistes et solidaires, venus de toute l'Alsace. Le Camp climat consiste en de nombreuses formations, temps conviviaux, et rencontres publiques.

La Ville de Schiltigheim, signataire du Pacte pour la Transition, est partenaire du Camp climat régional 2020. Ce partenariat s'est traduit par trois actions concrètes :

- ✓ La Ville de Schiltigheim a été la première commune de France à installer l'exposition « Et si ... » réalisée par Alternatiba, dans cinq parcs de la commune (*square de la lune, parc du château, parc Léo Delibes, parc des oiseaux, square de la glacière*). L'exposition est visible du 31 juillet au 31 octobre 2020. Le but de cette action est d'inviter les Schilikoises et les Schilikois à réfléchir aux alternatives pour un monde plus durable et solidaire.
- ✓ La Ville de Schiltigheim a accueilli au sein de la Maison des sociétés la majorité des activités du Camp climat régional 2020.
- ✓ L'association Alternatiba a organisé le vendredi 21 août à l'Hôtel de ville une projection-débat ouverte au public, sur le thème de la nappe phréatique d'Alsace dans le cadre du Camp climat régional 2020.

Pour la Ville de Schiltigheim, ce partenariat participe au rayonnement de la commune en tant qu'acteur volontaire des transitions écologiques, solidaires et démocratiques. Le Camp climat régional 2020 a été ouvert sur les acteurs de la ville, par exemple en achetant les denrées nécessaires à la confection des repas chez les commerçants de Schiltigheim. Les militants du Camp climat régional 2020 ont été à la rencontre des Schilikoises et des Schilikois au travers d'ateliers et de stands.

Le soutien de la Ville de Schiltigheim à l'association Alternatiba pour la tenue du Camp climat régional 2020 s'inscrit pleinement dans ses politiques publiques de soutien au développement durable et aux initiatives citoyennes. Dès lors, la Ville de Schiltigheim propose d'allouer une subvention exceptionnelle de 700 € à l'association Alternatiba. Cette subvention permettra de couvrir en partie divers frais inhérents à la tenue du Camp climat régional 2020.

~~En raison de la crise du Covid-19, l'incertitude planant sur la possibilité de tenir le Camp climat régional 2020 n'a pas rendu possible la proposition de subvention avant la tenue de l'événement.~~

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités locales et notamment l'article 2541-12 ;

Considérant l'intérêt public et local porté par l'action menée par l'Association Alternatiba ;

Après en avoir délibéré,

Sur proposition du Bureau municipal,

DÉCIDE de l'octroi d'une subvention de 700 € à l'Association Alternatiba ;

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE105-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

PRÉCISE que les crédits y afférents sont prévus au budget 2020 – Fonction 0200 / Nature 6574.

Adopté par 32 voix, 6 contre (Mme Françoise KLEIN, M. Christian BALL, Mme Sylvie GIL BAREA, M. Dera RATSIAJETSINIMARO – par procuration, Mme Hélène HOLLEDERER, M. Nouredine SAID L'HADJ) et 1 abstention (M. Raphaël RODRIGUES).

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020



[Signature]

Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE105-
DE
Date de télértransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de Madame Danielle DAMBACH

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2 ont voté par procuration**

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIAJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

13^e point à l'ordre du jour :
(Délibération n° 2020SGDE106)

**GRATUITÉ POUR L'UTILISATION DU BRASSIN PAR
L'ASSOCIATION POUR LE DON DU SANG BÉNÉVOLE DE
SCHILTIGHEIM**

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE106-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

13. GRATUITÉ POUR L'UTILISATION DU BRASSIN PAR L'ASSOCIATION POUR LE DON DU SANG BÉNÉVOLE DE SCHILTIGHEIM

Madame la Maire :

L'association pour le don du sang bénévole Schiltigheim est une association inscrite au tribunal d'instance de Schiltigheim et dont le siège est situé à Souffelweyersheim.

Depuis de nombreuses années, l'association pour le don du sang bénévole Schiltigheim organise chaque année son assemblée générale dans une salle municipale, bénéficiant de la gratuité accordée une fois par an aux associations schilikoises.

Le récent changement d'adresse du siège de l'association vers une autre commune lui fait perdre le bénéfice de la gratuité annuelle d'une salle municipale. Le coût de la location serait de 592, 02 € TTC.

Cependant, en raison de son activité importante sur la commune, la Ville de Schiltigheim souhaite accorder la gratuité pour l'utilisation de la salle du Brassin le jeudi 9 septembre 2020, afin que l'association puisse tenir ses assemblées générales ordinaire et extraordinaire.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

Vu l'article L. 2144-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que l'Association pour le don du sang bénévole Schiltigheim est une association à but non lucratif ;

Considérant que l'activité de l'association concourt à la satisfaction de l'intérêt général ;

Après en avoir délibéré,

Sur proposition du Bureau municipal,

ACCORDE à l'association pour le don du sang bénévole Schiltigheim la gratuité de la location de la salle du Brassin le jeudi 9 septembre 2020.

Adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020



Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE106-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de Madame Danielle DAMBACH

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2 ont voté par procuration**

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

14^e point à l'ordre du jour :
(Délibération n° 2020SGDE107)

CONTRAT DE VILLE : PROGRAMMATION 2020

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE107-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

14. CONTRAT DE VILLE : PROGRAMMATION 2020

Madame l'Adjointe Nathalie JAMPOC-BERTRAND :

La Politique de la ville concerne, à Schiltigheim, les quartiers du Marais, des Écrivains et des Généraux. Elle constitue une priorité, pour la ville, en faveur de l'égalité urbaine.

Le Contrat de ville de nouvelle génération, qui succède au Contrat urbain de cohésion sociale, constitue le cadre d'action d'une politique de la ville profondément renouvelée. La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 développe une ambition forte pour les quartiers populaires et renouvelle les outils d'intervention de la politique de la ville à travers :

- ✓ Une géographie prioritaire simplifiée et mieux ciblée ;
- ✓ Un contrat unique intégrant les dimensions sociales, économiques et urbaines ;
- ✓ Une action publique qui se déploie à l'échelle intercommunale et mobilise tous les partenaires concernés ;
- ✓ La mobilisation prioritaire du droit commun de l'Etat et des collectivités territoriales ;
- ✓ La participation des habitants à la construction des contrats et à leur pilotage, avec la création d'un Conseil citoyen sur chaque quartier « prioritaires de la ville ».

Un projet de territoire, à l'échelle de l'Eurométropole de Strasbourg, a été défini sur la période 2015-2022. Articulant les dimensions de la personne, du territoire et des acteurs, il vise à mobiliser et soutenir les acteurs locaux pour agir dans les quartiers les plus fragiles, au bénéfice des personnes qui y vivent et avec leur participation.

Chaque année, un appel à projets est lancé afin de soutenir les actions qui contribuent aux objectifs opérationnels du Contrat de ville et qui répondent aux enjeux territoriaux des QPV.

Les enjeux suivants ont été ciblés comme prioritaires par l'appel à projet 2020 :

- Faciliter l'accès à l'emploi et la création d'activités dans les QPV, en appui au droit commun.
- Favoriser la réussite éducative par tous les moyens d'actions, notamment en lien avec les projets territoriaux de la cité éducative.
- Promouvoir la participation citoyenne active des jeunes et le soutien à leurs initiatives.
- Renforcer la cohésion sociale, notamment par des actions au service des valeurs de la République, de la participation citoyenne, de la lutte contre les discriminations et de la prévention de la radicalisation.
- Améliorer l'image des QPV, notamment par la valorisation de leur histoire et de leurs atouts.
- Proposer des projets innovants et fédérateurs portés par plusieurs partenaires (pensés, construits, menés et évalués conjointement).

Dans ce cadre, la Ville de Schiltigheim est particulièrement attentive à :

- ✓ Des actions toujours centrées autour des priorités exprimées dans les Conventions d'application territoriale élaborées avec les acteurs locaux et les habitants (conseils citoyens) ;
- ✓ Une recherche de mutualisation et de clarification des porteurs de projets ;
- ✓ Un meilleur partenariat entre les associations, que ce soit dans l'élaboration des projets et dans leur mise en œuvre ;
- ✓ Un partage des projets avec tous les services de la ville concernés et une plus grande mobilisation du droit commun.

Les projets retenus à la première vague de l'appel à projets ont fait l'objet d'arrêtés attributifs de subventions pour un montant total de **44 900 €** en mai 2020.

Les projets suivants ont été instruits au niveau municipal et sont susceptibles de bénéficier d'une participation de la ville :

| QPV Quartiers Ouest | 2019 | 2020 |
|---|------------------|------------------|
| AEHA - Thèmes et convivialité aux Quartiers-ouest | 500 | 750 |
| CADR67 - Fête du vélo * | | 1 000 |
| Centre social et familial Victor Hugo (Léo Lagrange) - Atelier d'insertion sociale et culturelle à dominante linguistique (FLE) | 2 500 | 1 500 |
| Collège Lamartine (REP Lamartine) - Ensemble pour la réussite des enfants | 200 | 200 |
| Collège Lamartine (REP Lamartine) - La réussite tous ensemble grâce à la maîtrise de tous les langages | 300 | 300 |
| Collège Leclerc (REP Leclerc) - La culture au service de la maîtrise des langages | 1 000 | 1 000 |
| Compagnie Est Ouest - Résidence artistique de territoire* | | 500 |
| Fédération des œuvres laïques du Bas-Rhin - Permis de construire | 1 000 | 1 000 |
| Humeur Aqueuse - Atelier de création textile et vestimentaire de la Cité des Ecrivains et du Neuhof | 2 000 | 1 500 |
| Régie des écrivains – Agriculture urbaine * | | 3 000 |
| Syndicat potentiel Le Faubourg - Résidence artistique | 2 500 | 2 500 |
| QPV Marais | 2019 | 2020 |
| Centre socioculturel du Marais - Programme « Ensemble ça marche, Lettre à Nour » * | | 5 000 |
| Centre socioculturel du Marais - L'Ill aux jeux | 600 | 600 |
| Collège Rouget de Lisle - Ensemble pour apprendre | 1 500 | 1 000 |
| Collège Rouget de Lisle - Arts et cultures au service du langage et de la pensée | 1 500 | 1 000 |
| TOTAL | 14 600.00 | 20 850.00 |

*Actions nouvellement financées

Le détail de ces projets, pour un montant total de participation communale de 20 850 €, figure en annexe à la présente délibération.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de la programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Vu la circulaire ministérielle n°5729-SG du 30 juillet 2014 relative à l'élaboration des contrats de ville nouvelle génération ;

Vu la signature du Contrat de ville 2015-2020 eurométropolitain le 10 juillet 2015 ;

Vu les Conventions d'applications territoriales du QPV Marais et du QPV Quartiers Ouest ;

Vu l'appel à projet 2020 du contrat de ville ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 9-1.

Après en avoir délibéré,

Sur proposition de la Commission « Sport et vie associative, Centres socio-culturels, Politique de la ville » et du Bureau municipal,

APPROUVE l'inscription des opérations désignées ci-dessus dans la programmation 2020 du Contrat de Ville 2015-2022 ;

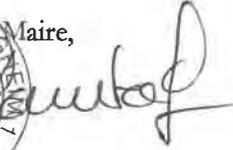
Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE107-DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

AUTORISE Madame la Maire, dans les conditions décrites ci-dessus, à verser aux associations les subventions demandées ;

PRÉCISE que les crédits nécessaires sont disponibles au budget 2020 – Fonction 96 / Nature 6574.

| **Adopté à l'unanimité**

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020

 Maire,


Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE107-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

Ville de Schiltigheim - Conseil municipal du 22 septembre 2020
Description des Projets retenus en 2020 au titre du Contrat de Ville eurométropolitain (2^{ème} vague)

| QPV QUARTIERS OUEST | | | | |
|---|--|--|---|-------------------------------|
| Intitulé de l'action | Porteur | Description | Budget prévisionnel de l'action | Participation ville envisagée |
| Thèmes et convivialité aux quartiers ouest | Association Ecrivains Hier et Aujourd'hui (AEHA) | <p>Reconduction</p> <p>Ce projet vise à lutter contre l'isolement et à retisser du lien entre les habitants en organisant des moments conviviaux pour pallier au manque d'activités à destination des résidents :</p> <ul style="list-style-type: none"> -organisation d'une dizaine de petits déjeuners pendant l'année et de 4 brunchs le week-end. -petit déjeuner thématique tous les 2^{ème} vendredi du mois. <p>Les bénévoles ont la possibilité d'y présenter leurs talents culinaires et des intervenants spécialisés sont invités en fonction des thématiques.</p> <p>Bénéficiaires : 1000 habitants. tout âge. Mixte. Partenariats : Centre social et familial, réseau des parents d'élèves, écoles, intervenants extérieurs</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Achat matières et fournitures - Bénévolat (15 000 €) <p>TOTAL 21 000 €</p> <p>Subvention demandée à la ville : 2 000 €</p> | 750 € |
| Fête du vélo | CADR67 | <p>Nouvelle action</p> <p>Organisation d'une fête du vélo avec différents partenaires pour promouvoir le vélo au quartier et faire connaître les différentes actions existantes (vélo école, auto réparation.)</p> <p>Bénéficiaires : 100 Partenariats : Centre social et Familial Victor Hugo, Bretzselle, La Schilyclette</p> | <p>TOTAL : 2 000 €</p> <p>Subvention demandée à la ville : 1 000 €</p> | 1 000 |
| Français langue étrangère | Centre socioculturel Léo Lagrange (CSF Victor Hugo) | <p>Reconduction</p> <p>Cette action vise à aider les apprenants à accéder à l'autonomie dans la communication, leur permettre d'acquérir des outils fondamentaux pour toutes les démarches de la vie quotidienne, favoriser l'engagement de chacun dans sa trajectoire d'insertion sociale et professionnelle.</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Achats - Impôts - Charge de personnel - Assurance - Documentation | 1 500 € |

| | | | | |
|---|--|--|--|--------------|
| | | <p>Le FLE est partagé en 5 actions en fonction du niveau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - français de base : compréhension, expression orale, initiation à la lecture et à l'écriture.... - perfectionnement linguistique : perfectionnement des bases et enrichissement des expressions écrite et orale. - français débutant : faire accéder chaque apprenant à l'autonomie dans la communication. Favoriser l'engagement dans les trajectoires d'insertion sociale et professionnelle - français débutant avancé : enrichissement du vocabulaire, développement de l'écrit, la lecture et compréhension de textes. - atelier d'écriture : une envie, un plaisir : écrire <p>Bénéficiaires : 160 personnes (de 18 ans à 65 ans et +, toutes nationalités, tous sexes, demandeurs d'emplois / inactifs)</p> | <p>TOTAL 32 870 €</p> <p>Subvention demandée à la ville : 4 000 €</p> | |
| Ensemble pour la réussite des enfants | Collège Lamartine (REP Lamartine) | <p>Reconduction</p> <p>Les équipes pédagogiques font le constat récurrent de la difficulté des parents à suivre la scolarité de leurs enfants.</p> <p>Par des rencontres régulières, l'intervention de traducteurs et autres actions spécifiques, cette action a pour objectifs (en lien avec ceux du Contrat de Ville):</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'améliorer la communication entre le collège notamment et les parents en envoyant par le biais de SMS, les informations essentielles en complément des mots écrits dans le cahier de correspondance et diffusés sur l'ENT ; - de soutenir et accompagner les parents dans leur rôle éducatif ; - d'anticiper et pallier les phénomènes de décrochage scolaire. <p>Renforcer la coéducation avec les parents et les partenaires permet d'établir une relation de confiance entre les familles et l'école en leur (re)donnant leur place au sein de la communauté éducative. C'est également un levier incontournable pour lutter contre le décrochage scolaire et favoriser la réussite de tous les élèves.</p> <p>Bénéficiaires : tout âge, mixte.</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Prestations de services - Matériel et fournitures <p>TOTAL 15 200 €</p> <p>Subvention demandée à la ville : 1 000 €</p> | 200 € |
| La réussite tous ensemble grâce à la maîtrise de tous les langages | Collège Lamartine (REP Lamartine) | <p>Reconduction</p> <p>L'action a pour objectifs généraux:</p> <ul style="list-style-type: none"> -de réduire les écarts de réussite scolaire. -d'améliorer les compétences "lire et parler" en mobilisant toutes les ressources langagières et en améliorant les capacités de compréhension. | <ul style="list-style-type: none"> - Achats - Déplacements - Charges de personnels <p>TOTAL 34 000 €</p> | 300 € |

| | | | | |
|---|---|---|--|-----------------------|
| | | <p>-de développer les compétences sociales et culturelles grâce à la maîtrise des langages et au partage d'une culture commune.</p> <p>-de créer une culture de réseau et renforcer les liaisons inter cycles pour une fluidité optimale du parcours de chaque élève.</p> <p>-de favoriser la relation école-famille.</p> <p>-de réduire le nombre de décrocheurs, d'améliorer la capacité de chaque élève à mener à terme son cursus scolaire et d'augmenter les chances de trouver un emploi et de le garder.</p> <p>Parce que le français n'est pas le seul langage utilisé à l'école, dans les familles et dans la rue, les équipes pédagogiques des différents établissements du réseau mènent diverses actions utilisant les langages mathématiques, scientifiques, telles que: réalisation d'un film (projet avec la Cinémathèque Française), rédaction d'un journal, défis mathématiques, scientifiques, des échanges, des réalisations technologiques, productions artistiques,... à l'aide du Fablab et des compétences de chacun. Ces nombreux projets intra et inter établissements nécessitent un soutien financier pour les faire vivre et les mener à leur terme. (matériel et matières premières).</p> <p>L'action présentée par le REP est une action globale qui concernent les élèves de la toute petite section de maternelle jusqu'à la troisième et impliquent les partenaires locaux.</p> <p>Bénéficiaires : tout âge, mixte.</p> <p>Partenariats : CSF V. Hugo- Léo Lagrange, les villes (Bischheim et Schiltigheim), les associations du quartier, les bibliothèques,...</p> | <p>Subvention demandée à la ville : 2 000 €</p> | |
| <p>La culture au service de la maîtrise des langages</p> | <p>Collège Leclerc (REP Leclerc)</p> | <p>Reconduction</p> <p>Cette action souhaite « Garantir l'acquisition du lire, écrire, parler et enseigner plus explicitement les compétences que l'École requiert pour la maîtrise du socle commun ». (Cf. Priorité 1 du Référentiel Education Prioritaire).</p> <p>Dans le cadre de son projet de réseau en lien avec les axes prioritaires du contrat de ville et du PEL de la ville de Schiltigheim, le REP Leclerc a retenu comme 1er axe prioritaire : « la maîtrise des langages à travers des projets culturels ». Le réseau accueille de nombreux élèves, issus de milieux défavorisés où l'accès à la culture est malheureusement difficile voire quasi inexistante.</p> <p>Pour lutter contre le déterminisme socioculturel et palier aux facteurs de l'échec scolaire, la démocratisation culturelle est un levier incontournable pour favoriser la réussite scolaire et plus précisément la maîtrise des langages. C'est pourquoi, les enseignants souhaitent s'engager dans une rénovation pédagogique, en mettant en œuvre des projets culturels ambitieux et innovants avec des artistes et des professionnels de la culture, qui puissent permettre à tous les élèves un accès égal à la culture et à la maîtrise des langages.</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Achats - Déplacements - Charges de personnel <p>TOTAL 24 100 € (action globale concernant plusieurs QPV)</p> <p>Subvention demandée à la ville : 3 000 €</p> | <p>1 000 €</p> |

| | | | | |
|--|--|--|---|----------------|
| | | <p>Le Réseau d'Education Prioritaire Leclerc accueille 1704 élèves dans 5 établissements scolaires sur le Quartier Ouest de Schiltigheim (les écoles maternelles Kleber et Victor Hugo, les écoles élémentaires Mermoz et Leclerc, le collège Leclerc). Ce réseau s'inscrit dans une politique d'égalité des chances pour lutter contre les inégalités sociales et favoriser la réussite scolaire de tous les jeunes, notamment ceux issus du Quartier des Ecrivains.</p> <p>Bénéficiaires : tout âge, public mixte.</p> | | |
| Résidence artistique de territoire | Compagnie Est/Ouest | <p>Nouvelle action</p> <p>Cette résidence de territoire a pour objet de créer du lien entre la sphère artistique et culturelle et la population, notamment auprès des publics qui en sont le plus éloignés et en investissant l'espace public. Il s'agit de (re)donner la parole aux habitants, pour s'en faire l'écho, l'écho d'un monde en mouvement qui ne peut se faire sans la participation de chacun, de sorte que toutes et tous puissent y prendre leur place.</p> <p>Bénéficiaires : 6 à 15 ans, public mixte.</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Charge de personnel - Assurance <p>TOTAL 29 000 €</p> <p>Subvention demandée à la ville : 3 000 €</p> | 500 € |
| Permis de construire | Fédération des œuvres laïques du Bas-Rhin | <p>Reconduction</p> <p>Le projet "Permis de construire" est à destination des classes de cycle 3 de l'Eurométropole de Strasbourg. Le projet consiste à faire découvrir aux élèves les métiers du domaine de l'architecture en étudiant le cas concret de leur quartier. Depuis 2015, ce projet a concerné environ 580 élèves d'écoles élémentaires dans les différents quartiers de l'Eurométropole. Pour cette année 2019/2020, le projet s'étend aux collégiens (6ème et 5ème).</p> <p>Afin de répondre aux besoins de compréhension et d'appropriation de la rénovation urbaine par les habitants des quartiers, la Ligue de l'enseignement continue d'étendre le projet en priorité aux quartiers prioritaires, en renouvellement urbain. Ainsi seront mobilisés les enfants et leur famille à devenir acteurs de leur quartier. Le projet se décline de la manière suivante pour chaque classe qui intègre le projet : 6 séances de 3 heures 30 minutes + visite de l'exposition 3 heures 30 minutes soit un projet d'environ 24.5 heures. L'animation du projet aura lieu dans les classes et dans le quartier de chaque école. Le projet sera animé par un étudiant/jeune diplômé en architecture et une volontaire en service civique.</p> <p>Bénéficiaires : 6 à 15 ans, public mixte.</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Achats - Services extérieurs - Charges de personnel <p>TOTAL 51 146 €</p> <p>Subvention demandée à la ville : 3 000 €</p> | 1 000 € |
| Atelier de création textile et vestimentaire dans le cadre d'un | Humeur aqueuse | <p>Reconduction</p> <p>Le taux de chômage élevé, les faibles revenus des foyers et la situation de précarité et de dégradation sociale qui en résulte constituent des caractéristiques distinctives des QPV, sources d'écart avec le reste de la Métropole. Les ateliers proposés par l'association</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Documentation - Location - Charge de personnels | 1 500 € |

| | | | | |
|------------------------------------|--|---|--|-----------------------|
| <p>parcours d'insertion</p> | | <p>Humeur Aqueuse ont pour objectif de contribuer à réduire ces écarts, en particulier pour les femmes, par ailleurs déjà souvent victimes de discrimination professionnelle. Formation à la couture et atelier de création vestimentaire. Atelier de 3h par semaine et des sorties culturelles thématiques, défilé en fin d'année. Lieu de socialisation, de formation et d'autonomie économique.</p> <p>Cette activité répond fortement à la priorité marquée de la convention de quartier qui est l'accès à l'emploi, notamment par le biais de l'employabilité que certaines bénéficiaires se forgent par l'amélioration de leur niveau de français et de leur socialisation (confiance en soi, créativité et technicité) développée dans ce cadre.</p> <p>Bénéficiaires : 15 à 20 participantes Partenariats : Centre social et familial Victor Hugo</p> | <p>TOTAL : 27 500 €</p> <p>Subvention demandée à la ville : 3 000 €</p> | |
| <p>Agriculture urbaine</p> | <p>Régie des écrivains</p> | <p>Le projet d'agriculture urbaine est né d'une convergence d'intérêts entre des acteurs : l'écosystème de French Impact ; le bailleur social du quartier des Ecrivains ; le Conseil citoyen du Quartier des Ecrivains.</p> <p>Les phases du projet :</p> <p>Phase 1 : Rencontre des habitants et acteurs locaux avec explications des enjeux du projet d'Agriculture urbaine Phase 2 : Constitution d'un collectif Phase 3 : Formalisation des idées de co-conception de la Ferme urbaine Phase 4 : Co-construction des éléments d'aménagement Phase 5 : Exploitation de la Ferme urbaine</p> <p>Bénéficiaires : les habitant.e.s du quartier et plus spécifiquement ceux autour de la dalle : 1000 personnes Partenariats : conseil citoyen, bailleur social, écosystème de French Impact</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Achats matières et fournitures - Rémunérations intermédiaires et honoraires - Charges de personnel - TOTAL : 71 350 € <p>Subvention demandée à la ville : 7 000 €</p> | <p>3 000 €</p> |
| <p>Résidence artistique</p> | <p>Syndicat potentiel le Faubourg</p> | <p>Reconduction</p> <p>Projet artistique pour le quartier des écrivains.</p> <p>Ici l'ailleurs est une proposition artistique de portrait des gens d'ici, et des paysages d'ailleurs. Au grès des rencontres dans le quartier avec les deux artistes, chaque personne photographiée propose la personne suivante. Elle choisit également une photo de paysage de son choix particulièrement important à ses yeux. Entre portrait et paysage intimes, l'œuvre mixe ces deux images dans une superposition entre photographie et sérigraphie.</p> <p>Le projet forme une chaîne humaine par l'image et dévoile l'importance des réseaux d'amitié et de confiance qui alimentent le bien vivre ensemble. Cette initiative artistique expérimente d'une manière singulière les liens humains d'un territoire par et avec celles et ceux qui l'habitent.</p> <p>Bénéficiaires : 120 Partenariats : École maternelle Victor Hugo, center social et familial Victor Hugo</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Achat - Prestation de service - Rémunération de personnels - Déplacements <p>TOTAL : 27 616 €</p> <p>Subvention demandée à la ville : 6 000 €</p> | <p>2 500 €</p> |

| QPV MARAIS | | | | |
|---|--|---|--|-------------------------------|
| Intitulé de l'action | Porteur | Description | Budget prévisionnel de l'action | Participation ville envisagée |
| L'III aux jeux | Centre socioculturel du Marais | <p>Reconduction</p> <p>Ce projet participe à une démarche de coéducation en impliquant les parents dans les actions avec leurs enfants.</p> <p>En partenariat avec l'école et la Maison de l'enfance, cette action permet de coordonner les acteurs du territoire pour des actions éducatives complémentaires.</p> <p>Elle permet à chaque enfant d'évoluer dans un parcours de réussite en donnant aux enfants des outils d'éveil, de compréhension et de raisonnement.</p> <p>Cette action vise un objectif important du Contrat de ville et de la Convention d'application territoriale qu'est l'accompagnement à la scolarité et la prévention du décrochage scolaire.</p> <p>Bénéficiaires : enfants de 4 à 6 ans et jeunes de 7 à 15 ans.</p> <p>Partenariats : école Rosa Parks et Maison de l'Enfance</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Achat matériel et fournitures ludothèque - Déplacements, - Communication - Charges de personnel <p>TOTAL 5 700 €</p> <p>Subvention demandée à la ville : 1 500 €</p> | 600 € |
| Ensemble ça marche, lettre à Nour | Centre socioculturel du Marais | <p>Ce projet s'inscrit dans la continuité du programme « ensemble ça marche » conduit par la compagnie second souffle.</p> <p>Il consiste en un travail participatif avec un groupe de jeunes sur le roman « Lettre à Nour » de l'auteur Rachid Benzine dans la perspective d'écrire une pièce chorégraphique.</p> <p>Le projet comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le travail du texte (lecture, écriture et compréhension) ; -le travail du corps ; -le travail d'échanges, de partage et de respect du point de vue de l'autre ; -le travail artistique pluridisciplinaire interprété par les jeunes mêlant danse, théâtre et musique ; -la découverte des métiers du spectacle vivant. <p>Bénéficiaires : 24 jeunes de 16 à 18 ans</p> <p>Partenariats : Ecole des arts</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Achats matières et fournitures - Publicité, publication - Déplacements, Missions - Charges de personnel <p>TOTAL 21 050 €</p> <p>Subvention demandée à la ville : 6 000 €</p> | 5 000 € |
| Ensemble pour la réussite des élèves | Collège Rouget de Lisle (REP Rouget de Lisle) | <p>Reconduction</p> <p>Ce projet vise, à travers la co-éducation, à permettre la réussite des élèves issus des quartiers politique de la ville composant le REP Rouget de Lisle. Près de 1800 élèves sont concernés.</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Achats fournitures - Services extérieurs - Charges de personnel - Mise à disposition de biens et services | 1 000 € |

| | | | | |
|--|---|---|---|-----------------------|
| | | <p>Les moyens mis en œuvre : ouverture de lieux d'accueil pour les parents dans les établissements (CDI), de salles d'informatiques aux familles, cours de français, découverte du système scolaire et des valeurs de la France, des richesses du territoire, temps de convivialité, etc.</p> <p>Cette action répond à de nombreux objectifs locaux comme accompagner les publics fragiles en s'appuyant sur leurs potentiels, renforcer le sentiment de compétence des parents notamment pour les familles monoparentales, etc.</p> <p>Cette action a été développée en 2016, après un bilan positif elle est reconduite depuis.</p> <p>Bénéficiaires : 26-64 ans, public mixte.</p> | <p>TOTAL 68 000 €</p> <p>Subvention demandée à la ville : 3 000 €</p> | |
| <p>Arts et cultures au service des langages et de la pensée</p> | <p>Collège Rouget de Lisle (REP Rouget de Lisle)</p> | <p>Reconduction</p> <p>Ce projet s'adresse aux élèves et familles des QPV Marais et Cité de l'III les plus éloignés de l'école. Il vise à augmenter et optimiser le temps d'expression orale des enfants dans toutes les situations d'apprentissage, de permettre un accès aux arts et cultures indispensables à la réussite scolaire et à l'inclusion citoyenne, d'aider les enfants à exprimer leurs sentiments et émotions en utilisant un vocabulaire adapté et précis.</p> <p>Cette action a été développée en 2016, après un bilan positif, elle est reconduite depuis. Elle répond à de nombreux objectifs d'éducation de la Convention d'application territoriale.</p> <p>Bénéficiaires : collégiens, public mixte.</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Prestations de services - Services extérieurs - Charges de personnel - Mise à disposition de biens et services - Achats matières et fournitures <p>TOTAL 68 000 €</p> <p>Subvention demandée à la ville : 4 000 €</p> | <p>1 000 €</p> |

CONVENTION DE PARTENARIAT

**RECONQUETE DE LA TVB URBAINE AU NORD DE STRASBOURG :
SCHILTIGHEIM, BISCHHEIM ET HËNHEIM, UN TERRITOIRE TRES
FRAGMENTE.**

ANNEE 2020

Entre



Alsace Nature
8 rue Adèle Riton- 67000 STRASBOURG
Représentée par Daniel REININGER, président.

Et



La ville de SCHILTIGHEIM
110, route de Bischwiller
67300 Schiltigheim
Représentée par Madame Danielle DAMBACH, Maire

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

La présente convention vise à définir et à préciser les modalités de participation de la Ville de Schiltigheim au programme « Reconquête de la TVB urbaine au nord de Strasbourg : Schiltigheim, Bischheim et Hœnheim, un territoire très fragmenté » coordonné par Alsace Nature pour l'année 2020. Le projet étant pluriannuel, une nouvelle convention sera signée chaque année pour en spécifier les modalités.

Article 1 – Objectif de la mission

La Ville de Schiltigheim est partenaire du projet « Reconquête de la TVB urbaine au nord de Strasbourg : Schiltigheim, Bischheim et Hœnheim » mis en place par Alsace Nature au titre de l'appel à manifestation d'intérêt Trame Verte et Bleue, projet financé par la Région Grand Est, l'Agence de l'eau Rhin-Meuse et la DREAL. Dans ce cadre, les partenaires réaliseront diverses

missions listées à l'article 3 et 4 de la présente convention ; ces missions visent toutes à améliorer la fonctionnalité de la TVB sur les bans communaux des communes partenaires.

Article 2 – Durée

Cette convention concerne l'année civile 2020.

A titre exceptionnel, le calendrier de fin des travaux pourra être prolongé jusqu'en avril 2021 si des circonstances particulières le justifient, parmi lesquels les aléas et impératifs consécutifs à la crise sanitaire dû à la circulation du Covid19 sur le territoire, les retards indépendants de la volonté des partenaires, les conditions climatiques défavorables à la conduite normale du chantier et en particulier aux plantations.

Article 3 – Engagements d'Alsace Nature

Alsace Nature s'engage à réaliser les opérations ci-dessous en 2020, dont le descriptif détaillé figure dans le dossier de demande d'aide.

Les partenaires s'engagent à tout mettre en œuvre pour réaliser les actions prévues au titre de l'Appel à Projet TVB, et en particulier pour les travaux de renaturation, chantiers de plantation, etc.

Tout chantier ne pouvant avoir lieu à la date ou au lieu prévu initialement, doit faire l'objet d'un report ou d'une réévaluation.

A titre exceptionnel dument justifié, si aucune solution ne pouvait être trouvée dans le temps imparti, les sommes imputées au budget de cette action ne pourront être perçues qu'en partie.

- **Réalisation d'un diagnostic TVB complémentaire sur le ban de Schiltigheim**

En complément du diagnostic initial réalisé en 2019 par Alsace Nature, il était prévu de consacrer du temps à l'approfondissement de l'étude et des recommandations sur des zones identifiées à enjeux. Les 3 zones concernées sont les projets : médiathèque, îlot Exen et les jardins partagés du parc de la Résistance (cf. diagnostic 2019). Il conviendra de choisir conjointement en cours d'année les secteurs où nous souhaitons porter une réflexion ainsi que les possibilités de travaux entrevus, y compris avec les autres partenaires éventuels.

- **Réalisation des études préalables à la plantation du réseau de haies au cœur de ville**

En plus des diagnostics TVB cités ci-dessus, des études préalables spécifiques à la plantation de haie sur les secteurs identifiés en cœur de ville seront réalisées. Afin de faire bénéficier ce programme des meilleures connaissances en la matière, Alsace Nature fera appel à l'association partenaire Haies Vives d'Alsace dont le siège est situé 7, Saint Gilles 68920 Wintzenheim (N° Siret : 792 782 302 00022). Les modalités des chantiers et engagements respectifs des différents partenaires sont décrits en annexe 1.

- **Plantation d'un réseau de haies au cœur de ville**

La ville de Schiltigheim est extrêmement fragmentée. Il est impératif de rendre les zones de nature existantes (parcs avec des essences strictement ornementales) plus qualitative d'un point de vue

environnemental (densification des arbustes et arbres, remplacement d'exotiques, refuges pour la faune...) et de les relier entre elles. C'est l'objet de ce projet de plantation de multiples petites haies au cœur de la ville, pour un total de 950 mètres linéaires (cet objectif est calculé pour des haies « simple rang » et sera réévalué en fonction de l'implantation de haies multifonctionnelle ou double rang) (cet objectif est calculé pour des haies « simple rang » et sera réévalué en fonction de l'implantation de haies multifonctionnelle ou double rang). Alsace Nature, accompagnée par l'association Haies Vives d'Alsace, projette de réaliser ces travaux en fin d'automne 2020.

Les projets de plantation n'étant pas encore totalement définis, un avenant à la présente convention viendra si besoin compléter le descriptif technique des chantiers.

Si la commune décide d'organiser une réunion publique d'information et de débat dans certains secteurs pour impliquer les citoyens et favoriser l'acceptation du projet, Alsace Nature participera à cette initiative, dans la mesure du temps prévisionnel imparti décrit dans l'Appel à Projet.

La possibilité d'associer des scolaires aux chantiers de plantation n'est pas exclue.

- **Coordination de l'ensemble du projet et participation aux Comités de pilotages (CoPils) et réunions intermédiaires**

Alsace Nature porte auprès des financeurs et coordonne ce projet lié à la TVB (actions, équipes, partenaires, prestataires...). Les points d'étapes relatifs au pilotage du projet, se matérialisent sous forme de réunions de CoPil avec nos interlocuteurs en mairie (2 par an) ainsi que des réunions de travail intermédiaires plus techniques.

- **Sensibilisation des citoyens**

La sensibilisation du public prendra différentes formes, définies entre la commune et Alsace Nature. Par exemple : l'organisation de sorties grand public pour découvrir la nature proche et les enjeux de la TVB qui sont liés, des enquêtes de science participative autour de la petite faune des villes (ex : enquête hérisson), des expositions, des stands de présentation lors d'événements clés, des conférences, etc. Ces animations seront réalisées par des professionnels ou bénévoles formés de notre association. Un volet de communication est également prévu, notamment au travers d'articles dans les bulletins municipaux ou autres supports de communications pertinents.

- **Sensibilisation des techniciens "espaces verts" aux techniques de gestion douce**

Des temps de sensibilisation des employés chargés de la gestion et de l'entretien des espaces verts sont à prévoir. Ils se composeront d'une première partie d'apport de connaissances sur les principes d'une gestion respectueuse de la biodiversité puis d'un second temps plus large d'échanges au sujet des pratiques (retours d'expérience, leviers à imaginer face à certains blocages ou contraintes techniques) et des particularités du territoire (avec visites de terrain).

Si cela est judicieux, nous souhaitons mettre en place des échanges de bonnes pratiques entre les communes voisines engagées dans le programme TVB.

Article 4 – Engagement de la Ville de Schiltigheim

La **Ville de Schiltigheim** réalisera les opérations décrites ci-dessous en 2020 (cf. article 3 pour les descriptifs des opérations).

Les partenaires s'engagent à tout mettre en œuvre pour réaliser les actions prévues au titre de l'Appel à Projet TVB, et en particulier pour les travaux de renaturation, chantiers de plantation, etc.

Tout chantier ne pouvant avoir lieu à la date ou au lieu prévu initialement, doit faire l'objet d'un report ou d'une réévaluation.

A titre exceptionnel dument justifié, si aucune solution ne pouvait être trouvée dans le temps imparti, les sommes imputées au budget de cette action ne pourront être perçues qu'en partie.

- **Participation au diagnostic TVB complémentaire sur le ban de Schiltigheim et participation aux études préalables à la plantation des haies.**

La ville de Schiltigheim s'engage à mettre à disposition tout document ou information nécessaire à la bonne réalisation des différents diagnostics complémentaires.

- **Participation aux travaux de plantation d'un réseau de haies au cœur de ville**

La ville de **Schiltigheim** réalisera tous travaux préalables aux chantiers participatifs jugés utiles d'un commun accord avec les partenaires (par exemple décompactage du sol si nécessaire). Elle pourra donc impliquer ses employés communaux avant, pendant et après (suivi/gestion) les chantiers.

La ville de Schiltigheim fera sienne la sécurisation des chantiers (ex : signalétique routière, rubalise, barrières...) lorsque cela est utile. Elle sera facilitatrice dans les interactions avec les groupes de citoyens, clubs ou amicales sportives, etc.

Les modalités des chantiers et engagements respectifs des différents partenaires sont placés en annexe1.

- **Suivi des CoPils et réunions intermédiaires**

La ville de Schiltigheim participera aux CoPils et aux réunions intermédiaires jugées utiles pour le bon avancement du projet d'AMI TVB.

- **Participation à la sensibilisation des citoyens**

La ville de Schiltigheim mettra à disposition ses outils de communication pour valoriser les actions de sensibilisation conjointement définies. Par exemple, l'utilisation des moyens de communication habituels (brochure municipale, site internet, réseaux sociaux, affichage municipal...) pourront servir de support à la promotion des actions. De plus, le service communication de la ville pourra aider à la réalisation de différents articles ou contenus pédagogiques.

Enfin, elle aidera à l'organisation de la venue d'enfants scolarisés lors des chantiers de plantation.

- **Sensibilisation des techniciens "espaces verts" aux techniques de gestion douce**

Les travaux réalisés (ou prévus) feront l'objet, le cas échéant, d'un entretien à court, moyen et long terme par les services de la Ville. Ainsi, il apparaît particulièrement important que les

techniciens puissent s'imprégner du cadre technique des principes d'une gestion douce, ou différenciée et que ce dernier soit pris en compte dans les interventions de gestion sur les espaces verts. Pour cela, des sessions de sensibilisation seront proposées par Alsace Nature ; La ville de Schiltigheim s'engage à mobiliser à cette occasion les techniciens clés et/ou ceux permettant de démultiplier l'action de sensibilisation.

L'action étant construite sur la durée et les plantations bénéficiant de subventions de financeurs publics telles que décrites dans l'annexe financière (Annexe 2), la Ville s'engage sur une durée de 10 ans au maintien et à l'entretien des haies financées sous peine de devoir rembourser les sommes allouées au chantier de plantation aux différents financeurs (mis à part cas de dégradation de la haie survenant indépendamment de la volonté de la Ville, tels que canicule extrême, incendie, etc...), ou replanter une haie répondant aux mêmes caractéristiques par ses propres moyens et financements.

Article 5 : Communication

La commune de Schiltigheim veillera à distinguer dans sa communication les projets portés en collaboration avec Alsace Nature de ceux qui émanent de ses autres activités, et réciproquement pour Alsace Nature.

Ainsi, pour les actions portées en collaboration dans ce projet TVB, chaque partie mentionnera autant que faire se peut ses partenaires, y compris les trois partenaires financiers qui permettent la réalisation du projet.

Les partenaires sont autorisés voire même encouragés à :

- porter à connaissance leur collaboration mutuelle,
- utiliser tout document produit, y compris des photos, pour leurs communications à visée pédagogiques, de promotion, d'information ou encore toute forme de « bilan ». Si des individus sont reconnaissables sur ces photos, la réglementation relative au droit à l'image s'applique.

Lorsque cela est pertinent, l'utilisation du logo de chaque partenaire est autorisée dans le cadre de la communication vers le public. Elle est toutefois soumise à validation préalable des parties concernées, en particulier pour tout document pédagogique et informatif.

Article 6 : Responsabilité et assurances

Les polices d'assurances de la Ville de Schiltigheim et d'Alsace Nature devront couvrir leurs responsabilités civiles respectives en cas d'accident.

Article 7 - Modalités de répartition des financements de l'opération

Alsace Nature reçoit l'ensemble du financement AMI TVB pour la réalisation des actions citées dans les articles 3 et 4. Le budget prévisionnel de l'ensemble du projet figure à l'annexe 2. Il est précisé que :

- Le budget prévisionnel total des actions est de 57 047 Euros TTC
- La part de financement (AMI TVB) revenant à Alsace Nature est égale à 45 349 Euros TTC
- La part de financement (Commune de Schiltigheim) revenant à Alsace Nature est égale à 11 409 Euros TTC

- Une part du financement est prise en charge sur les fonds propres d'Alsace Nature, égale à 289 Euros TTC

Ces montants sont conditionnés par la réalisation d'actions précises et de l'évaluation des partenaires financiers. La réalisation de ces actions entraîne des charges pour Alsace Nature (temps de travail, achats de fournitures et de prestations, etc. cf. budget détaillé).

Compte tenu des différentes phases techniques de l'opération (du diagnostic jusqu'à sa réalisation et à la phase d'animation) et par voie de conséquence de sa durée ;

Compte tenu aussi de la nécessité de garantir et de sécuriser le fonctionnement financier d'Alsace Nature ;

Compte tenu enfin du fait de l'avancement de la phase de pré-étude et de diagnostic déjà engagée au jour de la signature de la présente, il est convenu entre les parties des modalités financières suivantes :

- Règlements d'un acompte de 30% à la signature de la convention
- Règlement du solde soit 70% de l'action à la fin de la mission

Article 8 – Délai de réalisation du programme et de justification des dépenses réalisées par le bénéficiaire :

L'ensemble des partenaires de ce projet sont tenus de réaliser le programme, de respecter l'échéancier et de produire les pièces justificatives visées à l'article 4 pour le **31 décembre 2020** ou à sa date de report sans pouvoir dépasser la date limite du 30 avril 2021 conformément à l'article 2 de la présente convention.

Article 9 – Résiliation de la Convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie d'un ou plusieurs des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, en particulier ceux figurants aux articles 3, 4 et 7, les parties s'efforcent de rechercher en premiers lieux les solutions pour remédier à l'insuffisance, et ainsi d'en informer d'abord par tout moyen la partie défaillante sans négliger le calendrier, jusqu'à l'en informer par lettre recommandée avec accusé de réception en l'absence de réaction satisfaisante de la part du défaillant.

Si le défaillant n'a pas donné suite à la notification en lettre recommandée ou s'il n'a pas été en mesure de justifier son manquement, ou encore si les mesures prises ne sont manifestement pas à la hauteur des manquements constatés, l'autre partie pourra résilier la présente convention de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi de la lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 10 : Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant la juridiction compétente.

Article 11 – Propriétés des données

La Ville de Schiltigheim et Alsace Nature, respectivement, sont propriétaires des données brutes récoltées par leurs membres et salariés et peuvent les utiliser librement pour d'autres études ou publications. A noter pour les données brutes « faune et flore » qu'elles restent propriété des associations dont elles sont issues, leur utilisation étant soumise à la convention spécifique passée entre Odonat GE et Alsace Nature.

La mise à disposition des données réalisées dans ce projet, ainsi que leur mise à jour en cas de besoin, relèvent respectivement de la responsabilité d'Alsace Nature et de la Ville de Schiltigheim.

Fait en double exemplaire à Schiltigheim, le / /2020

Pour Alsace Nature
Daniel REININGER, président

Pour la Ville de Schiltigheim
Danielle DAMBACH, Maire

Annexe 1

Dispositions spécifiques aux chantiers

Objectifs

Alsace Nature et la Ville de Schiltigheim expriment leur volonté commune d'aboutir à des réalisations concrètes. Cela est d'autant plus indispensable lorsque les travaux d'étude sont pris en charge par une subvention publique.

L'objet des chantiers est le suivant : « la création, la restauration et l'entretien de continuités écologiques et d'habitats propices à la faune locale et à la flore locale. ». Alsace Nature fait appel à l'association partenaire Haies Vives d'Alsace pour la mise en œuvre des chantiers de plantations de haies ainsi que leur étude préalable.

Concernant l'origine des végétaux utilisés (semences, graines boutures ou plants), il est privilégié en toute occasion des végétaux d'origine génétique locale pour des raisons de préservation de la diversité intraspécifique, d'adéquation entre le climat et les végétaux et de qualité écologique des milieux. En ce qui concerne les arbres et arbustes fruitiers, seront privilégiées les variétés ne nécessitant pas de biocide pour leur culture (rusticité).

Dès que possible, les intrants nécessaires aux dispositifs végétaux ne devront pas perturber le milieu (paillage biodégradable, absence de biocides, plan de récupération de protections plastiques, etc.).

Les choix d'implantation et les solutions techniques retenues devront refléter au mieux les attentes de chaque partie.

En termes opérationnels, les objectifs sont :

- Engager les actions dans le respect du planning défini en commun.
- Mettre en œuvre les ressources (humaines, logistiques et techniques) permettant les conditions optimales de réalisation de l'action.
- Veiller à la pérennité des dispositifs végétaux et à leur évolution naturelle en prenant en compte les contraintes d'usage.

Les moyens et les obligations

Obligations d'Alsace Nature

Dans le cadre de sa mission, Alsace Nature s'engage à accompagner au mieux la ville de Schiltigheim et propose :

- Expertise et diagnostic préalables
- Réalisation de tout document spécifiant le projet (dossier d'étude, compte-rendu, note technique, plan de gestion, etc.)
- Préconisations de planning, de ressources techniques
- Préconisations d'entretien
- Si requis, participation aux négociations entre usagers

Dans le cadre d'un chantier participatif :

- Mise en œuvre et lancement d'une communication
- Gestion des échanges avec les bénévoles
- Organisation et animation du chantier participatif
- Mise à disposition des outils en possession d'Alsace Nature ou de l'association partenaire Haies Vives d'Alsace
- En cas d'intempéries (orage, forte pluie ou fort vent...) ou de risque pour la conservation des plants (gel en l'occurrence) et compte-tenu du caractère participatif ou scolaire des chantiers prévus, Alsace Nature pourra être amenée à décider du report du chantier temporairement.

Dans le cadre d'une plantation avec des scolaires :

- Organisation et animation du chantier scolaire
- Mise à disposition des outils en possession de d'Alsace Nature ou de l'association partenaire Haies Vives d'Alsace

Obligations de la ville de Schiltigheim

Dans le cadre du projet TVB, la ville de Schiltigheim est responsable de la levée de tout obstacle permettant la réalisation des travaux (accord du propriétaire, entente avec les voisins, servitudes et contraintes diverses, obtention des autorisations nécessaires, identification des limites parcellaires ...). La ville est également en charge des relations avec les gestionnaires des réseaux présents sur le site.

La ville de Schiltigheim fournit toute information nécessaire permettant à Alsace Nature de remplir la mission qu'elle lui a confiée.

La ville de Schiltigheim s'engage à mettre à disposition toute ressource et à réaliser ou à faire réaliser tous travaux préalables qui sont mentionnés dans les documents d'étude.

En cas de chantier participatif, la ville de Schiltigheim s'engage à veiller à la convivialité de la plantation et au bien-être des bénévoles.

La ville de Schiltigheim s'engage à suivre les préconisations d'entretien mentionnées dans le document d'étude, et notamment, concernant les actions futures d'entretien, à privilégier celles qui préservent le potentiel écologique du dispositif végétal mis en œuvre.

L'action étant construite sur la durée et les plantations bénéficiant de subventions de financeurs publics telles que décrites dans l'annexe financière (Annexe 2), la Ville s'engage sur une durée de 10 ans au maintien et à l'entretien des haies financées sous peine de devoir rembourser les sommes allouées au chantier de plantation aux différents financeurs (mis à part cas de dégradation de la haie survenant indépendamment de la volonté de la Ville, tels que canicule extrême, incendie, etc...), ou replanter une haie répondant aux mêmes caractéristiques par ses propres moyens et financements.

Annexe 2 :

Budget prévisionnel 2020 RECONQUÊTE DE LA TVB URBAINE AU NORD DE STRASBOURG : SCHILTIGHEIM, BISCHHEIM et HOENHEIM.

| Budget prévisionnel TVB Schiltigheim 2020 | | | |
|---|---------------------|--|---------------------|
| Charges (€ TTC) | | Produits (€ TTC) | |
| Régie Alsace Nature : Salaires + frais | 16 217 € | Agence de l'Eau Rhin-Meuse | 42 432 € |
| <i>dont "Diagnostic"</i> | 5 250 € | <i>dont "Régie Alsace Nature"</i> | 9 768 € |
| <i>dont "Travaux"</i> | 1 750 € | <i>dont "Autres frais : plantations"</i> | 11 436 € |
| <i>dont "Animation"</i> | 9 217 € | <i>dont "Prestations" : chantiers</i> | 21 228 € |
| Autres frais : Plantations | 14 295 € | Conseil Régional Grand Est | 2 917 € |
| Prestations : chantiers participatifs | 26 535 € | Co-financement commune | 11 409 € |
| | | <i>Schiltigheim</i> | 11 409 € |
| | | Alsace Nature - autofinancement | 289 € |
| TOTAL | 57 047 € TTC | | 57 047 € TTC |

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de **Madame Danielle DAMBACH**

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2 ont voté par procuration**

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIAJE'TSINIMARO donne procuration à Christian BALL

15^e point à l'ordre du jour :
(*Délibération n° 2020SGDE108*)

**SUBVENTION À L'ASSOCIATION ALSACE NATURE POUR
L'ANNÉE 2020 DANS LE CADRE DU RENFORCEMENT DE LA
TRAME VERTE ET BLEUE**

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE108-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

15. SUBVENTION À L'ASSOCIATION ALSACE NATURE POUR L'ANNÉE 2020 DANS LE CADRE DU RENFORCEMENT DE LA TRAME VERTE ET BLEUE

Monsieur le Premier Adjoint :

La Ville de Schiltigheim est engagée dans une politique volontariste dans les domaines de l'écologie et de la protection de l'environnement. Ainsi préserver la place de la nature en ville est un élément essentiel de la lutte contre le réchauffement climatique. En renforçant, sur son territoire, les projets liés au développement de la Trame Verte et Bleue, la ville souhaite améliorer la qualité de vie de ses citoyens, en préservant des îlots de fraîcheur et en protégeant la biodiversité. Ainsi, l'aménagement des parcs en lieux de vie pour la faune et la flore sera renforcé. Le développement de la végétalisation dans toute la ville sera poursuivi. Construire une ville apaisée et participative est également l'un des axes principaux du programme de la municipalité. Les citoyens seront impliqués dans les projets de végétalisation à travers des conventions de végétalisation et des chantiers participatifs.

Alsace Nature a pour vocation de réunir et coordonner les volontés pour la sauvegarde et la protection du patrimoine naturel alsacien dans toutes ses composantes et d'assurer la sensibilisation et la mobilisation des publics. L'association œuvre ainsi pour le développement de la trame verte et bleue.

La Trame Verte et Bleue (TVB), outil de mise en œuvre du Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE)

La Loi NOTRe (Nouvelle organisation territoriale de la République n°2015-991 du 7 août 2015) a renforcé la compétence d'aménagement du territoire des Régions en les désignant chef de file et en leur confiant l'élaboration du Schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDET), nouvel outil planificateur dans le domaine de l'aménagement du territoire, de la mobilité des populations et de la lutte contre le réchauffement climatique. Le SRADDET intègre plusieurs schémas régionaux thématiques préexistants dont le schéma régional de cohérence écologique (SRCE).

Adopté fin 2014 après une grande concertation, le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) doit permettre des mesures concrètes d'aménagement du territoire en faveur de la biodiversité. La Trame Verte et Bleue (TVB), outil principal de mise en œuvre du SRCE vise à maintenir et à reconstituer un réseau favorable aux espèces animales et végétales nécessaire à leur survie, tout en anticipant leur adaptation au changement climatique. Les communes peuvent développer des politiques de conservation et de restauration de trame (ou sous trame) au sein de leur territoire.

Alsace Nature et son réseau d'associations spécialisées ont fortement investi les commissions (participation au Grenelle de l'environnement, constitution du SRCE...) pour porter le débat environnemental et faire de ces outils des programmes efficaces. Ceci confère à cette association une forte expertise en la matière.

Convention de Partenariat 2020 avec l'Association Alsace Nature

La ville de Schiltigheim est partenaire du projet « Reconquête de la TVB urbaine au nord de Strasbourg : Schiltigheim, Bischheim et Hœnheim » mis en place par l'association Alsace Nature au titre de l'Appel à projets Trame Verte et Bleue, projet financé par la Région Grand Est, l'Agence de l'eau Rhin-Meuse et la DREAL, sous forme de subventions.

Au travers de cet appel à projet, la Région Grand Est, la DREAL et les Agences de l'Eau souhaitent remplir les objectifs suivant :

- Aider les porteurs de projets à se mobiliser dans la mise en œuvre des objectifs de la loi, du SRCE et du SRADDET ;

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE108-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

- Renforcer les synergies créées et les partenariats au sein d'un espace de projet territorial, pour la mise en œuvre conjointe des politiques biodiversité et eau ;
- Faciliter la mise en œuvre des compétences biodiversité, en lien avec l'eau, par les collectivités locales et l'ensemble des acteurs ;
- Favoriser des démarches innovantes d'acteurs publics, économiques ou associatifs ;
- Alimenter la démarche Territoire Engagé pour la Nature (TEN) visant la reconnaissance de l'engagement d'un territoire en faveur de la biodiversité.

Les collectivités locales et les associations font parties des bénéficiaires éligibles pour être subventionnées en répondant à cet appel à projet. Les projets éligibles sont des projets de préservation et de reconquête de la TVB qui ont pour objectif la création et/ou la restauration de continuités écologiques. Ils doivent être constitués d'une pluralité d'actions et respecter un équilibre budgétaire favorable à l'investissement.

Suite au dossier déposé en septembre 2019 dans le cadre de l'appel à projet TVB, la Région Grand Est et l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse soutiennent le projet « Reconquête de la TVB urbaine au nord de Strasbourg : Schiltigheim, Bischheim et Hœnheim » et le financent à hauteur de 80%. Alsace Nature sollicite la ville de Schiltigheim pour financer les projets concernant son territoire à hauteur de 20%, selon le budget prévisionnel suivant :

| Budget prévisionnel TVB Schiltigheim 2020 | | | |
|---|---------------------|--|---------------------|
| Charges (€ TTC) | | Produits (€ TTC) | |
| Régie Alsace Nature : Salaires + frais | 16 217 € | Agence de l'Eau Rhin-Meuse | 42 432 € |
| <i>dont "Diagnostic "</i> | 5 250 € | <i>dont "Régie Alsace Nature"</i> | 9 768 € |
| <i>dont "Travaux"</i> | 1 750 € | <i>dont "Autres frais : plantations"</i> | 11 436 € |
| <i>dont "Animation"</i> | 9 217 € | <i>dont "Prestations" : chantiers</i> | 21 228 € |
| Autres frais : Plantations | 14 295 € | Conseil Régional Grand Est | 2 917 € |
| Prestations : chantiers participatifs | 26 535 € | Co-financement commune | 11 409 € |
| | | <i>Schiltigheim</i> | 11 409 € |
| | | Alsace Nature - autofinancement | 289 € |
| TOTAL | 57 047 € TTC | | 57 047 € TTC |

Dans le cadre de ce partenariat, Alsace Nature a pour projet de réaliser les opérations suivantes :

- ✓ Réalisation d'un diagnostic TVB complémentaire sur le ban de Schiltigheim
- ✓ Réalisation des études préalables à la plantation du réseau de haies au cœur de ville
- ✓ Plantation d'un réseau de haies au cœur de ville dans le cadre de chantiers participatifs avec les habitants
- ✓ Coordination de l'ensemble du projet et participation aux comités de pilotages et réunions intermédiaires
- ✓ Sensibilisation des citoyens
- ✓ Sensibilisation des techniciens « espaces verts » aux techniques de gestion douce

Dans le cadre de ce partenariat, la Ville de Schiltigheim facilitera le travail d'Alsace Nature en transmettant les documents jugés utiles à l'avancée des études, en s'assurant du bon déroulé des chantiers menés par l'Association et en sensibilisant les citoyens et techniciens.

Ce projet contribuera à l'objectif de plantation de 1 000 arbres au cours du mandat. Concernant l'origine des végétaux plantés, des végétaux d'origine génétique locale seront privilégiés, pour des raisons de préservation de la diversité intraspécifique, d'adéquation entre le

seront privilégiés, pour des
 Accusé de réception en préfecture
 Alsace et les végétaux et de
 687 216704478-2820092-2020SGDE108-
 DE
 Date de télétransmission : 24/09/2020
 Date de réception préfecture : 24/09/2020

qualité écologique des milieux. En ce qui concerne les arbres fruitiers, seront privilégiés les variétés ne nécessitant pas de biocide pour leur culture (rusticité).

Une convention de partenariat est proposée pour l'année 2020 entre la Ville de Schiltigheim et l'Association Alsace Nature sur initiative de cette dernière. L'association Alsace Nature sollicite la Ville à hauteur de **11 409 €**.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu les articles L. 2541-12 10^e et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;*

Après en avoir délibéré,

Sur proposition de la Commission « Ecologie, urbanisme et mobilités – Cadre de vie et travaux » et du Bureau municipal,

APPROUVE le partenariat avec l'Association Alsace Nature dans le développement de la trame verte et bleue sur le ban communal ;

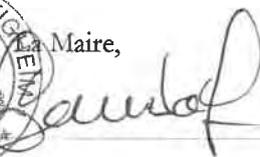
AUTORISE Madame la Maire ou son/sa représentant.e à signer la convention de partenariat avec l'Association Alsace Nature pour l'année 2020 telle qu'annexée à la présente délibération ;

APPROUVE le versement d'une subvention d'un montant de **11 409 €** à l'Association Alsace Nature ;

PRÉCISE que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2020.

| **Adopté par 38 voix et 1 abstention (M. Raphaël RODRIGUES).**

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020

 Maire,


Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE108-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de **Madame Danielle DAMBACH**

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2 ont voté par procuration**

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIAJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

16^e point à l'ordre du jour :
(Délibération n° 2020SGDE109)

**CANDIDATURE DE SCHILTIGHEIM AU CONSEIL
D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION NATIONALE DE
CONSEILS D'ENFANTS ET DE JEUNES (ANACEJ)**

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE109-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

16. CANDIDATURE DE SCHILTIGHEIM AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION NATIONALE DE CONSEILS D'ENFANTS ET DE JEUNES (ANACEJ)

Madame la Maire :

La Ville de Schiltigheim est membre fondateur de l'ANACEJ, Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes, réseau national d'acteurs et d'élus enfance jeunesse regroupant aujourd'hui plus de 400 collectivités.

Créée en 1991, cette association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 a pour vocation de promouvoir la participation des enfants et des jeunes à la décision publique et leur concertation au niveau local avec les élus et d'accompagner les collectivités locales dans la mise en place d'instances de participation des jeunes. Elle s'adresse à différents publics : enfants, jeunes, professionnels, élus locaux et militants associatifs ainsi qu'aux différents niveaux de territoires.

Le 14 octobre 2020, l'Assemblée générale renouvellera son Conseil d'Administration composé de 41 membres, dont 27 représentant les collectivités territoriales et leurs regroupements, par scrutin majoritaire, selon des modalités prévues par le règlement intérieur.

Les membres élus par l'Assemblée générale sont élus pour 3 ans renouvelables par tiers.

Fort de son expérience engagée et dynamique dans le champ de la participation jeunesse, la Ville de Schiltigheim souhaitant s'investir activement dans la vie statutaire de l'association, propose de présenter sa candidature au sein de cette instance de décision et d'action qu'est le Conseil d'administration de l'Anacej.

Cette candidature s'inscrit naturellement dans ce que Schiltigheim promeut depuis plus de 40 ans en reconnaissant le potentiel et la capacité des enfants et des jeunes à s'intéresser et à participer aux affaires de la ville. Elle est convaincue de la pertinence et l'importance de permettre à la jeunesse schillickoise, de s'exprimer, de respecter leurs idées et d'accompagner leurs projets pour la ville et ses citoyens.

Conformément à l'article L. 2121-33 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), il appartient au Conseil Municipal de procéder à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du CGCT et des textes régissant ces organismes.

Il convient donc de procéder à la désignation d'un membre de notre Assemblée dont le nom pourra être proposé à la candidature du Conseil d'Administration de l'Anacej.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-33 et L. 2541-1 ;
Vu les statuts de l'Anacej, modifiés en Assemblée générale extraordinaire le 8 juin 2016 et son règlement intérieur adopté lors de l'Assemblée générale ordinaire du 30 octobre 2016 ;
Considérant que le 14 octobre 2020, l'Assemblée générale de l'ANACEJ élira en son sein le Conseil d'administration selon des modalités prévues par son règlement intérieur ;
Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de procéder à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs conformément aux dispositions de l'article L. 2121-33 du CGCT ;
Considérant l'expertise dans le champ de la participation jeunesse et la délégation de Madame Maïté Elia, conseillère déléguée à la participation des Enfants et des Jeunes et aux actions culturelles,*

Après en avoir délibéré,

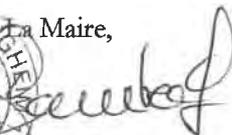
Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE109-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

Sur proposition de la Commission « Jeunesse, Culture et Participation citoyenne » et du Bureau Municipal,

DÉSIGNE Madame Maïté ELIA, Conseillère déléguée à la participation des Enfants et des Jeunes et aux actions culturelles, pour représenter la candidature de la commune de Schiltigheim au Conseil d'administration de l'Association Nationale des Conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ) et siéger aux réunions organisées durant le mandat de 3 ans.

| **Adopté à l'unanimité**

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020

 La Maire,


Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE109-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020



Statuts de l'Anacej

Préambule

La diversité au cœur de l'Anacej

L'Anacej est née d'une volonté d'élus locaux, et de militants des associations et des fédérations d'éducation populaire, de professionnels des collectivités locales etc. Toutes et tous avaient le projet de permettre aux enfants et aux jeunes d'exercer leur droit à la participation tel qu'il est défini par la Convention Internationale des Droits de l'Enfant. Pour eux, comme désormais pour ses adhérents, l'Anacej est le lieu de rencontre de toutes les initiatives et de tous les acteurs de cette participation dans leur diversité : de statut, géographique, d'orientations politiques, de type et de taille de collectivités, de fédérations, de formes de participation développée...

L'association évolue avec le temps mais son identité et sa richesse sont liées à cette diversité que chacun et chacune sont chargés de faire vivre dans les actions comme dans les instances.

Article 1 :

Il a été constitué, entre les membres fondateurs de l'ANCME (Association Nationale des Conseils Municipaux d'enfants et d'adolescents et structures représentatives assimilées) et les membres fondateurs de la C.V.C.J. (Convention des Villes pour les Conseils de Jeunes), le 13 Mars 1991, une association régie par la loi du 1er Juillet 1901 et le décret du 16 Août 1901 ayant pour titre :

ASSOCIATION NATIONALE DES CONSEILS D'ENFANTS ET DE JEUNES, ANACEJ

Sa durée est illimitée
Son siège est fixé à Paris.

Article 2 :

Cette association a pour objet de regrouper toute personne morale ou physique ayant pour but de promouvoir toute structure, notamment les Conseils d'Enfants ou de Jeunes, permettant la reconnaissance de l'enfant et du jeune comme partenaire à part entière dans la vie de la cité. Ce but s'inscrit dans une démarche de réflexion globale sur le statut de l'enfant dans notre société, en référence à la Convention Internationale des Droits de l'Enfant adoptée par l'Assemblée Générale de l'O.N.U. le 20 Novembre 1989, ratifiée par la France le 2 Août 1990.

Pour cela elle se propose :

- D'aider à la mise en place des Conseils d'Enfants ou de Jeunes ou de toute structure de participation de jeunes à la vie locale émanant des collectivités locales, associations
- De répondre aux besoins d'information, de documentation et de formation des enfants, des jeunes, des animateurs, des élus et des partenaires des Conseils

Statuts modifiés en Assemblée générale extraordinaire le 5 juin 2016, règlement intérieur modifié en Assemblée générale ordinaire le 30 octobre 2016

- De se doter de moyens de réflexion, de recherche et d'étude visant à l'amélioration de ces structures de représentation
- De faire connaître auprès de ses adhérents le résultat de ces travaux par tout moyen d'information approprié : revues, documents, manifestations nationales, régionales, colloques
- D'être auprès des pouvoirs publics le représentant des Conseils d'Enfants et de Jeunes et l'un des interlocuteurs de toute démarche de dialogue et de consultation avec la jeunesse
- D'être le promoteur d'événements culturels, artistiques, éducatifs, médiatiques sur la place de l'enfant dans notre société
- D'être un lieu de promotion et de réflexion des politiques jeunesse sur l'ensemble des territoires tout en assurant la mise en valeur des expériences des collectivités et des mouvements d'éducation populaire. Ces dernières s'appuyant sur la participation des jeunes comme outil principal de la construction des politiques publiques.

Article 3 :

Cette association est laïque.

A ce titre, elle respecte les convictions personnelles de ses membres qui ne portent pas atteinte et qui ne sont pas contraires à la dignité et au respect de la personne humaine. Elle s'engage à défendre et à promouvoir les droits de l'enfant et de l'adolescent (en référence à la Convention Internationale des Droits de l'Enfant).

Article 4 : Composition de l'association

L'association est composée :

- De membres d'honneur désignés par le Conseil d'administration,
- De personnes physiques,
- De personnes morales : des fédérations d'éducation populaire, des associations et des collectivités territoriales et de leurs regroupements
- Des membres du Comité Jeunes

Tels que définis par le Règlement intérieur de l'association.

Article 5 : Démission - Radiation

La qualité de membre se perd :

- Par démission,
- Par radiation, prononcée pour motif grave par le Conseil d'administration, la personne morale ou physique concernée ayant été préalablement appelée à fournir des explications.

La personne morale ou physique peut faire recours de la décision de radiation à l'Assemblée générale suivant cette décision.

Par motif grave, il faut entendre :

- a) Les infractions graves ou répétées aux obligations statutaires,
- b) Les infractions graves ou répétées à la laïcité définies par les présents statuts,
- c) Le non-paiement de la cotisation annuelle.

Article 6 : L'Assemblée Générale

Elle est composée des membres de l'association à jour de leur cotisation, à l'exception des membres d'honneur qui en sont dispensés et invités à titre consultatif, et qui se répartissent en 4 collèges :

- Collège des collectivités territoriales et de leurs regroupements,
- Collège des fédérations d'éducation populaire et des associations,

Statuts modifiés en Assemblée générale extraordinaire le 8 juin 2016, règlement intérieur modifié en Assemblée générale ordinaire le 30 octobre 2016

- Collège des personnes physiques,
- Collège des membres du Comité Jeunes.

Elle se réunit au moins une fois par an dans un lieu défini par le Conseil d'administration.

Elle est convoquée par le-la Président-e ou par les 2/3 des administrateurs.

Elle délibère sur les points inscrits à l'ordre du jour, notamment sur le montant de la cotisation, sur le quitus aux administrateurs, sur l'affectation des résultats financiers. Chaque membre possède une voix et peut donner un mandat écrit à un autre membre de la même catégorie, pour le représenter à l'Assemblée générale, sans pouvoir détenir plus de 2 mandats en plus du sien.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés selon la pondération par catégorie suivante :

- Les collectivités territoriales et leurs regroupements : 65% des voix
- Les fédérations d'éducation populaire et les associations : 20% des voix
- Les personnes physiques : 5% des voix
- Les membres du Comité Jeunes : 10% des voix

Article 6 bis : Le Comité Jeunes

Le Comité Jeunes est chargé de représenter les jeunes des conseils de jeunes des collectivités territoriales et de leurs regroupements membres de l'association.

Article 7 : Élection au Conseil d'administration

L'Assemblée générale élit en son sein le Conseil d'administration selon des modalités prévues par le règlement intérieur.

Sont déclarés postes à pourvoir :

- Les postes résultant du tiers sortant annuel,
- Les postes déclarés vacants par le Conseil d'administration convoquant l'Assemblée générale.

L'élection se fait par collège au scrutin majoritaire.

Article 8 : Conseil d'administration

1) Composition :

Il est composé de 41 membres répartis comme suit :

- 4 membres élus par Le Comité Jeunes en son sein dans les modalités prévues par le règlement intérieur
- 37 membres élus lors de l'Assemblée générale :
 - 27 membres, élus en leur sein, représentant les collectivités territoriales et leurs regroupements, selon des modalités définies par son règlement intérieur
 - 2 membres, élus en leur sein, représentant les personnes physiques
 - 8 membres, élus en leur sein, représentant les associations.

2) Durée du mandat :

Les membres élus par l'Assemblée générale sont élus pour 3 ans renouvelables par tiers.

3) Fonctionnement du Conseil d'administration :

- Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'exige le bon fonctionnement de l'Association et au moins trois fois par an. Il est convoqué par son-sa Président-e ou à la demande d'un quart de ses membres.

- Pour délibérer, la présence du tiers au moins de ses membres est nécessaire. Il peut entendre toute personne qui pourrait apporter des éléments sur les décisions qui lui sont soumises et, notamment, les membres du personnel chargés des dossiers inscrits à l'ordre du jour.
- Tout membre du Conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs, par mandat écrit, à un autre administrateur.
- Chaque administrateur ne peut disposer que d'un seul mandat en plus de son propre vote.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des membres présents ou représentés :

- En cas d'égalité des voix, la voix du-de la Président-e est prépondérante.
- Il est tenu procès verbal de chaque séance du Conseil d'administration.
- Les procès verbaux sont signés par le-la Président-e après approbation par le Conseil d'administration.

Perte de la qualité d'administrateur :

La qualité d'administrateur se perd par :

- La démission, dûment notifiée par lettre recommandée, en cours de mandat.
- Le constat de la perte de la qualité de membre suivant l'Article 5 des présents statuts
- L'absence non excusée ni motivée lors d'au moins 3 conseils d'administration consécutifs.

Article 9 :

Le Conseil d'administration fixe l'organisation administrative des diverses instances de l'association par un règlement intérieur. Ce règlement intérieur est soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

Article 10 :

Les membres du Conseil d'administration ne peuvent percevoir aucune rétribution en raison des fonctions qui leur sont confiées.

Article 11 : Bureau

Le Conseil d'administration élit en son sein un Bureau, de 15 membres maximum, dans les conditions prévues par le Règlement intérieur.

Il comprend au moins les postes suivants :

- 1 Président issu des collectivités territoriales
- 1 Premier Vice-président issu des collectivités territoriales
- 1 Vice-président issu des collectivités territoriales
- 1 Vice-président issu du comité jeunes
- 1 Vice-président issu des associations
- 1 Trésorier issu des collectivités territoriales
- 1 Trésorier adjoint issu des associations
- 1 Secrétaire Général issu des associations
- 1 Secrétaire Adjoint issu des collectivités territoriales
- et de Membres.

Il n'y a pas de fonction définie pour les Vice-Présidents-es mais des missions particulières peuvent être données à ses membres, par le Bureau, sur proposition du-de la Président-e par mandat écrit.

Les collectivités et les organisations désignent la personne qui les représente au Bureau, dûment mandatée selon leur mode de fonctionnement propre.

- Durée du mandat : les membres du Bureau sont élus pour 3 ans et sont rééligibles.

- b) Vacance d'un poste : en cas de vacance d'un poste, le Conseil d'administration procède à une nouvelle élection parmi ses membres.
- c) Fonctionnement du Bureau : le Bureau se réunit aussi souvent que l'exige le bon fonctionnement de l'association et au moins une fois par trimestre. Il est convoqué par son-sa Président-e ou sur la demande du quart de ses membres. Pour délibérer valablement, le Bureau doit comprendre la présence du tiers au moins de ses membres. Les décisions du Bureau sont prises à la majorité absolue des membres présents. En cas d'égalité des voix, la voix du-de la Président-e est prépondérante.
- d) Rôle du Bureau : C'est le pouvoir exécutif de l'association. Il est chargé de mettre en œuvre les décisions prises par le Conseil d'administration.

Entre deux réunions du Conseil d'administration, le Bureau assure la gestion des affaires courantes. Il soumet au Conseil d'administration le plus proche les décisions qu'il aurait été conduit à prendre dans l'intérêt du fonctionnement de l'association.

Article 12 :

Les dépenses sont ordonnancées par le-la Président-e. Celui-celle-ci représente l'association en justice et dans tous les actes de la vie civile. Il-elle est seul-e responsable des ressources humaines. Le-la Président-e peut déléguer, par mandat écrit, tout ou une partie de ses pouvoirs à d'autres membres du Bureau.

Article 12bis :

La direction de l'association est assumée par un-e Délégué-e Générale-e qui agit sur la base d'une délégation écrite du-de la Président-e, présentée en Bureau et conformément à la grille de responsabilité votée en Conseil d'administration.

Article 13 : Ressources

Les ressources de l'Association se composent :

- Du revenu de ses biens
- Des cotisations et souscriptions de ses membres
- Des subventions de l'Etat, des institutions européennes ou internationales, des diverses collectivités territoriales (Conseils Régionaux, Conseils Départementaux, collectivités locales), des organismes publics ou parapublics et toutes ressources conformément à la loi
- Du produit des activités, publications, études ou manifestations organisées par l'association
- Des ressources obtenues à titre exceptionnel
- De toutes autres ressources prévues par la loi.

Article 14 : Comptabilité

Il est tenu au jour le jour une comptabilité de toutes les opérations effectuées faisant apparaître chaque année un bilan, un compte de résultat et une annexe selon les normes en vigueur.

L'exercice social s'exerce du 1^{er} Janvier au 31 Décembre.

Article 15 : Modification des statuts

Les présents statuts ne peuvent être modifiés que par une Assemblée générale extraordinaire proposée par le Conseil d'administration ou à la demande du quart des adhérents de l'Association.

Article 16 : Dissolution

La dissolution de l'association ne peut être prononcée que par l'Assemblée générale extraordinaire, spécialement convoquée à cet effet, selon les termes de l'Article 18 des présents statuts.

Statuts modifiés en Assemblée générale extraordinaire le 8 juin 2016, règlement intérieur modifié en Assemblée générale ordinaire le 30 octobre 2016

Article 17 : Dévolution des biens

En cas de dissolution de l'association, ses biens sont dévolus à une ou plusieurs associations poursuivant un but analogue.

Les biens immeubles acquis ou aménagés grâce à une participation de l'Etat, ne pourront être cédés, échangés ou hypothéqués, sans autorisation écrite de l'autorité de tutelle à qui sera soumise la dévolution de ces biens en cas de dissolution.

Article 18 : Assemblée générale extraordinaire

L'Assemblée générale extraordinaire se réunit en cas de modification des statuts, de dissolution de l'association ou de problèmes graves.

Sauf cas de force majeure constaté à l'unanimité d'un Conseil d'administration dûment convoqué, elle doit être convoquée avec un délai de quatre semaines avant la date de la réunion :

- Par le-la Président-e à la demande d'au moins 2/3 des membres du Conseil d'administration
- A la demande du quart au moins des membres de l'association.

Le quorum pour délibérer valablement est fixé au quart des adhérents présents ou représentés.

Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle Assemblée générale extraordinaire est convoquée, à quinze jours au moins d'intervalle, sur le même ordre du jour, et cette fois elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés, sauf pour la dissolution qui ne peut être votée qu'à la majorité des 2/3 des mandats représentés.

Le mode de représentation, les collèges de votes et les répartitions des mandats sont identiques à ceux de l'Assemblée générale ordinaire.

Statuts modifiés le 8 juin 2016, lors de l'Assemblée générale extraordinaire.

Statuts modifiés en Assemblée générale extraordinaire le 8 juin 2016, règlement intérieur modifié en Assemblée générale ordinaire le 30 octobre 2016

Règlement intérieur de l'Anacej

Adopté lors de l'Assemblée générale ordinaire du 30 octobre 2016.

Article 1 : Les adhérents

Pour être adhérente de l'Anacej, chaque personne physique ou morale doit nécessairement remplir les trois conditions suivantes :

1. Elle adhère au but (article 2) et à la philosophie de l'association,
2. Le-la Président-e prend acte de la candidature qu'il présente au Conseil d'administration pour validation de l'adhésion.
3. Elle verse une cotisation annuelle.

Article 2 : Les personnes physiques

Cette adhésion est personnelle et individuelle. Elle ne doit pas rentrer en concurrence avec l'adhésion d'une collectivité ou association dont la personne serait élue ou membre du personnel.

Le Conseil d'administration lors d'une telle adhésion sera attentif à cette situation.

Article 3 : Le Comité Jeunes

Le comité jeunes est composé de membres ou d'anciens membres de dispositif de participation. Seules les candidatures soutenues par une collectivité locale ou fédération adhérente peuvent être retenues. La formation de cette instance se fait sur la base du volontariat. Le mandat est de deux ans. Cependant, sur la base du volontariat et après accord de la collectivité concernée, il peut être prolongé d'un an pour permettre la transition entre deux comités jeunes.

Quatre membres du comité jeunes participent au Conseil d'administration, et l'un-e d'entre elles-eux est désigné-e par le comité jeunes Vice Président-e pour participer au Bureau de l'association.

Article 4 : Les cotisations

Les adhésions sont valables pour l'année civile en cours et renouvelables par tacite reconduction. Pour les collectivités adhérant en cours d'année, l'adhésion est valable une année à partir de la date d'adhésion et le renouvellement se fait à la date anniversaire de l'adhésion.

Pour participer et voter à l'Assemblée générale, les adhérents doivent être à jour de cotisation.

Le Conseil d'administration se réserve le droit de statuer sur la radiation d'une collectivité défaillante en terme de paiement de cotisation.

Article 5 : Modalités d'élection au Conseil d'administration

1. Pour les collèges des collectivités territoriales et de leurs regroupements, des fédérations d'éducation populaires et des associations, et des personnes physiques.

- a) Les candidatures motivées aux postes vacants sont à adresser au-la Président-e un mois avant l'Assemblée générale, accompagnées d'une fiche de présentation. Le jour de l'Assemblée générale les candidats font une brève présentation orale.

Statuts modifiés en Assemblée générale extraordinaire le 8 juin 2016, règlement intérieur modifié en Assemblée générale ordinaire le 30 octobre 2016

Les collectivités territoriales autres que les communes ne pourront détenir plus de 8 sièges.

- b) Pour les élections, il est constitué une commission des élections composée de :
 - Un-une vice-président-e de l'Anacej
 - deux membres du Bureau
 - deux collectivités adhérentes non-candidates

Les membres de la commission ne sont pas des représentants de collectivités candidates.

- c) Avant le début des opérations de vote, le-la Président-e lit à haute voix le préambule des statuts de l'association et ajoute « En conséquence, je vous demande de voter en tenant compte de cette diversité. »

- d) En cas d'égalité des voix entre les derniers candidats sur les derniers sièges à pourvoir, un 2ème tour est organisé pour les départager, en cas de nouvelle égalité, un troisième tour est organisé et en cas de nouvelle égalité, le départage se fera au bénéfice de l'ancienneté dans l'association, et en cas de nouvelle égalité, au bénéfice du représentant le plus jeune.

2. Pour le collège du Comité jeunes

Ses représentants au Conseil d'administration sont élus pour 2 ans au scrutin majoritaire par les membres présents de ce collège à l'occasion de la réunion du Comité qui suit leur élection.

Article 6 : Représentation de l'Anacej par ses membres

Les représentations nominatives auprès d'institutions et organisations sont assurées par des membres de l'Anacej mandatées par le Conseil d'administration. La personne mandatée fait au moins une fois par an un rapport au Conseil d'administration.

Article 7 : Commission des conflits

Le bureau instruit le Conseil d'administration de l'objet du conflit qui pourrait naître avec un adhérent. Le Conseil d'administration statue sur la solution du conflit.

Article 8 : le Conseil d'administration vote chaque année la grille de responsabilité des membres du Bureau et de l'équipe avant sa présentation au Commissaire aux Comptes.

Article 9 : Modalités d'élection du bureau

Le Conseil d'administration se réunit à l'issue de son élection pour élire le-la Président-e pour 3 ans. Il se réunira dans un délai maximum de 4 mois après l'Assemblée générale pour élire le Bureau.../...En cas d'absence constatée d'un membre du Bureau, renseignement pris auprès de la collectivité ou de l'association sur la volonté de poursuivre son mandat, ou en cas de démission, une nouvelle élection visant à remplacer la personne sur le poste au sein du Bureau sera organisée lors du Conseil d'administration qui suit le constat de vacances.

Article 10 : Adoption et mise à jour du règlement intérieur

Le règlement intérieur est adopté en Assemblée générale.

Le Bureau présente à l'Assemblée générale, en tant que de besoin, les mises à jour du présent règlement intérieur.

Statuts modifiés en Assemblée générale extraordinaire le 8 juin 2016, règlement intérieur modifié en Assemblée générale ordinaire le 30 octobre 2016

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : 39 (dont 39 sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de Madame Danielle DAMBACH

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : 2 membres
dont 2 ont voté par procuration

Sandrine LE-GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIAJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

17^e point à l'ordre du jour :
(Délibération n° 2020SGDE110)

ADHÉSION À L'AGENCE CULTURELLE GRAND EST

17. ADHÉSION À L'AGENCE CULTURELLE GRAND EST

Madame l'Adjointe Nathalie JAMPOC-BERTRAND :

L'Agence culturelle Grand Est est une association à but non lucratif régie par les articles 21 et suivants du Code civil local ainsi que par ses statuts. Elle est engagée dans les domaines du spectacle vivant, de l'action publique, du cinéma et de l'image animée.

Elle agit au service de la politique culturelle régionale et en appui à des missions confiées par le ministère de la Culture (Drac (Direction régionale des affaires culturelles) Grand Est) et des Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, pour accompagner des projets territoriaux répondant à l'intérêt général.

Ses missions sont les suivantes : créer des connaissances, les transmettre, veiller à la structuration des filières professionnelles et défendre la culture contemporaine sur le territoire en se concentrant sur la production, la création, la diffusion, la formation et la médiation. Elle anime aussi les parcs scéniques publics du Grand Est, le Bureau d'accueil des tournages et le Bureau des auteurs.

Forte d'une expérience de 30 ans menée sur l'aide à la diffusion à travers le réseau des Régionales qui a contribué à structurer la filière spectacle vivant en Alsace (hors grandes villes), l'Agence repense un dispositif valorisant les dynamiques de projets artistiques et culturels de territoires à l'échelle du Grand Est.

Cette évolution aboutit à la mise en place d'une ingénierie de parcours adaptée aux équipes artistiques professionnelles et salles non conventionnées et non labellisées de la région. L'objectif est de favoriser la création, renforcer la diffusion des spectacles, et enrichir le lien avec les populations.

Parallèlement, l'Agence propose aux artistes et aux acteurs culturels des espaces privilégiés d'échanges de pratiques et de réflexions propices à la mise en synergie des forces en présence sur le territoire. C'est le gage d'un développement culturel durable avec l'ambition de partager collectivement la responsabilité de la vitalité de la création artistique.

Cette mutation, qui passe d'un soutien à la diffusion à un accompagnement plus global, est imaginée à travers l'animation d'un réseau de salles, dont celle de la ville de Schiltigheim fait aujourd'hui partie. L'objectif étant d'être au service de la filière du spectacle vivant en favorisant l'interconnaissance des acteurs du territoire.

L'association est composée de personnes physiques ou morales membres de droit, membres associés et membres représentants du milieu culturel.

Sont membres associés, les représentants des communes et des Etablissements publics de coopération intercommunale engagés dans des projets culturels de territoire.

Pour tous ces membres, les candidatures doivent être agréées par le Conseil d'administration.

Le montant et les modalités de versement des cotisations à l'Agence culturelle Grand Est sont fixés chaque année par l'Assemblée générale sur proposition de son Conseil d'Administration et figurent en annexe de la présente délibération pour l'année 2020.

De la même façon, l'adhésion à l'Agence Culturelle Grand Est sera reconduite d'année en année, sauf dissolution de cette dernière ou perte d'intérêt quant aux missions de cette dernière.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2121-21, L 2121-33, L 2541-1 et L 2541-12 ;

Vu les statuts de l'association « Agence culturelle Grand Est » révisés et adoptés par l'assemblée générale extraordinaire du 14 septembre 2018, sur proposition du Conseil d'administration réuni le 27 avril 2018 ;

Considérant que par un avis en date du 11 mars 1958, le Conseil d'Etat a reconnu aux personnes morales de droit public, et notamment aux communes, le droit d'adhérer à des associations au même titre que les personnes physiques, sous réserve que l'objet poursuivi par ces associations réponde à un intérêt communal ;

Considérant que l'Agence culturelle Grand Est répond à un intérêt communal ;

Considérant que la commune de Schiltigheim peut, de ce fait, adhérer à l'Agence culturelle Grand Est ;

Considérant qu'en application de l'article L 2121-33 du code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs ;

Considérant que dans un avis en date du 28 octobre 1986, le Conseil d'Etat a apporté des précisions sur le choix des délégués ou représentants, en l'absence de précision dans les textes régissant un organisme : « Le représentant d'une assemblée délibérante ne peut être choisi qu'au sein de cette assemblée. A l'inverse et sauf disposition contraire, la personne appelée à représenter une collectivité territoriale dans un organisme extérieur, même si elle est désignée par l'assemblée délibérante de la collectivité, peut être choisie en dehors de cette assemblée ».

Considérant que le Conseil municipal peut, de ce fait, désigner Monsieur Julien LESOT, chef du service des affaires culturelles pour représenter la commune de Schiltigheim auprès de l'Agence Culturelle Grand Est ;

Après en avoir délibéré,

Sur proposition de la Commission « Jeunesse, Culture et Participation citoyenne » et du Bureau municipal,

APPROUVE l'adhésion de la ville de Schiltigheim à l'Agence Culturelle Grand Est, association de droit local en tant que membre associé;

DÉSIGNE Monsieur Julien LESOT, chef du service des affaires culturelles pour représenter la ville de Schiltigheim auprès de l'Agence Culturelle Grand Est ;

SOULIGNE qu'en tant que membre associé, la candidature de M. Julien LESOT sera soumise à l'approbation du Conseil d'administration de l'association ;

DÉCIDE d'approuver le montant de la cotisation annuelle qui sera versée à l'Agence Culturelle Grand Est ;

SOULIGNE que pour l'année 2020, la cotisation est de 15 euros ;

DÉCIDE l'imputation de la cotisation de 15 € sur le budget de la commune en Fonction 33 / Nature 6281.

| **Adopté à l'unanimité**

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020



Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE110-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020



Appel à cotisation 2020

Merci de nous retourner ce bulletin accompagné du règlement, une facture vous sera transmise en retour

STRUCTURE JURIDIQUE

Nom de la structure : Ville de Schiltigheim.....

Représentant légal

Nom : Dambach..... Prénom : Danielle.....

Fonction : Maire de Schiltigheim - Présidente déléguée de l'Eurométropole à la transition écologique et à la planification urbaine.....

E-mail : Site Internet : www.ville-schiltigheim.fr.....

Adresse : 110 route de Bischwiller.....

..... BP :

Code postal : 67300..... Ville : Schiltigheim.....

Téléphone : 03 88 83 90 00..... Fax :

PERSONNE DESIGNÉE POUR REPRÉSENTER LA STRUCTURE AU SEIN DE L'AGENCE CULTURELLE

Nom : Lesot..... Prénom : Julien.....

Fonction : Chef du service des affaires culturelles.....

E-mail : julien.lesot@ville-schiltigheim.fr.....

Adresse pour l'expédition des convocations et informations diverses :
(si différente de celle de la structure juridique)

Ville de Schiltigheim – Service des affaires culturelle 15a rue
principale

..... BP :

Code postal : 67300..... Ville : Schiltigheim.....

Téléphone : 03 88 83 84 85..... Fax :

E-mail : culture@ville-schiltigheim.fr.....

Montant de la cotisation pour l'année 2020: 15 €

Règlement :

- par chèque libellé à l'ordre de l'Agence culturelle
 par virement bancaire

Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne 5 avenue de la Liberté 67600 Sélestat

| Code banque | Code Guichet | N° compte | Clé RIB |
|-------------|--------------|-------------|---------|
| 14707 | 50038 | 38194940848 | 74 |

IBAN : FR76 1470 7500 3838 1949 4084 874
BIC : CCBPFRPPMTZ

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de Madame Danielle DAMBACH

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2 ont voté par procuration**

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIAJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

18^e point à l'ordre du jour :
(Délibération n° 2020SGDE111)

**ADHÉSION À L'ASSOCIATION CONSERVATOIRE DE
FRANCE - CULTURE**

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE111-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

18. ADHÉSION À L'ASSOCIATION CONSERVATOIRE DE FRANCE - CULTURE

Madame l'Adjointe Nathalie JAMPOC-BERTRAND :

Conservatoires de France est une association de directeurs d'établissements d'enseignement artistique proposant un espace de débats et d'échanges sur les questions d'actualité.

Depuis sa création en 1989, Conservatoires de France s'est donné pour objet d'accompagner la mutation des établissements d'enseignement artistique (musique, danse, théâtre).

Les actions de l'association sont déterminées par des valeurs sociales (mixité sociale, altérité, justice, attachement au service public), éducatives (autonomie, sens critique, curiosité, adaptation, inventivité, cohérence), culturelles et artistiques (ouverture, créativité, partage).

Conservatoires de France promeut une culture de l'interrogation et de la co-construction à travers des démarches d'échanges (y compris en dehors du milieu professionnel) et de concertation (association la plus étroite possible des adhérents à la définition des orientations, prises de position concertées au sein du Conseil d'administration), sans hiérarchie entre les catégories d'établissements.

Ainsi, l'adhésion de la ville de Schiltigheim à l'association Conservatoires de France permet :

- La participation à des journées d'études, journées professionnelles, colloques et formations
- La contribution de l'association à l'élaboration de textes cadres : charte de l'enseignement artistique spécialisé, schémas d'orientation pédagogique, référentiels, etc.
- L'accès aux ressources documentaires de l'association : actes de colloques ou journées d'études, revue Blog-Note[s], etc.
- De bénéficier des prises de position de l'association (courriers, motions, manifestes, déclarations) sur les sujets liés à l'enseignement et l'éducation artistiques : formation, enseignement supérieur, enseignement professionnel initial, musique et danse à l'école, etc.

Le montant de la cotisation à verser à l'association Conservatoire de France est fixé chaque année par décision de son Conseil d'Administration et figure en annexe de la présente délibération pour les années 2020 et 2021.

De la même façon, l'adhésion à l'association Conservatoire de France sera reconduite d'année en année, sauf dissolution de l'association ou perte d'intérêt quant aux missions de cette dernière.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2121-21, L 2121-33, L 2541-1 et L 2541-12 ;

Considérant que par un avis en date du 11 mars 1958, le Conseil d'Etat a reconnu aux personnes morales de droit public, et notamment aux communes, le droit d'adhérer à des associations au même titre que les personnes physiques, sous réserve que l'objet poursuivi par ces associations réponde à un intérêt communal ;

Considérant que l'association Conservatoire de France répond à un intérêt communal ;

Considérant que la commune de Schiltigheim peut, de ce fait, adhérer à l'association Conservatoire de France;

Considérant qu'en application de l'article L 2121-33 du code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs ;

Considérant que dans un avis en date du 28 octobre 1986, le Conseil d'Etat a apporté des précisions sur le choix des délégués ou représentants, en l'absence de précision dans les textes régissant un organisme : « Le représentant d'une assemblée délibérante ne peut être choisi qu'au sein de cette assemblée. A l'inverse et sauf disposition contraire, la personne appelée à représenter une collectivité territoriale dans un organisme extérieur, même si elle est désignée par l'assemblée délibérante de la collectivité, peut être choisie en dehors de cette assemblée ».

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE111-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

Considérant que le Conseil municipal peut, de ce fait, désigner Madame Sarah BRAUN, Directrice de l'École des Arts, pour représenter la commune de Schiltigheim auprès de l'association Conservatoire de France.

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission « Jeunesse, Culture et Participation citoyenne » et du Bureau municipal,

APPROUVE l'adhésion de la ville de Schiltigheim à l'association Conservatoires de France ;

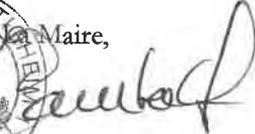
DÉSIGNE Madame Sarah BRAUN, Directrice de l'École des Arts pour représenter la ville de Schiltigheim auprès de l'association Conservatoire de France ;

DÉCIDE d'approuver le montant de la cotisation annuelle tel que présenté dans l'annexe à la présente délibération ;

DÉCIDE l'imputation de la cotisation sur le budget de la commune en Fonction 33 / Nature 6281.

| **Adopté à l'unanimité**

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020


 La Maire,


Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
 067-216704478-20200922-2020SGDE111-
 DE
 Date de télétransmission : 24/09/2020
 Date de réception préfecture : 24/09/2020



COTISATIONS 2020 et 2021

L'adhésion est valable un an à partir du règlement de la cotisation

Les cotisations à l'association « Conservatoires de France » sont calculées de la façon suivante :

- Adhérents personnes morales collectivités territoriales : tarif modulable selon la taille de la collectivité (voir tableau ci-dessous) et le nombre d'établissement adhérents. La collectivité peut également prendre en charge les cotisations individuelles des membres des équipes de direction au-delà du seul directeur.
- Adhérents personnes morales (sauf collectivités) : 117 € (tarif forfaitaire)
- Adhérents personnes physiques : 53 € (tarif forfaitaire)

Adhésions de collectivités

La cotisation est établie en fonction du nombre d'habitants de la collectivité, selon un système de tranches

- Un seul établissement

| tranche | Nombre d'habitants | Cotisation 2020 | Cotisation 2021 |
|---------|---------------------|-----------------|-----------------|
| 1 | Moins de 10 000 | 116 | 117 |
| 2 | De 10 000 à 30 000 | 127 | 128 |
| 3 | De 30 000 à 50 000 | 147 | 148 |
| 4 | De 50 000 à 100 000 | 174 | 175 |
| 5 | Plus de 100 000 | 213 | 214 |

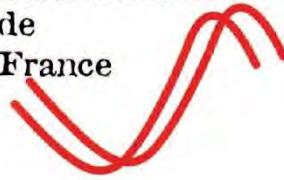
- Plusieurs établissements
 - Par établissement supplémentaire : 53 €

Exemple : une collectivité de 40 000 habitants, dans laquelle deux établissements souhaitent adhérer : 174 € + 1 établissement supplémentaire (53 €) → 227 €*

- Equipes de direction
 - Pour chaque établissement adhérent le directeur (ou un membre de l'équipe de direction) est membre de droit.
 - Chaque membre des équipes de direction supplémentaire peut adhérer à titre individuel ou au titre de sa collectivité* : dans les 2 cas, la cotisation est de 53 €.

*Quelle que soit la date de la demande, le devis prendra en compte le nombre d'établissements de la collectivité et/ou de membres de l'équipe de direction souhaitant ou ayant déjà demandé l'adhésion.

Tarifs 2021 votés en assemblée générale le 6 février 2020



Par ce manifeste,

Conservatoires de France

invite **professionnels,**
élus et usagers à
se rassembler autour
de valeurs communes
- artistiques, sociales et humaines -
et à **se mobiliser** pour

les affirmer dans
un service public
des enseignements artistiques
créatif, dynamique
et renforcé.

site : www.conservatoires-france.com - contact : conservatoiresdefrance@yahoo.fr

Assises nationales - 15 et 16 janvier 2009
Maison des pratiques artistiques amateurs, Paris

Quand la mondialisation et les logiques marchandes mettent à mal l'art et la culture...

Quand l'Etat n'a plus dans ces domaines le rôle symbolique qu'il a pu tenir et ne parvient ni à mettre en œuvre ses propres réformes ni à être le garant de la régulation et de l'équité...

Alors qu'il devient plus que jamais nécessaire d'assurer la cohérence entre le respect des personnes et l'intérêt collectif de l'offre publique...

Il est du devoir des professionnels de faire entendre leur voix et de défendre les valeurs qui les animent.

S'appuyant sur les contributions d'artistes, de chercheurs, d'universitaires, d'élus, de responsables culturels, d'enseignants, de chefs d'établissement, ces Assises se sont interrogées sur la place de l'enseignement artistique dans la construction de l'individu, dans l'organisation sociale, dans les choix politiques et dans les priorités budgétaires. Elles ont permis de réaffirmer le rôle de l'art et de la culture dans la société démocratique d'aujourd'hui. Enfin, elles ont mis en lumière les mutations nécessaires des institutions pour que, tout en préservant leurs valeurs communes, celles-ci soient en mesure de trouver de nouvelles identités qui garantissent à la fois leur légitimité, leur avenir et leur essor.

MANIFESTE POUR...

UN ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PUBLIC,

CRÉATIF,

Art et culture

La culture est constitutive d'une société - et même, en France, constitutionnelle. Elle permet de comprendre le monde complexe dans lequel nous vivons, de le saisir dans sa diversité et de s'y mouvoir en citoyen intelligent, responsable et autonome.

C'est pourquoi elle reste l'objectif essentiel d'une éducation fondée sur les croisements des individus, des pratiques, des patrimoines, des différents champs disciplinaires.

En démocratie, l'art doit être posé comme une entité et un droit inaliénables ; comme elle, il est aussi fragile que précieux. C'est pourquoi il faut le sauvegarder, l'enrichir, l'adapter, le développer et le répandre partout et à tout prix. Son apprentissage et sa pratique contribuent plus que beaucoup d'autres activités humaines à enrichir la personnalité et à stimuler l'esprit critique. Il ne saurait donc être figé, unidimensionnel, ou réduit à un simple objet de culte. Son appropriation doit se faire de manière critique, ouverte sur le monde, avec un souci permanent de pluralité esthétique.

La culture permet de comprendre le monde, de le saisir dans sa diversité et de s'y mouvoir en citoyen intelligent, responsable et autonome.

En démocratie, l'art doit être posé comme une entité et un droit inaliénables.

L'éducation et l'enseignement artistiques imposent le temps de la découverte et de la maturation, indispensable à la construction de l'individu et du citoyen.

Afin de jouer un rôle éminent de permanence culturelle, les établissements doivent poursuivre leur mutation culturelle, sociale, pédagogique et institutionnelle.

Société et conservatoires du 21^e siècle

Au service de l'art, de sa conservation, de sa reproduction, de sa diffusion, de sa création et de son avenir, l'enseignement artistique - tout en résistant à la culture de masse uniforme et à sa logique marchande - se doit de formuler des offres de pratiques et d'enrichissement culturel susceptibles de répondre aux attentes de tout individu, quelles que soient sa situation et son origine sociale. La prise en compte de l'ensemble des cultures aujourd'hui mises à notre portée doit être considérée comme une condition centrale des missions et de l'exercice des structures d'enseignement artistique.

Dans une société en profonde mutation, marquée par l'injonction à l'individualisme et la survalorisation de la performance, l'abondance et l'accessibilité de la production intellectuelle conditionnent tous les systèmes : l'éducation et l'enseignement artistiques imposent au contraire le temps de la découverte et de la maturation indispensable à la construction de l'individu et du citoyen.

Espaces publics permettant l'organisation du temps de la rencontre, revendiquant patience et pérennité, les conservatoires doivent s'engager à réduire la faille entre les familles de la culture de la distinction et ceux qui aspirent à en être les acteurs, même si leur histoire ne les y a pas préparés. Lieux de formation, de pratique, de culture et d'art, ils inscrivent leur action dans une démarche de projet associant professionnels, partenaires et usagers, sur plusieurs territoires étroitement imbriqués qu'ils contribuent à enrichir dans une dynamique de réseaux.

C'est en portant et en affirmant ces valeurs que les établissements doivent poursuivre leur mutation culturelle, sociale, pédagogique et institutionnelle. Ils réagiront ainsi à acquiescer une identité et une image réparables et lisibles en tenant un rôle éminent de permanence culturelle.

ET RENFORCÉ

Un service public renforcé et sécurisé

Pour réaliser cette ambition avec efficacité et imagination en donnant toute leur place à l'expérimentation et à l'innovation, il est indispensable de redéfinir les modes de coopération et de gestion des établissements d'enseignement artistique au sein d'un service public renforcé et sécurisé.

Le rôle des professionnels est déterminant. Leurs compétences artistiques doivent être doublées d'une capacité à analyser l'ensemble des mutations, à les faire comprendre et à formuler des propositions aux élus. Ils doivent être en mesure d'imaginer la diversité et de la mettre en œuvre au sein de projets d'établissements conçus à partir de valeurs partagées et avec une vision globale et prospective du développement culturel et artistique.

Jouant un rôle essentiel dans l'aménagement du territoire, les collectivités territoriales (communes, départements, régions) représentent le cadre le plus pertinent d'organisation du réseau des établissements d'enseignement artistique. Leur rôle de pilotage et de coordination des différents niveaux d'enseignement doit être affirmé, dans une logique de proximité et de complémentarité. Pour assumer pleinement cette mission, elles doivent se doter et être dotées de moyens nécessaires.

DYNAMIQUE,

Lieux de formation, de pratique, de culture et d'art, les conservatoires inscrivent leur action dans plusieurs territoires qu'ils contribuent à enrichir et dynamiser.

Les différentes collectivités territoriales doivent affirmer leur rôle de pilotage et de coordination des enseignements artistiques, dans une logique de proximité et de complémentarité.

L'Etat, au moment où il transfère ses compétences aux collectivités, se doit plus que jamais de rester le garant de l'égalité d'accès, de l'équité et de la régulation de l'offre sur l'ensemble de son territoire. De plus, sa politique de l'enseignement supérieur doit être résolument volontariste et constituer une véritable priorité. Elle est en effet l'un des leviers du maintien d'une exigence qualitative et représente, dans le cadre de la formation des enseignants et des artistes, un moyen inépuisable de mise à disposition des établissements de professionnels susceptibles de garantir des conditions de développement culturel sur tout le territoire. C'est la qualité et la lisibilité de cette politique qui donneront toute sa place à la France dans le paysage européen des enseignements artistiques.

Être moteur de changement, refuser la rupture entre les différentes catégories sociales en reconnaissant de nouveaux territoires, en s'appuyant sur les lieux où se construit l'innovation sociale et culturelle : il s'agit bien d'un projet politique.

C'est pourquoi nous sommes résolument attachés à ces évolutions dans le cadre d'un service public qui sera autant assembleur des initiatives et des partenaires que rassembleur des acteurs et des usagers, autour d'une offre de rayonnement culturel et de formation artistique, garantissant un véritable projet de société.

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de Madame Danielle DAMBACH

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2 ont voté par procuration**

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

19^e point à l'ordre du jour :
(Délibération n° 2020SGDE112)

**DEMANDE DE RENOUVELLEMENT DE L'AGREMENT SERVICE
CIVIQUE**

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE112-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

19. DEMANDE DE RENOUELEMENT DE L'AGREMENT SERVICE CIVIQUE

Monsieur le Premier Adjoint :

Créé en 2010, le dispositif Service Civique permet à des jeunes âgés de 16 à 25 ans (*30 ans pour les jeunes en situation de handicap*) d'exercer une mission d'intérêt général auprès d'un organisme à but non lucratif ou d'une personne morale de droit public, telle qu'une collectivité territoriale.

Il est accessible, sans condition de diplôme, et donne la possibilité aux jeunes de s'investir dans l'un des 9 domaines considérés comme étant prioritaires pour la Nation : culture et loisirs, développement international et action humanitaire, éducation pour tous, environnement, intervention d'urgence, mémoire et citoyenneté, santé, solidarité, sport.

L'accueil des engagés au titre du Service Civique suppose, en ce qui concerne l'organisme d'accueil, d'organiser un tutorat afin d'accompagner les jeunes pour la définition de leur projet d'avenir et de veiller à la mise en œuvre d'une formation « civique et citoyenne » et du « PSC1 » (formation au premier secours de niveau 1).

D'une durée de 6 à 12 mois, le contrat d'engagement Service Civique donne lieu à la prise en charge d'une protection sociale de base et au versement d'une indemnité mensuelle égale à 36,11 % de la rémunération mensuelle afférente à l'indice brut 244 de la fonction publique, soit au 1^{er} janvier 2020, 473,04 € nets (déduction faite de la CSG/CRDS). Ces avantages sont pris en charge par l'Etat. L'indemnité mensuelle pourra être majorée au regard de certains critères sociaux.

L'organisme d'accueil se doit, quant à lui, d'assurer le versement d'une prestation complémentaire pour contribuer aux frais d'alimentation et de transports dont le montant mensuel est fixé à 7,43 % de la rémunération mensuelle afférente à l'indice brut 244 de la fonction publique, soit 107,58 € au 1^{er} janvier 2020.

Il est rappelé que le Service Civique a pour objectif de donner la possibilité aux jeunes de disposer d'un ensemble de ressources pour gagner en confiance et en compétence et pour expérimenter les notions de « vivre ensemble » et de « diversité ». Les missions proposées qui correspondent à un engagement volontaire ne sauraient être assimilées à un emploi ou à un stage.

La Ville de Schiltigheim a demandé son premier agrément Service Civique en 2012. Un second agrément a été accordé, pour une durée de 3 ans, le 17 mai 2017. Pour pouvoir continuer à accueillir des engagés volontaires, il appartient à la Ville de Schiltigheim de solliciter un nouvel agrément en précisant les futures missions qui seront proposées aux jeunes dans le cadre du Service Civique. En fonction d'un sondage réalisé auprès des services de la collectivité, il est proposé que les missions apparaissant dans le tableau ci-après, fassent l'objet d'une demande d'habilitation.

| | | |
|------------------------|--|---|
| Solidarité | « Participation à la mise en œuvre de la charte Ville/Handicap » | Bureau du handicap |
| Solidarité | « Dynamiser la relation intergénérationnelle » | CCAS/Service de l'action sociale |
| Mémoire et citoyenneté | « Ambassadrice/ambassadeur Citoyenneté jeunesse » | Service enfance-jeunesse |
| Mémoire et citoyenneté | « Participation citoyenne » | Mission développement durable et démocratie participative |
| Mémoire et citoyenneté | « Soutenir/accompagner les projets des habitants » | Mission développement durable et démocratie participative |
| Environnement | Participation à des animations autour du développement durable | Mission développement durable et démocratie participative |

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE112-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

| | | |
|------------------------|-----------------------------------|-----------------------------|
| Mémoire et citoyenneté | Partageons l'histoire de la ville | Mission patrimoine/tourisme |
|------------------------|-----------------------------------|-----------------------------|

Il y a lieu de signaler qu'une fois l'agrément accordé, la Ville aura la faculté de solliciter une modification d'agrément afin de compléter et de modifier les offres de missions.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu l'article L2541-12 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la loi n°2010-241 du 10 mars 2010 relative au Service Civique ;
Vu le décret n°2017-689 du 28 avril 2017 modifiant la partie réglementaire du Code du Service National relative au Service Civique ;
Vu la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;
Considérant les engagements précédents de la Ville pour accueillir des jeunes au titre du dispositif Service Civique ;
Considérant que ledit dispositif permet à des jeunes de 16 à 25 ans d'acquérir des compétences vectrices d'autonomie et d'exercer des missions permettant de mettre en pratique la notion de citoyenneté ;
Considérant que ledit dispositif permet à des jeunes âgés de 16 à 25 ans de s'impliquer dans des missions d'intérêt général, au service des habitantes et des habitants ;
Considérant que la prolongation du dispositif Service Civique au sein de la collectivité est subordonnée à une demande de renouvellement d'agrément ;*

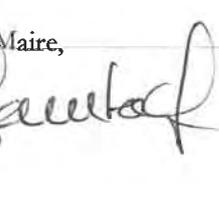
Après en avoir délibéré,
Sur proposition du Bureau municipal,

AUTORISE Madame la Maire à déposer une demande de renouvellement d'agrément de service civique auprès de l'Agence du service civique et à signer les contrats d'engagement avec les jeunes volontaires ;

PRÉCISE que la dépense en résultant sera imputée au chapitre 012 « charges de personnel et frais assimilés », nature 6218 « autre personnel extérieur » du budget.

| **Adopté à l'unanimité**

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020

 La Maire,


Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE112-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de **Madame Danielle DAMBACH**

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2 ont voté par procuration**

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIAJETSJINIMARO donne procuration à Christian BALL

20^e point à l'ordre du jour :
(*Délibération n° 2020SGDE113*)

**LANCEMENT DE LA PROCÉDURE DE CONCOURS DE MAÎTRISE
D'ŒUVRE PRIVÉE CONSÉCUTIVE À L'OPÉRATION DE TRAVAUX
RELATIVE À LA RESTRUCTURATION, LA RÉNOVATION &
L'AGRANDISSEMENT DE L'ÉCOLE MATERNELLE
« VICTOR HUGO » POUR LA CRÉATION D'UN NOUVEAU
GROUPE SCOLAIRE**

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE113-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

20. LANCEMENT DE LA PROCÉDURE DE CONCOURS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE PRIVÉE CONSÉCUTIVE À L'OPÉRATION DE TRAVAUX RELATIVE À LA RESTRUCTURATION, LA RÉNOVATION & L'AGRANDISSEMENT DE L'ÉCOLE MATERNELLE « VICTOR HUGO » POUR LA CRÉATION D'UN NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE

Monsieur l'Adjoint Patrick OCHS :

Présentation du projet de construction :

Ce projet s'inscrit dans le contexte du projet de renouvellement urbain portant sur l'ensemble du quartier des Ecrivains validé par l'ANRU lors de la réunion du Comité National d'Engagement du 28 mars 2019 ; son objectif étant de transformer durablement ce quartier, datant des années 1960, amenant diversité urbaine, sociale et fonctionnelle par l'apport d'équipements publics, de logements privés ainsi que de nombreuses opérations de requalifications et de résidentialisation de logements appartenant au parc social.

Dans ce cadre la Ville de Schiltigheim porte un projet ambitieux en équipements publics ; la future école primaire « Victor Hugo » en étant le pivot. Placée au cœur du quartier, tout son environnement immédiat va connaître une mutation permettant de dégager de grands espaces publics à venir.

De fait, le futur groupe scolaire « Victor Hugo » se situera au cœur d'un quartier rénové au milieu de services publics culturels et éducatifs mais aussi d'espaces végétalisés comme le mail piéton, la future Ecole des Arts et la Maison de l'enfance.

Les études prospectives démographiques, réalisées en décembre 2017, concernant notamment les futurs effectifs scolaires confirment la nécessité de créer une école élémentaire de huit classes (le dédoublement des classes CP et CE1 voulu par l'actuel Gouvernement étant pris en compte) et l'agrandissement, ainsi que la rénovation de l'école maternelle actuelle constituée de deux bâtiments distincts. Cette dernière compte, à ce jour, neuf salles de classe, et, au vue des projections, trois salles supplémentaires doivent être envisagées.

L'implantation de cette école dans ce quartier est une chance pour la mixité sociale puisque située dans le quartier des Ecrivains, elle sera notamment fréquentée par l'ensemble des enfants des Ecrivains et du nouveau site Istra.

Enfin, cette école sera à la pointe de l'innovation puisque dotée d'équipements numériques performants. Elle s'inscrira également dans le Programme de Réussite Educative voulu par la municipalité dont les actions portent déjà leurs fruits sur d'autres écoles en REP.

Le projet, porté par la Ville a été travaillé par les élu.e.s, les services mais aussi les habitant.e.s dans le cadre d'une mission de maîtrise d'usage conduite par le programmiste MP Conseil. C'est véritablement la création d'une étape de co-construction et de participation citoyenne qui a été mise en oeuvre pour ce projet et porté par la volonté des élus.

Par suite de ces études de programmation, un programme technique détaillée de l'opération, élaboré par le programmiste et validé par les Services compétents du pouvoir adjudicateur, permet de répondre entièrement aux attentes de l'équipe municipale en la matière pour ce nouvel équipement scolaire qui accueillera :

- ✓ Un groupe scolaire de 500 élèves, répartis au sein de 14 salles de classes de maternelle dont 4 dimensionnées pour des demi-groupes et de 10 salles de classes d'élémentaire dont 2 dimensionnées pour des demi-groupes ;
- ✓ Un accueil périscolaire de 250 enfants pour l'accueil du matin et du soir ;
- ✓ Une restauration scolaire en liaison froide pour 250 repas /jours ;
- ✓ Un équipement sportif à destination des élèves du groupe scolaire principalement et ouvert aux associations du quartier.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE113-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

Le projet de construction porte sur :

- La démolition des bâtiments A & B de l'école existante ;
- La création d'un équipement dimensionné à 4 157m² de surfaces utiles (SU) et 5 215m² dans œuvre (SDO), y compris les locaux techniques,
- L'équipement sportif de 685 m².

La mise en service des espaces scolaires est prévue pour le mois de septembre 2024 pour l'année scolaire 2024/2025, et le montant des travaux à réaliser est estimé, à ce jour, à la somme de 10 900 000 € HT, ce coût « travaux » intégrant :

- Les installations de chantier et travaux préliminaires ;
- La démolition des bâtiments A et B de l'école actuelle ;
- Les objectifs de qualité environnementale et performances énergétiques définis dans le programme ;
- La construction du dispositif immobilier permettant de répondre à l'ensemble des attentes programmatiques ;
- Les incidences liées à l'étude géotechnique ;
- Les travaux de voirie & de réseaux divers et d'aménagements extérieurs paysagers dans le périmètre de l'opération ;
- L'adaptation et les raccordements aux réseaux divers dans le périmètre de l'opération et les branchements en limite de propriété ;
- L'ascenseur, la signalétique et les équipements de cuisine, de production d'énergie renouvelable, les équipements fixes inclus ainsi que le matériel actif, mentionnés dans les fiches « espaces » du programme.

Cependant, il ne comprend pas :

- L'acquisition du mobilier ;
- Les voiries et réseaux divers à l'extérieur du périmètre de l'opération ;
- Les équipements spécifiques exclus du programme et indiqués dans les fiches « espaces ».

Les concepteurs (équipe d'architecture retenue) respecteront la réglementation thermique en vigueur au moment du dépôt du permis de construire. Quant à l'objectif performantiel à atteindre, il sera équivalent à un niveau de performances énergétique et environnementale E3 sur la base du référentiel en vigueur « Energie-Carbone : E+/C pour les bâtiments neufs (octobre 2016) ». en sus, l'usage d'énergie renouvelable sera mis en avant dans le cadre du présent projet et le niveau C1 de ce même référentiel sera à atteindre pour le bâtiment uniquement (hors voirie, cours et stationnement).

Choix et présentation de la procédure de concours :

La future mission de maîtrise d'œuvre privée, consécutive à cette opération de travaux, présentant un coût estimé des prestations intellectuelles à réaliser par un opérateur économique supérieur à 214 000 € HT et intégrant des études de conception poussées dans le cadre de ce projet de restructuration, de rénovation et d'agrandissement d'un bâtiment public, impose au pouvoir adjudicateur d'organiser un concours de maîtrise d'œuvre pour satisfaire ses besoins.

Ainsi, la procédure formalisée, qui sera mise en œuvre par le Maître d'ouvrage, serait celle d'un concours restreint sur « esquisse », en application du chapitre V, article L 2125-1, 2^o alinéa, du Code de la commande publique.

Ce concours est un mode de sélection par lequel le Maître d'ouvrage, après avis d'un jury, choisit un projet parmi les propositions de plusieurs concurrents préalablement sélectionnés, en vue de l'attribution d'un marché de service. Lorsqu'il est organisé en vue de l'attribution d'un marché de maîtrise d'œuvre, il permet donc de choisir simultanément le projet qui sera réalisé et son auteur. Il est à remarquer que ce processus de sélection autorise le démarrage anticipé de l'exécution du marché de

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE113-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

maîtrise d'œuvre avant qu'il soit signé, et avant même que son titulaire soit désigné. En contrepartie chaque candidat autorisé à concourir percevra une indemnisation dont le montant ne peut être inférieur de plus de 20 % au coût de la prestation demandée. C'est une spécificité du concours qu'il convient de souligner : Aucun autre processus de sélection ou aucune autre procédure de passation d'un marché de maîtrise d'œuvre, que ce soit une procédure adaptée en-dessous des seuils ou une procédure formalisée au-dessus, ne saurait comporter la production d'une esquisse, sous peine de requalification du processus en concours.

Cette future mission de maîtrise d'œuvre comprendra les éléments stipulés à l'article R.2431-1 du Code de la commande publique et rappelés ci-après :

- Les études préliminaires ;
- Les études de diagnostic ;
- Les études d'esquisse et d'avant-projet ;
- Les études de projet ;
- L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux ;
- Les études d'exécution ou l'examen de leur conformité au projet ou le visa de celles qui ont été faites par les opérateurs économiques chargés des travaux ;
- La direction de l'exécution des contrats de travaux ;
- L'assistance apportée au Maître d'ouvrage lors des opérations de réception de l'ouvrage et pendant la période de garantie de parfait achèvement des prestations de travaux.

Quant à l'élément consécutif à l'ordonnancement, le pilotage et la coordination du chantier, celui-ci sera confié par le pouvoir adjudicateur à un opérateur économique indépendant de l'équipe de maîtrise d'œuvre.

Déroulement du concours :

En vertu des dispositions de l'article R 2162-16 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur définira les critères de sélection des participants au concours et le nombre de candidats invités à y participer sera suffisant pour garantir une concurrence réelle. Par suite, et au vu de l'avis du jury dont la composition vous est présenté infra, une liste de cinq équipes de conception admises à concourir sera établie par lui. Les participants percevront, en tout ou partie, la somme de 60 000 € HT au titre de la prime prévue à l'article R 2162-20 de ce même Code.

Passation du marché passé sans publicité, ni mise en concurrence :

Consécutivement aux résultats du concours, et ce en application des stipulations de l'article R 2162-16 du Code de la commande publique, un marché public sans publicité, ni mise en concurrence, sera conclu avec l'équipe lauréate qui aura présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour le pouvoir adjudicateur. Ces négociations seront menées par les Services compétents de la Ville sur la base des préconisations du jury de concours.

Composition du jury de concours (articles R 2162-22 & R 2162-24 du Code de la commande publique) :

Ce concours nécessite la création d'un jury, composé de personnes indépendantes des participants au concours, qui n'émettra qu'un avis motivé sur le choix des candidats et sur les projets qui lui seront présentés. Cependant, il n'attribuera pas le projet de marché public de maîtrise d'œuvre correspondant ; cette faculté ayant été dévolue, par le législateur, à la Commission d'appel d'offres permanente de la Ville.

Ce concours sera constitué des membres de la Commission d'appel d'offres, et d'au moins un tiers de personnes possédant la qualification professionnelle exigée pour y participer.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE113-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

Concernant les personnes qualifiées du jury, il s'agira de maître d'œuvre, d'experts techniques, de personnes ayant des qualifications spécifiques et exerçant à titre libéral. Si les textes de référence sont précis sur les conditions d'intervention de ces personnes, aucun d'eux n'a prévu le versement d'une indemnité de participation. Or, il paraît légitime de définir le principe d'une indemnisation, notamment au regard des conseils et avis techniques attendus de ces personnalités et du temps consacré y afférent.

Il est donc opportun de trouver une assise réglementaire à cette indemnisation. Aussi, il est proposé de se référer au rôle et à la rémunération des architectes-conseils et paysagistes-conseils, tels qu'en disposent les articles A 614.1 à 614.4 du Code de l'urbanisme. Cette indemnisation sera forfaitaire à la demi-journée et à la journée, sur la base du montant fixé à l'article A 614.2 de ce même Code, soit pour la vacation journalière à un centième du traitement brut annuel correspondant à l'indice brut 944 (430,74 €) pour ce type de vacation.

Ces personnalités qualifiées seront nommées par Madame la Maire qui, en outre, présidera le jury, et ce après désignation, par l'Ordre des architectes, de deux représentants de professionnels de son Ordre, et par la Fédération « Syntec » d'un représentant des professionnels techniques. Concernant les membres de la Commission d'appel d'offres, une délibération du Conseil municipal a désigné, en son sein, comme membres les personnalités suivantes :

| Titulaires | Suppléants |
|------------------------------------|-----------------------------------|
| 1. Monsieur Patrick OCHS | 1. Monsieur Benoît STEFFANUS |
| 2. Monsieur Jean-Marie VOGT | 2. Monsieur André LECHNER |
| 3. Madame Nathalie JAMPOC-BERTRAND | 3. Monsieur Jérôme MAI |
| 4. Madame Sandrine LE-GOUIC | 4. Monsieur Mathieu GUTH |
| 5. Dera RATSIAJETSINIMARO | 5. Monsieur Nouredine SAID L'HADJ |

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

Vu les articles du Code de la commande, issu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, énoncés supra ;

Après en avoir délibéré,

Sur proposition de la Commission « Ecologie, Urbanisme et mobilités – Cadre de vie et travaux » et du Bureau municipal,

À scrutin public décidé à l'unanimité,

AUTORISE le lancement d'une procédure de concours d'ingénierie et d'architecture en vue de désigner un maître d'œuvre compétent pour la restructuration, la rénovation et l'agrandissement de l'école maternelle « V. Hugo », tel que présenté supra ;

AUTORISE Madame la Maire à arrêter la liste des cinq équipes de conception admises à concourir ;

FIXE à 60 000 € HT par équipe de conception le montant de la prime aux candidats ayant remis des prestations conformes au règlement du concours ;

FIXE le montant de l'indemnisation des personnes qualifiées pour une vacation journalière à la somme de 430,74 €, telle que définie supra ;

DÉSIGNE Madame la Maire ou son représentant, nommément désigné, en tant que présidente du jury ;

DÉSIGNE comme membres du jury à voix délibérative :

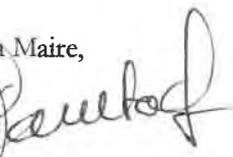
Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE113-DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

- Les membres de la Commission d'appel d'offres permanente de la Ville ;
- Deux représentants de professionnels, désignés par l'Ordre des architectes ;
- Un représentant de professionnels, désigné par la Fédération « SYNTEC » ;

AUTORISE Madame la Maire à désigner les membres à voix consultative qui pourront assister et participer aux débats du jury.

Adopté par 34 voix, 5 contre (Mme Françoise KLEIN, M. Christian BALL, Mme Sylvie GIL BAREA, M. Dera RATSIJETSINIMARO – par procuration, M. Raphaël RODRIGUES).

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020

La Maire,



Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE113-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de Madame Danielle DAMBACH

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2** ont voté par procuration

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIAJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

21^e point à l'ordre du jour :
(Délibération n° 2020SGDE114)

**AUTORISATION D'URBANISME POUR DES TRAVAUX DE
RENFORCEMENT AU 37 RUE D'ADELSHOFFEN**

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE114-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

21. AUTORISATION D'URBANISME POUR DES TRAVAUX DE RENFORCEMENT AU 37 RUE D'ADELSHOFFEN

Monsieur l'Adjoint Jean-Marie VOGT :

Le bâtiment situé 37 rue d'Adelshoffen est aujourd'hui protégé par un échafaudage parapluie. Afin de pouvoir le déposer, il convient de reprendre les éléments abimés de la maison, en particulier la couverture. Les éléments remontés seront traités en priorité en « vieux » bois et la couverture sera du type biberschwantz récupérée, afin de respecter au mieux le patrimoine ancien de la ville.

La maîtrise d'œuvre de ces travaux sera réalisée par le service du patrimoine bâti.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2122-21 ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article L 421-1 et suivants ;

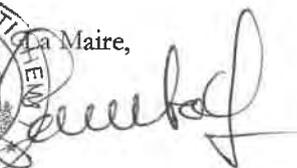
Après en avoir délibéré,

Sur proposition de la Commission « Ecologie, Urbanisme et mobilités – Cadre de vie et travaux » et du Bureau municipal,

AUTORISE Madame la Maire à déposer une autorisation d'urbanisme liée à la réhabilitation du bâtiment 37 rue d'Adelshoffen.

Adopté par 38 voix et 1 abstention (M. Raphaël RODRIGUES).

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020

 La Maire,


Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE114-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de Madame Danielle DAMBACH

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2 ont voté par procuration**

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RÂTSIAJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

22^e point à l'ordre du jour :
(Délibération n° 2020SGDE115)

**ADOPTION DU NOUVEAU REGLEMENT INTERIEUR
APPLICABLE AUX JARDINS FAMILIAUX GÉRÉS PAR LA
COMMUNE**

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE115-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

22. ADOPTION DU NOUVEAU REGLEMENT INTERIEUR APPLICABLE AUX JARDINS FAMILIAUX GÉRÉS PAR LA COMMUNE

Madame la Conseillère déléguée Evelyne WINTERHALTER :

Les jardins familiaux sont des terrains divisés en parcelles, affectées par les collectivités territoriales ou par les associations de jardins familiaux à des particuliers y pratiquant le jardinage pour leurs propres besoins et ceux de leur famille, à l'exclusion de tout usage commercial. Ils sont un lieu de convivialité, d'intégration, de partage et de sensibilisation à la protection de la nature.

Les jardins familiaux situés sur la commune de Schiltigheim font l'objet de deux modes de gestion, l'un par délégation de gestion à l'association des jardins ouvriers de Schiltigheim et l'autre par le service des jardins familiaux services compétents de la commune. La répartition de tous les jardins familiaux sur le territoire communal, soit 520 parcelles, est relativement homogène. Elle porte sur une superficie de 1085,72 ares, dont 496,04 ares gérés directement par les services de la commune.

Les informations essentielles sont retranscrites dans le tableau suivant :

TERRAINS DEDIES AUX JARDINS FAMILIAUX DE LA VILLE ET A L'ASSOCIATION DES JARDINS OUVRIERS DE SCHILTIGHEIM

| LOCATAIRES | NOMBRE DE JARDINS | NOMBRE D'ARES |
|---|-------------------|----------------|
| ASSOCIATION DES JARDINS OUVRIERS DE SCHILTIGHEIM | 274 | 589,68 |
| COMMUNE | 246 | 496,04 |
| Répartition par lotissement : | | |
| - Allée du souvenir + 1 jardin partagé (convention avec l'Association Côté Rue Côté Voisins) ; | 21 1 | 41,40 20,32 |
| - Bourgogne ; | 14 | 29,23 |
| - Château d'Angleterre ; | 34 | 70,59 |
| - Marais ; | 31 | 51,02 |
| - Mittelfeld ; | | |
| + 1 composte (convention avec la Régie des Ecrivains | 22 1 | 44,49 14,81 |
| - Muhlwoerth A ; | 56 | 77,06 |
| - Muhlwoerth B ; | 23 | 49,17 |
| - Nord Pôle ; | 17 | 36,30 |
| - Parc des Oiseaux. | 26 | 61,65 |
| TOTAL | 520 | 1085,72 |

Les demandes ont connu une augmentation très forte depuis la fin des mesures de confinement.

Face à cette demande accrue, à l'importance de disposer d'espaces verts plus écologiques à la suite des mesures de confinement, et au besoin de diminuer les infractions, il est devenu impératif d'adopter un règlement intérieur des jardins familiaux actualisé permettant d'établir un cadre avec des règles applicables pour tous et dont l'irrespect peut donner lieu à la résiliation de l'autorisation et l'expulsion des contrevenants.

Celui-ci reprend la grande majorité des dispositions du précédent règlement concernant l'éligibilité des demandeurs. L'autorisation d'occupation est accordée uniquement aux résidents de la commune de Schiltigheim et ne disposant pas de jardins privés. Ces critères remplis, l'attribution des terrains disponibles se fait dans l'ordre des inscriptions et à raison d'un jardin par foyer.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE115-DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

à 250. L'autorisation étant précaire et révocable, la commune peut la retirer à tout moment avec un préavis de 15 jours.

S'agissant des étapes jusqu'à la délivrance de l'autorisation, celles-ci sont clarifiées. Outre la fourniture des documents pour contrôler l'éligibilité des demandeurs, ces derniers doivent fournir une caution et signer un état des lieux d'entrée avant la délivrance de l'autorisation. Le règlement instaure par ailleurs un droit au renouvellement annuel de l'occupation si les occupants respectent les prescriptions règlementaires.

En matière environnementale, le règlement réitère l'interdiction classique de l'utilisation des produits chimiques et de la culture des plantes fourragères. Il innove sur deux points :

- ✓ D'une part il instaure l'obligation de compostage des déchets végétaux et,
- ✓ D'autre part, intensifie les mesures de lutte contre la prolifération de nuisibles comme les moustiques tigre en imposant notamment l'évacuation des eaux stagnantes.

Les services de la commune ont en effet constaté que plusieurs occupants n'allaient plus dans leur jardin à cause de la présence nombreuse de ces moustiques et des risques de piqûres (*une campagne a été menée en juillet 2019 par le syndicat de lutte contre les moustiques tigres en partenariat avec l'agence régionale de santé*).

S'agissant du contrôle du respect des dispositions règlementaires, le service des jardins familiaux procède à une inspection mensuelle des jardins familiaux et peut intervenir de façon inopinée pour assurer le respect des règles. En cas d'infraction et en fonction du degré d'intensité de celle-ci, la commune peut à tout moment retirer l'autorisation.

Enfin, il convient de souligner que l'usage et le fonctionnement des jardins sont également le fruit de la pratique des occupants. Le nouveau règlement constitue donc le socle sur lequel la commune souhaite déployer une démarche participative dans la gouvernance des jardins familiaux. L'adaptation des règles et leur évolution s'élaborera ainsi en concertation avec les occupants.

Les tarifs annuels applicables à l'occupation des jardins familiaux sont fixés par la délibération en date du 17 décembre 2019. Elles sont de 19,00 €/ares et 5,00 €/m² la gloriette.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

Vu les dispositions du code général des collectivités territoriales, notamment celles de l'article L. 2541-12 ;

Vu les dispositions des articles L. 471-1 à L. 471-7, L. 561-1 et L. 561-2 du code rural et de la pêche maritime ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2019 fixant les tarifs annuels applicables aux jardins familiaux ;

Considérant que le jardin est un lieu de culture, mais aussi de loisir, d'éducation, de rencontres et d'échanges ;

Considérant que le jardin joue un rôle d'animation dans la vie locale en faisant la promotion des valeurs de convivialité et de solidarité ;

Considérant que le jardin permet également de retrouver la notion de cycle naturels et de rythme des saisons, dans un souci de respect de l'environnement ;

Considérant que les jardins familiaux sont des terrains divisés en parcelles, affectées par les collectivités territoriales ou par les associations de jardins familiaux à des particuliers y pratiquant le jardinage pour leurs propres besoins et ceux de leur famille, à l'exclusion de tout usage commercial ;

Considérant qu'il y a lieu d'adopter un règlement intérieur des jardins familiaux et d'autoriser la Maire à signer les conventions à venir.

Après en avoir délibéré,

Sur proposition de la Commission « Finances, Domaines et Marchés publics » et du Bureau municipal,

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE115-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

CONSTATE la nécessité d'adopter un nouveau règlement intérieur encadrant l'usage des jardins familiaux gérés directement par le service des Jardins familiaux de la commune ainsi que les autorisations délivrées ;

APPROUVE le projet de règlement intérieur des jardins familiaux en annexe de la présente délibération qui sera applicable à compter de son adoption ;

AUTORISE Madame la Maire à signer tout acte ou convention à venir découlant de cette décision.

| **Adopté à l'unanimité.**

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020

 La Maire,

Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE115-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

**Préambule :**

La commune de Schiltigheim a créé des jardins familiaux sur un terrain d'une superficie de 496,04 ares situé majoritairement au PLU en zone naturelle. Les sites comportent 246 parcelles. Chacune des parcelles de 50 à 100 m² environ sont destinées à être attribuées à des familles qui s'engagent à observer le présent règlement.

Article 1^{er} - CONDITIONS D'ATTRIBUTION DES JARDINS

La commune de Schiltigheim met à la disposition des familles intéressées, **uniquement domiciliées à Schiltigheim et ne disposant pas de jardin privatif**, des parcelles de terrains à usage de jardins familiaux.

Chaque lot est numéroté et le présent règlement intérieur est signé et remis à l'intéressé.

Les inscriptions sur liste d'attente (limitées à 250 inscriptions) se font **sur prise de rendez-vous** au Service des Jardins Familiaux au 03.88.83.84.03. :

- Le lundi et le mardi de 8 h 30 à 12 h 00,
- Le mercredi et le jeudi de 14 h 00 à 17 h 00.

L'autorisation est accordée pour une année à compter de la délivrance de l'autorisation. Les justificatifs à présenter sont :

- un justificatif de domicile de moins de 3 mois ;
- une pièce d'identité du demandeur ;
- une attestation d'assurance responsabilité civile contre tous les dommages causés aux biens faisant l'objet de l'autorisation d'occupation (le jardin) et aux tiers (l'attestation est à demander à votre assureur habitation).

Lorsque la liste d'attente atteint 250 personnes les inscriptions sont closes jusqu'au 1^{er} janvier de l'année suivante. L'attribution des terrains disponibles se fait dans l'ordre des inscriptions et à raison d'un jardin par foyer.

Si la personne refuse à 2 reprises une proposition de jardin pour d'autres motifs que l'éloignement du domicile, elle sera automatiquement remise en fin de liste.

À l'issue **d'une période d'essai d'un an**, si l'occupant satisfait aux obligations fixées par l'administration, l'autorisation d'occupation sera renouvelable **à la condition de fournir pour le 31 octobre au plus tard de chaque année** les pièces justificatives citées précédemment.

Article 2 - LOCATION, ETAT DES LIEUX ET CAUTION

La location prend effet au jour de la délivrance de l'autorisation, c'est-à-dire à la date de signature des documents composant l'ensemble du dossier d'acceptation :

- état des lieux d'entrée
- déclaration d'acceptation
- déclaration de remise de documents (caution / règlement intérieur).

Préalablement à la signature de ces pièces :

- un état des lieux sera établi sur place avec le locataire.
- une caution sera également demandée à chaque nouveau jardinier avant signature :
 - 167 € pour jardins avec gloriette
 - 115 € pour jardins avec pompe
 - 65 € pour jardin nu

Au terme de la location, la caution ne sera remboursée par la commune que si :

- lors de l'état des lieux de sortie, l'entretien du terrain ou le matériel mis à disposition est conforme à l'état des lieux signé à l'entrée du locataire ;
- les loyers et la consommation d'eau sont payés.

En acceptant la location, le preneur s'engage à observer strictement le présent règlement et les modifications ultérieures.

L'autorisation d'occupation est délivrée en considération du locataire. Ce dernier ne peut pas désigner un successeur, ni transférer l'autorisation d'occupation à une personne de sa connaissance, ni sous-louer le jardin.

L'autorisation peut être dénoncée de part et d'autre avec un préavis de 15 jours par courrier, courriel ou prise de rendez-vous en Mairie.

Article 3.- FRAIS A LA CHARGE DU LOCATAIRE

Location du terrain et de la gloriette :

La location est faite moyennant paiement d'un loyer qui est fixé chaque année par le Conseil Municipal. Ce loyer comprend un fermage pour le terrain et une location de la gloriette (si le jardin en possède une) et est payable à la Trésorerie Strasbourg Nord Schiltigheim dès réception de l'avis de paiement en **novembre de chaque année**. Le locataire non avisé au 15 décembre est tenu de réclamer son avis de paiement à la Mairie.

Facturation de l'eau :

Pour les jardins équipés en eau courante, la facture d'eau est répartie entre les différents locataires du jardin au prorata du nombre de jardins. Une facture sera établie **courant octobre de chaque année**.

Article 4.- VISITE DES LIEUX

Les agents compétents de la commune ont autorisation de visiter le jardin et la gloriette à tout moment pour vérifier leur état et y faire appliquer le présent règlement.

Article 5.- ENTRETIEN DU JARDIN

Le terrain ou jardin mis à disposition doit être aménagé et exploité comme jardin potager et ne peut servir à aucun autre usage.

Les jardins sont numérotés. Le numéro indiqué par la commune est à marquer d'une façon toujours bien lisible sur la porte d'entrée du jardin.

3

Le portail d'accès au lotissement devra toujours être bien fermé après chaque passage même lorsque vous êtes présent dans le jardin (en cas d'entrée par un cadenas : veiller à remettre le cadenas en prenant le soin d'enlever le code qui permet son ouverture).

Dans certains lotissements, des puits et conduites d'eau installés par la commune sont à conserver avec le maximum de soins.

Les locataires jouissant d'installations d'eau courante payent, en sus du loyer, la consommation d'eau du lotissement au prorata du nombre de locataires.

En ce qui concerne les puits, existants ou les nouvelles créations, **une déclaration d'ouvrage** (cerfa n°13837*01) **est à remplir** et à déposer au service en charge des jardins familiaux. **Le forage d'un nouveau puit ne peut être fait sans l'autorisation de la commune.**

Le locataire a obligation de maintenir en bon état de propreté le chemin d'accès aux jardins et les sentiers dans le jardin. Afin d'embellir le jardin, le service encourage fortement les ornements floraux.

Le gazon devra être tondu régulièrement et ne pas dépasser 10 cm de haut.

Les mauvaises herbes sont à enlever régulièrement **sans produits chimiques**. Les déchets sont à composter ou à enfouir dans le jardin. **Tout déchet non compostable doit être déposé à la déchetterie par le locataire.**

Une visite de contrôle est effectuée par le service des jardins familiaux une fois par mois.

Pour information :

La déchetterie « Wacken » installée rue de l'Eglise Rouge à Strasbourg est la plus proche. Pour tout renseignement la concernant appelez le 03 68 98 51 90.

Tout locataire surpris en train de déverser des déchets de quelque nature que ce soit, sur un terrain public ou privé, se verra résilier immédiatement son contrat de location, et facturer l'enlèvement des déchets et le nettoyage du terrain.

Le locataire est responsable de la maintenance de l'ensemble des équipements, même en cas de dégradation, de vol par des tiers.

Il devra procéder à la restitution de ces équipements en bon état d'entretien au terme de la location.

Article 6.- AMENAGEMENT DU JARDIN

6.1. Les cultures :

Les cultures doivent être préparées **au plus tard le 15 avril de chaque année** au moins sur **les 2/3 de la superficie**. Si le jardin a été remis au courant de l'année, les cultures doivent être préparées dans le mois qui suit l'attribution. Les plantations doivent être faites de telle sorte qu'elles ne nuisent pas aux voisins. **La culture de plantes fourragères, blés, maïs, bambous etc. est interdite.**

En ce qui concerne la partie utilisée comme jardin potager, la culture devra être diversifiée et non intensive.

4

En cas de culture de pommes de terre, l'obligation est faite au locataire de traiter les doryphores de manière naturelle (associer des plantes répulsives ; ramassage journalier manuel ; utiliser un insecticide biologique).

Les produits du jardin servent aux besoins de la famille locataire. Ils ne doivent pas être vendus dans un but commercial à des tierces personnes.

6.2. Composteur :

Le composteur permet le recyclage des déchets verts sous forme de compost afin de produire un amendement naturel.

Il devra présenter un aspect convenable, et se situer à un emplacement n'incommodant pas le voisinage.

6.3. Les arbres :

Les arbres, arbustes, buissons, etc.... d'une hauteur de plus de 2 m sont interdits. Le locataire qui souhaite planter des arbres devra envoyer ou déposer une **demande écrite auprès de la commune en précisant l'endroit, le nombre et le type d'arbre.** Les arbres et arbustes sont plantés aux risques des locataires. L'entretien, l'abattage, l'élagage ou le toilettage incombe aux locataires. Le non respect de cette obligation induira une prise en charge des travaux par la commune aux frais du locataire défaillant. Le locataire sera civilement responsable en cas d'accident causé par l'absence ou le mauvais entretien des arbres. A la fin de la location, ils resteront la propriété de la commune ou seront arrachés ou transplantés aux frais du locataire.

6.4. Les haies et plantes grimpantes :

Toutes haies périphériques y compris les haies situées à l'extérieur de la clôture ou séparatives, plantées ou non par le locataire, devront être taillées régulièrement par ce dernier. Les haies devront être plantées à au moins 0.50 cm de la clôture et ne pas dépasser 1.50 m de hauteur. Le volume et l'ampleur de la haie ne devra pas déborder sur les parcelles voisines ou sur les voies communes et publiques. Les plantes grimpantes sont interdites sur les grillages afin de ne pas les détériorer.

6.5. Réservoirs à eau :

Dans l'intérêt de l'hygiène publique, le locataire doit également participer à la lutte contre les moustiques.

A cet effet, les tonneaux à eau, réservoirs etc., **limités à 2 par jardin**, doivent être couverts d'une façon étanche et hermétique.

La commune ne sera en aucun cas responsable des dommages éventuels causés aux cultures par suite de mesures de lutte contre les insectes nuisibles.

6.6. La lutte contre le moustique tigre (Aedes albopictus) :

Les jardins familiaux sont des sites propices au développement des moustiques car ils offrent une multitude de sites de ponte. Certaines espèces de moustiques pondent leurs œufs à la surface de l'eau stagnante et d'autres, comme le moustique tigre, déposent leurs œufs sur les bords des contenants chargés d'eau : arrosoirs, fûts de récupération d'eau de pluie, seaux, coupelles, etc.

Les larves du moustique tigre se développent pendant quelques jours dans l'eau avant de se métamorphoser en nymphes puis en moustiques adultes.

Le moustique tigre est une espèce très invasive. Ce moustique étant particulièrement actif la journée, il génère une forte nuisance dans les secteurs qu'il colonise. Par ailleurs, il est capable de transmettre les maladies de la Dengue, Chikungunya et Zika.

Aussi, pour le bien-être de tous et afin d'en limiter au maximum la prolifération, il est important que chacun adapte ses comportements pour limiter l'installation du moustique tigre dans les jardins.

C'est pourquoi il est impératif pour chacun de :

1. Vider 2 fois par semaine au minimum tous les réceptacles pour éviter l'eau stagnante :

- Coupelles sous les pots de fleurs
 - Pots avec réserve d'eau et trappe sans lit de gravier au fond
 - Gamelles
 - Bâche de mobiliers de jardin
 - Bouturage
 - Eléments de décoration pouvant retenir l'eau
 - Pluviomètres plastiques....
- Cette liste est non exhaustive

2. Ranger à l'abri de la pluie et des irrigations tout matériel pouvant retenir de l'eau :

- Outils de jardinage, brouettes
 - Seaux et arrosoirs
 - Poubelles
 - Jouets
- Cette liste est non exhaustive

3. Évacuer et recycler tout matériel inutile pouvant retenir l'eau :

- Boite de conserve
 - Déchets de chantier
- Cette liste est non exhaustive

4. Couvrir de façon hermétique et complète les contenants d'eau, avec un voilage moustiquaire fin et résistant :

- Récupérateurs d'eau de pluie ou cuves
 - Fûts divers
 - Tous les réceptacles d'eau de pluie volumineux
- Cette liste est non exhaustive

5. Curer : pour faciliter l'écoulement des eaux :

- Bondes d'évacuation extérieures
 - Gouttières
- Cette liste est non exhaustive

6. Entretien :

- Regards et bornes d'arrosage
- Cette liste est non exhaustive

Il est impératif de nettoyer régulièrement les contenants d'eau afin d'éliminer les œufs de moustiques tigres. Une action mécanique à l'aide d'une brosse à poils durs suffit à décoller les œufs de leur support. Il est préconisé d'éviter les déplacements trop fréquents de ces contenants qui peuvent potentiellement contenir des œufs de moustique tigre ou, le cas échéant, s'assurer de la propreté de ceux-ci avant tout déplacement.

6.7. La partie Loisir :

La partie loisir ne pourra excéder 1/3 du terrain. **Il est interdit d'y installer une piscine.**

Une pataugeoire est tolérée pour les jeunes enfants d'âge maternelle (jusqu'à 6 ans). **A titre d'information :** comme indiqué dans l'article 5, la consommation d'eau *est facturée* au prorata du nombre de locataires pour les jardins équipés en eau courante.

6.8. La gloriette :

Elle doit être maintenue en bon état et fermée par un cadenas, Elle permet d'y stocker l'outillage et un parasol, et **aucune adjonction n'est autorisée** (véranda, cabanes, pergolas, toilettes).

Elle fait l'objet d'une location au même titre que le jardin.

6.9. Installation tonnelle :

L'installation de tonnelle ouverte (pas d'ajout de bâches) ou de parasol est autorisée à titre temporaire et durant la présence du jardinier (risque d'envol lors de forts vents).

La teinte doit être neutre pour se fondre dans le paysage.

Les tonnelles doivent être amovibles, il est préférable de privilégier un parasol.

Après la saison d'été, le matériel devra être rangé jusqu'au prochain été.

Article 7.- RESPONSABILITES

Le locataire est responsable de tous les dommages qui pourraient survenir aux matériaux et installations qui se trouvent sur sa parcelle ; de l'occupation du jardin, et des activités qui y sont pratiquées. La commune décline toute responsabilité en cas de dommage causés par les locataires-jardiniers à d'autres locataires, à des tiers ou à leurs biens.

En cas de dommages causés aux biens de commune, notamment à la parcelle et à la terre végétale, le locataire sera tenu d'exécuter sur demande de la commune tous travaux nécessaires et à ses frais pour réparer les dommages causés et, ce, sans préjudices d'éventuelles poursuites engagées par la commune.

La commune décline toute responsabilité pour les cas ordinaires et extraordinaires tels que grêle, gelée, sécheresse, inondation, incendie de gloriette, vols, effractions qui pourraient survenir aux dépens du locataire, de sa famille ou leurs biens, ainsi que pour tout acte de vandalisme entraînant la destruction de tout ou partie des récoltes ou des installations mises en place par le locataire.

Pour les jardins aménagés par la commune, celle-ci assurera la remise en état ou le remplacement de la gloriette en cas de dégradations importantes ou d'incendie, sous réserve que le locataire porte plainte auprès du commissariat et transmette une copie du dépôt de plainte au service concerné dans les 5 jours suivant le sinistre.

Tel que mentionné à l'article 1, les locataires souscrivent un contrat d'assurance contre les risques encourus ainsi que pour les effets personnels. La présence de jardins familiaux en milieu urbain peut présenter certains dangers pour les utilisateurs en raison de plusieurs facteurs :

- la présence de lignes électriques, aériennes ou souterraines ;
- la proximité de voies de circulation automobiles ;
- la proximité de cours d'eau.

Le locataire souffrira toute servitude liée à ces contraintes spécifiques sans pouvoir en inquiéter la commune, propriétaire des lieux. En s'installant dans un milieu naturel, le locataire en accepte les risques et les périls qui peuvent en découler.

Le locataire sera responsable des pompes à eau et de la serrure de son portail individuel. En cas de dégradations, le locataire sera amené à les remplacer à sa charge.

Article 8. – IL EST INTERDIT :

- De cultiver des plantes fourragères, blés, maïs, bambous, etc. ;
- L'implantation de serres ou de tunnels à semis sans autorisation de la commune ;
- D'avoir à demeure des lapins, coqs, chèvres, volière et autres, dans les jardins (**chiens tolérés si calme et non perturbateur**) ;
- D'avoir un rucher, sauf conditions particulières soumises à l'approbation du Maire en conformité avec le code rural ;
- De cacher les clôtures mitoyennes et périphériques ainsi que la gloriette avec des brises-vues, des bâches, des rideaux, du paillage ou du bois (il faut laisser le jardin ouvert) ;
- D'y stocker du bois, des tôles, du matériel, des bonbonnes de gaz ou toute autre matière inflammable ;
- D'y aménager :
 - des habitations ou toute adjonction ou construction en plus de la gloriette (**vérandas, cabanes, toilettes, pergolas**) ;
 - des ateliers et d'y faire de la mécanique ;
- De faire du feu et d'y brûler des pneus, du caoutchouc, etc.
- D'y construire ou installer une piscine ;
- D'y vendre des boissons, des denrées alimentaires ou autres ;
- D'utiliser le jardin pour y organiser des fêtes ou des rassemblements ;
- D'utiliser des motopompes (**nuisances sonores**) ;
- Toutes nuisances sonores sont interdites (**musique, transistors, cris, instruments, bricolage etc.**)
- D'utiliser des pesticides, désherbants, ainsi que des engrais chimiques ;
- D'y posséder un four à pain, un four à tartes flambées ou un barbecue autre que mobile, démontable, sans nuisance pour le voisinage ;

(plages horaires d'utilisation : 11h à 15h et 18h à 21h).

- Lotissement « Allée du Souvenir » : barbecue interdits le jour de la Toussaint
- D'y posséder plus de 2 tonneaux ou récupérateurs d'eau dans le jardin
 - D'utiliser le jardin comme **domicile permanent ou résidence secondaire**
 - D'installer ou de construire des fours et des moyens de chauffage de toute nature (**bois, fuel, gaz...**).
 - De sous-louer ou de céder le jardin.
 - De garer sa voiture à l'intérieur du lotissement, de la nettoyer avec de l'eau commune des jardins, sur le parking, dans les allées ou le domaine public.

INTERDICTIONS



| | | |
|--|--|--|
|  <p>Les feux et brûlage de déchets</p> |  <p>organiser des fêtes ou rassemblements</p> |  <p>les barbecues en dehors des horaires</p> |
|  <p>Animaux dans les jardins</p> |  <p>installation d'une piscine</p> |  <p>d'y faire de la mécanique</p> |
|  |  |  |
| <p>La culture de plantes fourragères, maïs, bambou, blé</p> | | |
|  <p>l'utilisation de pesticides</p> | | |
|  <p>Construction de WC</p> |  <p>l'installation de fours ou moyens de chauffage</p> |  <p>stock de bombones de gaz ou matières inflammables</p> |
|  <p>De vendre les produits du jardin</p> |  <p>de cacher la cabane ou le jardin avec des rideaux, des bâches, du bois, du paillage etc...</p> |  <p>stock de bois ou de tôles</p> |

9

Article 9. - AUTORISATION DE TRAVAUX OU D'INSTALLATIONS :

Avant tous travaux ou installations que le locataire voudrait exécuter (balançoire, serre, parasol...) il doit solliciter par écrit l'autorisation de la commune en joignant à sa demande tout document expliquant ou motivant son projet (plan, photos, prospectus).

L'autorisation pour la construction d'une serre comprendra un plan de situation, une documentation précisant le type de matériel. Seront acceptées uniquement les serres d'un volume inférieur à :
- 2m x 3m x 2m (Longueur x hauteur x largeur)

En cas de constatations de travaux non autorisés, la commune pourra faire procéder à l'enlèvement ou à la démolition par le locataire.

Article 10.- LA RESILIATION DE LA LOCATION

L'autorisation étant précaire et révoquant, la commune peut à tout moment retirer l'autorisation avec effet immédiat par lettre recommandée et ouvrant la possibilité d'expulsion :

- Si le locataire n'observe pas le présent règlement ainsi que les autres prescriptions et indications données par le service en charge des jardins et la police municipale et rurale.
- Si le locataire déménage hors de la commune

**Annexe au règlement des jardins familiaux
de la commune de Schiltigheim**

Vous avez un ou plusieurs arbres sur votre parcelle. de ce fait, il est interdit de :

- ✓ procéder à toute installation dans les arbres tel que cabane, planches, balançoire, etc. ;
- ✓ grimper dans les arbres pour des raisons de sécurité ;

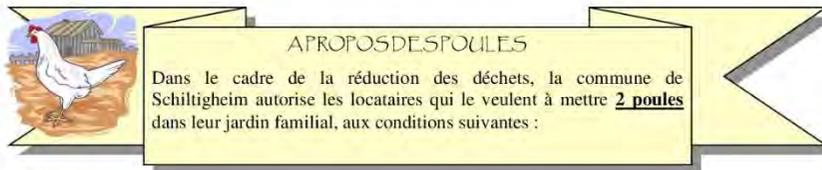
Vous vous engagez à :

- ✓ signaler à la commune tous dégâts ou danger que pourrait représenter le ou les arbre(s) ;
- ✓ respecter l'arbre : il ne devra être procédé à aucune installation pouvant léser les racines ou le tronc de celui-ci ;

Je soussigné(e) locataire du jardin n°
situé dans le lotissement « » m'engage à respecter les
consignes énumérées ci-dessus.

Fait à Schiltigheim, le

Le locataire
(Nom et Prénom) + Signature



- faire **IMPÉRATIVEMENT** une demande écrite, accompagnée d'un plan du poulailler. Un contrôle sera fait par la commune pour vérifier la conformité avant l'arrivée des poules ;
- fournir une attestation sur l'honneur indiquant que la personne s'engage à prendre soin du bien être des poules (nourriture, changement de l'eau, nettoyage du poulailler,...) et désignant une personne « garante », pour remplacer le locataire en son absence.

UN CONTROLE REGULIER SERA ASSURE PAR LA COMMUNE

DECLARATION SUR L'HONNEUR

LE LOCATAIRE S'ENGAGE A RESPECTER ET A APPLIQUER LE PRESENT REGLEMENT DES JARDINS FAMILIAUX.

- **LE LOCATAIRE S'ENGAGE EGALEMENT A PRESENTER, CHAQUE ANNEE, COURANT DU MOIS D'OCTOBRE, UN JUSTIFICATIF DE DOMICILE DE MOINS DE 3 MOIS UNE PIECE D'IDENTITE AINSI QU'UNE ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE.**

. A DEFAUT, LA COMMUNE POURRA RETIRER L'AUTORISATION D'OCCUPATION DU JARDIN AVEC EFFET IMMEDIAT.

Je soussigné déclare sur l'honneur ne pas être propriétaire ou locataire d'un terrain pouvant servir de jardin : privatif, associatif ou propriété d'une collectivité territoriale.

Schiltigheim, le

Le locataire
(nom + signature)

La Maire,
par délégation,

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de **Madame Danielle DAMBACH**

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2 ont voté par procuration**

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIAJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

23^e point à l'ordre du jour :
(*Délibération n° 2020SGDE116*)

BILAN DES TRANSACTIONS IMMOBILIERES SUR L'ANNEE 2019

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE116-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

23. BILAN DES TRANSACTIONS IMMOBILIERES SUR L'ANNEE 2019

Monsieur l'Adjoint Patrick OCHS :

En application du deuxième alinéa de l'article L. 2241-1 du code général des collectivités territoriales, le « bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2000 habitants par celle-ci, ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec cette commune, donne lieu chaque année à une délibération du conseil municipal. Ce bilan est annexé au compte administratif de la commune ».

Les dates d'acquisition et de cession prises en compte sont les dates de signature de l'acte authentique ou en la forme administrative signé par toutes les parties.

Au cours de l'année 2019, la Commune de Schiltigheim a réalisé :

| | |
|----------------------|---|
| Acquisition : | <ul style="list-style-type: none"> - d'une maison à usage d'habitation située 14 rue de Wissembourg à Schiltigheim le 31 janvier 2019, auprès de l'Eurométropole de Strasbourg, au prix de 198 126,42 euros TTC ; - d'une parcelle bâtie du lotissement du « Nouveau quartier Fischer » d'une surface de 40,06 ares le 27 décembre 2019, auprès d'Altarea Cogedim Région, au prix de 360 001,20 euros TTC ; |
| Cession : | <ul style="list-style-type: none"> - d'un terrain non bâti d'une surface de 16 centiares au Foyer moderne de Schiltigheim le 5 novembre 2019 au prix de 5 600,00 euros TTC. |

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

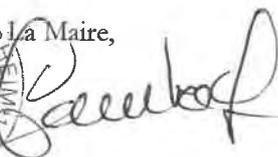
Vu l'article L. 2241-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Après en avoir délibéré,

Sur proposition de la Commission « Finances, Domaines et Marchés publics » et du Bureau municipal,

PREND ACTE du bilan annuel et du tableau en annexe des acquisitions et cessions opérées par la commune au cours de l'année 2019.

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020


 La Maire,


Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
 067-216704478-20200922-2020SGDE116-
 DE
 Date de télétransmission : 24/09/2020
 Date de réception préfecture : 24/09/2020

ANNEXE à la délibération n° 24

| Nature de l'acte | Date de l'acte | Désignation | Objet de l'acte | | | |
|---------------------------|----------------|------------------|--|-----------------------------|-------------------------|----------------------|
| Ventes | | | | Cédant | Cessionnaire | Prix |
| Cession | 05/11/2019 | Terrain non bâti | Terrain non bâti d'une surface de 16 centiares | COMMUNE DE SCHILTIGHEIM | FOYER MODERNE | 5 600,00 euros TTC |
| Aquisitions | | | | Cédant | Cessionnaire | Prix |
| Achat | 31/01/2019 | Terrain bati | Acquisition d'une maison à usage d'habitation située 14 rue de Wissembourg à Schiltigheim | EUROMETROPOLE DE STRASBOURG | COMMUNE DE SCHILTIGHEIM | 198 126,42 euros TTC |
| Achat | 27/12/2019 | Terrain bati | Acquisition d'une parcelle bâtie du lotissement du « Nouveau quartier Fischer » d'une surface de 40,06 ares. | ALTAREA COGEDIM REGION | COMMUNE DE SCHILTIGHEIM | 360 001,20 euros TTC |
| Échanges | | | | | | |
| Néant | Néant | Néant | Néant | Néant | Néant | Néant |
| Baux emphytéotique | | | | Propriétaire/gestionnaire | Occupant | Loyers/redevances |
| Néant | Néant | Néant | Néant | Néant | Néant | Néant |

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de Madame Danielle DAMBACH

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2 ont voté par procuration**

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

24^e point à l'ordre du jour :
(*Délibération n° 2020SGDE117*)

**CONCLUSION D'UN BAIL EMPHYTEOTIQUE AVEC
L'ASSOCIATION « MON ECOLE » POUR L'AMENAGEMENT DE
L'ECOLE LA MOSAIQUE DANS L'ANCIEN PRESBYTERE SIS 17
RUE PRINCIPALE**

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE117-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

24. CONCLUSION D'UN BAIL EMPHYTEOTIQUE AVEC L'ASSOCIATION « MON ECOLE » POUR L'AMENAGEMENT DE L'ECOLE LA MOSAIQUE DANS L'ANCIEN PRESBYTERE SIS 17 RUE PRINCIPALE

Monsieur le Premier Adjoint :

L'ancien presbytère sis 17 rue Principale 67300 Schiltigheim cadastré section 6 n°223/53, d'une superficie de 4, 15 ares et propriété de la commune de Schiltigheim a, par délibération en date du 25 février 2020, fait l'objet d'une désaffectation et d'un déclassement du domaine public.

L'ancien Presbytère anciennement occupé par la pasteur, n'est plus affecté au service public du culte depuis son départ le 31 août 2017. Le Conseil presbytéral de la Paroisse Protestante de Schiltigheim et le Préfet du Bas-Rhin ont approuvé la désaffectation du bien respectivement par délibération en date du 29 janvier 2019 et par arrêté en date du 26 novembre 2019.

La délibération en date du 25 février 2020 prévoyait la mise à disposition du bien à « une association afin que cette dernière y aménage une école ». La présente délibération s'inscrit dans la continuité en soumettant au Conseil municipal l'autorisation de conclure un bail emphytéotique de droit commun avec l'association « Mon école » pour y installer l'école primaire « La Mosaïque » dans l'ancien presbytère.

L'association à but non lucratif « Mon école » est une association parentale qui existe depuis 2013. Elle est régie par les articles 21 à 79 du Code civil local ainsi que par ses statuts. Elle a pour objet la formation et l'éducation des jeunes enfants selon des pratiques pédagogiques et des moyens d'actions fondés sur la pédagogie Freinet, axée sur l'expression libre de l'enfant et l'apprentissage de son autonomie.

Cette association occupe déjà des locaux mis à disposition par la commune situés au bâtiment B de la Cour Elmia sis 31a rue Principale (ancien IUT) et dans lesquels est installée l'école primaire « La Mosaïque ». À la suite d'une première convention signée le 1^{er} septembre 2016, plusieurs avenants et une deuxième convention ont été conclus pour accroître la capacité d'accueil de l'école. Celle-ci en accueille aujourd'hui 34.

Toutefois, l'école fait face à certaines difficultés quant à la poursuite de l'enseignement dans ces locaux, liées au manque d'espace et contraignant le développement de l'école.

Face à ces difficultés et pour favoriser le développement de l'école « La Mosaïque », la commune envisage le transfert de celle-ci dans les locaux de l'ancien presbytère. Cet espace servirait ainsi à pérenniser et développer le projet pédagogique de cette école qui aménagerait le bâtiment pour accueillir une activité scolaire.

Concernant la relation contractuelle entre la commune et l'association « Mon école ».

Celle-ci prendrait la forme d'un bail emphytéotique de droit commun conclu pour une durée de 18 ans et un jour.

Régi par les dispositions des articles L. 451-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime, le bail emphytéotique est d'une durée maximum de 99 ans. Il présente, pour le preneur (« emphytéote »), l'avantage de constituer des droits réels susceptibles d'hypothèque, élément indispensable pour le financement d'investissements pour la réalisation de travaux. Pour la commune, le bail emphytéotique implique que les équipements construits reviennent, à son échéance, dans le patrimoine de la commune bailleesse.

Le bail emphytéotique constitue donc l'outil contractuel le mieux à même d'atteindre l'objectif de la commune consistant en la rénovation de l'ancien presbytère. Ce dernier est actuellement dans un état nécessitant des travaux de remise aux normes que l'association prendra en charge.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE117-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

L'aménagement des locaux serait effectué de la façon suivante : les locaux accueilleraient un nombre d'élèves entre 36 et 40 réparti en deux classes sur les deux premiers étages. Le dernier servirait à l'usage des enseignants et ferait aussi office de salle d'archives. La durée du contrat de 18 ans permettra à l'association d'amortir l'investissement des travaux de rénovation.

Sur la soutenabilité financière de l'opération.

La soutenabilité financière du projet dépend en grande partie de la pérennité et de la résilience économique de l'association « Mon école ». Outre le financement des travaux, celle-ci devra supporter les dépenses de fonctionnement (le personnel d'enseignement et l'entretien courant) et le montant des redevances versées à la commune.

Le budget prévisionnel de l'association pour l'année scolaire 2020/2021 est constitué majoritairement des frais d'écolage et de périscolaire (147 400 euros). Le poste de dépense principal est celui des charges du personnel (87 600 euros). Avec le reste des déboursements, le solde prévisionnel pour l'année prochaine serait de 11 853 euros. À noter que l'association déposera une demande de conventionnement avec l'État pour la prise en charge des salaires des enseignants, ce qui permettrait de diminuer de façon substantielle les dépenses de personnel.

Concernant les travaux de rénovation, il résulte des documents réactualisés transmis par l'association que le montant avoisinerait, à ce stade, 161 464 euros H.T, soit 193 756 euros TTC. Leur financement serait entièrement pris en charge par l'association qui, pour cela, souscrirait un emprunt auprès d'un établissement de crédit sur une durée d'environ 8 ans.

Concernant la redevance, à la suite d'une demande faite le 16 juillet 2020, la Division du domaine de la Direction régionale des finances publiques Grand Est et du Département du Bas-Rhin a fixé la redevance du bail à 13 500 euros annuel, soit 1 125 euros mensuel par un avis en date du 4 août 2020. Le montant prend en compte les travaux de rénovation pris en charge par l'association.

La signature du contrat de bail est soumise à deux clauses suspensives, l'une (i) sur l'obtention d'un crédit à des conditions financières permettant la soutenabilité financière du projet de rénovation de l'ancien presbytère, et (ii) sur l'obtention de l'autorisation d'urbanisme pour la réalisation des travaux. La levée des conditions suspensives devra être réalisée dans un délai de neuf mois en jours francs suivant la date de la délibération.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

Vu les dispositions du code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2241-1 3^{ème} alinéa, L. 2541-12, L. 2542-26 et R. 2241-2 ;

Vu les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2111-1, L. 2221-1, L. 3111-1, L. 3221-1, L. 3211-14 ;

Vu les articles L. 451-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime ;

Vu l'article 537 du Code Civil ;

Vu le décret du 23 novembre 1994 portant déconcentration en matière de désaffectation des édifices culturels dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ;

Vu la délibération du Conseil presbytéral de la Paroisse Protestante de Schiltigheim en date du 29 janvier 2019 approuvant la désaffectation du presbytère ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 24 septembre 2019 approuvant l'engagement de la procédure de désaffectation de l'ancien presbytère de la Paroisse Protestante sis 17 rue Principale, 67300 Schiltigheim et sollicitant la décision de Monsieur le Préfet du Bas-Rhin dans ce cadre ;

Vu l'arrêté du Préfet de la Région Grand Est et Préfet du Bas-Rhin en date du 26 novembre 2019 autorisant la désaffectation de l'ancien presbytère de la paroisse protestante de Schiltigheim sis 17 rue Principale, 67300 Schiltigheim ;

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE117-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

Vu le constat établi par Mme Alexandra GROLL, clerc habilitée de la Société Civile Professionnelle (SCP) Michel IRION et Véronique BOURREL le 22 janvier 2020 attestant de la désaffectation de l'immeuble sis 17 rue Principale, 67300 Schiltigheim ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 25 février 2020 constatant la désaffectation et prononçant le déclassement de l'ancien presbytère sis 17 rue Principale, 67300 Schiltigheim ;

Vu les statuts de l'association « Mon école » adoptés par l'Assemblée générale constitutive le 3 février 2013 ;

Vu l'avis du Domaine en date du 4 août 2020 évaluant la redevance annuelle de l'ancien presbytère au prix de 13 500 € ;

Considérant que les personnes publiques gèrent librement leur domaine privé selon les règles qui leur sont applicables conformément aux articles L. 2221-1 et L. 3111-1 du code général de la propriété des personnes publiques ;

Considérant que le Conseil presbytéral de la Paroisse Protestante de Schiltigheim et le Préfet du Bas-Rhin ont approuvé la désaffectation de l'ancien presbytère sis 17 rue Principale, 67300 Schiltigheim respectivement par délibération en date du 29 janvier 2019 et par arrêté en date du 26 novembre 2019 ;

Considérant que l'ancien presbytère sis 17 rue Principale 67300 Schiltigheim cadastrée section 6 n°223/53 a fait l'objet d'une procédure de désaffectation et d'un déclassement par délibération en date du 25 février 2020 ;

Considérant que la commune de Schiltigheim est libre, de ce fait, de conclure un bail emphytéotique de droit communal sur ce bien relevant de son domaine privé ;

Considérant qu'en vertu des dispositions de l'article L2241-1 3^e alinéa du code général des collectivités territoriales, « toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers par une commune de plus de 2000 habitants donne lieu à délibération motivée du conseil municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles. Le conseil municipal délibère au vu de l'avis de l'autorité compétente de l'Etat » ;

Considérant que la redevance annuelle du bail a été estimée par le service France Domaine à 13 500 € le 4 août 2020 ;

Considérant que la commune de Schiltigheim souhaite valoriser l'ancien presbytère sis 17 rue Principale 67300 Schiltigheim cadastrée section 6 n°223/53 en concluant un bail emphytéotique de droit commun avec l'association « Mon école » ;

Considérant que la commune de Schiltigheim a proposé à cette association la mise à disposition de ce bien à la valeur locative déterminée par la division des domaines de la direction régionale des finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin à savoir 13 500€ par an, qui l'a accepté ;

Considérant qu'il convient dans ces conditions de conclure un bail emphytéotique de droit commun avec l'association « Mon école » pour une durée de 18 ans portant occupation de l'ancien presbytère situé sis 17 rue Principale 67300 Schiltigheim cadastré section 6 n°223/53 afin que cette dernière puisse y ouvrir une école privée.

Après en avoir délibéré,

Sur proposition de la Commission « Finances, Domaines et Marchés publics » et du Bureau municipal,

CONSTATE que l'ancien presbytère sis 17 rue Principale 67300 Schiltigheim, libre de toute occupation, cadastré section 6 n°223/53, d'une superficie de 4, 15 ares, propriété de la commune de Schiltigheim, appartient au domaine privé communal et peut donc faire l'objet d'un bail emphytéotique de droit commun régi par les articles L. 451-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime;

DÉCIDE de la conclusion d'un bail emphytéotique portant sur l'ancien presbytère sis 17 rue Principale 67300 Schiltigheim avec l'association à but non lucratif « Mon école », dont le siège social est fixé à Schiltigheim (67300), 8 rue du Brochet, inscrite au Registre des Associations du Tribunal d'Instance de Schiltigheim et régie par les articles 21 à 79 du Code civil local ainsi que par ses statuts, ;

APPROUVE la conclusion d'un bail emphytéotique de droit commun, d'une durée de 18 ans et un jour, entre la commune de Schiltigheim et l'association « Mon école » et notamment les conditions financières du bail dont la redevance est fixée à 13 500 euros par an ;

SOULIGNE que le contrat de bail emphytéotique pourra être signé aux conditions suspensives suivantes :

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE117-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

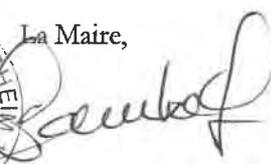
- à l'obtention d'un crédit bancaire par l'association dans des conditions lui permettant de satisfaire à toutes les dépenses dont elle devra s'acquitter pendant la durée d'exécution du bail ;
- à l'obtention de l'autorisation d'urbanisme nécessaire à la réalisation des travaux ;
- la levée de conditions suspensives devra être réalisée dans le délai de neuf mois suivant la date de la délibération.

AUTORISE Madame la Maire à signer le bail emphytéotique de droit commun à intervenir, qui sera passé en la forme authentique par Me Stéphane GLOCK, Notaire à la Wantzenau, ainsi que tout document afférent à cette opération ;

DIT que la commune réglera les frais de notaire.

| **Adopté à l'unanimité.**

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020

La Maire,



Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE117-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

PROJET “MAISON-ÉCOLE”



Bienvenue à La Mosaïque, école primaire associative d'inspiration Freinet qui développe la coopération, l'autonomie et la joie d'apprendre !

1

La Maison-école “La Mosaïque” dans le vieux Schiltigheim

Comment faire en sorte que les enfants maintiennent leur curiosité naturelle et spontanée et donc le plaisir d'apprendre ? Comment respecter le rythme de chaque enfant dans un contexte scolaire ? Comment valoriser les capacités de chacun ? Comment éduquer à la coopération et à l'entraide, à la citoyenneté et à l'écologie ? Ces questions sont désormais centrales vu les challenges que la société réserve à ces futurs adultes.

C'est pour apporter une réponse éducative à ces questionnements que notre association se constitue en mars 2013. Au-delà de la réussite scolaire, nous souhaitons permettre à nos enfants de s'épanouir dans leur curiosité, dans leur relation à l'autre. C'est ce que propose la pédagogie Freinet.

Jusqu'à la création de La Mosaïque, il était possible de trouver quelques classes Freinet disséminées dans divers établissements, mais aucune école ne proposait un parcours complet du CP au CM2, avec une cohérence et une continuité entre toutes les classes.

La Mosaïque est désormais la seule école élémentaire d'inspiration Freinet sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. Les trois enseignants qui oeuvrent à ce projet ont précédemment connu un parcours dans l'école publique de 15 années en moyenne, ce qui nous assure une parfaite cohérence avec les exigences de l'école publique et l'intégration des enfants dans le collège de leur choix.

Cette année 2020 marque la fin d'un cycle : en effet, elle voit les 1ers CM2 ayant commencé leur scolarité élémentaire à La Mosaïque quitter l'école pour le collège. C'est pour nous l'assurance d'une structure stable, fonctionnelle et saine. La Mosaïque se prépare donc à sa deuxième étape : la création d'une maison-école, pour assurer sa pérennité.

La pédagogie Freinet :

La Méthode Naturelle élaborée par Célestin Freinet s'appuie sur trois piliers :

1. le **tâtonnement expérimental** (l'apprentissage se produit par essais et erreurs)
2. la **coopération** et le travail avec les autres (qui enrichissent les apprentissages et stimulent la création de nouvelles stratégies mentales)
3. l'expression et la communication autour de **projets concrets porteurs de sens** pour l'enfant

2

Le projet de Maison-école

Pendant ces 5 années de pratique de l'enseignement Freinet, notre école a grandi en même temps que les enfants qu'elle a accueillis. C'est pour assurer sa pérennité que l'association s'est mise en quête de nouveaux locaux dès 2018. En effet, il est désormais fondamental pour les enfants et l'équipe pédagogique d'être scolarisés dans :

- une école à part entière,
- un espace qui répondent aux besoins pédagogiques tels que la présence d'une cour ou encore des espaces structurés,
- une école clairement identifiée comme telle et ancrée dans le paysage urbain : la proximité avec les Halles du Scilt permet d'ailleurs de renforcer l'attractivité de la maison-école... et contribue en retour au rayonnement pittoresque du Vieux Schiltigheim,
- un lieu capable de faire rayonner l'école et la pédagogie Freinet au-delà de ses murs,
- un lieu qui permette une identité forte de ce projet exemplaire qui inspire déjà d'autres structures éducatives.

Les ressources dont nous disposons et les actions déjà mises en oeuvre pour la réussite du projet :

- 5 années d'expérience qui nous montrent que notre projet fonctionne sur les plans pédagogique, humain et financier.
- une présence reconnue dans le mouvement de la pédagogie Freinet, avec des visites d'enseignants.
- une très bonne relation avec l'inspection des écoles privées
- le lieu est trouvé : l'ancien presbytère protestant (17 rue Principale).
- Notre association a dédié une commission au projet de maison-école de sorte que nous disposons de compétences professionnelles en interne oeuvrants dans un cadre bénévole pour la création du projet : parmi les soutiens, nous comptons notamment deux architectes, deux gérants, un fiscaliste.

La Mosaïque, c'est déjà :

- La **pédagogie Freinet** qui donne du sens à l'apprentissage
- 2 classes **multi niveaux** du CP au CM2
- Le **respect des programmes** de l'éducation nationale
- Une ouverture à la **citoyenneté** et à l'**écologie**
- Le développement de la **confiance en soi**, de l'**autonomie** et de la **coopération**
- Le respect du **rythme de l'enfant**
- L'apprentissage de l'**anglais** et de l'**allemand**
- Des pratiques **artistiques, sportives** et d'**expression corporelle**
- Un espace **périscolaire**

Et c'est aussi :

- Une **association** de parents engagés
- Une école privée à **tarification solidaire**

Nos atouts avec l'éducation nationale

Nous travaillons en étroite concertation avec l'inspecteur de l'éducation nationale en charge des écoles privées, et l'inspecteur de la circonscription Eurométropole Nord, pour tout point concernant nos élèves, dès que cela s'impose, ainsi qu'avec l'enseignante référente lorsqu'il s'agit d'un enfant notifié MDPH. Un travail en collaboration avec le SESSAD est établi.

Durant nos cinq premières années d'existence, nous nous sommes astreints à ce que nos élèves puissent à tout moment réintégrer sans difficulté un cursus régulier.

Cécile Cozien, directrice pédagogique de la Mosaïque, est professeur des écoles maître-formateur honoraire, avec 30 années d'expérience en pédagogie Freinet à l'école publique, dont 10 dans le quartier du Neuhof puis 20 en classes uniques de montagne à Wangenbourg-Engenthal.

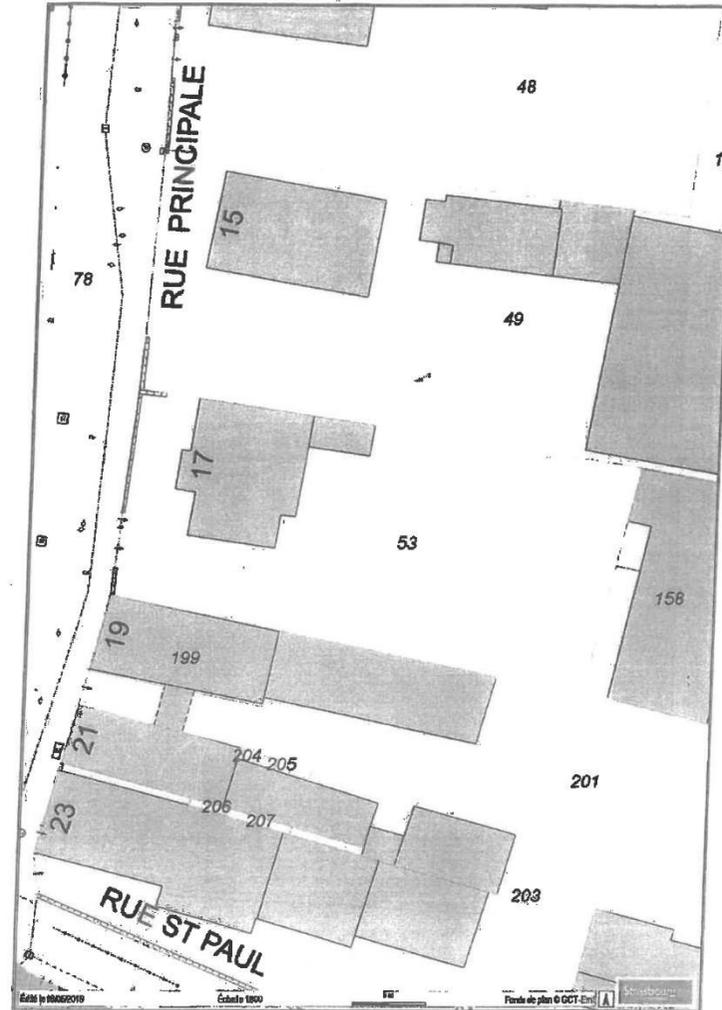
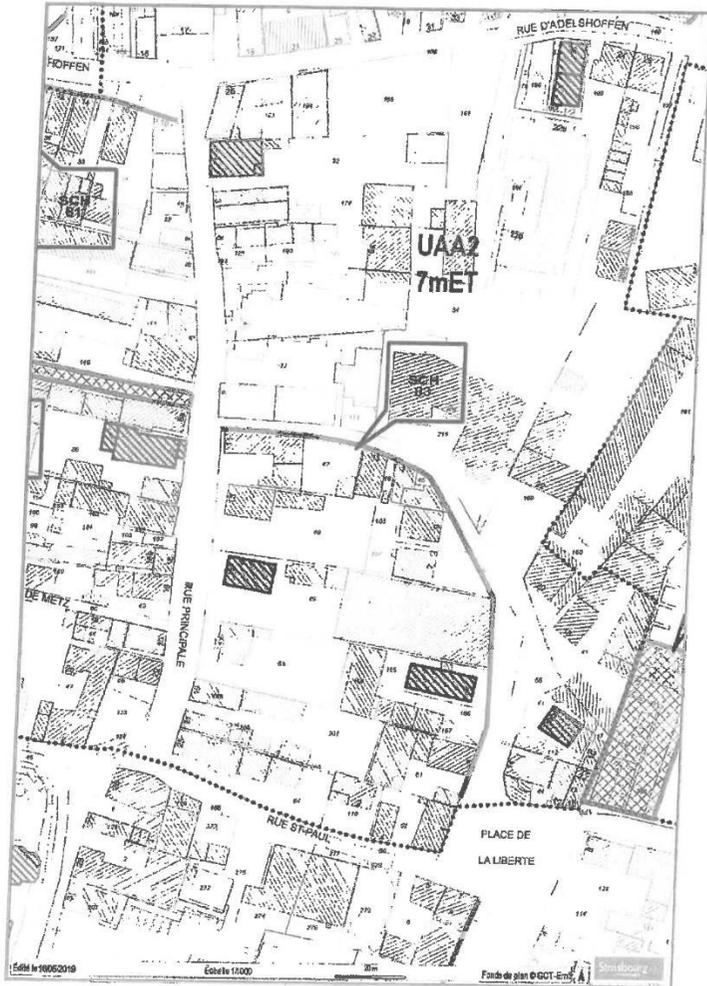
Nos objectifs pour les mois à venir :

- Nous emménageons dans la maison-école. Sa pérennité est garantie grâce à la signature d'un bail emphytéotique auprès de la Mairie de Schiltigheim pour 18 ans.
- L'école La Mosaïque reste une "école pour tous" : bien que l'école soit parentale, associative et privée, notre tarification solidaire permet depuis 5 ans d'accueillir des familles de toutes les catégories sociales.
- Le statut de La Mosaïque est à ce jour privé et hors contrat. Notre école ayant atteint la maturité de 5 années de fonctionnement, elle est en droit de faire demande de mise sous contrat avec l'état d'un poste de nos trois enseignants.

Nos besoins pour mener à bien les étapes à venir :

- Conclure le bail emphytéotique avec la Mairie de Schiltigheim
- Obtenir le soutien de la Mairie de Schiltigheim en prenant en compte les remboursements réels du prêt sur 7 ans dans le montant global des loyers pour permettre l'équilibre des comptes de l'association le temps de la mise sous contrat de l'état d'un enseignant.





ASSOCIATION MON ECOLE
8 rue du Brochet
67300 SCHILTIGHEIM

Dossier financier de l'exercice en Euros
Période du 01/09/2017 au 31/08/2018

Activité principale de l'association :

Nous vous présentons ci-après le dossier de l'exercice.

Fait à SCHILTIGHEIM
Le 31/10/2018

Ophélie DITTLY
Assistante Comptable Confirmée

Simone GOLDER
Expert-comptable

HANS & ASSOCIES STRASBOURG
2 square du Château
B.P. 80044
67300 SCHILTIGHEIM
0390222950

In Euro.

ASSOCIATION MON ECOLE
8 rue du Brochet
67300 SCHILTIGHEIM

COMPTES ANNUELS du 01/09/2017 au 31/08/2018

- Bilan actif-passif
- Compte de résultat
- Détail bilan
- Détail Compte de résultat

HANS & ASSOCIES STRASBOURG
2 square du Château
B.P. 80044
67300 SCHILTIGHEIM
0390222950

In Euro.

BILAN ACTIF

| ACTIF | Exercice N 31/08/2018 12 | | | Exercice N-1 31/08/2017 12 | Ecart N / N-1 | |
|---|-----------------------------|------------------------------------|--------|-------------------------------|---------------|--------|
| | Brut | Amortissements et Provisions | Net | Net | Euros | % |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | | | |
| Frais d'établissement | | | | | | |
| Frais de recherche et de développement | | | | | | |
| Concessions, Brevets et droits similaires | | | | | | |
| Fonds commercial (1) | | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | | | |
| Avances et acomptes | | | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | | | |
| Terrains | | | | | | |
| Constructions | | | | | | |
| Installations techniques Matériel et outillage | | | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 1 666 | 1 666 | | 199 | 199 | 100,00 |
| Immobilisations en cours | | | | | | |
| Avances et acomptes | | | | | | |
| Immobilisations financières (2) | | | | | | |
| Participations mises en équivalence | | | | | | |
| Autres participations | | | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | | | |
| Prêts | | | | | | |
| Autres immobilisations financières | 50 | | 50 | 50 | | |
| Total I | 1 716 | 1 666 | 50 | 249 | 199 | 79,89 |
| Comptes de liaison Total II | | | | | | |
| ACTIF CIRCULANT | | | | | | |
| Stocks et en cours | | | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | | | | | | |
| En-cours de production de biens | | | | | | |
| En-cours de production de services | | | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | | | |
| Marchandises | | | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | | | |
| Créances (3) | | | | | | |
| Créances usagers et comptes rattachés | 3 916 | | 3 916 | 5 729 | 1 813 | 31,65 |
| Autres créances | 2 629 | | 2 629 | 726 | 1 903 | 262,17 |
| Valeurs mobilières de placement | | | | | | |
| Instruments de trésorerie | | | | | | |
| Disponibilités | 16 432 | | 16 432 | 5 957 | 10 474 | 175,83 |
| Charges constatées d'avance (3) | 360 | | 360 | | 360 | |
| Total III | 23 337 | | 23 337 | 12 412 | 10 925 | 88,02 |
| Comptes de Régularisation | | | | | | |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV) | | | | | | |
| Primes de remboursement des obligations (V) | | | | | | |
| Ecart de conversion actif (VI) | | | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI) | 25 053 | 1 666 | 23 387 | 12 661 | 10 726 | 84,72 |

(1) Droit en bail
(2) Droit à moins d'un an
(3) Droit à plus d'un an

En Euros

HANS & ASSOCIES STRASBOURG

BILAN PASSIF

| PASSIF | Exercice N 31/08/2018 12 | Exercice N-1 31/08/2017 12 | Ecart N / N-1 | |
|--|-----------------------------|-------------------------------|---------------|--------|
| | | | Euros | % |
| FONDS PROPRES | | | | |
| Fonds propres | | | | |
| Fonds associatifs sans droit de reprise | 6 000 | 9 000 | 3 000 | 33,33 |
| Ecart de réévaluation | | | | |
| Réserves : | | | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | | |
| Réserves réglementées | | | | |
| Autres réserves | | | | |
| Report à nouveau | 11 076 | 11 523 | -447 | -3,88 |
| Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits) | 6 345 | 447 | 5 899 | NB |
| Autres fonds associatifs | | | | |
| Fonds associatifs avec droit de reprise : | | | | |
| Apports | | | | |
| Lega et donations | | | | |
| Résultats sous contrôle de tiers financiers | | | | |
| Ecart de réévaluation | | | | |
| Subventions d'investissement sur biens non renouvelables | | | | |
| Provisions réglementées | | | | |
| Droit des propriétaires | | | | |
| Total I | 1 269 | 2 076 | 3 345 | 161,11 |
| Comptes de liaison Total II | | | | |
| PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS | | | | |
| Provisions pour risques | | | | |
| Provisions pour charges | | | | |
| Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement | | | | |
| Fonds dédiés sur autres ressources | | | | |
| Total III | | | | |
| DETTES (1) | | | | |
| Emprunts obligataires | | | | |
| Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2) | 9 | | 9 | |
| Emprunts et dettes financières divers | 4 358 | 5 169 | 811 | 15,68 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 9 563 | 1 759 | 7 804 | 443,67 |
| Dettes fiscales et sociales | 2 713 | 6 943 | 4 230 | 60,92 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Autres dettes | 3 000 | | 3 000 | |
| Instruments de trésorerie | | | | |
| Comptes de Régularisation | | | | |
| Produits constatés d'avance | 2 474 | 866 | 1 608 | 185,73 |
| Total IV | 22 118 | 14 737 | 7 381 | 50,08 |
| Ecart de conversion passif (V) | | | | |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 23 387 | 12 661 | 10 726 | 84,72 |

(1) Droit à plus d'un an
Dont à moins d'un an
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

En Euros

HANS & ASSOCIES STRASBOURG

COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|--|---------------|----|---------------|----|---------------|---------------|
| | 31/08/2018 | 12 | 31/08/2017 | 12 | Euros | % |
| Produits d'exploitation (1) | | | | | | |
| Ventes de marchandises | | | | | | |
| Production vendue de Biens et Services | 73 079 | | 62 309 | | 10 770 | 17.28 |
| Production stockée | | | | | | |
| Production immobilisée | | | | | | |
| Subventions d'exploitation | 660 | | 15 685 | | 15 025 | 95.79 |
| Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges | 1 816 | | | | 1 816 | |
| Collectes | | | | | | |
| Cotisations | 340 | | 270 | | 70 | 25.93 |
| Autres produits | 0 | | 1 | | 1 | 91.00 |
| Total I | 75 895 | | 78 265 | | 2 370 | 3.03 |
| Charges d'exploitation (2) | | | | | | |
| Achats de marchandises | | | | | | |
| Variation de stock (marchandises) | | | | | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | | | | | | |
| Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements) | | | | | | |
| Autres achats et charges externes | 17 978 | | 20 898 | | 2 920 | 13.97 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 409 | | | | 409 | |
| Salaires et traitements | 44 211 | | 50 690 | | 6 480 | 12.78 |
| Charges sociales | 10 065 | | 8 168 | | 1 897 | 23.22 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | | | | | |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements | 199 | | 833 | | 634 | 76.15 |
| Sur immobilisations : dotations aux provisions | | | | | | |
| Sur actif circulant : dotations aux provisions | | | | | | |
| Pour risques et charges : dotations aux provisions | | | | | | |
| Subventions accordées par l'association | | | | | | |
| Autres charges (2) | 2 464 | | | | 2 464 | |
| Total II | 75 325 | | 80 590 | | 5 264 | 6.53 |
| 1 - Résultat d'exploitation (I-II) | 570 | | 2 324 | | 2 894 | 124.50 |
| Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun | | | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III) | | | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV) | | | | | | |

(1) Dont produits affectés à des exercices antérieurs
(2) Dont charges affectées à des exercices antérieurs

En Euros

HANS & ASSOCIES STRASBOURG

DETAIL BILAN PASSIF

| | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|--|------------------|----|------------------|----|------------------|---------------|
| | 31/08/2018 | 12 | 31/08/2017 | 12 | Euros | % |
| PASSIF | | | | | | |
| FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE | 6 000.00 | | 9 000.00 | | 3 000.00 | 33.33 |
| 10210000 Fonds associatif avec droit de | 6 000.00 | | 9 000.00 | | 3 000.00 | 33.33 |
| REPORT A NOUVEAU | 11 076.43 | | 11 523.27 | | 446.84 | 3.88 |
| 11900000 Report à nouveau (d) | 11 076.43 | | 11 523.27 | | 446.84 | 3.88 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (EXCEDENTS OU DEFICITS) | 6 345.44 | | 446.84 | | 5 898.60 | NS |
| TOTAL FONDS ASSOCIATIFS | 1 269.01 | | 2 076.43 | | 3 345.44 | 161.11 |
| EMPRUNTS ET DETTES AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT | 8.55 | | 8.55 | | 8.55 | |
| 51860000 Interêts courus à payer | 8.55 | | 8.55 | | 8.55 | |
| EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS | 4 358.48 | | 5 169.06 | | 810.58 | 15.68 |
| 16500000 Dépôts et cautionnements reçus | 4 358.48 | | 5 169.06 | | 810.58 | 15.68 |
| DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES | 9 563.34 | | 1 759.04 | | 7 804.30 | 443.67 |
| 40100000 Fournisseurs collectifs | 110.54 | | 895.04 | | 784.50 | 87.65 |
| 40810000 Fournisseurs - Factures non pa | 9 452.80 | | 864.00 | | 8 588.80 | 994.07 |
| DETTES FISCALES ET SOCIALES | 2 713.22 | | 6 943.30 | | 4 230.08 | 60.92 |
| 42100000 Personnel - Rémunérations dues | | | 4 719.47 | | 4 719.47 | 100.00 |
| 42860000 Personnel - Autres charges a p | 107.58 | | | | 107.58 | |
| 43100000 Sécurité Sociale | 1 414.00 | | 1 724.55 | | 310.55 | 18.01 |
| 43720000 Caisse Municipale | 84.80 | | | | 84.80 | |
| 43721000 Caisse Prévoyance | 107.28 | | | | 107.28 | |
| 43730000 Caisse de retraite | 817.15 | | | | 817.15 | |
| 43760000 Organisme de formation | | | 139.01 | | 139.01 | 100.00 |
| 43780000 Autres organismes sociaux | | | 360.27 | | 360.27 | 100.00 |
| 43860000 Organismes Soc- Autres ch à pay | 182.41 | | | | 182.41 | |
| AUTRES DETTES | 3 000.00 | | | | 3 000.00 | |
| 46860000 Divers - Charges à payer | 3 000.00 | | | | 3 000.00 | |
| PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | 2 474.42 | | 866.00 | | 1 608.42 | 185.73 |
| 48700000 Produits constatés d'avance | 2 474.42 | | 866.00 | | 1 608.42 | 185.73 |
| TOTAL DETTES | 22 118.01 | | 14 737.40 | | 7 380.61 | 50.08 |
| TOTAL GENERAL | 23 387.02 | | 12 660.97 | | 10 726.05 | 84.72 |

En Euros

HANS & ASSOCIES STRASBOURG

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|---|------------------|------------------|------------------|--------------|---------------|---|
| | 31/08/2018 | 12 | 31/08/2017 | 12 | Euros | % |
| PRODUCTION VENDUE DE BIENS ET SERVICES | 73 079.22 | 62 309.31 | 10 769.91 | 17.28 | | |
| 70600000 Prestations de services | 72 859.22 | 61 208.66 | 11 650.56 | 19.03 | | |
| 70610000 Frais de dossier | 220.00 | | 220.00 | | | |
| 70800060 Produits activités annexes | | 1 100.65 | 1 100.65 | 100.00 | | |
| SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | 660.00 | 15 684.84 | 15 024.84 | 95.79 | | |
| 74000000 Subventions d'exploitation | 660.00 | | 660.00 | | | |
| 74100000 Aide CUI | | 15 684.84 | 15 684.84 | 100.00 | | |
| REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS, TRANSFERTS DE CHARGES | 1 815.51 | | 1 815.51 | | | |
| 79110000 Fournitures à refacturer | 1 815.51 | | 1 815.51 | | | |
| COTISATIONS | 340.00 | 270.00 | 70.00 | 25.93 | | |
| 75600000 Cotisations membres | 340.00 | 270.00 | 70.00 | 25.93 | | |
| AUTRES PRODUITS | 0.09 | 1.00 | 0.91 | 91.00 | | |
| 75800000 Prod.divers gestion courante | 0.09 | 1.00 | 0.91 | 91.00 | | |
| TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION | 75 894.82 | 78 265.15 | 2 370.33 | 3.03 | | |
| AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES | 17 978.26 | 20 898.11 | 2 919.85 | 13.97 | | |
| 60400000 Achats études & prest.service | 559.00 | 2 187.66 | 2 746.66 | 125.55 | | |
| 60630000 Achats fourn. entretien | 18.48 | 861.20 | 842.72 | 97.85 | | |
| 60631000 Achats petit équipement | 685.75 | | 685.75 | | | |
| 60640000 Achats fourn. administratives | 512.95 | 1 665.89 | 1 152.94 | 69.21 | | |
| 60650000 Matériel Pédagogique | 650.49 | 528.63 | 121.86 | 23.05 | | |
| 60680000 Autres matières et fournitures | | 35.80 | 35.80 | 100.00 | | |
| 60800000 Frais accessoires d'achat | | 7.00 | 7.00 | 100.00 | | |
| 61100000 Sous-traitance générale | | 1 820.47 | 1 820.47 | 100.00 | | |
| 61320000 Locations immobilières | 8 500.00 | 10 174.10 | 1 674.10 | 16.45 | | |
| 61550000 Entr. & répar./biens mobiliers | 38.00 | | 38.00 | | | |
| 61600000 Primes d'assurances | 339.19 | 339.19 | | | | |
| 61800000 Services extérieurs divers | | 60.00 | 60.00 | 100.00 | | |
| 62260000 Honoraires | 2 208.69 | | 2 208.69 | | | |
| 62310000 Publications & insertions | 210.80 | | 210.80 | | | |
| 62340000 Cadeaux à la clientèle | 442.80 | | 442.80 | | | |
| 62310000 Voyages et déplacements | 3 856.90 | 2 336.51 | 1 520.39 | 65.07 | | |
| 62560000 Missions et réceptions | 124.66 | | 124.66 | | | |
| 62610000 Frais postaux | 61.74 | 100.65 | 38.91 | 38.66 | | |
| 62620000 Frais de télécommunications | 758.26 | 633.60 | 124.66 | 19.67 | | |
| 62700000 Services bancaires | 57.41 | | 71.14 | 123.92 | | |
| 62800000 Divers | | 90.00 | 90.00 | 100.00 | | |
| IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES | 408.60 | | 408.60 | | | |
| 63330000 Part.empl.form.prof.continue | 309.60 | | 309.60 | | | |
| 63580000 Autres droits | 99.00 | | 99.00 | | | |
| SALAIRES ET TRAITEMENTS | 44 210.61 | 50 690.15 | 6 479.54 | 12.78 | | |
| 64100000 Salaires | 48 591.49 | 38 372.34 | 10 219.15 | 26.63 | | |
| 64130000 Primes et gratifications | | 239.20 | 239.20 | 100.00 | | |
| 64140000 Indemnités et avantages divers | 5 047.88 | 12 078.61 | 17 126.49 | 141.79 | | |
| 64141000 Service civique - indemnités | 667.00 | | 667.00 | | | |

En Euros

HANS & ASSOCIES STRASBOURG

COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|---|---------------|---------------|--------------|----|---------------|---------------|
| | 31/08/2018 | 12 | 31/08/2017 | 12 | Euros | % |
| Produits financiers | | | | | | |
| Produits financiers de participations | | | | | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilier | | | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 21 | | | | 21 | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | | |
| Différences positives de change | | | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | | |
| Total V | 21 | | | | 21 | |
| Charges financières | | | | | | |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | | | | | |
| Intérêts et charges assimilés | | | | | | |
| Différences négatives de change | | | | | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | | |
| Total VI | | | | | | |
| 2. Résultat financier (V-VI) | 21 | | | | 21 | |
| 3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI) | 590 | 2 324 | | | 2 915 | 125.39 |
| Produits exceptionnels | | | | | | |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 1 406 | | 933 | | 473 | 50.74 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 6 640 | | 1 838 | | 4 802 | 261.22 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | | |
| Total VII | 8 046 | 2 771 | | | 5 275 | 190.36 |
| Charges exceptionnelles | | | | | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 2 291 | | | | 2 291 | |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | | | | | |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions | | | | | | |
| Total VIII | 2 291 | | | | 2 291 | |
| 4. Résultat exceptionnel (VII-VIII) | 5 755 | 2 771 | | | 2 984 | 107.68 |
| Impôts sur les bénéfices (IX) | | | | | | |
| Total des produits (I+II+V+VII) | 83 962 | 81 036 | | | 2 926 | 3.61 |
| Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX) | 77 617 | 80 590 | | | 2 973 | 3.69 |
| Solde intermédiaire | 6 345 | 447 | | | 5 899 | NS |
| + Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs | | | | | | |
| - Engagements à réaliser sur ressources affectées | | | | | | |
| 5. EXCEDENTS OU DEFICITS | 6 345 | 447 | | | 5 899 | NS |

En Euros

HANS & ASSOCIES STRASBOURG

DETAIL BILAN ACTIF

| ACTIF | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|--|------------|----|--------------|----------|---------------|--------|
| | 31/08/2018 | 12 | 31/08/2017 | 12 | Euros | % |
| AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | 196,68 | 196,68 | 100,00 |
| 21810000 Instal.gén.agenc.amérég.divers | 229,00 | | 229,00 | | | |
| 21830000 Mat.bureau & mat.informatique | 687,00 | | 687,00 | | | |
| 21840000 Mobilier | 750,00 | | 750,00 | | | |
| 28181000 Amort.agenc.instal.divers | 229,00 | | 229,00 | | | |
| 28183000 Amort.mat.bureau & inform. | 667,00 | | 614,71 | 72,29 | 11,76 | |
| 28184000 Amort.mobilier | 750,00 | | 623,61 | 126,39 | 20,27 | |
| AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 50,00 | | 50,00 | | | |
| 27500000 Dépôts et cautionnement versés | 50,00 | | 50,00 | | | |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE | 50,00 | | 218,68 | | 196,68 | 79,89 |
| CREANCES USAGERS ET COMPTES RATTACHES | 3 916,12 | | 5 729,20 | | 1 813,08 | 31,65 |
| 41100000 Clients collectifs | 3 916,12 | | 5 729,20 | | 1 813,08 | 31,65 |
| AUTRES CREANCES | 2 629,44 | | 726,03 | | 1 903,41 | 262,17 |
| 42100000 Personnel - Rémunérations dues | 1 969,44 | | | 1 969,44 | | |
| 43730000 Caisse de retraite | | | 644,47 | 644,47 | 100,00 | |
| 43781000 Mutuelle | | | 81,56 | 81,56 | 100,00 | |
| 44100000 Etat - Subventions à recevoir | 660,00 | | | 660,00 | | |
| DISPONIBILITES | 16 431,51 | | 5 957,06 | | 10 474,45 | 175,83 |
| 51200000 Crédit Mutuel | 4 342,51 | | 1 069,62 | 3 272,89 | 305,99 | |
| 51210000 Banque 2 | 11 749,85 | | 4 729,09 | 7 020,76 | 148,46 | |
| 53100000 Caisse | 339,15 | | 158,35 | 180,80 | 114,18 | |
| CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | 359,95 | | | 359,95 | | |
| 48600000 Charges constatées d'avance | 359,95 | | | 359,95 | | |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT | 23 337,02 | | 12 412,29 | | 10 924,73 | 88,02 |
| TOTAL GENERAL | 23 387,02 | | 12 660,97 | | 10 726,05 | 84,72 |

En Euros

HANS & ASSOCIES STRASBOURG

COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|--|------------|----|--------------|----|---------------|--------|
| | 31/08/2018 | 12 | 31/08/2017 | 12 | Euros | % |
| Produits d'exploitation (1) | | | | | | |
| Ventes de marchandises | | | | | | |
| Production vendue de Biens et Services | 73 079 | | 62 309 | | 10 770 | 17,28 |
| Production stockée | | | | | | |
| Production immobilisée | | | | | | |
| Subventions d'exploitation | 660 | | 15 685 | | 15 025 | 95,79 |
| Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges | 1 816 | | | | 1 816 | |
| Collectes | | | | | | |
| Cotisations | 340 | | 270 | | 70 | 25,93 |
| Autres produits | 0 | | 1 | | 1 | 91,00 |
| Total I | 75 895 | | 78 265 | | 2 370 | 3,03 |
| Charges d'exploitation (2) | | | | | | |
| Achats de marchandises | | | | | | |
| Variation de stock (marchandises) | | | | | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | | | | | | |
| Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements) | | | | | | |
| Autres achats et charges externes | 17 978 | | 20 898 | | 2 920 | 13,97 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 409 | | | | 409 | |
| Salaires et traitements | 44 211 | | 50 690 | | 6 480 | 12,78 |
| Charges sociales | 10 065 | | 8 168 | | 1 897 | 23,22 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | | | | | |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements | 199 | | 833 | | 634 | 76,15 |
| Sur immobilisations : dotations aux provisions | | | | | | |
| Sur actif circulant : dotations aux provisions | | | | | | |
| Pour risques et charges : dotations aux provisions | | | | | | |
| Subventions accordées par l'association | | | | | | |
| Autres charges (2) | 2 464 | | | | 2 464 | |
| Total II | 75 325 | | 80 590 | | 5 264 | 6,53 |
| 1 - Résultat d'exploitation (I-II) | 570 | | 2 324 | | 2 894 | 124,50 |
| Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun | | | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III) | | | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV) | | | | | | |

(1) Pour produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

En Euros

HANS & ASSOCIES STRASBOURG

COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|---|------------|-------|--------------|----|---------------|--------|
| | 31/08/2018 | 12 | 31/08/2017 | 12 | Euros | % |
| Produits financiers | | | | | | |
| Produits financiers de participations | | | | | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilier | | | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | 21 | | | 21 | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | | |
| Différences positives de change | | | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | | |
| Total V | | 21 | | | 21 | |
| Charges financières | | | | | | |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | | | | | |
| Intérêts et charges assimilés | | | | | | |
| Différences négatives de change | | | | | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | | |
| Total VI | | | | | | |
| 2. Résultat financier (V-VI) | | 21 | | | 21 | |
| 3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI) | | 590 | 2 324 | | 2 915 | 125,39 |
| Produits exceptionnels | | | | | | |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 1 406 | | 933 | | 473 | 50,74 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 6 640 | | 1 838 | | 4 802 | 261,22 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | | |
| Total VII | 8 046 | | 2 771 | | 5 275 | 190,36 |
| Charges exceptionnelles | | | | | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 2 291 | | | | 2 291 | |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | | | | | |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions | | | | | | |
| Total VIII | 2 291 | | | | 2 291 | |
| 4. Résultat exceptionnel (VII-VIII) | | 5 755 | 2 771 | | 2 984 | 107,68 |
| Impôts sur les bénéfices (IX) | | | | | | |
| Total des produits (I+III+V+VII) | 83 962 | | 81 036 | | 2 926 | 3,61 |
| Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX) | 77 617 | | 80 590 | | 2 973 | 3,69 |
| Solde intermédiaire | 6 345 | | 447 | | 5 898 | NS |
| + Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs | | | | | | |
| - Engagements à réaliser sur ressources affectées | | | | | | |
| 5. EXCEDENTS OU DEFICITS | 6 345 | | 447 | | 5 898 | NS |

En Euros

HANS & ASSOCIES STRASBOURG

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|--|------------------|------------------|-----------------|---------------|---------------|---|
| | 31/08/2018 | 12 | 31/08/2017 | 12 | Euros | % |
| CHARGES SOCIALES | 10 065,14 | 8 168,26 | 1 896,88 | 23,22 | | |
| 64510000 Cotisations Unearf | 6 470,11 | 3 741,35 | 2 728,76 | 72,94 | | |
| 64520000 Cotisations mutuelles | 166,44 | 244,35 | 77,91 | 31,88 | | |
| 64521000 Cotisations Prévoyance | 310,65 | | 310,65 | | | |
| 64530000 Cotisations retraites salariés | 2 842,50 | 2 258,77 | 583,73 | 25,84 | | |
| 64540000 Asséhic | | 1 464,46 | 1 464,46 | 100,00 | | |
| 64580000 Cotisations autres organismes | | 247,06 | 247,06 | 100,00 | | |
| 64581000 Formation | | 193,45 | 193,45 | 100,00 | | |
| 64700000 Autres charges sociales | | 18,82 | 18,82 | 100,00 | | |
| 64800000 Autres charges de personnel | 64,44 | | 64,44 | | | |
| 64810000 Formation professionnelle | 211,00 | | 211,00 | | | |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS | 198,68 | 833,00 | 634,32 | 76,15 | | |
| 68112000 Dot.amort.immob.corporelles | 198,68 | 833,00 | 634,32 | 76,15 | | |
| AUTRES CHARGES | 2 464,03 | | 2 464,03 | | | |
| 65400000 Pertes/créances irrécouvrables | 2 464,03 | | 2 464,03 | | | |
| TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION | 75 325,32 | 80 589,52 | 5 264,20 | 6,53 | | |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 569,50 | 2 324,37 | 2 893,87 | 124,50 | | |
| AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES | 20,76 | | 20,76 | | | |
| 76000000 Produits financiers | 20,76 | | 20,76 | | | |
| TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS | 20,76 | | 20,76 | | | |
| RESULTAT FINANCIER | 20,76 | | 20,76 | | | |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | 590,26 | 2 324,37 | 2 914,63 | 125,39 | | |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION | 1 406,45 | 933,00 | 473,45 | 50,74 | | |
| 77100000 Produits except.opé.gestion | 1 406,45 | 933,00 | 473,45 | 50,74 | | |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS EN CAPITAL | 6 640,00 | 1 838,21 | 4 801,79 | 261,22 | | |
| 75700000 Dons | 2 440,00 | 1 838,21 | 601,79 | 32,74 | | |
| 75710000 MECENAT | 4 200,00 | | 4 200,00 | | | |
| TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS | 8 046,45 | 2 771,21 | 5 275,24 | 190,36 | | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION | 2 291,27 | | 2 291,27 | | | |
| 67200000 Charges sur exercices antérieur | 2 291,27 | | 2 291,27 | | | |
| TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES | 2 291,27 | | 2 291,27 | | | |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | 5 755,18 | 2 771,21 | 2 983,97 | 107,68 | | |
| TOTAL PRODUITS | 83 962,03 | 81 036,36 | 2 925,67 | 3,61 | | |
| TOTAL DES CHARGES | 77 616,59 | 80 589,52 | 2 972,93 | 3,69 | | |
| SOLDE INTERMEDIAIRE | 6 345,44 | 446,84 | 5 898,60 | NS | | |

En Euros

HANS & ASSOCIES STRASBOURG

ASSOCIATION MON ECOLE

8 rue du Brochet

67300 SCHILTIGHEIM

ASSOCIATION MON ECOLE

8 rue du Brochet

67300 SCHILTIGHEIM

Dossier financier de l'exercice en Euros
Période du 01/09/2018 au 31/08/2019

Activité principale de l'association :

Nous vous présentons ci-après le dossier de l'exercice.

COMPTES ANNUELS au 31/08/2019

| | Pages |
|-----------------------------|--------|
| - Bilan actif-passif | 1 et 2 |
| - Compte de résultat | 3 et 4 |
| - Détail bilan | 5 et 6 |
| - Détail Compte de résultat | 7 et 8 |

Fait à SCHILTIGHEIM
Le 07/11/2019

Ophélie DITTLY
Assistante Comptable Confirmée

Simone GOLDER
Expert-comptable

HANS & ASSOCIES STRASBOURG
2 square du Château
B.P. 80044
67300 SCHILTIGHEIM
0390222950

HANS & ASSOCIES STRASBOURG
2 square du Château
B.P. 80044
67300 SCHILTIGHEIM
0390222950

BILAN ACTIF

| ACTIF | Exercice N 31/08/2019 12 | | | Exercice N-1 31/08/2018 12 | | Ecart N / N-1 | |
|---|-----------------------------|------------------------------------|--------|-------------------------------|-------|---------------|--|
| | Brut | Amortissements et Provisions | Net | Net | Euros | % | |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | | | | |
| Frais d'établissement | | | | | | | |
| Frais de recherche et de développement | | | | | | | |
| Concessions, Brevets et droits similaires | | | | | | | |
| Fonds commercial (1) | | | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | | | | |
| Avances et acomptes | | | | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | | | | |
| Terrains | | | | | | | |
| Constructions | | | | | | | |
| Installations techniques Matériel et outillage | | | | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 1 666 | 1 666 | | | | | |
| Immobilisations en cours | | | | | | | |
| Avances et acomptes | | | | | | | |
| Immobilisations financières (2) | | | | | | | |
| Participations mises en équivalence | | | | | | | |
| Autres participations | | | | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | | | | |
| Prêts | | | | | | | |
| Autres immobilisations financières | 50 | | 50 | 50 | | | |
| Total I | 1 716 | 1 666 | 50 | 50 | | | |
| Comptes de liaison | | | | | | | |
| Total II | | | | | | | |
| ACTIF CIRCULANT | | | | | | | |
| Stocks et en cours | | | | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | | | | | | | |
| En-cours de production de biens | | | | | | | |
| En-cours de production de services | | | | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | | | | |
| Marchandises | | | | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | | | | |
| Créances (3) | | | | | | | |
| Créances usagers et comptes rattachés | 2 677 | | 2 677 | 3 916 | 1 239 | 31.64 | |
| Autres créances | 2 268 | | 2 268 | 2 629 | 361 | 13.73 | |
| Valeurs mobilières de placement | | | | | | | |
| Instruments de trésorerie | | | | | | | |
| Disponibilités | 21 450 | | 21 450 | 16 432 | 5 018 | 30.54 | |
| Charges constatées d'avance (3) | | | | 360 | 360 | 100.00 | |
| Total III | 26 395 | | 26 395 | 23 337 | 3 058 | 13.10 | |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV) | | | | | | | |
| Primes de remboursement des obligations (V) | | | | | | | |
| Ecart de conversion actif (VI) | | | | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI) | 28 111 | 1 666 | 26 445 | 23 387 | 3 058 | 13.08 | |

(1) Droit de bail
(2) Droit à moins d'un an
(3) Droit à plus d'un an

BILAN PASSIF

| PASSIF | Exercice N 31/08/2019 12 | | Exercice N-1 31/08/2018 12 | | Ecart N / N-1 | |
|--|-----------------------------|---|-------------------------------|---|---------------|--------|
| | Euros | % | Euros | % | Euros | % |
| FONDS PROPRES | | | | | | |
| Fonds associatifs sans droit de reprise | 3 000 | | 6 000 | | 3 000 | 50.00 |
| Ecart de réévaluation | | | | | | |
| Réserves : | | | | | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | | | | |
| Réserves réglementées | | | | | | |
| Autres réserves | 4 731 | | 11 076 | | 6 345 | 57.29 |
| Report à nouveau | | | | | | |
| Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits) | 12 947 | | 6 345 | | 6 601 | 104.03 |
| Autres fonds associatifs | | | | | | |
| Fonds associatifs avec droit de reprise : | | | | | | |
| Apports | | | | | | |
| Legs et donations | | | | | | |
| Résultats sous contrôle de tiers financeurs | | | | | | |
| Ecart de réévaluation | | | | | | |
| Subventions d'investissement sur biens non renouvelables | | | | | | |
| Provisions réglementées | | | | | | |
| Droit des propriétaires | | | | | | |
| Total I | 11 216 | | 1 269 | | 9 947 | 783.82 |
| Comptes de liaison | | | | | | |
| Total II | | | | | | |
| PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS | | | | | | |
| Provisions pour risques | | | | | | |
| Provisions pour charges | | | | | | |
| Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement | | | | | | |
| Fonds dédiés sur autres ressources | | | | | | |
| Total III | | | | | | |
| DETTES (1) | | | | | | |
| Emprunts obligataires | | | | | | |
| Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2) | 85 | | 9 | | 77 | 898.71 |
| Emprunts et dettes financières divers | 3 800 | | 4 358 | | 559 | 12.82 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 5 496 | | 9 563 | | 4 077 | 42.63 |
| Dettes fiscales et sociales | 2 349 | | 2 713 | | 364 | 13.43 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | | | |
| Autres dettes | 3 509 | | 3 000 | | 509 | 16.97 |
| Instruments de trésorerie | | | | | | |
| Produits constatés d'avance | | | 2 474 | | 2 474 | 100.00 |
| Total IV | 15 229 | | 22 118 | | 6 889 | 31.15 |
| Ecart de conversion passif (V) | | | | | | |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 26 445 | | 23 387 | | 3 058 | 13.08 |

(1) Droit à plus d'un an
(2) Droit à moins d'un an
(3) Droit à moins d'un an
(4) Droit à moins d'un an

15 229
19 644
71

COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|--|------------|----|--------------|----|---------------|--------|
| | 31/08/2019 | 12 | 31/08/2018 | 12 | Euros | % |
| Produits d'exploitation (1) | | | | | | |
| Ventes de marchandises | | | | | | |
| Production vendue de Biens et Services | 94 643 | | 73 079 | | 21 563 | 29,51 |
| Production stockée | | | | | | |
| Production immobilisée | | | | | | |
| Subventions d'exploitation | 2 210 | | 660 | | 1 550 | 234,85 |
| Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges | | | 1 816 | | 1 816 | 100,00 |
| Collectes | | | | | | |
| Cotisations | 460 | | 340 | | 120 | 35,29 |
| Autres produits | 1 | | 6 640 | | 6 639 | 99,99 |
| Total I | 97 313 | | 82 535 | | 14 778 | 17,91 |
| Charges d'exploitation (2) | | | | | | |
| Achats de marchandises | | | | | | |
| Variation de stock (marchandises) | | | | | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | | | | | | |
| Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements) | | | | | | |
| Autres achats et charges externes | 17 827 | | 17 978 | | 151 | 0,84 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 561 | | 409 | | 152 | 37,20 |
| Salaires et traitements | 56 588 | | 44 211 | | 12 377 | 28,00 |
| Charges sociales | 9 917 | | 10 065 | | 148 | 1,47 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | | | | | |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements | | | 199 | | 199 | 100,00 |
| Sur immobilisations : dotations aux provisions | | | | | | |
| Sur actif circulant : dotations aux provisions | | | | | | |
| Pour risques et charges : dotations aux provisions | | | | | | |
| Subventions accordées par l'association | | | | | | |
| Autres charges (2) | 8 | | 2 464 | | 2 456 | 99,67 |
| Total II | 84 901 | | 75 325 | | 9 576 | 12,71 |
| 1 - Résultat d'exploitation (I-II) | 12 412 | | 7 210 | | 5 203 | 72,17 |
| Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun | | | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III) | | | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV) | | | | | | |

(1) Doit produire afférents à des exercices antérieurs
(2) Doit charger afférents à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|---|------------|----|--------------|----|---------------|--------|
| | 31/08/2019 | 12 | 31/08/2018 | 12 | Euros | % |
| Produits financiers | | | | | | |
| Produits financiers de participations | | | | | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilier | | | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 96 | | 21 | | 75 | 360,16 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | | |
| Différences positives de change | | | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | | |
| Total V | 96 | | 21 | | 75 | 360,16 |
| Charges financières | | | | | | |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | | | | | |
| Intérêts et charges assimilés | | | | | | |
| Différences négatives de change | | | | | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | | |
| Total VI | | | | | | |
| 2. Résultat financier (V-VI) | 96 | | 21 | | 75 | 360,16 |
| 3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI) | 12 508 | | 7 230 | | 5 278 | 72,99 |
| Produits exceptionnels | | | | | | |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 439 | | 1 406 | | 968 | 68,80 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | | | | | | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | | |
| Total VII | 439 | | 1 406 | | 968 | 68,80 |
| Charges exceptionnelles | | | | | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | | | 2 291 | | 2 291 | 100,00 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | | | | | |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions | | | | | | |
| Total VIII | | | 2 291 | | 2 291 | 100,00 |
| 4. Résultat exceptionnel (VII-VIII) | 439 | | 885 | | 1 324 | 149,60 |
| Impôts sur les bénéfices (IX) | | | | | | |
| Total des produits (I+III+V+VII) | 97 848 | | 83 962 | | 13 886 | 16,54 |
| Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX) | 84 901 | | 77 617 | | 7 284 | 9,39 |
| Solde intermédiaire | 12 947 | | 6 345 | | 6 601 | 104,03 |
| + Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs | | | | | | |
| - Engagements à réaliser sur ressources affectées | | | | | | |
| 5. EXCEDENTS OU DEFICITS | 12 947 | | 6 345 | | 6 601 | 104,03 |

DETAIL BILAN ACTIF

| ACTIF | Exercice N 31/08/2019 12 | Exercice N-1 31/08/2018 12 | Ecart N / N-1 | |
|--|-----------------------------|-------------------------------|---------------|--------|
| | | | Euros | % |
| AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| 21810000 Instal.gén.agenc.aménag divers | 229,00 | 229,00 | | |
| 21830000 Mat bureau & mat informatique | 687,00 | 687,00 | | |
| 21840000 Mobilier | 750,00 | 750,00 | | |
| 28181000 Amort.agenc.instal.divers | 229,00 | 229,00 | | |
| 28183000 Amort.mat bureau & inform. | 687,00 | 687,00 | | |
| 28184000 Amort.mobilier | 750,00 | 750,00 | | |
| AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| 27380000 Dépôts et cautionnement versés | 50,00 | 50,00 | | |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE | 50,00 | 50,00 | | |
| CREANCES USAGERS ET COMPTES RATTACHES | | | | |
| 41100000 Clients collectifs | 2 677,05 | 3 916,12 | 1 239,07 | 31,64 |
| AUTRES CREANCES | | | | |
| 42100000 Personnel - Rémunérations dues | 2 268,34 | 2 629,44 | 361,10 | 13,73 |
| 44100000 Etat - Subventions à recevoir | 2 268,34 | 1 969,44 | 298,90 | 15,18 |
| | | 660,00 | 660,00 | 100,00 |
| DISPONIBILITES | | | | |
| 51200000 Crédit Mutuel | 21 449,57 | 16 431,51 | 5 018,06 | 30,54 |
| 51210000 Crédit Mutuel Livret Bleu | 949,57 | 4 342,51 | 3 392,94 | 78,13 |
| 53100000 Caisse | 20 500,00 | 11 749,85 | 8 750,15 | 74,47 |
| | | 339,15 | 339,15 | 100,00 |
| CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | | | | |
| 48600000 Charges constatées d'avance | | 359,95 | 359,95 | 100,00 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT | 26 394,96 | 23 337,02 | 3 057,94 | 13,10 |
| TOTAL GENERAL | 26 444,96 | 23 387,02 | 3 057,94 | 13,08 |

DETAIL BILAN PASSIF

| PASSIF | Exercice N 31/08/2019 12 | Exercice N-1 31/08/2018 12 | Ecart N / N-1 | |
|---|-----------------------------|-------------------------------|---------------|--------|
| | | | Euros | % |
| FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE | | | | |
| 10210000 Fonds associatif avec droit de | 3 000,00 | 6 000,00 | 3 000,00 | 50,00 |
| | 3 000,00 | 6 000,00 | 3 000,00 | 50,00 |
| REPORT A NOUVEAU | | | | |
| 11900000 Report à nouveau (d) | 4 730,99 | 11 076,43 | 6 345,44 | 57,29 |
| | 4 730,99 | 11 076,43 | 6 345,44 | 57,29 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (EXCEDENTS OU DEFICITS) | | | | |
| | 12 946,70 | 6 345,44 | 6 601,26 | 104,03 |
| TOTAL FONDS ASSOCIATIFS | 11 215,71 | 1 269,01 | 9 946,70 | 783,82 |
| EMPRUNTS ET DETTES AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT | | | | |
| 51220000 LA BANQUE POSTALE | 85,39 | 8,55 | 76,84 | 898,71 |
| 51860000 Intérêts courus à payer | 14,66 | 8,55 | 6,11 | 71,46 |
| EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS | | | | |
| 16500000 Dépôts et cautionnements reçus | 3 799,70 | 4 358,48 | 558,78 | 12,82 |
| | 3 799,70 | 4 358,48 | 558,78 | 12,82 |
| DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES | | | | |
| 40100000 Fournisseurs collectifs | 5 486,23 | 9 563,34 | 4 077,11 | 42,63 |
| 40810000 Fournisseurs - Factures non pa | 265,43 | 110,54 | 154,89 | 140,12 |
| | 5 220,80 | 9 452,80 | 4 232,00 | 44,77 |
| DETTES FISCALES ET SOCIALES | | | | |
| 42710000 Salarié - Opposition | 2 348,93 | 2 713,22 | 364,29 | 13,43 |
| 42860000 Personnel - Autres charges à p | 95,70 | | 95,70 | |
| 43100000 Sécurité Sociale | | 107,58 | 107,58 | 100,00 |
| 43720000 Caisse Mutuelle | 1 252,00 | 1 414,00 | 162,00 | 11,46 |
| 43721000 Caisse Prévoyance | | 84,80 | 84,80 | 100,00 |
| 43730000 Caisse de retraite | 105,14 | 107,28 | 2,14 | 1,99 |
| 43860000 Organismes Soc-Autres ch.à pay | 499,46 | 817,15 | 317,69 | 38,88 |
| 44210000 Etat - PAS | 322,63 | 182,41 | 140,22 | 76,87 |
| | 74,00 | | 74,00 | |
| AUTRES DETTES | | | | |
| 46860000 Divers - Charges à payer | 3 509,00 | 3 000,00 | 509,00 | 16,97 |
| | 3 509,00 | 3 000,00 | 509,00 | 16,97 |
| PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | | | | |
| 48700000 Produits constatés d'avance | | 2 474,42 | 2 474,42 | 100,00 |
| | | 2 474,42 | 2 474,42 | 100,00 |
| TOTAL DETTES | 15 229,25 | 22 118,01 | 6 888,76 | 31,15 |
| TOTAL GENERAL | 26 444,96 | 23 387,02 | 3 057,94 | 13,08 |

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N 31/08/2019 12 | Exercice N-1 31/08/2018 12 | Ecart N / N-1 | |
|---|-----------------------------|-------------------------------|---------------|--------|
| | | | Euros | % |
| PRODUCTION VENDUE DE BIENS ET SERVICES | 94 642,71 | 73 079,22 | 21 563,49 | 29,51 |
| 70600000 Prestations de services | 92 625,49 | 72 859,22 | 19 766,27 | 27,13 |
| 70610000 Frais de dossier | 460,00 | 220,00 | 240,00 | 109,09 |
| 70800000 Produits activités annexes | 1 557,22 | | 1 557,22 | |
| SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | 2 210,00 | 660,00 | 1 550,00 | 234,85 |
| 74000000 Subventions d'exploitation | 2 210,00 | 660,00 | 1 550,00 | 234,85 |
| REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS, TRANSFERTS DE CHARGES | | 1 815,51 | 1 815,51 | 100,00 |
| 79110000 Fournitures à refacturer | | 1 815,51 | 1 815,51 | 100,00 |
| COTISATIONS | 460,00 | 340,00 | 120,00 | 35,29 |
| 75600000 Cotisations membres | 460,00 | 340,00 | 120,00 | 35,29 |
| AUTRES PRODUITS | 0,60 | 6 640,09 | 6 639,49 | 99,99 |
| 75700000 Dons | | 2 440,00 | 2 440,00 | 100,00 |
| 75710000 MECENAT | | 4 200,00 | 4 200,00 | 100,00 |
| 75800000 Prod divers gestion courante | 0,60 | 0,09 | 0,51 | 566,67 |
| TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION | 97 313,31 | 82 534,82 | 14 778,49 | 17,91 |
| AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES | 17 827,21 | 17 978,26 | 151,05 | 0,84 |
| 60400000 Achats études & prest.service | 480,00 | 559,00 | 1 039,00 | 195,87 |
| 60630000 Achats fourn. entretien | 22,83 | 18,48 | 4,35 | 23,54 |
| 60631000 Achats petit équipement | 322,50 | 685,75 | 363,25 | 52,97 |
| 60640000 Achats fourn. administratives | 262,80 | 512,95 | 250,15 | 48,77 |
| 60650000 Matériel Pédagogique | 2 337,82 | 850,49 | 1 687,33 | 259,39 |
| 61320000 Locations immobilières | 5 000,00 | 8 500,00 | 3 500,00 | 41,18 |
| 61350000 Locations mobilières | 376,00 | | 376,00 | |
| 61550000 Entré e répar./biens mobiliers | | 38,00 | 38,00 | 100,00 |
| 61600000 Primes d'assurances | 342,48 | 339,19 | 3,29 | 0,97 |
| 62260000 Honoraires | 2 176,52 | 2 208,69 | 32,17 | 1,46 |
| 62310000 Publ.annonces & insertions | 117,76 | 210,80 | 93,04 | 44,14 |
| 62340000 Cadeaux à la clientèle | 548,00 | 442,80 | 105,20 | 23,76 |
| 62510000 Voyages et déplacements | 4 623,67 | 3 856,90 | 766,77 | 19,88 |
| 62560000 Missions et réceptions | 55,10 | 124,66 | 69,56 | 55,80 |
| 62610000 Frais postaux | 64,34 | 61,74 | 2,60 | 4,21 |
| 62620000 Frais de télécommunications | 633,60 | 758,26 | 124,66 | 16,44 |
| 62700000 Services bancaires | 386,79 | 128,55 | 258,24 | 200,89 |
| 62800000 Divers | 77,00 | | 77,00 | |
| IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES | 560,58 | 408,60 | 151,98 | 37,20 |
| 63330000 Part.empl.form prof.continue | 464,88 | 309,60 | 155,28 | 50,16 |
| 63580000 Autres droits | 95,70 | 99,00 | 3,30 | 3,33 |
| SALAIRES ET TRAITEMENTS | 56 587,68 | 44 210,61 | 12 377,07 | 28,00 |
| 64100000 Salaires | 48 883,74 | 48 591,49 | 292,25 | 0,60 |
| 64140000 Indemnités et avantages divers | 4 352,40 | 5 047,89 | 9 400,28 | 186,22 |
| 64141000 Service civique - indemnités | 3 351,54 | 667,00 | 2 684,54 | 402,48 |
| CHARGES SOCIALES | 9 917,25 | 10 065,14 | 147,89 | 1,47 |
| 64510000 Cotisations Urssaf | 7 404,81 | 6 470,11 | 934,70 | 14,45 |
| 64520000 Cotisations mutuelles | 182,08 | 166,44 | 15,64 | 9,40 |
| 64521000 Cotisations Prévoyance | 601,00 | 310,65 | 290,35 | 93,47 |
| 64530000 Cotisations retraites salariés | 1 422,80 | 2 842,50 | 1 419,70 | 49,95 |

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N 31/08/2019 12 | Exercice N-1 31/08/2018 12 | Ecart N / N-1 | |
|--|-----------------------------|-------------------------------|---------------|--------|
| | | | Euros | % |
| 64750000 Médecine travail. pharmacie | 76,56 | | 76,56 | |
| 64800000 Autres charges de personnel | | 64,44 | 64,44 | 100,00 |
| 64810000 Formation professionnelle | 230,00 | 211,00 | 19,00 | 9,00 |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS | | 198,68 | 198,68 | 100,00 |
| 68112000 Det.amort.immob.corporelles | | 198,68 | 198,68 | 100,00 |
| AUTRES CHARGES | 8,25 | 2 464,03 | 2 455,78 | 99,67 |
| 65400000 Perles/crédances irrécouvrables | | 2 464,03 | 2 464,03 | 100,00 |
| 65800000 Charges diverses gest.courantc | 8,25 | | 8,25 | |
| TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION | 84 900,97 | 75 325,32 | 9 575,65 | 12,71 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 12 412,34 | 7 209,50 | 5 202,84 | 72,17 |
| AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES | 95,53 | 20,76 | 74,77 | 360,16 |
| 76000000 Produits financiers | 95,53 | 20,76 | 74,77 | 360,16 |
| TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS | 95,53 | 20,76 | 74,77 | 360,16 |
| RESULTAT FINANCIER | 95,53 | 20,76 | 74,77 | 360,16 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | 12 507,87 | 7 230,26 | 5 277,61 | 72,99 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION | 438,83 | 1 406,45 | 967,62 | 68,80 |
| 77100000 Produits except/opé.gestion | | 1 406,45 | 1 406,45 | 100,00 |
| 77200000 Frais eccléologie sur ex.antérieur | 438,83 | | 438,83 | |
| TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS | 438,83 | 1 406,45 | 967,62 | 68,80 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION | | 2 291,27 | 2 291,27 | 100,00 |
| 67200000 Charges sur exercices antérieur | | 2 291,27 | 2 291,27 | 100,00 |
| TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES | | 2 291,27 | 2 291,27 | 100,00 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | 438,83 | 884,82 | 1 323,65 | 149,60 |
| TOTAL PRODUITS | 97 847,67 | 83 962,03 | 13 885,64 | 16,54 |
| TOTAL DES CHARGES | 84 900,97 | 77 616,59 | 7 284,38 | 9,39 |
| SOLDE INTERMEDIAIRE | 12 946,70 | 6 345,44 | 6 601,26 | 104,03 |
| EXCEDENTS OU DEFICITS | 12 946,70 | 6 345,44 | 6 601,26 | 104,03 |

Dossier : S05060

ASSOCIATION MON ECOLE
8 rue du Brochet
67300 SCHILTIGHEIM

Page : 1

Grand Livre Général

Exercice du 01/09/2018 au 31/08/2019
(Période au 31/08/2019)

brouillard

| DATE | CJ | FOL | LIBELLE | PIECE/CENTRE/DT.ECH | DEBIT | LT | CREDIT | SOLDE |
|--|----|-----|---------------------------------|---------------------|-----------|----------|-----------|------------|
| 10210000 Fonds associatif avec droit de | | | | | | | | |
| 01/09/17 | AN | 000 | ALSACE ACTIVE 021015 | | | | 15 000.00 | 15 000.00- |
| 01/09/17 | AN | 000 | REMBT 181016 | | 3 000.00 | | | 12 000.00- |
| 01/09/17 | AN | 000 | REMBT 280817 | | 3 000.00 | | | 9 000.00- |
| 31/08/18 | AN | 000 | REMBT ALSACE ACTIVE | | 3 000.00 | | | 6 000.00- |
| 01/09/18 | EX | 000 | REMBT ALSACE ACTIVE | | | 3 000.00 | | 9 000.00- |
| 07/11/18 | CH | 000 | REMBT 07.11.18 | | 3 000.00 | | | 6 000.00- |
| 31/08/19 | EX | 000 | REMBT ALSACE ACTIVE | | 3 000.00 | | | 3 000.00- |
| Total compte 10210000 | | | | | 15 000.00 | | 18 000.00 | 3 000.00- |
| Total classe 10 | | | | | 15 000.00 | | 18 000.00 | 3 000.00- |
| 11900000 Report à nouveau (d) | | | | | | | | |
| 01/09/18 | AN | 000 | S.A.N. | | 11 076.43 | | | 11 076.43 |
| 11/11/18 | OD | 000 | AFFECTATION RESULTAT 2017/2018 | | | 6 345.44 | | 4 730.99 |
| Total compte 11900000 | | | | | 11 076.43 | | 6 345.44 | 4 730.99 |
| Total classe 11 | | | | | 11 076.43 | | 6 345.44 | 4 730.99 |
| 12000000 Résultat de l'exercice (bénéf) | | | | | | | | |
| 01/09/18 | AN | 000 | S.A.N. | | | 6 345.44 | | 6 345.44- |
| 11/11/18 | OD | 000 | AFFECTATION RESULTAT 2017/2018 | | 6 345.44 | | | 0.00 |
| Total compte 12000000 | | | | | 6 345.44 | | 6 345.44 | 0.00 |
| Total classe 12 | | | | | 6 345.44 | | 6 345.44 | 0.00 |
| 16500000 Dépôts et cautionnements reçus | | | | | | | | |
| 01/09/17 | AN | 000 | CAUTION ELISA GUEUDRE | | | 482.00 | | 482.00- |
| 01/09/17 | AN | 000 | CAUTION ALIX BARRAULT | | | 174.00 | | 656.00- |
| 01/09/17 | AN | 000 | CAUTION SELMA SIRINDIL | AJ | | 226.00 | | 882.00- |
| 01/09/17 | AN | 000 | CAUTION DELAJON | AH | | 328.35 | | 1 208.35- |
| 01/09/17 | AN | 000 | CAUTION ELENA WOLFF | AR | | 442.00 | | 1 650.35- |
| 01/09/17 | AN | 000 | CAUTION NOMA AUBOINDT | | | 442.00 | | 2 092.35- |
| 01/09/17 | AN | 000 | CAUTION VINCENT LOU | | | 482.00 | | 2 574.35- |
| 01/09/17 | AN | 000 | CAUTION SAFYA TAIBI | AT | | 215.81 | | 2 790.16- |
| 01/09/17 | AN | 000 | CAUTION N.SAKHAROV | | | 190.54 | | 2 980.70- |
| 01/09/17 | AN | 000 | CAUTION S.BELBAKRA | | | 217.21 | | 3 197.91- |
| 01/09/17 | AN | 000 | CAUTION TARTIN & DEASSIS | | | 481.00 | | 3 678.91- |
| 31/08/18 | AN | 000 | PCA CAUTIONS 18/19 DECORDE | AK | 250.00 | | | 3 428.91- |
| 31/08/18 | AN | 000 | PCA CAUTIONS 18/19 CHAYNA | AL | 287.21 | | | 3 161.70- |
| 31/08/18 | AN | 000 | PCA CAUTIONS 18/19 MICHEL | AH | | | | 2 844.70- |
| 31/08/18 | AN | 000 | PCA CAUTIONS 18/19 PHILIBERT | AW | | | | 2 363.70- |
| 31/08/18 | AN | 000 | PCA CAUTIONS 18/19 DINHARCA | AG | | | | 2 211.70- |
| 31/08/18 | AN | 000 | PCA CAUTIONS 18/19 CANDELIER | AP | | | | 1 744.49- |
| 31/08/18 | AN | 000 | PCA CAUTIONS 18/19 TACQUARD | AS | 200.00 | | | 1 544.49- |
| 31/08/18 | AN | 000 | CAUTION MUSTAJA ILRE | AP | | | | 1 544.49- |
| 31/08/18 | AN | 000 | CAUTION HALXANDEAU DURIEZ | AI | | 156.19 | | 1 702.68- |
| 31/08/18 | AN | 000 | CAUTION PAULIN FONDO | | | 112.41 | | 1 815.09- |
| 31/08/18 | AN | 000 | CAUTIONS 2018/2019 DECORDE | AK | | 250.00 | | 2 224.06- |
| 31/08/18 | AN | 000 | CAUTIONS 2018/2019 CHAYNA | AL | | 267.21 | | 2 474.06- |
| 31/08/18 | AN | 000 | CAUTIONS 2018/2019 MICHEL LOUIZ | AM | | 317.00 | | 2 741.27- |
| Total compte 16500000 | | | | | | | 4 827.62 | 8 627.32 |
| Total classe 16 | | | | | | | 4 827.62 | 8 627.32 |
| Total classe 1 | | | | | 37 249.49 | | 39 318.20 | 2 068.71- |
| 21810000 Instal.gén.agenc.aénaédivers | | | | | | | | |
| 01/09/18 | AN | 000 | S.A.N. | | 229.00 | | | 229.00 |
| Total compte 21810000 | | | | | | | 229.00 | 229.00 |
| 21830000 Mat.bureau & mat.informatique | | | | | | | | |
| 01/09/18 | AN | 000 | S.A.N. | | 687.00 | | | 687.00 |
| Total compte 21830000 | | | | | | | 687.00 | 687.00 |
| 21840000 Mobilier | | | | | | | | |
| 01/09/18 | AN | 000 | S.A.N. | | 750.00 | | | 750.00 |
| Total compte 21840000 | | | | | | | 750.00 | 750.00 |
| Total classe 21 | | | | | | | 1 666.00 | 1 666.00 |
| 27500000 Dépôts et cautionnements versés | | | | | | | | |
| 01/09/18 | AN | 000 | S.A.N. | | 50.00 | | | 50.00 |
| Total compte 27500000 | | | | | | | 50.00 | 50.00 |
| Total classe 27 | | | | | | | 50.00 | 50.00 |
| 28181000 Amort.agenc.instal.divers | | | | | | | | |
| 01/09/18 | AN | 000 | S.A.N. | | | | 229.00 | 229.00- |

Dossier : S05060

ASSOCIATION MON ECOLE
8 rue du Brochet
67300 SCHILTIGHEIM

Page : 2

Grand Livre Général

Exercice du 01/09/2018 au 31/08/2019
(Période au 31/08/2019)

brouillard

| DATE | CJ | FOL | LIBELLE | PIECE/CENTRE/DT.ECH | DEBIT | LT | CREDIT | SOLDE |
|--|----|-----|---------------------------------|---------------------|-----------|----|-----------|-----------|
| 16500000 Dépôts et cautionnements reçus | | | | | | | | |
| 31/08/18 | AN | 000 | CAUTIONS 2018/2019 PHILIBERT | | | AN | 481.00 | 3 539.27- |
| 31/08/18 | AN | 000 | CAUTIONS 2018/2019 DINHARCA | | | AO | 152.00 | 3 691.27- |
| 31/08/18 | AN | 000 | CAUTIONS 2018/2019 CANDELIER | | | AP | 467.21 | 4 158.48- |
| 31/08/18 | AN | 000 | CAUTIONS 2018/2019 TACQUARD | | | AP | 200.00 | 4 358.48- |
| 01/09/18 | EX | 000 | PCA CAUTIONS 18/19 DECORDE | | | | 250.00 | 4 608.48- |
| 01/09/18 | EX | 000 | PCA CAUTIONS 18/19 CHAYNA | | | AO | 267.21 | 4 875.69- |
| 01/09/18 | EX | 000 | PCA CAUTIONS 18/19 MICHEL | | | | 317.00 | 5 192.69- |
| 01/09/18 | EX | 000 | PCA CAUTIONS 18/19 PHILIBERT | | | | 481.00 | 5 673.69- |
| 01/09/18 | EX | 000 | PCA CAUTIONS 18/19 DINHARCA | | | | 152.00 | 5 825.69- |
| 01/09/18 | EX | 000 | PCA CAUTIONS 18/19 CANDELIER | | | | 467.21 | 6 292.90- |
| 01/09/18 | EX | 000 | PCA CAUTIONS 18/19 TACQUARD | | | AS | 200.00 | 6 492.90- |
| 20/05/19 | CH | 000 | VIR RBT CAUTION LM | | 217.21 | | | 6 275.69- |
| 31/08/19 | CH | 000 | VIR RBT CAUTION CELESTE | | 326.35 | AH | | 5 949.34- |
| 31/08/19 | CH | 000 | VIR RBT CAUTION LOU MD | | 112.41 | AI | | 6 036.33- |
| 31/08/19 | OD | 000 | CAUTION SELMA STRENDIL TRSF | | 226.00 | AJ | | 5 610.93- |
| 31/08/19 | OD | 000 | CAUTION CHAYNA KIROVANE TRSF | | 267.21 | AQ | | 5 343.72- |
| 31/08/19 | OD | 000 | CAUTION ELENA WOLFF TRSF | | 442.00 | AR | | 4 901.72- |
| 31/08/19 | OD | 000 | CAUTION LOUIS TACQUARD TRSF | | 200.00 | AS | | 4 701.72- |
| 31/08/19 | OD | 000 | CAUTION SAFYA TAIBI TRSF | | 215.81 | AT | | 4 485.91- |
| 31/08/19 | OD | 000 | CAUTION SALAH DIN HASSOUNA TRSF | | 217.21 | | | 4 268.70- |
| 31/08/19 | EX | 000 | REMBT CAUTION DINHARCA | | 152.00 | | | 4 116.70- |
| 31/08/19 | EX | 000 | REMBT CAUTION LOUIS MICHEL | | 317.00 | | | 3 799.70- |
| Total compte 16500000 | | | | | | | 4 827.62 | 8 627.32 |
| Total classe 16 | | | | | | | 4 827.62 | 8 627.32 |
| Total classe 1 | | | | | 37 249.49 | | 39 318.20 | 2 068.71- |
| 21810000 Instal.gén.agenc.aénaédivers | | | | | | | | |
| 01/09/18 | AN | 000 | S.A.N. | | 229.00 | | | 229.00 |
| Total compte 21810000 | | | | | | | 229.00 | 229.00 |
| 21830000 Mat.bureau & mat.informatique | | | | | | | | |
| 01/09/18 | AN | 000 | S.A.N. | | 687.00 | | | 687.00 |
| Total compte 21830000 | | | | | | | 687.00 | 687.00 |
| 21840000 Mobilier | | | | | | | | |
| 01/09/18 | AN | 000 | S.A.N. | | 750.00 | | | 750.00 |
| Total compte 21840000 | | | | | | | 750.00 | 750.00 |
| Total classe 21 | | | | | | | 1 666.00 | 1 666.00 |
| 27500000 Dépôts et cautionnements versés | | | | | | | | |
| 01/09/18 | AN | 000 | S.A.N. | | 50.00 | | | 50.00 |
| Total compte 27500000 | | | | | | | 50.00 | 50.00 |
| Total classe 27 | | | | | | | 50.00 | 50.00 |
| 28181000 Amort.agenc.instal.divers | | | | | | | | |
| 01/09/18 | AN | 000 | S.A.N. | | | | 229.00 | 229.00- |

Dossier : S05060

ASSOCIATION MON ECOLE
8 rue du Brochet

Page : 3

Grand Livre Général

67300 SCHILTIGHEIM

Exercice du 01/09/2018 au 31/08/2019
(Période au 31/08/2019)

brouillard

| DATE | CJ | FOL | LIBELLE | PIECE/CENTRE/DT. ECH | DEBIT | LT | CREDIT | SOLDE |
|---|----|-----|-------------------------------------|----------------------|----------|-------|-----------|-----------|
| Total compte 28181000 | | | | | | | 229.00 | 229.00- |
| 01/09/18 | AN | 000 | 28183000 Amort.mat.bureau & inform. | S.A.N. | | | 687.00 | 687.00- |
| Total compte 28183000 | | | | | | | 687.00 | 687.00- |
| 01/09/18 | AN | 000 | 28184000 Amort.nobilier | S.A.N. | | | 750.00 | 750.00- |
| Total compte 28184000 | | | | | | | 750.00 | 750.00- |
| Total classe 28 | | | | | | | 1 666.00 | 1 666.00- |
| Total classe 2 | | | | | 1 716.00 | | 1 666.00 | 50.00 |
| 40100000 Fournisseurs collectifs | | | | | | | 265.43 | 265.43- |
| Total compte 40100000 | | | | | | | 265.43 | 265.43- |
| 40810000 Fournisseurs - Factures non pa | | | | | | | 9 452.80 | 9 452.80- |
| 01/09/18 | AN | 000 | S.A.N. | | | | 9 452.80 | 9 452.80- |
| 01/09/18 | EX | 000 | FNP HANS ET ASSOCIES | | 900.00 | | | 8 352.80- |
| 01/09/18 | EX | 000 | FNP ORANGE 08.2018 | | 52.80 | | | 8 500.00- |
| 01/09/18 | EX | 000 | FNP LOYER SCHILTIGHEIM | | 8 500.00 | | | 0.00 |
| 31/08/19 | EX | 000 | FNP ORANGE 08.2019 | | | 52.80 | | 52.80- |
| 31/08/19 | EX | 000 | FNP LOYER SCHILTIGHEIM | | 5 000.00 | | | 5 052.80- |
| 31/08/19 | EX | 000 | FNP HANS ET ASSOCIES | | 168.00 | | | 5 220.80- |
| Total compte 40810000 | | | | | 9 452.80 | | 14 673.00 | 5 220.80- |
| Total classe 40 | | | | | 9 452.80 | | 14 939.03 | 5 486.23- |
| 41100000 Clients collectifs | | | | | | | 7 884.66 | 2 677.06 |
| Total compte 41100000 | | | | | 7 884.66 | | 5 207.63 | 2 677.06 |
| Total classe 41 | | | | | 7 884.66 | | 5 207.63 | 2 677.06 |
| 42100000 Personnel - Rémunérations dues | | | | | | | 1 969.44 | 1 969.44 |
| 01/09/18 | AN | 000 | S.A.N. | | 1 969.44 | | | 1 969.44 |
| 28/09/18 | CH | 000 | VIR SALAIRE CECILE COZHEN | | 926.20 | AG | | 2 895.64 |
| 28/09/18 | CH | 000 | VIR SALAIRE MAEVA SZPIRGLAS | | 682.50 | AH | | 3 578.14 |
| 30/09/18 | CH | 000 | VIR REGUL SALAIRE 09/18 CECILE | | 249.29 | AG | | 3 827.43 |
| 30/09/18 | CH | 000 | VIR SALAIRE ELODIE RICHERT | | 1 130.95 | AJ | | 4 958.38 |
| 30/09/18 | CH | 000 | VIR SALAIRE O MARIAT 09/18 | | 531.61 | AE | | 5 489.99 |
| 30/09/18 | 00 | 000 | SALAIRES 09.2018 COZHEN ELODIE | | | AG | 1 175.49 | 4 314.50 |
| 30/09/18 | 00 | 000 | SALAIRES 09.2018 SZPIRGLAS MAE | | | AH | 531.61 | 3 782.89 |
| 30/09/18 | 00 | 000 | SALAIRES 09.2018 ORIAN MARIAT | | | AE | 531.61 | 3 251.28 |
| 30/09/18 | 00 | 000 | SALAIRES 09.2018 RICHERT ELODI | | | AJ | 1 130.95 | 2 120.33 |
| 30/09/18 | 00 | 000 | SZPIRGLAS REGUL SUR 10 | | | AH | 150.89 | 1 969.44 |
| 28/10/18 | CH | 000 | VIR SALAIRE CECILE COZHEN | | 926.20 | AK | | 2 120.33 |
| 28/10/18 | CH | 000 | VIR SALAIRE MAEVA SZPIRGLAS | | 682.50 | AL | | 3 046.53 |
| 31/10/18 | CH | 000 | VIR SALAIRE ELODIE RICHERT | | 1 130.95 | AN | | 3 729.03 |
| 31/10/18 | CH | 000 | VIR SALAIRE O MARIAT 09/18 | | 531.61 | AN | | 4 859.98 |
| Total classe 42 | | | | | | | 5 391.59 | 5 391.59 |

Dossier : S05060

ASSOCIATION MON ECOLE
8 rue du Brochet

Page : 4

Grand Livre Général

67300 SCHILTIGHEIM

Exercice du 01/09/2018 au 31/08/2019

(Période au 31/08/2019)

brouillard

| DATE | CJ | FOL | LIBELLE | PIECE/CENTRE/DT. ECH | DEBIT | LT | CREDIT | SOLDE |
|---|----|-----|--------------------------------|----------------------|----------|----|----------|----------|
| 42100000 Personnel - Rémunérations dues | | | | | | | | |
| 31/10/18 | 00 | 000 | SALAIRES 10.2018 COZHEN CECILE | | | AK | 1 188.19 | 4 203.40 |
| 31/10/18 | 00 | 000 | SALAIRES 10.2018 SZPIRGLAS MAE | | | AL | 538.39 | 3 665.01 |
| 31/10/18 | 00 | 000 | SALAIRES 10.2018 RICHERT | | | AH | 1 142.51 | 2 522.50 |
| 31/10/18 | 00 | 000 | SZPIRGLAS EDART PAIE 10 | | | AL | 144.11 | 2 378.39 |
| 31/10/18 | 00 | 000 | SZPIRGLAS EDART PAIE 10 | | 144.11 | | | 2 522.50 |
| 31/10/18 | 00 | 000 | SALAIRES 10.2018 ORIAN | | | AN | 538.39 | 1 894.11 |
| 07/11/18 | CH | 000 | VIR RELIQ. SALAIRE 10/18 CECIL | | 261.99 | AK | | 2 249.10 |
| 07/11/18 | CH | 000 | VIR RELIQ. SALAIRE 10/18 ELODI | | 11.56 | AM | | 2 267.66 |
| 07/11/18 | CH | 000 | VIR RELIQUAT SALAIRE ORIAN OCT | | 6.78 | AN | | 2 294.44 |
| 30/11/18 | CH | 000 | VIR VRT PAIE C. COZHEN NOV 18 | | 1 188.19 | AF | | 3 452.63 |
| 30/11/18 | CH | 000 | VIR VRT PAIE M. ORIAN NOV 18 | | 538.39 | AF | | 3 991.02 |
| 30/11/18 | CH | 000 | VIR VRT PAIE E. RICHERT NOV 18 | | 1 142.51 | AF | | 5 133.53 |
| 30/11/18 | 00 | 000 | SALAIRES 11.2018 | | | AF | 3 407.48 | 1 726.05 |
| 09/12/18 | CH | 000 | VIR RBT PAIE M. SZPIRGLAS | | 538.39 | AF | | 2 264.44 |
| 19/12/18 | CH | 000 | VIR PAIE DEC18 O. MARIAT | | 566.04 | AE | | 2 850.48 |
| 31/12/18 | CH | 000 | VIR PAIE DEC18 E. RICHERT | | 1 142.51 | AE | | 3 992.99 |
| 31/12/18 | CH | 000 | VIR PAIE DEC18 C. COZHEN | | 1 188.19 | AE | | 5 181.18 |
| 31/12/18 | CH | 000 | VIR PAIE DEC18 M. SZPIRGLAS | | 569.58 | AE | | 5 750.76 |
| 31/12/18 | 00 | 000 | SALAIRES 12.2018 | | | AE | 3 486.32 | 2 264.44 |
| 31/01/19 | CH | 000 | VIR PAIE ORIAN MARIAT | | 544.79 | AB | | 2 809.23 |
| 31/01/19 | CH | 000 | VIR PAIE MAEVA SZPIRGLAS | | 544.79 | AB | | 3 354.02 |
| 31/01/19 | CH | 000 | VIR PAIE E. RICHERT | | 1 141.07 | AB | | 4 495.09 |
| 31/01/19 | CH | 000 | VIR PAIE LH C. COZHEN | | 1 190.89 | AB | | 5 685.98 |
| 31/01/19 | 00 | 000 | SALAIRES 01.2019 | | | AB | 3 421.54 | 2 264.44 |
| 28/02/19 | CH | 000 | VIR PAIE O. MARIAT 0219 | | 673.33 | AC | | 2 937.77 |
| 28/02/19 | CH | 000 | VIR PAIE E. RICHERT 0219 | | 1 141.07 | AC | | 4 078.84 |
| 28/02/19 | CH | 000 | VIR PAIE C. COZHEN 0219 | | 1 190.89 | AC | | 5 269.73 |
| 28/02/19 | CH | 000 | VIR PAIE M. SZPIRGLAS | | 544.79 | AC | | 5 814.52 |
| 28/02/19 | 00 | 000 | SALAIRES 02.2019 | | | AC | 3 650.08 | 2 264.44 |
| 31/03/19 | CH | 000 | VIR PAIE C. COZHEN MARS 19 | | 1 190.29 | AD | | 3 454.73 |
| 31/03/19 | CH | 000 | VIR PAIE E. PLUCHART MARS 19 | | 1 141.07 | AD | | 4 595.80 |
| 31/03/19 | CH | 000 | VIR PAIE M. SZPIRGLAS MARS 19 | | 544.79 | AD | | 5 140.59 |
| 31/03/19 | CH | 000 | VIR PAIE O. MARIAT MARS 19 | | 544.79 | AD | | 5 685.38 |
| 31/03/19 | 00 | 000 | SALAIRES 03.2019 | | | AD | 3 421.54 | 2 263.94 |
| 31/03/18 | 00 | 000 | Différence lettrage | | 0.60 | AD | | 2 264.44 |
| 30/04/19 | CH | 000 | VIR PAIE C. COZHEN 0419 | | 1 191.41 | AR | | 3 455.85 |
| 30/04/19 | CH | 000 | VIR PAIE E. RICHERT 0419 | | 1 145.44 | AR | | 4 601.29 |
| 30/04/19 | CH | 000 | VIR PAIE M. SZPIRGLAS 0419 | | 545.06 | AR | | 5 146.35 |
| 30/04/19 | CH | 000 | VIR PAIE O. MARIAT 0419 | | 545.06 | AR | | 5 691.41 |
| 30/04/19 | 00 | 000 | SALAIRES 05.2019 | | | AR | 3 426.97 | 2 264.44 |
| 31/05/19 | CH | 000 | VIR PAIE C. COZHEN 0519 | | 1 191.41 | AQ | | 3 455.85 |
| 31/05/19 | CH | 000 | VIR PAIE E. RICHERT 0519 | | 1 145.44 | AQ | | 4 601.29 |
| 31/05/19 | CH | 000 | VIR PAIE O. MARIAT 0519 | | 545.06 | AQ | | 5 146.35 |
| 31/05/19 | CH | 000 | VIR PAIE M. SZPIRGLAS 0519 | | 545.06 | AQ | | 5 691.41 |
| 31/05/19 | 00 | 000 | SALAIRES 05.2019 | | | AQ | 3 423.07 | 2 268.34 |
| 31/05/19 | 00 | 000 | TROP PAYE RICHERT ELODIE 05 | | | AO | 3.90 | 2 264.44 |
| 31/05/19 | 00 | 000 | TROP PAYE RICHERT ELODIE 05 | | 3.90 | | | 2 268.34 |
| 30/06/19 | CH | 000 | VIR PAIE C. COZHEN 06 | | 1 117.46 | AO | | 3 385.80 |
| 30/06/19 | CH | 000 | VIR PAIE E. RICHERT 06 | | 1 145.44 | AO | | 4 531.24 |
| 30/06/19 | CH | 000 | VIR PAIE M. SZPIRGLAS 06 | | 637.83 | AO | | 5 169.07 |

| | |
|---|---|
| Dossier : 505060 | ASSOCIATION MON ECOLE 8 rue du Brochet |
| Page : 5 | 67300 SCHILTIGHEIM |
| Grand Livre Général | |
| Exercice du 01/09/2018 au 31/08/2019 (Période au 31/08/2019) | |
| brouillard | |

| DATE | CJ | FOL | LIBELLE | PIECE/CENTRE/DT.ECH | DEBIT | LT | CREDIT | SOLDE |
|---|----|-----|----------------------------|---------------------|-----------|----|-----------|----------|
| 42100000 Personnel - Rémunérations dues | | | | | | | | |
| 30/06/19 | OD | 000 | SALAIRES 06.2019 | | | AG | 4 021.75 | 1 147.32 |
| 03/07/19 | CM | 000 | YR PAIE O. MARTAT 06/19 | | 1 121.02 | AD | | 2 269.34 |
| 31/07/19 | CM | 000 | VIR PAIE C. COZZEN 07/19 | | 1 117.46 | AP | | 3 385.80 |
| 31/07/19 | CM | 000 | VIR PAIE E. RICHERT 07/19 | | 1 145.44 | AP | | 4 531.24 |
| 31/07/19 | CM | 000 | VIR PAIE MAEVA 07/19 | | 645.06 | AP | | 5 076.30 |
| 31/07/19 | CM | 000 | VIR PAIE ORTAN 07/19 | | 645.06 | AP | | 5 621.36 |
| 31/07/19 | OD | 000 | SALAIRES 07.2019 | | | AP | 3 257.32 | 2 364.04 |
| 30/08/19 | CM | 000 | VIR SALAIRE CECILE COZZEN | | 1 021.76 | AP | | 3 385.80 |
| 30/08/19 | CM | 000 | VIR SALAIRE ORIAN MARLAT | | 645.06 | AP | | 3 930.86 |
| 30/08/19 | CM | 000 | VIR SALAIRE MAEVA SZPIGLAS | | 645.06 | AP | | 4 476.92 |
| 30/08/19 | CM | 000 | VIR SALAIRE ELODIE RICHERT | | 1 145.44 | AP | | 5 621.36 |
| 31/08/19 | OD | 000 | SALAIRES 08.2019 | | | AP | 3 353.02 | 2 268.34 |
| Total compte 42100000 | | | | | 44 113.47 | | 41 845.13 | 2 268.34 |
| 42710000 Salarie - Opposition | | | | | | | | |
| 31/07/19 | OD | 000 | SALAIRES 07.2019 | | | | 95.70 | 95.70 |
| Total compte 42710000 | | | | | | | 95.70 | 95.70 |
| 42860000 Personnel - Autres charges a p | | | | | | | | |
| 01/09/18 | AN | 000 | S.A.N. | | | | 107.58 | 107.58 |
| 01/09/18 | EX | 000 | IND SERV. CIVIQUE 07.2018 | | 107.58 | | | 0.00 |
| Total compte 42860000 | | | | | 107.58 | | 107.58 | 0.00 |
| Total classe 42 | | | | | 44 221.05 | | 42 048.41 | 2 172.64 |
| 43100000 Sécurité Sociale | | | | | | | | |
| 01/09/18 | AN | 000 | S.A.N. | | | AF | 1 414.00 | 1 414.00 |
| 18/09/18 | CM | 000 | PRLV SEPA URSSAF ALSACE | | 1 414.00 | AF | | 0.00 |
| 30/09/18 | OD | 000 | SALAIRES 08.2018 | | | AE | 1 424.55 | 1 424.55 |
| 30/09/18 | OD | 000 | URSSAF 09.2018 | | | AE | 0.48 | 1 425.00 |
| 16/10/18 | CM | 000 | PRLV SEPA URSSAF ALSACE | | 1 425.00 | AE | | 0.00 |
| 31/10/18 | OD | 000 | AJUST URSSAF 10.2018 | | | AG | 0.05 | 0.05 |
| 31/10/18 | OD | 000 | SALAIRES 10.2018 | | | AG | 1 384.95 | 1 385.00 |
| 16/11/18 | CM | 000 | PRLV SEPA URSSAF ALSACE | | 1 385.00 | AN | | 0.00 |
| 30/11/18 | OD | 000 | SALAIRES 11.2018 | | | ah | 1 384.11 | 1 384.11 |
| 30/11/18 | OD | 000 | AJUST URSSAF 11.2018 | | 0.11 | ah | | 1 384.00 |
| 18/12/18 | CM | 000 | PRLV SEPA URSSAF ALSACE | | 1 384.00 | ah | | 0.00 |
| 31/12/18 | OD | 000 | SALAIRES 12.2018 | | | AZ | 1 431.76 | 1 431.76 |
| 31/12/18 | OD | 000 | AJUST URSSAF 12.2018 | | 0.24 | AT | | 1 432.00 |
| 16/01/19 | CM | 000 | PRLV SEPA URSSAF ALSACE | | 1 432.00 | AE | | 0.00 |
| 31/01/19 | OD | 000 | SALAIRES 01.2019 | | | AJ | 1 259.92 | 1 259.82 |
| 31/01/19 | OD | 000 | AJUST URSSAF 01.2019 | | 1.08 | AJ | | 1 261.00 |
| 19/02/19 | CM | 000 | PRLV SEPA URSSAF ALSACE | | 1 261.00 | AJ | | 0.00 |
| 28/02/19 | OD | 000 | SALAIRES 02.2019 | | | AK | 1 299.12 | 1 299.12 |
| 28/02/19 | OD | 000 | AJUST URSSAF 02.2019 | | 0.12 | AK | | 1 299.00 |
| 18/03/19 | CM | 000 | PRLV SEPA URSSAF ALSACE | | 1 299.00 | AK | | 0.00 |
| 31/03/19 | OD | 000 | SALAIRES 03.2019 | | | AL | 1 259.91 | 1 259.91 |
| 31/03/19 | OD | 000 | AJUST URSSAF 03.2019 | | 1.09 | AL | | 1 261.00 |
| 16/04/19 | CM | 000 | PRLV SEPA URSSAF ALSACE | | 1 261.00 | AL | | 0.00 |
| 30/04/19 | OD | 000 | SALAIRES 05.2019 | | | AP | 1 251.64 | 1 251.64 |

| | |
|---|---|
| Dossier : 505060 | ASSOCIATION MON ECOLE 8 rue du Brochet |
| Page : 6 | 67300 SCHILTIGHEIM |
| Grand Livre Général | |
| Exercice du 01/09/2018 au 31/08/2019 (Période au 31/08/2019) | |
| brouillard | |

| DATE | CJ | FOL | LIBELLE | PIECE/CENTRE/DT.ECH | DEBIT | LT | CREDIT | SOLDE |
|----------------------------|----|-----|----------|-------------------------|-----------|----|-----------|----------|
| 43100000 Sécurité Sociale | | | | | | | | |
| 30/04/19 | OD | 000 | 64510000 | AJUST URSSAF 04 | | AP | 0.36 | 1 252.00 |
| 16/05/19 | CM | 000 | | PRLV SEPA URSSAF ALSACE | 1 252.00 | AP | | 0.00 |
| 31/05/19 | OD | 000 | | SALAIRES 05.2019 | | AD | 1 251.64 | 1 251.64 |
| 31/05/19 | OD | 000 | 64510000 | AJUST URSSAF 05 | | AD | 0.36 | 1 252.00 |
| 18/08/19 | CM | 000 | | PRLV SEPA URSSAF ALSACE | 1 252.00 | AD | | 0.00 |
| 30/06/19 | OD | 000 | | SALAIRES 06.2019 | | AM | 1 960.87 | 1 960.87 |
| 30/06/18 | OD | 000 | 64510000 | AJUST URSSAF 06.2019 | | AM | 0.13 | 1 961.00 |
| 16/07/19 | CM | 000 | | PRLV SEPA URSSAF ALSACE | 1 961.00 | AM | | 0.00 |
| 31/07/19 | OD | 000 | | SALAIRES 07.2019 | | AN | 1 251.67 | 1 251.67 |
| 31/07/19 | OD | 000 | 64510000 | AJUST URSSAF 07.2019 | | AN | 0.33 | 1 252.00 |
| 19/08/19 | CM | 000 | | PRLV SEPA URSSAF ALSACE | 1 252.00 | AN | | 0.00 |
| 31/08/19 | OD | 000 | | SALAIRES 08.2019 | | AN | 1 251.67 | 1 251.67 |
| 31/08/19 | OD | 000 | | AJUST URSSAF 08.2019 | | AN | 0.33 | 1 252.00 |
| Total compte 43100000 | | | | | 16 578.23 | | 17 830.23 | 1 252.00 |
| 43720000 Caisse Mutuelle | | | | | | | | |
| 01/09/18 | AN | 000 | | S.A.N. | | AD | 84.80 | 84.80 |
| 30/09/18 | OD | 000 | | SALAIRES 09.2018 | | AD | 42.40 | 127.20 |
| 31/10/18 | CM | 000 | | PRLV SEPA HUMANIS | 42.40 | AD | | 84.80 |
| 31/10/18 | CM | 000 | | PRLV SEPA HUMANIS | 42.40 | AD | | 42.40 |
| 31/10/18 | CM | 000 | | PRLV SEPA HUMANIS | 42.40 | AD | | 0.00 |
| 31/10/18 | OD | 000 | | SALAIRES 10.2018 | | AC | 42.40 | 42.40 |
| 30/11/18 | OD | 000 | | SALAIRES 11.2018 | | AC | 42.40 | 84.80 |
| 31/12/18 | OD | 000 | | SALAIRES 12.2018 | | AC | 42.40 | 127.20 |
| 31/01/19 | CM | 000 | | PRLV SEPA HUMANIS | 42.40 | AC | | 84.80 |
| 31/01/19 | CM | 000 | | PRLV SEPA HUMANIS | 42.40 | AC | | 42.40 |
| 31/01/19 | CM | 000 | | PRLV SEPA HUMANIS | 42.40 | AC | | 0.00 |
| 31/01/19 | OD | 000 | | SALAIRES 01.2019 | | AB | 24.32 | 24.32 |
| 28/02/19 | OD | 000 | | SALAIRES 02.2019 | | AB | 24.32 | 48.64 |
| 31/03/19 | OD | 000 | | SALAIRES 03.2019 | | AB | 24.32 | 72.96 |
| 30/04/19 | CM | 000 | | PRLV SEPA HUMANIS | 24.32 | AB | | 48.64 |
| 30/04/19 | CM | 000 | | PRLV SEPA HUMANIS | 24.32 | AB | | 24.32 |
| 30/04/19 | CM | 000 | | PRLV SEPA HUMANIS | 24.32 | AB | | 0.00 |
| Total compte 43720000 | | | | | 327.38 | | 327.38 | 0.00 |
| 43721000 Caisse Prévoyance | | | | | | | | |
| 01/09/18 | AN | 000 | | S.A.N. | | AF | 107.28 | 107.28 |
| 30/09/18 | OD | 000 | | SALAIRES 09.2018 | | AB | 50.98 | 158.26 |
| 31/10/18 | CM | 000 | | PRLV SEPA HUMANIS | 51.24 | AF | | 107.02 |
| 31/10/18 | CM | 000 | | PRLV SEPA HUMANIS | 56.04 | AF | | 50.98 |
| 31/10/18 | CM | 000 | | PRLV SEPA HUMANIS | 50.98 | AB | | 0.00 |
| 31/10/18 | OD | 000 | | SALAIRES 10.2018 | | AC | 50.98 | 50.98 |
| 30/11/18 | OD | 000 | | SALAIRES 11.2018 | | AC | 50.98 | 101.96 |
| 31/12/18 | OD | 000 | | SALAIRES 12.2018 | | AC | 52.28 | 154.24 |
| 31/01/19 | CM | 000 | | PRLV SEPA HUMANIS | 52.28 | AC | | 101.96 |
| 31/01/19 | CM | 000 | | PRLV SEPA HUMANIS | 50.98 | AC | | 50.98 |
| 31/01/19 | CM | 000 | | PRLV SEPA HUMANIS | 50.98 | AC | | 0.00 |
| 31/01/19 | OD | 000 | | SALAIRES 01.2019 | | AD | 28.28 | 28.28 |
| 28/02/19 | OD | 000 | | SALAIRES 02.2019 | | AD | 28.30 | 57.56 |
| 31/03/19 | OD | 000 | | SALAIRES 03.2019 | | AD | 28.28 | 85.82 |

| DATE | CJ | FOL | LIBELLE | PIECE/CENTRE/DT.ECH | DEBIT | LT | CREDIT | SOLDE |
|--|----|-----|------------------------|---------------------|-----------|----|-----------|-----------|
| 43721000 Caisse Prévoyance | | | | | | | | |
| 30/04/19 | CH | 000 | PRLV SEPA HUMANIS | | 28.26 | AD | | 57.56- |
| 30/04/19 | CH | 000 | PRLV SEPA HUMANIS | | 28.26 | AD | | 29.30- |
| 30/04/19 | CH | 000 | PRLV SEPA HUMANIS | | 29.30 | AD | | 0.00 |
| 30/04/19 | 00 | 000 | SALAIRES 05.2018 | | | AF | 52.57 | 52.57- |
| 31/05/19 | 00 | 000 | SALAIRES 05.2018 | | | AG | 52.57 | 105.14- |
| 30/06/19 | 00 | 000 | SALAIRES 06.2019 | | | AE | 58.73 | 163.87- |
| 31/07/19 | CH | 000 | PRLV SEPA HUMANIS | | 52.57 | AD | | 111.30- |
| 31/07/19 | CH | 000 | PRLV SEPA HUMANIS | | 52.57 | AG | | 58.73- |
| 31/07/19 | CH | 000 | PRLV SEPA HUMANIS | | 58.73 | AE | | 0.00 |
| 31/07/19 | 00 | 000 | SALAIRES 07.2019 | | | | 52.57 | 52.57- |
| 31/08/19 | 00 | 000 | SALAIRES 08.2019 | | | | 52.57 | 105.14- |
| Total compte 43721000 | | | | | 562.19 | | 887.33 | 105.14- |
| 43730000 Caisse de retraite | | | | | | | | |
| 01/09/18 | AN | 000 | S.A.N. | | | AB | 817.15 | 817.15- |
| 30/09/18 | 00 | 000 | SALAIRES 09.2018 | | | AB | 388.12 | 1 205.27- |
| 31/10/18 | CH | 000 | PRLV SEPA AG2R REUNICA | | 426.98 | AB | | 778.29- |
| 31/10/18 | CH | 000 | PRLV SEPA AG2R REUNICA | | 390.17 | AB | | 388.12- |
| 31/10/18 | CH | 000 | PRLV SEPA AG2R REUNICA | | 388.12 | AB | | 0.00 |
| 31/10/18 | 00 | 000 | SALAIRES 10.2018 | | | AE | 388.12 | 388.12- |
| 30/11/18 | 00 | 000 | SALAIRES 11.2018 | | | AE | 388.12 | 776.24- |
| 31/12/18 | 00 | 000 | SALAIRES 12.2018 | | | AE | 388.10 | 1 174.34- |
| 31/01/19 | CH | 000 | PRLV SEPA AG2R REUNICA | | 386.10 | AE | | 776.24- |
| 31/01/19 | CH | 000 | PRLV SEPA AG2R REUNICA | | 385.12 | AE | | 388.12- |
| 31/01/19 | CH | 000 | PRLV SEPA AG2R REUNICA | | 388.12 | AE | | 0.00 |
| 31/01/19 | 00 | 000 | SALAIRES 01.2019 | | | AD | 250.87 | 250.87- |
| 28/02/19 | 00 | 000 | SALAIRES 02.2019 | | | AD | 262.65 | 513.52- |
| 31/03/19 | 00 | 000 | SALAIRES 03.2019 | | | AD | 250.87 | 764.39- |
| 25/04/19 | CH | 000 | PRLV SEPA AG2R REUNICA | | 250.87 | AD | | 513.52- |
| 25/04/19 | CH | 000 | PRLV SEPA AG2R REUNICA | | 262.65 | AD | | 250.87- |
| 25/04/19 | CH | 000 | PRLV SEPA AG2R REUNICA | | 250.87 | AD | | 0.00 |
| 30/04/19 | 00 | 000 | SALAIRES 05.2019 | | | AG | 249.73 | 249.73- |
| 31/05/19 | 00 | 000 | SALAIRES 05.2019 | | | AF | 249.73 | 499.46- |
| 30/06/19 | 00 | 000 | SALAIRES 06.2019 | | | AC | 423.07 | 922.53- |
| 25/07/18 | CH | 000 | PRLV SEPA AG2R REUNICA | | 423.07 | AC | | 499.46- |
| 25/07/19 | CH | 000 | PRLV SEPA AG2R REUNICA | | 249.73 | AF | | 249.73- |
| 25/07/19 | CH | 000 | PRLV SEPA AG2R REUNICA | | 249.73 | AG | | 0.00 |
| 31/07/19 | 00 | 000 | SALAIRES 07.2019 | | | | 249.73 | 249.73- |
| 31/08/19 | 00 | 000 | SALAIRES 08.2019 | | | | 249.73 | 499.46- |
| Total compte 43730000 | | | | | 4 066.63 | | 4 565.99 | 499.46- |
| 43860000 Organismes Soc.-Autres ch.à pay | | | | | | | | |
| 01/09/18 | AN | 000 | S.A.N. | | | AB | 182.41 | 182.41- |
| 01/09/18 | EX | 000 | PROV FPC 2018 | | 182.41 | AB | | 0.00 |
| 31/08/19 | EX | 000 | PROV FPC 2019 | | | | 322.63 | 322.63- |
| Total compte 43860000 | | | | | 182.41 | | 505.04 | 322.63- |
| Total classe 43 | | | | | 21 716.72 | | 23 895.95 | 2 179.23- |
| 44100000 Etat - Subventions à recevoir | | | | | | | | |

| DATE | CJ | FOL | LIBELLE | PIECE/CENTRE/DT.ECH | DEBIT | LT | CREDIT | SOLDE |
|--|----|-----|--------------------------------|---------------------|----------|----|----------|-----------|
| 44100000 Etat - Subventions à recevoir | | | | | | | | |
| 01/09/18 | AN | 000 | S.A.N. | | 680.00 | | | 680.00 |
| 01/09/18 | EX | 000 | ASP-SUBV.CONTRAT CIVIQUE | | | | 680.00 | 0.00 |
| Total compte 44100000 | | | | | 680.00 | | 680.00 | 0.00 |
| 44210000 Etat - PAS | | | | | | | | |
| 31/01/19 | 00 | 000 | SALAIRES 01.2019 | | | AA | 3.90 | 3.90- |
| 21/02/19 | CH | 000 | PRLV SEPA DGFIP | | 4.00 | AA | | 0.10 |
| 28/02/19 | 00 | 000 | SALAIRES 02.2019 | | | AA | 3.90 | 3.80- |
| 21/03/19 | CH | 000 | PRLV SEPA DGFIP | | 4.00 | AA | | 0.20 |
| 31/03/19 | 00 | 000 | SALAIRES 03.2019 | | | AA | 3.90 | 3.70- |
| 24/04/19 | CH | 000 | PRLV SEPA DGFIP | | 4.00 | AA | | 0.30 |
| 31/05/19 | 00 | 000 | SALAIRES 05.2019 | | | AA | 3.90 | 3.60- |
| 25/06/19 | CH | 000 | PRLV SEPA DGFIP | | 4.00 | AA | | 0.40 |
| 30/06/19 | 00 | 000 | SALAIRES 06.2019 | | | AA | 73.95 | 73.55- |
| 23/07/19 | CH | 000 | PASDSH18072019-062019-81201755 | | 74.00 | AA | | 0.45 |
| 31/07/19 | 00 | 000 | SALAIRES 07.2019 | | | AA | 73.95 | 73.50- |
| 22/08/19 | CH | 000 | PASDSH16082019-072019-61201755 | | 74.00 | AA | | 0.80 |
| 22/08/19 | 00 | 000 | 65800000 AJUST PAS | | | AA | 0.50 | 0.00 |
| 22/08/19 | 00 | 000 | 65800000 AJUST PAS | | | | 0.05 | 0.05- |
| 31/08/19 | 00 | 000 | SALAIRES 08.2019 | | | | 73.95 | 74.00- |
| Total compte 44210000 | | | | | 164.00 | | 238.00 | 74.00- |
| Total classe 44 | | | | | 824.00 | | 898.00 | 74.00- |
| 46860000 Divers - Charges à payer | | | | | | | | |
| 01/09/18 | AN | 000 | S.A.N. | | | | 3 000.00 | 3 000.00- |
| 01/09/18 | EX | 000 | REMBT ALSACE ACTIVE | | 3 000.00 | | | 0.00 |
| 31/08/18 | EX | 000 | REMBT CAUTION DINMARCA | | | | 152.00 | 152.00- |
| 31/08/19 | EX | 000 | REMBT CAUTION LOUIS MICHEL | | | | 317.00 | 469.00- |
| 31/08/19 | EX | 000 | REMBT ALSACE ACTIVE | | | | 3 000.00 | 3 469.00- |
| 31/08/19 | EX | 000 | FNP FORMATION DUTILLOY | | | | 40.00 | 3 509.00- |
| Total compte 46860000 | | | | | 3 000.00 | | 6 509.00 | 3 509.00- |
| Total classe 46 | | | | | 3 000.00 | | 6 509.00 | 3 509.00- |
| 48600000 Charges constatées d'avance | | | | | | | | |
| 01/09/18 | AN | 000 | S.A.N. | | 359.95 | | | 359.95 |
| 01/09/18 | EX | 000 | CCA MAT.PEDAGOGIQUE | | | | 217.00 | 142.95 |
| 01/09/18 | EX | 000 | CCA MAT.PEDAGOGIQUE | | | | 117.48 | 26.47 |
| 01/09/18 | EX | 000 | CCA FOURN BUREAU | | | | 25.47 | 0.00 |
| Total compte 48600000 | | | | | 359.95 | | 359.95 | 0.00 |
| 48700000 Produits constatés d'avance | | | | | | | | |
| 01/09/18 | AN | 000 | S.A.N. | | | | 2 474.42 | 2 474.42- |
| 01/09/18 | EX | 000 | COTISATIONS 2018/2019 | | 340.00 | | | 2 134.42- |
| 01/09/18 | EX | 000 | PCA CAUTIONS 2018/2019 | | 2 134.42 | | | 0.00 |
| Total compte 48700000 | | | | | 2 474.42 | | 2 474.42 | 0.00 |
| Total classe 48 | | | | | 2 834.37 | | 2 834.37 | 0.00 |

Dossier : 505060

ASSOCIATION NON ECOLE
8 rue du Brochet
67300 SCHILTIGHEIM

Page : 9

Grand Livre Général

Exercice du 01/09/2018 au 31/08/2019
(Période au 31/08/2019)

brouillard

| DATE | CJ | FOL | LIBELLE | PIECE/CENTRE/DT.ECH | DEBIT | LT | CREDIT | SOLDE |
|------------------------|----|-----|------------------------------|---------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Total classe 4 | | | | | 89 933.62 | | 96 332.39 | 6 398.77- |
| 51200000 Crédit Mutuel | | | | | | | | |
| 01/09/18 | AN | 000 | S.A.N. | | 4 342.51 | | | 4 342.51 |
| 30/09/18 | CM | 000 | TOTAL DEPENSES | | | | 6 175.28 | 1 832.77- |
| 30/09/18 | CM | 000 | TOTAL RECETTES | | 8 563.00 | | | 6 730.23 |
| 31/10/18 | CM | 000 | TOTAL DES RECETTES | | 11 564.13 | | | 18 294.36 |
| 31/10/18 | CM | 000 | TOTAL DES DEPENSES | | | 17 343.48 | | 950.88 |
| 30/11/18 | CM | 000 | TOTAL DEPENSES | | | 9 134.93 | | 8 184.05- |
| 30/11/18 | CM | 000 | TOTAL RECETTES | | 10 243.78 | | | 2 059.74 |
| 06/12/18 | CM | 000 | EFFET DOMICILIE RELEVÉ 42752 | | 29.78 | AB | | 2 089.52 |
| 12/12/18 | CM | 000 | EFFET DOMICILIE RELEVÉ 43890 | | 98.96 | AB | | 2 189.46 |
| 19/12/18 | CM | 000 | EFFET DOMICILIE RELEVÉ 45094 | | 86.29 | AB | | 2 265.77 |
| 19/12/18 | CM | 000 | TOTAL DEPENSES | | | 198.03 | | 2 059.74 |
| 31/12/18 | CM | 000 | TOTAL DEPENSES | | | 11 848.36 | | 9 788.62- |
| 31/12/18 | CM | 000 | TOTAL RECETTES | | 11 169.67 | | | 1 381.05 |
| 18/01/19 | CM | 000 | EFFET DOMICILIE RELEVÉ 60760 | | 40.75 | AC | | 1 421.80 |
| 22/01/19 | CM | 000 | EFFET DOMICILIE RELEVÉ 61744 | | 48.82 | AC | | 1 488.62 |
| 30/01/19 | CM | 000 | EFFET DOMICILIE RELEVÉ 52833 | | 21.89 | AC | | 1 490.51 |
| 30/01/19 | CM | 000 | TOTAL DEPENSES | | | 100.46 | | 1 381.05 |
| 31/01/19 | CM | 000 | TOTAL DEPENSES | | | 10 647.66 | | 9 266.61- |
| 31/01/19 | CM | 000 | TOTAL RECETTES | | 9 824.90 | | | 658.29 |
| 05/02/19 | CM | 000 | EFFET DOMICILIE RELEVÉ 54649 | | 42.82 | AB | | 801.11 |
| 13/02/19 | CM | 000 | TOTAL DEPENSES | | | AD | 57.06 | 544.05 |
| 13/02/19 | CM | 000 | EFFET DOMICILIE RELEVÉ 55712 | | 14.24 | AD | | 558.29 |
| 28/02/19 | CM | 000 | TOTAL DEPENSES | | | 8 135.78 | | 5 677.47- |
| 28/02/19 | CM | 000 | TOTAL RECETTES | | 8 111.80 | | | 2 534.33 |
| 06/03/19 | CM | 000 | EFFET DOMICILIE RELEVÉ 59978 | | 45.30 | AE | | 2 579.63 |
| 13/03/19 | CM | 000 | EFFET DOMICILIE RELEVÉ 60924 | | 43.68 | AE | | 2 823.31 |
| 20/03/19 | CM | 000 | EFFET DOMICILIE RELEVÉ 61983 | | 47.41 | AE | | 2 670.72 |
| 27/03/19 | CM | 000 | TOTAL DEPENSES | | | AE | 162.10 | 2 508.62 |
| 27/03/19 | CM | 000 | EFFET DOMICILIE RELEVÉ 52036 | | 25.71 | AE | | 2 534.33 |
| 31/03/19 | CM | 000 | TOTAL DEPENSES | | | 6 170.78 | | 3 836.45- |
| 31/03/19 | CM | 000 | TOTAL RECETTES | | 8 151.80 | | | 4 510.35 |
| 03/04/19 | CM | 000 | EFFET DOMICILIE RELEVÉ 65176 | | 27.32 | AF | | 4 542.67 |
| 03/04/19 | CM | 000 | TOTAL DEPENSES | | | AF | 27.32 | 4 515.35 |
| 30/04/19 | CM | 000 | TOTAL DEPENSES | | | 11 496.21 | | 6 980.86- |
| 30/04/19 | CM | 000 | TOTAL RECETTES | | 9 332.63 | | | 2 351.77 |
| 03/05/19 | CM | 000 | EFFET DOMICILIE RELEVÉ 70807 | | 26.12 | AG | | 2 377.89 |
| 09/05/19 | CM | 000 | EFFET DOMICILIE RELEVÉ 71530 | | 27.08 | AG | | 2 404.97 |
| 16/05/19 | CM | 000 | EFFET DOMICILIE RELEVÉ 72736 | | 33.31 | AG | | 2 438.28 |
| 22/05/19 | CM | 000 | EFFET DOMICILIE RELEVÉ 73936 | | 27.32 | AG | | 2 465.60 |
| 28/05/19 | CM | 000 | TOTAL DEPENSES | | | AC | 138.71 | 2 326.89 |
| 28/05/19 | CM | 000 | EFFET DOMICILIE RELEVÉ 74659 | | 24.86 | AG | | 2 351.77 |
| 31/05/19 | CM | 000 | TOTAL DEPENSES | | | AG | 6 863.00 | 4 531.23- |
| 31/05/19 | CM | 000 | TOTAL RECETTES | | 8 505.76 | | | 3 974.53 |
| 05/06/19 | CM | 000 | EFFET DOMICILIE RELEVÉ 77005 | | 56.68 | AN | | 4 031.21 |
| 12/06/19 | CM | 000 | EFFET DOMICILIE RELEVÉ 78122 | | 22.36 | AN | | 4 053.57 |
| 21/06/19 | CM | 000 | EFFET DOMICILIE RELEVÉ 79657 | | 30.98 | AN | | 4 084.55 |
| 28/06/19 | CM | 000 | TOTAL DEPENSES | | | AN | 171.50 | 3 913.05 |
| 29/06/19 | CM | 000 | EFFET DOMICILIE RELEVÉ 80385 | | 61.48 | AN | | 3 974.53 |

Dossier : 505060

ASSOCIATION NON ECOLE
8 rue du Brochet

Page : 10

Grand Livre Général

67300 SCHILTIGHEIM

Exercice du 01/09/2018 au 31/08/2019
(Période au 31/08/2019)

brouillard

| DATE | CJ | FOL | LIBELLE | PIECE/CENTRE/DT.ECH | DEBIT | LT | CREDIT | SOLDE |
|------------------------------------|----|-----|------------------------------|---------------------|------------|----|------------|------------|
| 51200000 Crédit Mutuel | | | | | | | | |
| 30/06/19 | CM | 000 | TOTAL DEPENSES | | | | 15 058.22 | 11 083.69- |
| 30/06/19 | CM | 000 | TOTAL RECETTES | | 12 222.22 | | | 1 138.53 |
| 03/07/19 | CM | 000 | TOTAL DEPENSES | | | AI | 54.49 | 1 084.04 |
| 03/07/19 | CM | 000 | EFFET DOMICILIE RELEVÉ 62402 | | 54.49 | AI | | 1 138.53 |
| 31/07/19 | CM | 000 | TOTAL DEPENSES | | | | 7 946.56 | 6 807.03- |
| 31/07/19 | CM | 000 | TOTAL RECETTES | | 7 054.04 | | | 247.01 |
| 31/08/19 | CM | 000 | TOTAL DEPENSES | | | | 7 917.06 | 7 870.96- |
| 31/08/19 | CM | 000 | TOTAL RECETTES | | 8 620.52 | | | 949.57 |
| Total compte 51200000 | | | | | 118 823.44 | | 117 673.87 | 949.57 |
| 51210000 Crédit Mutuel Livret Bleu | | | | | | | | |
| 01/09/18 | AN | 000 | S.A.N. | | 11 749.85 | | | 11 749.85 |
| 31/10/18 | CM | 000 | TOTAL DES RECETTES | | 10 000.00 | | | 21 749.85 |
| 31/12/18 | CM | 000 | TOTAL DES RECETTES | | 5 085.53 | | | 26 845.38 |
| 31/12/18 | CM | 000 | TOTAL DES DEPENSES | | | | 1 749.85 | 25 095.53 |
| 30/01/19 | CM | 000 | TOTAL DES RECETTES | | 2 000.00 | | | 27 095.53 |
| 30/01/19 | CM | 000 | TOTAL DES DEPENSES | | | | 2 000.00 | 25 095.53 |
| 30/04/19 | CM | 000 | TOTAL DES RECETTES | | 4 000.00 | | | 29 095.53 |
| 30/06/19 | CM | 000 | TOTAL DES DEPENSES | | | | 4 095.53 | 25 000.00 |
| 30/07/19 | CM | 000 | TOTAL DES DEPENSES | | | | 1 500.00 | 23 500.00 |
| 30/08/19 | CM | 000 | TOTAL DES DEPENSES | | | | 3 000.00 | 20 500.00 |
| Total compte 51210000 | | | | | 32 845.38 | | 12 345.38 | 20 500.00 |
| 51220000 LA BANQUE POSTALE | | | | | | | | |
| 31/08/19 | BP | 000 | TOTAL DES DEPENSES | | | | 70.73 | 70.73- |
| Total compte 51220000 | | | | | | | 70.73 | 70.73- |
| 51860000 Intérêts courus à payer | | | | | | | | |
| 01/09/18 | AN | 000 | S.A.N. | | | | 8.55 | 8.55- |
| 01/09/18 | EX | 000 | FACT SGT 08.2018 | | 8.55 | | | 0.00 |
| 31/08/19 | EX | 000 | FACT SGT 08.2019 | | | | 14.66 | 14.66- |
| Total compte 51860000 | | | | | 8.55 | | 23.21 | 14.66- |
| Total classe 51 | | | | | 151 477.37 | | 130 113.19 | 21 364.18 |
| 53100000 Caisse | | | | | | | | |
| 01/09/18 | AN | 000 | S.A.N. | | 339.15 | | | 339.15 |
| 30/09/18 | CA | 000 | TOTAL DES DEPENSES | | | | 227.13 | 112.02 |
| 31/10/18 | CA | 000 | TOTAL DES RECETTES | | 175.00 | | | 287.02 |
| 31/10/18 | CA | 000 | TOTAL DES DEPENSES | | | | 94.86 | 192.16 |
| 30/11/18 | CA | 000 | TOTAL DES DEPENSES | | | | 13.90 | 178.26 |
| 31/12/18 | CA | 000 | TOTAL DES DEPENSES | | | | 22.25 | 156.01 |
| 31/01/19 | CA | 000 | TOTAL DES DEPENSES | | | | 8.50 | 147.51 |
| 28/02/19 | CA | 000 | TOTAL DES DEPENSES | | | | 44.81 | 102.70 |
| 30/06/19 | CA | 000 | TOTAL DES DEPENSES | | | | 95.00 | 7.70 |
| 31/08/19 | CA | 000 | TOTAL DES DEPENSES | | | | 7.70 | 0.00 |
| Total compte 53100000 | | | | | 514.15 | | 514.15 | 0.00 |
| Total classe 53 | | | | | 514.15 | | 514.15 | 0.00 |

| DATE | CJ | FOL | LIBELLE | PIECE/CENTRE/DT. ECH | DEBIT | LT | CREDIT | SOLDE |
|---|-----|-----|------------------------------|----------------------|------------|----|------------|-----------|
| 59100000 Virements internes | | | | | | | | |
| 10/09/18 | CM | 000 | VRST | REF01010A0 | | AK | 200.00 | 200.00- |
| 10/09/18 | CA | 000 | DEPOT CC | | 200.00 | AK | | 0.00 |
| 21/10/18 | CM | 000 | VIR LIVRET BLEU ASSOCIATION | | 10 000.00 | AC | | 10 000.00 |
| 21/10/18 | CM1 | 000 | VIRS VERS CC | | | AD | 10 000.00 | 0.00 |
| 03/12/18 | CM | 000 | VIR DE ASSOCIATION MON ECOLE | | | AC | 1 749.85 | 1 749.85- |
| 03/12/18 | CM1 | 000 | VIR COMPTE A COMPTE | | 1 749.85 | AD | | 0.00 |
| 09/12/18 | CM | 000 | VIR LIVRET BLEU ASSOCIATION | | 5 000.00 | AE | | 5 000.00 |
| 09/12/18 | CM1 | 000 | VIR COMPTE A COMPTE | | | AE | 5 000.00 | 0.00 |
| 22/01/19 | CM | 000 | VIR LIVRET BLEU ASSOCIATION | | 2 000.00 | AF | | 2 000.00 |
| 22/01/19 | CM1 | 000 | VIR COMPTE A COMPTE | | | AF | 2 000.00 | 0.00 |
| 30/01/19 | CM | 000 | VIR DE ASSOCIATION MON ECOLE | | | AG | 2 000.00 | 2 000.00- |
| 30/01/19 | CM1 | 000 | VIR COMPTE A COMPTE | | 2 000.00 | AG | | 0.00 |
| 27/04/19 | CM | 000 | VIR LIVRET BLEU ASSOCIATION | | 4 000.00 | AH | | 4 000.00 |
| 27/04/19 | CM1 | 000 | VIR COMPTE A COMPTE | | | AH | 4 000.00 | 0.00 |
| 20/06/19 | CM | 000 | VIR DE ASSOCIATION MON ECOLE | | | AI | 4 095.53 | 4 095.53- |
| 20/06/19 | CM1 | 000 | VIR COMPTE A COMPTE | | 4 095.53 | AI | | 0.00 |
| 29/06/19 | CM | 000 | VRST | REF01009A0 | | AL | 95.00 | 95.00- |
| 29/06/19 | CA | 000 | DEPOT CC | | 95.00 | AL | | 0.00 |
| 30/07/19 | CM | 000 | VIR DE ASSOCIATION MON ECOLE | | | AJ | 1 500.00 | 1 500.00- |
| 30/07/19 | CM1 | 000 | VIR COMPTE A COMPTE | | 1 500.00 | AJ | | 0.00 |
| 30/08/19 | CM | 000 | DEPUIS LIVRET BLEU | | | AB | 3 000.00 | 3 000.00- |
| 30/08/19 | CM1 | 000 | VIR VERS CC | | 3 000.00 | AB | | 0.00 |
| Total compte 59100000 | | | | | 33 640.38 | | 33 640.38 | 0.00 |
| Total classe 58 | | | | | 33 640.38 | | 33 640.38 | 0.00 |
| Total classe 5 | | | | | 185 631.90 | | 164 267.72 | 21 364.18 |
| COMPTES DE BILAN | | | | | 314 531.01 | | 301 584.31 | 12 946.70 |
| 60400000 Achats études & prest. service | | | | | | | | |
| 25/06/19 | CM | 000 | RED REVOLVER FILM LM 36 | | 480.00 | | | 480.00 |
| Total compte 60400000 | | | | | 480.00 | | | 480.00 |
| Total classe 604 | | | | | 480.00 | | | 480.00 |
| 60630000 Achats fourn. entretien | | | | | | | | |
| 11/12/18 | CA | 000 | LIDI/POT INTRETIEN | | 6.60 | | | 6.60 |
| 07/02/19 | CM | 000 | NDF ORIAN 01+02 POTS ENTRET | | 16.23 | | | 22.83 |
| Total compte 60630000 | | | | | 22.83 | | | 22.83 |
| 60631000 Achats petit équipement | | | | | | | | |
| 01/09/18 | CM | 000 | NDFCOZIEN 08 LEROY MERLIN | | 44.75 | | | 44.75 |
| 15/03/19 | CM | 000 | VIR NDF JARDIN/TABLES | | 199.96 | | | 244.71 |
| 10/05/19 | CM | 000 | NDF OUTILS JARDIN | | 13.98 | | | 258.71 |
| 14/05/19 | CM | 000 | NDF RICHERT 05 FILM P.O. | | 7.99 | | | 266.70 |
| 26/06/19 | CM | 000 | VIR NDF NATHALIE SAKHAROV | | 55.80 | | | 322.50 |
| Total compte 60631000 | | | | | 322.50 | | | 322.50 |
| 60640000 Achats fourn. administratives | | | | | | | | |

| DATE | CJ | FOL | LIBELLE | PIECE/CENTRE/DT. ECH | DEBIT | LT | CREDIT | SOLDE |
|--|----|-----|--------------------------------------|----------------------|-----------|----|----------|-----------|
| 60640000 Achats fourn. administratives | | | | | | | | |
| 01/09/18 | EX | 000 | CCA FOURN BUREAU | | 25.47 | | | 25.47 |
| 20/09/18 | CA | 000 | SUPER U FOURNITURES | | 10.53 | | | 36.00 |
| 29/09/18 | CA | 000 | LANA PAPIERS | | 16.80 | | | 52.80 |
| 27/11/18 | CM | 000 | NDF RICHERT 11 BUREAU V FOURNI | | 12.14 | | | 64.74 |
| 27/11/18 | CM | 000 | NDF RICHERT 11 PHOTOCOPI | | 2.00 | | | 66.74 |
| 07/02/19 | CM | 000 | NDF ORIAN 01+02 FOURN SCOL | | 28.59 | | | 95.33 |
| 24/02/19 | CM | 000 | NDF COZIEN 02 BOTTES RANGEMENT | | 59.94 | | | 155.27 |
| 24/02/19 | CM | 000 | NDF COZIEN 02 CARTOUCHE IMPRIM | | 19.99 | | | 175.26 |
| 24/02/19 | CM | 000 | NDF COZIEN 02 ABNMT TOP PRINT | | 45.00 | | | 220.26 |
| 14/05/19 | CM | 000 | NDF RICHERT 05 PDMG OPERA | | 10.00 | | | 230.26 |
| 14/05/19 | CM | 000 | NDF RICHERT 05 FOURN ACTION | | 23.87 | | | 254.13 |
| 11/06/19 | CM | 000 | NDF MARIAT PAPIER+SCISSERS | | 8.87 | | | 262.80 |
| Total compte 60640000 | | | | | 262.80 | | | 262.80 |
| 60650000 Matériel Pédagogique | | | | | | | | |
| 01/09/18 | EX | 000 | CCA MAT.PEDAGOGIQUE | | 217.00 | | | 217.00 |
| 01/09/18 | EX | 000 | CCA MAT.PEDAGOGIQUE | | 117.48 | | | 334.48 |
| 01/09/18 | CM | 000 | NDF RICHERT 09 FOURNIT SCOLA | | 517.81 | | | 852.29 |
| 10/09/18 | CM | 000 | NDF MARIAT 09 MATERIEL PERISC | | 171.86 | | | 1 024.15 |
| 10/09/18 | CM | 000 | NDF COZIEN 09 EDITIONS ODILON | | 57.50 | | | 1 081.65 |
| 08/10/18 | CA | 000 | ROUGIER | | 12.80 | | | 1 094.45 |
| 22/01/19 | CM | 000 | BIBLIOTH FOURNIT SCOL RENTRES | | 183.00 | | | 1 277.45 |
| 25/02/19 | CA | 000 | BUREAU VALLEE | | 24.85 | | | 1 302.10 |
| 19/05/19 | CM | 000 | NDF MARIAT FOURNITURES | | 11.12 | | | 1 313.22 |
| 17/06/19 | CM | 000 | OFFICE DEPOT CARTE 5535213 | | 45.06 | | | 1 358.28 |
| 15/08/19 | CM | 000 | RENTREE DISCOUNT CARTE 5535213 | | 531.46 | | | 1 889.74 |
| 20/08/19 | CM | 000 | RETRAIT PENF | | 150.00 | | | 2 039.74 |
| 22/08/19 | CM | 000 | VIR NDF CECILE COZIEN | | 159.78 | | | 2 199.52 |
| 27/08/19 | CM | 000 | RETRAIT PENF | | 70.00 | | | 2 269.52 |
| 30/08/19 | CM | 000 | AMAZON EU SARL CARTE 5535213 2090401 | | 10.80 | | | 2 280.32 |
| 30/08/19 | AC | 000 | EDITIONS ODILON FA180284 | | 57.50 | | | 2 337.82 |
| Total compte 60650000 | | | | | 2 337.82 | | | 2 337.82 |
| Total classe 606 | | | | | 2 945.95 | | | 2 945.95 |
| Total classe 60 | | | | | 3 425.95 | | | 3 425.95 |
| 61320000 Locations immobilières | | | | | | | | |
| 01/09/18 | EX | 000 | FNP LOVER SCHILTIGHEIM | | | | 8 500.00 | 8 500.00- |
| 11/06/19 | CM | 000 | VIR LOVER 2017/2018 | | 8 500.00 | | | 0.00 |
| 31/08/18 | EX | 000 | FNP LOVER SCHILTIGHEIM | | 5 000.00 | | | 5 000.00 |
| Total compte 61320000 | | | | | | | 8 500.00 | 5 000.00 |
| 61350000 Locations mobilières | | | | | | | | |
| 21/04/19 | CM | 000 | RENTIZ LOC VAN | | 188.00 | | | 188.00 |
| 12/05/19 | CM | 000 | VIR C. COZIEN RBT VAN | | 188.00 | | | 376.00 |
| Total compte 61350000 | | | | | 376.00 | | | 376.00 |
| Total classe 613 | | | | | 13 876.00 | | 8 500.00 | 5 376.00 |

| | |
|---|---|
| Dossier : 505060 | ASSOCIATION MON ECOLE 8 rue du Brochet |
| Page : 13 | 67300 SCHILTIGHEIM |
| Grand Livre Général | |
| Exercice du 01/09/2018 au 31/08/2019 (Période au 31/08/2019) | |
| brouillard | |

| DATE | CJ | FOL | LIBELLE | PIECE/CENTRE/DT.ECH | DEBIT | LT | CREDIT | SOLDE |
|-------------------------------------|----|-----|--------------------------------|---------------------|-----------|----|----------|----------|
| 01600000 Primes d'assurances | | | | | | | | |
| 07/01/19 | CM | 000 | PRLV SEPA HAIF 2019 | | 342.48 | | | 342.48 |
| Total compte 01600000 | | | | | 342.48 | | | 342.48 |
| Total classe 616 | | | | | 342.48 | | | 342.48 |
| Total classe 61 | | | | | 14 218.48 | | 8 500.00 | 5 718.48 |
| 62260000 Honoraires | | | | | | | | |
| 01/09/18 | EX | 000 | FNP HANS ET ASSOCIES | | | | 900.00 | 900.00 |
| 05/10/18 | CM | 000 | OGACA F18/19236 07/2018 | | 69.84 | | | 830.16 |
| 05/10/18 | CM | 000 | OGACA F18/19533 08/2018 | | 69.84 | | | 760.32 |
| 21/10/18 | CM | 000 | YVR OGACA F18/18902 09/2018 | | 69.84 | | | 690.48 |
| 20/11/18 | CM | 000 | YVR OGACA - FACTURE 18/20993 | | 69.84 | | | 620.64 |
| 27/11/18 | CM | 000 | PRLV SEPA HANS ET ASSOCIA S ST | | 75.00 | | | 545.64 |
| 27/11/18 | CM | 000 | PRLV SEPA HANS ET ASSOCIA S ST | | 450.00 | | | 95.64 |
| 27/12/18 | CM | 000 | PRLV SEPA HANS ET ASSOCIA S ST | | 450.00 | | | 354.36 |
| 27/12/18 | CM | 000 | PRLV SEPA HANS ET ASSOCIA S ST | | 75.00 | | | 429.36 |
| 25/01/19 | CM | 000 | PRLV SEPA HANS ET ASSOCIA S ST | | 75.00 | | | 354.36 |
| 25/02/19 | CM | 000 | PRLV SEPA HANS ET ASSOCIA S ST | | 75.00 | | | 279.36 |
| 25/02/19 | CM | 000 | OGACA PAIE 18/20472 11/2018 | | 69.84 | | | 209.52 |
| 25/02/19 | CM | 000 | OGACA PAIE 18/21324 01/2019 | | 134.64 | | | 73.88 |
| 15/03/19 | CM | 000 | OGACA PAIE 18/21698 02/2019 | | 69.84 | | | 3.04 |
| 26/03/19 | CM | 000 | PRLV SEPA HANS ET ASSOCIA S ST | | 75.00 | | | 3.04 |
| 08/04/19 | CM | 000 | YVR FACTURE FIDEM 190157 | | 227.00 | | | 1 155.88 |
| 25/04/19 | CM | 000 | PRLV SEPA HANS ET ASSOCIA S ST | | 75.00 | | | 1 230.88 |
| 02/05/19 | CM | 000 | YVR OGACA PAIE 0319 18/21698 | | 69.84 | | | 1 300.52 |
| 27/05/19 | CM | 000 | PRLV SEPA HANS ET ASSOCIA S ST | | 75.00 | | | 1 375.52 |
| 11/06/18 | CM | 000 | YVR FIDEM CONSEIL F190277 | | 408.00 | | | 1 783.52 |
| 25/06/19 | CM | 000 | PRLV SEPA HANS ET ASSOCIA S ST | | 75.00 | | | 1 858.52 |
| 25/07/19 | CM | 000 | PRLV SEPA HANS ET ASSOCIA S ST | | 75.00 | | | 1 833.52 |
| 26/08/19 | CM | 000 | PRLV SEPA HANS ET ASSOCIA S ST | | 75.00 | | | 2 008.52 |
| 31/08/19 | EX | 000 | FNP HANS ET ASSOCIES | | 168.00 | | | 2 176.52 |
| Total compte 62260000 | | | | | 3 076.52 | | 900.00 | 2 176.52 |
| Total classe 622 | | | | | 3 076.52 | | 900.00 | 2 176.52 |
| 62310000 Publ.annonces & insertions | | | | | | | | |
| 23/04/19 | CM | 000 | YVR FLYERS JOUR PORTE OUVERTE | | 117.76 | | | 117.76 |
| Total compte 62310000 | | | | | 117.76 | | | 117.76 |
| 62340000 Cadeaux à la clientèle | | | | | | | | |
| 17/12/18 | CM | 000 | TOTEN KUNDOEL 2018 ENSEIGNANTS | | 300.00 | | | 300.00 |
| 22/08/19 | CM | 000 | CADEAU DEPART SKILLA | | 248.00 | | | 548.00 |
| Total compte 62340000 | | | | | 548.00 | | | 548.00 |
| Total classe 623 | | | | | 665.76 | | | 665.76 |
| 62510000 Voyages et déplacements | | | | | | | | |
| 10/09/18 | CM | 000 | NDF BREYER 09 YAOURTIS | | 25.73 | | | 25.73 |
| 12/05/18 | CM | 000 | PRONATURA FVC 1037961 | | 41.81 | | | 67.54 |

| | |
|---|---|
| Dossier : 505060 | ASSOCIATION MON ECOLE 8 rue du Brochet |
| Page : 14 | 67300 SCHILTIGHEIM |
| Grand Livre Général | |
| Exercice du 01/09/2018 au 31/08/2019 (Période au 31/08/2019) | |
| brouillard | |

| DATE | CJ | FOL | LIBELLE | PIECE/CENTRE/DT.ECH | DEBIT | LT | CREDIT | SOLDE |
|----------------------------------|----|-----|---------------------------------|---------------------|--------|----|--------|----------|
| 62510000 Voyages et déplacements | | | | | | | | |
| 19/09/18 | CM | 000 | PRONATURA FVC 1042793 | | 34.44 | | | 101.98 |
| 26/09/18 | CM | 000 | PRO NATURA FVC 1046885 | | 44.10 | | | 146.08 |
| 30/09/18 | CM | 000 | NDF BREYER 09 YAOURTIS | | 23.38 | | | 169.46 |
| 03/10/18 | CM | 000 | PRO NATURA FVC 1051339 | | 52.28 | | | 221.74 |
| 04/10/18 | CA | 000 | 53100000 | | 17.98 | | | 239.72 |
| 04/10/18 | CA | 000 | 53100000 | | 19.16 | | | 258.88 |
| 08/10/18 | CA | 000 | 53100000 | | 6.50 | | | 265.38 |
| 10/10/18 | CM | 000 | PRO NATURA 1055844 | | 33.45 | | | 298.83 |
| 12/10/18 | CA | 000 | 53100000 | | 20.00 | | | 318.83 |
| 12/10/18 | CA | 000 | 53100000 | | 6.08 | | | 324.91 |
| 17/10/18 | CM | 000 | PRONATURA FVC 1060512 | | 72.28 | | | 397.19 |
| 17/10/18 | CA | 000 | 53100000 | | 12.34 | | | 409.53 |
| 16/11/18 | CM | 000 | PRONATURA FVC 10795871 | | 21.15 | | | 430.68 |
| 18/11/18 | CM | 000 | INDIGO RBT PARKING E. RICHERT | | 184.00 | | | 614.68 |
| 18/11/18 | CM | 000 | NDF SAKHAROV 11 YAOURTIS | | 22.79 | | | 637.47 |
| 19/11/18 | CA | 000 | 53100000 | | 10.70 | | | 648.17 |
| 21/11/18 | CM | 000 | PRONATURA FVC 1081796 | | 62.07 | | | 710.24 |
| 27/11/18 | CM | 000 | NDF RICHERT 11 FROMAGES | | 20.00 | | | 730.24 |
| 27/11/18 | CM | 000 | 51200000 | | 5.03 | | | 735.27 |
| 28/11/18 | CM | 000 | PRONATURA FVC 1098206 | | 34.85 | | | 770.12 |
| 03/12/18 | CM | 000 | NDF C. COZIEEN/BILLETS CTS | | 16.20 | | | 786.32 |
| 03/12/18 | CM | 000 | 51200000 | | 14.95 | | | 801.27 |
| 03/12/18 | CM | 000 | 51200000 | | 26.00 | | | 827.27 |
| 05/12/18 | CM | 000 | PRO NATURA FVC 1090959 | | 29.78 | | | 857.05 |
| 12/12/18 | CM | 000 | PRO NATURA FVC 1094079+1094078 | | 99.96 | | | 957.01 |
| 19/12/18 | CM | 000 | PRO NATURA FVC 1098302 | | 68.29 | | | 1 025.30 |
| 08/01/19 | CA | 000 | 53100000 | | 8.50 | | | 1 033.80 |
| 10/01/19 | CM | 000 | NDF BREYER 12 NATURALIA | | 18.75 | | | 1 052.55 |
| 16/01/19 | CM | 000 | PRO NATURA 1114428 | | 40.75 | | | 1 093.30 |
| 22/01/19 | CM | 000 | LECLERC YAOURTIS | | 20.28 | | | 1 113.58 |
| 22/01/19 | CM | 000 | PRONATURA SAS 1118038 | | 46.82 | | | 1 160.40 |
| 28/01/19 | CM | 000 | NDF NATHALIE 01 YAOURTIS | | 23.95 | | | 1 184.35 |
| 28/01/19 | CM | 000 | NDF CLAUDIE REPAS FIN D ANNEE | | 35.40 | | | 1 219.75 |
| 28/01/19 | CM | 000 | SORTIE BILLETTERIE OPERA | | 978.00 | | | 2 197.75 |
| 30/01/19 | CM | 000 | PRONATURA SAS 1122592 | | 21.89 | | | 2 219.64 |
| 02/02/19 | CA | 000 | 53100000 | | 8.54 | | | 2 228.18 |
| 04/02/19 | CA | 000 | 53100000 | | 11.62 | | | 2 239.80 |
| 05/02/19 | CM | 000 | PRONATURA SAS 1127171 | | 42.82 | | | 2 282.62 |
| 07/02/19 | CM | 000 | 51200000 | | 3.09 | | | 2 285.71 |
| 13/02/19 | CM | 000 | NDF OREAN 01+02 LEGUMES/ATELIER | | 14.24 | | | 2 299.95 |
| 24/02/19 | CM | 000 | 51200000 | | 6.44 | | | 2 306.39 |
| 24/02/19 | CM | 000 | 51200000 | | 8.40 | | | 2 314.79 |
| 24/02/19 | CM | 000 | 51200000 | | 18.80 | | | 2 333.59 |
| 28/02/19 | CM | 000 | NDF N. SAKAROV YAOURTIS | | 24.12 | | | 2 357.71 |
| 08/03/19 | CM | 000 | PRONATURA SAS 1146132 | | 45.30 | | | 2 403.01 |
| 13/03/19 | CM | 000 | PRO NATURA 1148637 | | 43.68 | | | 2 446.69 |
| 15/03/19 | CM | 000 | CORA YAOURTIS | | 22.16 | | | 2 468.85 |
| 20/03/19 | CM | 000 | PRONATURA SAS 1155347 | | 47.41 | | | 2 516.26 |
| 22/03/19 | CM | 000 | BOTANIC PLANTS FRUITS LEG FLEU | | 73.46 | | | 2 589.72 |
| 27/03/19 | CM | 000 | PRO NATURA 1159011 | | 25.71 | | | 2 615.43 |

| DATE | CJ | FOL | LIBELLE | PIECE/CENTRE/DT.ECH | DEBIT | LT | CREDIT | SOLDE |
|----------------------------------|----|-----|--------------------------------|---------------------|----------|----|--------|----------|
| 62510000 Voyages et déplacements | | | | | | | | |
| 03/04/19 | CM | 000 | PRONATURA SAS 1163626 | | 27.32 | | | 2 640.76 |
| 07/04/19 | CM | 000 | CORA YAOURTS | | 14.06 | | | 2 654.81 |
| 24/04/19 | CM | 000 | CARREFOUR BISCUITS | | 4.18 | | | 2 699.99 |
| 25/04/19 | CM | 000 | CTS BILLETS TRANSPORTS | | 58.80 | | | 2 717.79 |
| 25/04/19 | CM | 000 | OPERA DU RHIN | | 29.00 | | | 2 746.79 |
| 26/04/19 | CM | 000 | CORA YAOURTS | | 24.41 | | | 2 771.20 |
| 03/05/19 | CM | 000 | PRONATURA SAS 1184524 | | 26.12 | | | 2 797.32 |
| 08/05/19 | CM | 000 | CLASSE VERTE MAISON FAMILIALE | | 200.00 | | | 2 997.32 |
| 09/05/19 | CM | 000 | PRONATURA SAS 1196322 | | 27.08 | | | 3 024.40 |
| 10/05/19 | CM | 000 | LIDL SENECHES JARDIN | | 11.62 | | | 3 036.02 |
| 10/05/19 | CM | 000 | APRR CARTE 5535213 | | 6.10 | | | 3 042.12 |
| 13/05/19 | CM | 000 | APRR CARTE 5535213 | | 6.10 | | | 3 048.22 |
| 14/05/19 | CM | 000 | NDF RICHERT 05 L'ATELIER A PAT | | 20.63 | | | 3 068.82 |
| 16/05/19 | CM | 000 | PRO NATURA 1190430 | | 33.31 | | | 3 102.13 |
| 18/05/19 | CM | 000 | CORA YAOURTS | | 24.41 | | | 3 126.54 |
| 18/05/19 | CM | 000 | VIR NDF CLASSE VERTE | | 50.48 | | | 3 177.00 |
| 20/05/19 | CM | 000 | VIR NDF CLASSE VERTE ?? | | 52.90 | | | 3 229.90 |
| 20/05/19 | CM | 000 | NDF ROUSSEAU CLASSE VERTE | | 43.17 | | | 3 272.67 |
| 20/05/19 | CM | 000 | NDF LE ROY CLASSE VERTE | | 6.30 | | | 3 278.97 |
| 20/05/19 | CM | 000 | NDF ROUSSEAU CLASS V FR KILOM | | 33.34 | | | 3 312.31 |
| 20/05/19 | CM | 000 | NDF LE ROY CLASSE V FR KILOMET | | 12.20 | | | 3 324.51 |
| 22/05/19 | CM | 000 | PRONATURA SAS | | 27.32 | | | 3 351.83 |
| 28/05/19 | CM | 000 | PRONATURA SAS 1199690 | | 24.88 | | | 3 376.71 |
| 09/06/19 | CM | 000 | PRO NATURA 1209659 | | 56.68 | | | 3 433.39 |
| 11/06/19 | CM | 000 | CORA YAOURTS | | 21.09 | | | 3 454.48 |
| 12/06/19 | CM | 000 | PRONATURA SAS 1209468 | | 22.38 | | | 3 476.84 |
| 17/06/19 | CM | 000 | VIR YAOURTS | | 21.09 | | | 3 497.93 |
| 17/06/19 | CM | 000 | NATURALIA CARTE 5535213 | | 22.98 | | | 3 520.91 |
| 18/06/19 | CM | 000 | CTS DA CARTE 5535213 | | 3.60 | | | 3 524.51 |
| 21/06/19 | CM | 000 | PRONATURA SAS 1216720 | | 30.98 | | | 3 555.49 |
| 21/06/19 | CM | 000 | VISITE MUSEE ART MODERNE | | 20.00 | | | 3 575.48 |
| 24/06/19 | CM | 000 | MAGASIN U CARTE 5535213 | | 4.44 | | | 3 579.93 |
| 24/06/19 | CM | 000 | CTS DA CARTE 5535213 | | 34.50 | | | 3 614.43 |
| 26/06/19 | CM | 000 | PRONATURA SAS 1218106 | | 61.48 | | | 3 675.91 |
| 26/06/19 | CM | 000 | VIR NDF PISCINE /s/odie | | 74.00 | | | 3 749.91 |
| 26/06/19 | CM | 000 | VIR NDF CLASSE VERTE | | 16.76 | | | 3 766.67 |
| 26/06/19 | CM | 000 | VIR NDF CLASSE VERTE | | 8.82 | | | 3 775.59 |
| 30/06/19 | CM | 000 | VIR NDF E. RICHERT SORTIE PISC | | 8.10 | | | 3 783.69 |
| 03/07/19 | CM | 000 | PRO NATURA 1224198 | | 54.49 | | | 3 838.18 |
| 04/07/19 | CM | 000 | PAYPAL CARTE 5535213 | | 105.00 | | | 3 943.18 |
| 08/07/19 | CM | 000 | CTS DA CARTE 5535213 | | 27.80 | | | 3 970.78 |
| 22/08/19 | CM | 000 | PISCINE/SCHILTIGHEIM 08.2019 | 2638710 | 259.20 | | | 4 229.98 |
| 22/08/19 | CM | 000 | PISCINE/SCHILTIGHEIM 05.2019 | 2638711 | 345.60 | | | 4 575.58 |
| 30/08/19 | AC | 000 | DAPRD PRONATURA FNC1285648 | | 48.09 | | | 4 623.67 |
| Total compte 62510000 | | | | | 4 623.67 | | | 4 623.67 |
| 62560000 Missions et réceptions | | | | | | | | |
| 06/03/19 | AC | 000 | NDF BETHLEME 03/2019 | | 49.30 | | | 49.30 |
| 24/06/19 | CM | 000 | CHEVAL BLANC CARTE 5535213 | | 5.80 | | | 55.10 |
| Total compte 62560000 | | | | | 55.10 | | | 55.10 |

| DATE | CJ | FOL | LIBELLE | PIECE/CENTRE/DT.ECH | DEBIT | LT | CREDIT | SOLDE |
|--------------------------------------|----|-----|----------|-----------------------------------|----------|----|--------|----------|
| Total classe 625 | | | | | 4 678.77 | | | 4 678.77 |
| 62610000 Frais postaux | | | | | | | | |
| 25/11/18 | CA | 000 | 53100000 | LA POSTE | 3.20 | | | 3.20 |
| 11/12/18 | CA | 000 | 53100000 | LA POSTE | 15.65 | | | 18.85 |
| 24/02/19 | CM | 000 | 51200000 | NDF COZIEN 02 FR AFFRANCHISSEMENT | 24.68 | | | 43.54 |
| 14/05/19 | CM | 000 | 51200000 | NDF RICHERT 05 AFFRANCHISEMENT | 20.80 | | | 64.34 |
| Total compte 62610000 | | | | | 64.34 | | | 64.34 |
| 62620000 Frais de télécommunications | | | | | | | | |
| 01/09/18 | EX | 000 | | FNP ORANGE 08.2018 | | | 52.80 | 52.80- |
| 06/09/18 | CM | 000 | | PRLV SEPA ORANGE | 52.80 | | | 0.00 |
| 08/10/18 | CM | 000 | | PRLV SEPA ORANGE | 52.80 | | | 52.80 |
| 05/11/18 | CM | 000 | | PRLV SEPA ORANGE | 52.80 | | | 105.60 |
| 07/12/18 | CM | 000 | | PRLV SEPA ORANGE | 52.80 | | | 158.40 |
| 07/01/19 | CM | 000 | | PRLV SEPA ORANGE | 52.80 | | | 211.20 |
| 05/02/19 | CM | 000 | | PRLV SEPA ORANGE | 52.80 | | | 264.00 |
| 11/03/19 | CM | 000 | | PRLV SEPA ORANGE | 52.80 | | | 316.80 |
| 08/04/19 | CM | 000 | | PRLV SEPA ORANGE | 52.80 | | | 369.60 |
| 09/05/19 | CM | 000 | | PRLV SEPA ORANGE | 52.80 | | | 422.40 |
| 08/06/19 | CM | 000 | | PRLV SEPA ORANGE | 52.80 | | | 475.20 |
| 08/07/19 | CM | 000 | | PRLV SEPA ORANGE | 52.80 | | | 528.00 |
| 05/08/19 | CM | 000 | | PRLV SEPA ORANGE | 52.80 | | | 580.80 |
| 31/08/19 | EX | 000 | | FNP ORANGE 08.2019 | 52.80 | | | 633.60 |
| Total compte 62620000 | | | | | 686.40 | | 52.80 | 633.60 |
| Total classe 626 | | | | | 750.74 | | 52.80 | 697.94 |
| 62700000 Services bancaires | | | | | | | | |
| 01/08/18 | EX | 000 | | FACT SGT 08.2018 | | | 8.55 | 8.55- |
| 10/08/18 | CM | 000 | | FACTURE SGT18010100010899 | 0010899 | | | 0.00 |
| 10/10/18 | CM | 000 | | FACTURE SGT18010100012124 | 0012124 | | | 13.48 |
| 12/11/18 | CM | 000 | | FACTURE SGT18010100013340 | 0013340 | | | 81.28 |
| 10/12/18 | CM | 000 | | FACTURE SGT18010100014555 | 0014555 | | | 13.77 |
| 10/01/19 | CM | 000 | | FACTURE SGT18010100011689 | 00011689 | | | 14.06 |
| 11/02/19 | CM | 000 | | FACTURE SGT18010100002388 | 0002388 | | | 16.23 |
| 11/03/19 | CM | 000 | | FACTURE SGT18010100003608 | 0003608 | | | 16.23 |
| 10/04/19 | CM | 000 | | FACTURE SGT18010100004843 | 0004843 | | | 35.23 |
| 10/05/19 | CM | 000 | | FACTURE SGT18010100006052 | 0006052 | | | 35.23 |
| 10/06/19 | CM | 000 | | FACTURE SGT18010100007258 | 0007258 | | | 26.02 |
| 10/07/19 | CM | 000 | | FACTURE SGT18010100008478 | 0008478 | | | 35.23 |
| 06/08/19 | BP | 000 | 51220000 | COTISATION ADISPO | | | | 20.73 |
| 06/08/19 | BP | 000 | 51220000 | COTISATION CARTE BUSINESS | | | | 50.00 |
| 12/08/19 | CM | 000 | | FACTURE SGT18010100009697 | 0009697 | | | 14.66 |
| 31/08/19 | EX | 000 | | FACT SGT 08.2019 | | | | 14.66 |
| Total compte 62700000 | | | | | 395.34 | | 8.55 | 386.79 |
| Total classe 627 | | | | | 395.34 | | 8.55 | 386.79 |
| 62800000 Divers | | | | | | | | |
| 03/12/18 | CM | 000 | | JARDINS OUVRIERS CONTRAT 18/19 | 77.00 | | | 77.00 |

| | |
|---|---|
| Dossier : 505060 | ASSOCIATION MON ECOLE 8 rue du Brochet |
| Page : 17 | 67300 SCHILTIGHEIM |
| Grand Livre Général | |
| Exercice du 01/09/2018 au 31/08/2019 (Période au 31/08/2019) | |
| brouillard | |

| DATE | CJ | FOL | LIBELLE | PIECE/CENTRE/DT.ECH | DEBIT | LT | CREDIT | SOLDE |
|---|----|-----|--|---------------------|-----------|----|--------|-----------|
| Total compte 62900000 | | | | | 77.00 | | | 77.00 |
| Total classe 628 | | | | | 77.00 | | | 77.00 |
| Total classe 62 | | | | | 9 644.13 | | 961.35 | 8 682.78 |
| 63330000 Part. empl. form. prof. continue | | | | | | | | |
| 01/09/18 | EX | 000 | PROV FPC 2018 | | | | 182.41 | 182.41 |
| 28/02/19 | CH | 000 | AGLFOS FORM PROFESSIONNELLE | | 324.66 | | | 142.25 |
| 31/08/19 | EX | 000 | PROV FPC 2019 | | 322.63 | | | 464.88 |
| Total compte 63330000 | | | | | 647.29 | | 162.41 | 464.88 |
| Total classe 633 | | | | | 647.29 | | 162.41 | 464.88 |
| 63580000 Autres droits | | | | | | | | |
| 22/08/19 | CH | 000 | CHEQUE 2638709 DECHETS MENAGER 2638709 | | 95.70 | | | 95.70 |
| Total compte 63580000 | | | | | 95.70 | | | 95.70 |
| Total classe 635 | | | | | 95.70 | | | 95.70 |
| Total classe 63 | | | | | 742.98 | | 182.41 | 560.58 |
| 64100000 Salaires | | | | | | | | |
| 30/09/18 | 00 | 000 | SALAIRES 09.2018 | | 3 980.94 | | | 3 980.94 |
| 31/10/18 | 00 | 000 | SALAIRES 10.2018 | | 3 980.94 | | | 7 961.88 |
| 30/11/18 | 00 | 000 | SALAIRES 11.2018 | | 3 980.94 | | | 11 942.82 |
| 31/12/18 | 00 | 000 | SALAIRES 12.2018 | | 4 083.27 | | | 16 026.09 |
| 31/01/19 | 00 | 000 | SALAIRES 01.2019 | | 3 980.94 | | | 20 007.03 |
| 28/02/19 | 00 | 000 | SALAIRES 02.2019 | | 4 126.07 | | | 24 133.10 |
| 31/03/19 | 00 | 000 | SALAIRES 03.2019 | | 3 980.94 | | | 28 114.04 |
| 30/04/19 | 00 | 000 | SALAIRES 04.2019 | | 3 980.94 | | | 32 094.98 |
| 31/05/19 | 00 | 000 | SALAIRES 05.2019 | | 3 980.94 | | | 36 075.92 |
| 30/06/19 | 00 | 000 | SALAIRES 06.2019 | | 4 845.94 | | | 40 921.86 |
| 31/07/19 | 00 | 000 | SALAIRES 07.2019 | | 3 980.94 | | | 44 902.80 |
| 31/08/19 | 00 | 000 | SALAIRES 08.2019 | | 3 980.94 | | | 48 883.74 |
| Total compte 64100000 | | | | | 48 883.74 | | | 48 883.74 |
| 64140000 Indemnités et avantages divers | | | | | | | | |
| 30/09/18 | 00 | 000 | SALAIRES 09.2018 | | 362.70 | | | 362.70 |
| 31/10/18 | 00 | 000 | SALAIRES 10.2018 | | 362.70 | | | 725.40 |
| 30/11/18 | 00 | 000 | SALAIRES 11.2018 | | 362.70 | | | 1 088.10 |
| 31/12/18 | 00 | 000 | SALAIRES 12.2018 | | 362.70 | | | 1 450.80 |
| 31/01/19 | 00 | 000 | SALAIRES 01.2019 | | 362.70 | | | 1 813.50 |
| 28/02/19 | 00 | 000 | SALAIRES 02.2019 | | 362.70 | | | 2 176.20 |
| 31/03/19 | 00 | 000 | SALAIRES 03.2019 | | 362.70 | | | 2 538.90 |
| 30/04/19 | 00 | 000 | SALAIRES 04.2019 | | 362.70 | | | 2 901.60 |
| 31/05/19 | 00 | 000 | SALAIRES 05.2019 | | 362.70 | | | 3 264.30 |
| 30/06/19 | 00 | 000 | SALAIRES 06.2019 | | 362.70 | | | 3 627.00 |
| 31/07/19 | 00 | 000 | SALAIRES 07.2019 | | 362.70 | | | 3 989.70 |
| 31/08/19 | 00 | 000 | SALAIRES 08.2019 | | 362.70 | | | 4 352.40 |
| Total compte 64140000 | | | | | 4 352.40 | | | 4 352.40 |

| | |
|---|---|
| Dossier : S05060 | ASSOCIATION MON ECOLE 8 rue du Brochet |
| Page : 18 | 67300 SCHILTIGHEIM |
| Grand Livre Général | |
| Exercice du 01/09/2018 au 31/08/2019 (Période au 31/08/2019) | |
| brouillard | |

| DATE | CJ | FOL | LIBELLE | PIECE/CENTRE/DT.ECH | DEBIT | LT | CREDIT | SOLDE |
|---------------------------------------|----|-----|-------------------------------|---------------------|-----------|------|--------|-----------|
| 64141000 Service civique - indemnités | | | | | | | | |
| 01/09/18 | EX | 000 | IND SERV. CIVIQUE 07.2018 | | | | 107.58 | 107.58 |
| 08/10/18 | CH | 000 | VIR INDEMNITES SMILLA WIELAND | | 400.00 | | | 292.42 |
| 22/10/18 | CH | 000 | VIR INDEMNITES KOSMA 07/2018 | | 107.58 | | | 399.98 |
| 22/10/18 | CH | 000 | VIR IND. 08 10/2018 LAETITIA | | 215.12 | | | 615.10 |
| 27/11/18 | CH | 000 | VIR RBT INDEMNITES SMILLA | | 400.00 | | | 1 015.10 |
| 30/11/18 | CH | 000 | VIR VRT IND L. DUTILLOY | | 107.58 | | | 1 122.66 |
| 31/12/18 | CH | 000 | VIR INDEMNITE SC LAETITIA | | 107.58 | | | 1 230.26 |
| 31/12/18 | CH | 000 | VIR INDEMNITE SC SMILLA | | 110.32 | | | 1 340.58 |
| 30/01/19 | CH | 000 | VIR VIRT SC SMILLA | | 227.58 | | | 1 568.16 |
| 30/01/19 | CH | 000 | VIR VRT SC LAETITIA | | 107.58 | | | 1 675.74 |
| 28/02/19 | CH | 000 | VIR VIRT SC SMILLA | | 227.58 | | | 1 903.32 |
| 28/02/19 | CH | 000 | VIR VRT SC LAETITIA | | 107.58 | | | 2 010.90 |
| 30/03/19 | CH | 000 | VIR VIRT SC SMILLA | | 227.58 | | | 2 238.48 |
| 30/03/19 | CH | 000 | VIR VRT SC LAETITIA | | 107.58 | | | 2 346.06 |
| 30/04/19 | CH | 000 | VIR VIRT SC SMILLA | | 227.58 | | | 2 573.64 |
| 30/04/19 | CH | 000 | VIR VRT SC LAETITIA | | 107.58 | | | 2 681.22 |
| 30/05/19 | CH | 000 | VIR VIRT SC SMILLA | | 227.58 | | | 2 908.80 |
| 30/05/19 | CH | 000 | VIR VRT SC LAETITIA | | 107.58 | | | 3 016.38 |
| 30/06/19 | CH | 000 | VIR VIRT SC SMILLA | | 227.58 | | | 3 243.96 |
| 30/06/19 | CH | 000 | VIR VRT SC LAETITIA | | 107.58 | | | 3 351.54 |
| Total compte 64141000 | | | | | 3 459.12 | | 107.58 | 3 351.54 |
| Total classe 641 | | | | | 56 695.26 | | 107.58 | 56 587.68 |
| 64510000 Cotisations Urssaf | | | | | | | | |
| 30/09/18 | 00 | 000 | SALAIRES 09.2018 | | 652.50 | | | 652.50 |
| 30/09/18 | 00 | 000 | URSSAF 09.2018 | | 0.45 | | | 652.95 |
| 31/10/18 | 00 | 000 | AJUST URSSAF 10.2018 | | 0.05 | | | 653.00 |
| 31/10/18 | 00 | 000 | SALAIRES 10.2018 | | 650.72 | | | 1 303.72 |
| 30/11/18 | 00 | 000 | SALAIRES 11.2018 | | 649.88 | | | 1 953.60 |
| 30/11/18 | 00 | 000 | AJUST URSSAF 11.2018 | | | 0.11 | | 1 953.49 |
| 31/12/18 | 00 | 000 | SALAIRES 12.2018 | | 676.68 | | | 2 632.17 |
| 31/12/18 | 00 | 000 | AJUST URSSAF 12.2018 | | 0.24 | | | 2 632.41 |
| 31/01/19 | 00 | 000 | SALAIRES 01.2019 | | 527.65 | | | 3 160.06 |
| 31/01/19 | 00 | 000 | AJUST URSSAF 01.2019 | | 1.08 | | | 3 161.14 |
| 28/02/19 | 00 | 000 | SALAIRES 02.2019 | | 556.60 | | | 3 717.74 |
| 28/02/19 | 00 | 000 | AJUST URSSAF 02.2019 | | | 0.12 | | 3 717.62 |
| 31/03/19 | 00 | 000 | SALAIRES 03.2019 | | 527.64 | | | 4 245.26 |
| 31/03/19 | 00 | 000 | AJUST URSSAF 03.2019 | | 1.00 | | | 4 246.26 |
| 30/04/19 | 00 | 000 | SALAIRES 04.2019 | | 522.29 | | | 4 768.55 |
| 30/04/19 | 00 | 000 | AJUST URSSAF 04 | | 0.36 | | | 4 768.91 |
| 31/05/19 | 00 | 000 | SALAIRES 05.2019 | | 522.29 | | | 5 291.20 |
| 31/05/19 | 00 | 000 | AJUST URSSAF 05 | | 0.36 | | | 5 291.56 |
| 30/06/19 | 00 | 000 | SALAIRES 06.2019 | | 1 073.31 | | | 6 364.87 |
| 30/06/19 | 00 | 000 | AJUST URSSAF 06.2019 | | 0.13 | | | 6 365.00 |
| 31/07/19 | 00 | 000 | SALAIRES 07.2019 | | 519.63 | | | 6 884.63 |
| 31/07/19 | 00 | 000 | AJUST URSSAF 07.2019 | | 0.33 | | | 6 884.96 |
| 31/08/19 | 00 | 000 | SALAIRES 08.2019 | | 519.53 | | | 7 404.49 |
| 31/08/19 | 00 | 000 | AJUST URSSAF 08.2019 | | 0.33 | | | 7 404.81 |
| Total compte 64510000 | | | | | 7 405.04 | | 0.23 | 7 404.81 |

| | |
|---|---|
| Dossier : S05060 | ASSOCIATION MON ECOLE 8 rue du Brochet |
| Page : 18 | 67300 SCHILTIGHEIM |
| Grand Livre Général | |
| Exercice du 01/09/2018 au 31/08/2019 (Période au 31/08/2019) | |
| brouillard | |

| DATE | CJ | FOL | LIBELLE | PIECE/CENTRE/DT.ECH | DEBIT | LT | CREDIT | SOLDE |
|---|----|-----|------------------------------------|---------------------|----------|----|----------|----------|
| 64520000 Cotisations mutuelles | | | | | | | | |
| 30/09/18 | 00 | 000 | SALAIRES 09.2018 | | 21.20 | | | 21.20 |
| 31/10/18 | 00 | 000 | SALAIRES 10.2018 | | 21.20 | | | 42.40 |
| 30/11/18 | 00 | 000 | SALAIRES 11.2018 | | 21.20 | | | 63.60 |
| 31/12/18 | 00 | 000 | SALAIRES 12.2018 | | 21.20 | | | 84.80 |
| 31/01/19 | 00 | 000 | SALAIRES 01.2019 | | 12.16 | | | 96.96 |
| 28/02/19 | 00 | 000 | SALAIRES 02.2019 | | 12.16 | | | 109.12 |
| 31/03/19 | 00 | 000 | SALAIRES 03.2019 | | 12.16 | | | 121.28 |
| 30/04/19 | 00 | 000 | SALAIRES 04.2019 | | 12.16 | | | 133.44 |
| 31/05/19 | 00 | 000 | SALAIRES 05.2019 | | 12.16 | | | 145.60 |
| 30/06/19 | 00 | 000 | SALAIRES 06.2019 | | 12.16 | | | 157.76 |
| 31/07/19 | 00 | 000 | SALAIRES 07.2019 | | 12.16 | | | 169.92 |
| 31/08/19 | 00 | 000 | SALAIRES 08.2019 | | 12.16 | | | 182.08 |
| Total compte 64520000 | | | | | 182.08 | | | 182.08 |
| 64521000 Cotisations Prévoyance | | | | | | | | |
| 30/09/18 | 00 | 000 | SALAIRES 09.2018 | | 25.48 | | | 25.48 |
| 31/10/18 | 00 | 000 | SALAIRES 10.2018 | | 25.48 | | | 50.96 |
| 30/11/18 | 00 | 000 | SALAIRES 11.2018 | | 25.48 | | | 76.44 |
| 31/12/18 | 00 | 000 | SALAIRES 12.2018 | | 26.14 | | | 102.61 |
| 31/01/19 | 00 | 000 | SALAIRES 01.2019 | | 14.13 | | | 116.74 |
| 28/02/19 | 00 | 000 | SALAIRES 02.2019 | | 14.65 | | | 131.38 |
| 31/03/19 | 00 | 000 | SALAIRES 03.2019 | | 14.13 | | | 145.52 |
| 30/06/19 | 00 | 000 | SALAIRES 06.2019 | | 244.28 | | | 389.78 |
| 31/07/19 | 00 | 000 | SALAIRES 07.2019 | | 105.61 | | | 495.39 |
| 31/08/19 | 00 | 000 | SALAIRES 08.2019 | | 105.61 | | | 601.00 |
| Total compte 64521000 | | | | | 601.00 | | | 601.00 |
| 64530000 Cotisations retraites salariés | | | | | | | | |
| 30/09/18 | 00 | 000 | SALAIRES 09.2018 | | 232.88 | | | 232.88 |
| 31/10/18 | 00 | 000 | SALAIRES 10.2018 | | 232.88 | | | 465.76 |
| 30/11/18 | 00 | 000 | SALAIRES 11.2018 | | 232.88 | | | 698.64 |
| 31/12/18 | 00 | 000 | SALAIRES 12.2018 | | 238.87 | | | 937.51 |
| 31/01/19 | 00 | 000 | SALAIRES 01.2019 | | 91.23 | | 1 029.74 | 1 020.74 |
| 28/02/19 | 00 | 000 | SALAIRES 02.2019 | | 97.19 | | 1 125.93 | 1 125.93 |
| 31/03/19 | 00 | 000 | SALAIRES 03.2019 | | 91.23 | | 1 217.16 | 1 217.16 |
| 30/04/19 | 00 | 000 | SALAIRES 04.2019 | | 102.82 | | 1 319.98 | 1 319.98 |
| 31/05/18 | 00 | 000 | SALAIRES 05.2018 | | 102.82 | | 1 422.80 | 1 422.80 |
| Total compte 64530000 | | | | | 1 422.80 | | | 1 422.80 |
| Total classe 645 | | | | | 8 610.92 | | 0.23 | 8 610.69 |
| 64750000 Médecine travail, pharmacie | | | | | | | | |
| 11/08/19 | CM | 000 | NDF PHILIBERT T.PHARMACIE PPHS | | 76.56 | | | 76.56 |
| Total compte 64750000 | | | | | 76.56 | | | 76.56 |
| Total classe 647 | | | | | 76.56 | | | 76.56 |
| 64810000 Formation professionnelle | | | | | | | | |
| 31/01/19 | CM | 000 | CH2838708 COTIS. FLE SHOLA 2838708 | | 150.00 | | | 150.00 |
| 25/06/19 | CM | 000 | FORMATION SERVICE CIVIQUE | | 40.00 | | | 190.00 |

| | |
|---|---|
| Dossier : S05080 | ASSOCIATION MON ECOLE 8 rue du Brochet |
| Page : 20 | 67300 SCHILTIGHEIM |
| Grand Livre Général | |
| Exercice du 01/09/2018 au 31/08/2019 (Période au 31/08/2019) | |
| brouillard | |

| DATE | CJ | FOL | LIBELLE | PIECE/CENTRE/DT.ECH | DEBIT | LT | CREDIT | SOLDE |
|---|----|-----|--------------------------------|---------------------|-----------|----------|----------|------------|
| 64810000 Formation professionnelle | | | | | | | | |
| 31/08/19 | EX | 000 | FNP FORMATION DUTILLOY | | 40.00 | | | 230.00 |
| Total compte 64810000 | | | | | 230.00 | | | 230.00 |
| Total classe 648 | | | | | 230.00 | | | 230.00 |
| Total classe 64 | | | | | 66 612.74 | | 107.81 | 66 504.93 |
| 65800000 Charges diverses gest.courante | | | | | | | | |
| 22/08/19 | OD | 000 | 44210000 AJUST PAS | | 0.50 | | | 0.50 |
| 22/08/19 | OD | 000 | 44210000 AJUST PAS | | 0.05 | | | 0.55 |
| 31/08/19 | CA | 000 | 53100000 PS CAISSE | | 7.70 | | | 8.25 |
| Total compte 65800000 | | | | | 8.25 | | | 8.25 |
| Total classe 658 | | | | | 8.25 | | | 8.25 |
| Total classe 65 | | | | | 8.25 | | | 8.25 |
| Total classe 6 | | | | | 94 652.54 | | 9 751.57 | 84 900.97 |
| 70600000 Prestations de services | | | | | | | | |
| 03/09/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE ARIEL | | | 243.06 | | 243.06- |
| 03/09/18 | CM | 000 | H RESUL SJZINDJEL | | | 306.64 | | 549.70- |
| 05/09/18 | CM | 000 | YIR AUDINOT ALEXANDR | | | 238.97 | | 788.67- |
| 05/09/18 | CM | 000 | TACDARD LOUIS 08/2018 | | | 180.00 | | 978.67- |
| 06/09/18 | CM | 000 | YIR HASSOUNA MOULDI | | | 218.00 | | 1 196.67- |
| 06/09/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE ORGES RABAJ | | | 145.98 | | 1 342.65- |
| 06/09/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE SALHADIN HASSO | | | 217.21 | | 1 559.86- |
| 06/09/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE TIMO CRETET S | | | 251.80 | | 1 811.66- |
| 06/09/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE LOU HALXANDEAU | | | 521.00 | | 2 332.66- |
| 06/09/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE ELVIRE WAGNER | | | 255.00 | | 2 587.66- |
| 06/09/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE CELESTE DELAJO | | | 323.05 | | 2 910.71- |
| 06/09/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE ALIX BARRAULT | | | 230.12 | | 3 140.83- |
| 06/09/18 | CM | 000 | PREL CY FRAIS ECOLOGE | | | 1 184.97 | | 4 325.80- |
| 06/09/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE SAFYA TAIRI | | | 189.14 | | 4 514.94- |
| 07/09/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE CHAYMA KIROUAN | | | 267.21 | | 4 782.15- |
| 07/09/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE VALESKA DINAMA | | | 152.69 | | 4 934.84- |
| 07/09/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE ELISA GUEUDRE | | | 521.00 | | 5 455.84- |
| 07/09/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE TIM CANDELLIER | | | 521.00 | | 5 976.84- |
| 07/09/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE MAX PHILIBERT | | | 521.00 | | 6 497.84- |
| 07/09/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE LOUIS MICHEL | | | 424.33 | | 6 922.17- |
| 18/09/18 | CM | 000 | YIR TROP PERCU ECOLOGE SALAHDI | | 218.00 | | | 7 140.17- |
| 19/09/18 | CM | 000 | YIR GUEUDRE HOOTOVEERE | | | 520.00 | | 7 224.17- |
| 30/09/18 | CM | 000 | MME RAYMONDE WOLFF/BASCH | | | 482.00 | | 7 706.17- |
| 01/10/18 | CM | 000 | VIR MLE SAKHAROV NATHALIE | | | 675.40 | | 8 381.57- |
| 02/10/18 | CM | 000 | VOTRE REMISE PRELEVMT DU 01101 | | | 243.06 | | 8 624.63- |
| 03/10/18 | CM | 000 | FRATS SCOLARIT? SELMA | | | 306.64 | | 8 931.27- |
| 03/10/18 | CM | 000 | TACDARD LOUIS 10/2018 | | | 227.02 | | 9 158.29- |
| 05/10/18 | CM | 000 | YIR ECOLOGE TIMO CRETET SA | | | 251.80 | | 9 410.09- |
| 05/10/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE TIM CANDELLIER | | | 521.00 | | 9 931.09- |
| 05/10/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE CHAYMA KIROUAN | | | 267.21 | | 10 198.30- |

Dossier : S05060

ASSOCIATION MON ECOLE
8 rue du Brochet

Page : 21

Grand Livre Général

Exercice du 01/09/2018 au 31/08/2019
(Période au 31/08/2019)

brouillard

| DATE | CJ | FOL | LIBELLE | PIECE/CENTRE/DT.ECH | DEBIT | LT | CREDIT | SOLDE |
|----------------------------------|----|-----|--------------------------------|---------------------|----------|----|------------|-------|
| 70900000 Prestations de services | | | | | | | | |
| 05/10/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE VALESKA DINAMA | | 152.69 | | 10 350.99- | |
| 05/10/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE LOUIS MICHEL | | 424.33 | | 10 775.32- | |
| 05/10/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE SELMA SIRINDIL | | 333.54 | | 11 108.86- | |
| 05/10/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE SAFYA TAIBI | | 189.14 | | 11 298.00- | |
| 05/10/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE ORGES RABAJ | | 145.98 | | 11 443.98- | |
| 05/10/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE SALHADIN HASSO | | 217.21 | | 11 661.19- | |
| 05/10/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE ELVIRE WAGNER | | 255.00 | | 11 916.19- | |
| 05/10/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE CELESTE DELAJO | | 323.05 | | 12 239.24- | |
| 05/10/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE ALIX BARRAULT | | 230.12 | | 12 469.36- | |
| 05/10/18 | CM | 000 | VOTRE REMISE PRELEVMT DU 04101 | | 1 184.97 | | 13 654.33- | |
| 05/10/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE MAX PHILIBERT | | 521.00 | | 14 175.33- | |
| 05/10/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE LOU HAIXANDEAU | | 521.00 | | 14 696.33- | |
| 05/10/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE ELISA GUEUDRE | | 521.00 | | 15 217.33- | |
| 05/10/18 | CM | 000 | VIR AUDINOT ALEXANDR | | 427.74 | | 15 645.07- | |
| 05/10/18 | CM | 000 | VIR MR DU HME TAIBI TEWEK | | 284.36 | | 15 929.43- | |
| 08/10/18 | CM | 000 | VOTRE REMISE PRELEVMT DU 05101 | | 1 800.80 | | 17 730.23- | |
| 10/10/18 | CM | 000 | VIR AUDINOT ALEXANDR | | 141.74 | | 17 871.97- | |
| 19/10/18 | CM | 000 | VIR GUEUDRE MOTOOVEERE | | 520.00 | | 18 391.97- | |
| 21/10/18 | CM | 000 | FOURNITURES SCOLAIRES NOHA | | 25.00 | | 18 416.97- | |
| 05/11/18 | CM | 000 | HME RAYMONDE WOLFF/BASCH | | 521.00 | | 18 937.97- | |
| 05/11/18 | CM | 000 | FRAIS SCOLARIT SELMA | | 306.64 | | 19 244.61- | |
| 05/11/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE SAFYA TAIBI | | 10.09 | | 19 254.70- | |
| 05/11/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE ORGES RABAJ | | 145.98 | | 19 400.68- | |
| 05/11/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE SALHADIN HASSO | | 217.21 | | 19 617.89- | |
| 05/11/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE TIMEO CRETET S | | 25.00 | | 19 642.89- | |
| 05/11/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE LOU HAIXANDEAU | | 1 618.00 | | 21 160.89- | |
| 05/11/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE CELESTE DELAJO | | 348.05 | | 21 508.94- | |
| 05/11/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE ALIX BARRAULT | | 270.45 | | 21 779.39- | |
| 05/11/18 | CM | 000 | PREL CY FRAIS ECOLAGE | | 1 571.51 | | 23 350.90- | |
| 05/11/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE ELVIRE WAGNER | | 546.28 | | 23 897.18- | |
| 05/11/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE TIM CANDELIER | | 514.63 | | 24 411.81- | |
| 05/11/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE CHAYMA KIROUAN | | 292.21 | | 24 704.02- | |
| 05/11/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE MAX PHILIBERT | | 551.00 | | 25 255.02- | |
| 05/11/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE VALESKA DINAMA | | 250.86 | | 25 505.88- | |
| 05/11/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE LOUIS MICHEL | | 271.78 | | 25 777.47- | |
| 05/11/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE SELMA SIRINDIL | | 251.99 | | 26 029.46- | |
| 05/11/18 | CM | 000 | VIR AUDINOT ALEXANDR | | 427.74 | | 26 457.20- | |
| 05/11/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE LOU VINCENT | | 471.71 | | 26 928.91- | |
| 05/11/18 | CM | 000 | PREL CY FRAIS ECOLAGE | | 309.00 | | 27 237.91- | |
| 07/11/18 | CM | 000 | TACQARD LOUIS 11/2018 | | 223.51 | | 27 461.42- | |
| 07/11/18 | CM | 000 | REM CHQ elena wolff | | 583.00 | | 28 044.42- | |
| 07/11/18 | CM | 000 | REM CHQ REF01010AO | | 100.00 | | 28 144.42- | |
| 16/11/18 | CM | 000 | VIR HME MUSTAJAJ ILIRE | | 316.34 | | 28 460.76- | |
| 04/12/18 | CM | 000 | TACQARD LOUIS 12/2018 | | 198.51 | | 28 659.27- | |
| 05/12/18 | CM | 000 | HME RAYMONDE WOLFF/BASCH | | 521.00 | | 29 180.27- | |
| 05/12/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE ALIX BARRAULT | | 185.13 | | 29 365.40- | |
| 05/12/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE SELMA SIRINDIL | | 26.90 | | 29 392.30- | |
| 05/12/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE SAFYA TAIBI | | 174.23 | | 29 566.53- | |
| 05/12/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE ORGES RABAJ | | 145.98 | | 29 712.51- | |
| 05/12/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE SALHADIN HASSO | | 349.85 | | 30 062.36- | |

Dossier : S05080

ASSOCIATION MON ECOLE
8 rue du Brochet

Page : 22

Grand Livre Général

Exercice du 01/09/2018 au 31/08/2019
(Période au 31/08/2019)

brouillard

| DATE | CJ | FOL | LIBELLE | PIECE/CENTRE/DT.ECH | DEBIT | LT | CREDIT | SOLDE |
|----------------------------------|----|-----|--------------------------------|---------------------|----------|----|------------|------------|
| 70900000 Prestations de services | | | | | | | | |
| 05/12/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE TIMEO CRETET S | | | | 251.80 | 30 313.96- |
| 05/12/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE LOU HAIXANDEAU | | 521.00 | | 30 834.96- | |
| 05/12/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE ELISA GUEUDRE | | 1.00 | | 30 835.96- | |
| 05/12/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE ELVIRE WAGNER | | 268.76 | | 31 104.72- | |
| 05/12/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE MAX PHILIBERT | | 521.00 | | 31 625.72- | |
| 05/12/18 | CM | 000 | VOTRE REMISE PRELEVMT DU 04121 | | 1 307.16 | | 32 932.87- | |
| 05/12/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE TIM CANDELIER | | 507.21 | | 33 440.08- | |
| 05/12/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE CHAYMA KIROUAN | | 267.21 | | 33 707.29- | |
| 05/12/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE VALESKA DINAMA | | 171.35 | | 33 878.64- | |
| 05/12/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE LOUIS MICHEL | | 357.82 | | 34 236.46- | |
| 05/12/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE CELESTE DELAJO | | 329.05 | | 34 565.51- | |
| 05/12/18 | CM | 000 | VIR AUDINOT ALEXANDR | | 427.74 | | 34 993.25- | |
| 06/12/18 | CM | 000 | VOTRE REMISE PRELEVMT DU 05121 | | 244.40 | | 35 237.65- | |
| 06/12/18 | CM | 000 | VOTRE REMISE PRELEVMT DU 05121 | | 446.71 | | 35 684.36- | |
| 06/12/18 | CM | 000 | VYST REF018A0AO | | 205.00 | | 35 889.36- | |
| 06/12/18 | CM | 000 | VYST REF018B0AO | | 185.00 | | 36 074.36- | |
| 06/01/19 | CM | 000 | TACQARD LOUIS 01/2019 | | 198.51 | | 36 272.87- | |
| 06/01/19 | CM | 000 | HME RAYMONDE WOLFF/BASCH | | 521.00 | | 36 793.87- | |
| 07/01/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE VALESKA DINAMA | | 171.95 | | 36 965.82- | |
| 07/01/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE CHAYMA KIROUAN | | 267.21 | | 37 233.03- | |
| 07/01/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE TIM CANDELIER | | 507.21 | | 37 740.24- | |
| 07/01/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE MAX PHILIBERT | | 521.00 | | 38 261.24- | |
| 07/01/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE ELISA GUEUDRE | | 234.10 | | 38 495.34- | |
| 07/01/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE ORGES RABAJ | | 145.98 | | 38 641.32- | |
| 07/01/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE SELMA SIRINDIL | | 333.54 | | 38 974.86- | |
| 07/01/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE LOUIS MICHEL | | 357.82 | | 39 332.68- | |
| 07/01/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE SAFYA TAIBI | | 174.23 | | 39 506.91- | |
| 07/01/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE TIMEO CRETET S | | 251.80 | | 39 758.71- | |
| 07/01/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE SALHADIN HASSO | | 217.21 | | 39 975.92- | |
| 07/01/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE ALIX BARRAULT | | 165.13 | | 40 141.05- | |
| 07/01/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE CELESTE DELAJO | | 323.05 | | 40 464.10- | |
| 07/01/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE ELVIRE WAGNER | | 268.76 | | 40 732.86- | |
| 07/01/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE LOU VINCENT | | 446.71 | | 41 179.57- | |
| 07/01/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE LOU HAIXANDEAU | | 521.00 | | 41 700.57- | |
| 07/01/19 | CM | 000 | PREL CY FRAIS ECOLAGE | | 1 551.55 | | 43 252.12- | |
| 07/01/19 | CM | 000 | VIR AUDINOT ALEXANDR | | 427.74 | | 43 679.86- | |
| 05/02/18 | CM | 000 | HME RAYMONDE WOLFF/BASCH | | 521.00 | | 44 200.86- | |
| 05/02/18 | CM | 000 | PREL CY FRAIS ECOLAGE | | 1 307.15 | | 45 508.01- | |
| 05/02/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE TIM CANDELIER | | 507.21 | | 46 015.22- | |
| 05/02/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE CHAYMA KIROUAN | | 267.21 | | 46 282.43- | |
| 05/02/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE VALESKA DINAMA | | 171.35 | | 46 453.78- | |
| 05/02/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE LOUIS MICHEL | | 357.82 | | 46 811.60- | |
| 05/02/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE SELMA SIRINDIL | | 333.54 | | 47 145.14- | |
| 05/02/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE SAFYA TAIBI | | 174.23 | | 47 319.37- | |
| 05/02/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE ORGES RABAJ | | 145.98 | | 47 465.35- | |
| 05/02/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE SALHADIN HASSO | | 217.21 | | 47 682.56- | |
| 05/02/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE TIMEO CRETET S | | 251.80 | | 47 934.36- | |
| 05/02/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE ELISA GUEUDRE | | 621.00 | | 48 555.36- | |
| 05/02/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE ELVIRE WAGNER | | 268.76 | | 48 824.12- | |
| 05/02/18 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE CELESTE DELAJO | | 323.05 | | 49 147.17- | |

| DATE | CJ | FOL | LIBELLE | PIECE/CENTRE/DT.ECH | DEBIT | LT | CREDIT | SOLDE |
|----------------------------------|----|-----|--------------------------------|---------------------|----------|----|------------|-------|
| 70800000 Prestations de services | | | | | | | | |
| 05/02/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE ALIX BARRAULT | | 185.13 | | 49 245.70- | |
| 05/02/19 | CM | 000 | VIR AUDINOT ALEXANDR | | 427.74 | | 49 673.44- | |
| 05/02/19 | CM | 000 | TACQARD LOUIS 02/2019 | | 198.51 | | 49 871.95- | |
| 06/02/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE LOU VINCENT | | 446.71 | | 50 318.66- | |
| 06/02/19 | CM | 000 | PREL CY FRAIS ECOLOGE | | 244.40 | | 50 563.06- | |
| 06/02/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE MAX PHILIBERT | | 521.00 | | 51 084.06- | |
| 06/02/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE LOU MADXANDEAU | | 521.00 | | 51 605.06- | |
| 05/03/19 | CM | 000 | MME RAYMONDE WOLFF/BASCH | | 521.00 | | 52 126.06- | |
| 05/03/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE ALIX BARRAULT | | 185.13 | | 52 311.19- | |
| 05/03/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE TIM CANDELLIER | | 907.21 | | 52 818.40- | |
| 05/03/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE MAX PHILIBERT | | 521.00 | | 53 339.40- | |
| 05/03/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE LOUIS MICHEL | | 357.82 | | 53 697.22- | |
| 05/03/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE SAFYA TAIBI | | 174.23 | | 53 871.45- | |
| 05/03/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE SALHADIN HASSO | | 217.21 | | 54 088.66- | |
| 05/03/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE ELYRE WAGNER | | 268.76 | | 54 357.42- | |
| 05/03/19 | CM | 000 | PREL CY FRAIS ECOLOGE | | 1 307.15 | | 55 664.57- | |
| 05/03/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE CHAYMA KIROUAN | | 267.21 | | 55 931.78- | |
| 05/03/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE VALESKA DINAMA | | 171.35 | | 56 103.13- | |
| 05/03/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE SELMA SIRINDIL | | 333.54 | | 56 436.67- | |
| 05/03/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE ORGES RABAJ | | 145.98 | | 56 582.65- | |
| 05/03/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE TIMEO CRETET S | | 251.80 | | 56 834.45- | |
| 05/03/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE CELESTE DELAJO | | 323.05 | | 57 157.50- | |
| 05/03/19 | CM | 000 | VIR AUDINOT ALEXANDR | | 427.74 | | 57 585.24- | |
| 05/03/19 | CM | 000 | TACQARD LOUIS 03/2019 | | 198.51 | | 57 783.75- | |
| 06/03/19 | CM | 000 | PREL CY FRAIS ECOLOGE | | 244.40 | | 58 028.15- | |
| 06/03/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE LOU MADXANDEAU | | 521.00 | | 58 549.15- | |
| 06/03/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE ELISA GUEURRE | | 521.00 | | 59 070.15- | |
| 06/03/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE LOU VINCENT | | 446.71 | | 59 516.86- | |
| 06/03/19 | CM | 000 | REJET PRLV 061803 - 000001 IMP | | 206.76 | | 59 723.62- | |
| 07/03/19 | CM | 000 | REJET PRLV 061803 - 000001 IMP | | 171.35 | | 59 894.97- | |
| 04/04/19 | CM | 000 | RABAJ ILLRE | | | | 59 878.76- | |
| 05/04/19 | CM | 000 | MME RAYMONDE WOLFF/BASCH | | 270.34 | | 59 363.09- | |
| 05/04/19 | CM | 000 | VIR AUDINOT ALEXANDR | | 521.00 | | 59 874.09- | |
| 05/04/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE ALIX BARRAULT | | 427.74 | | 60 301.83- | |
| 05/04/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE LOUIS MICHEL | | 333.54 | | 60 635.37- | |
| 05/04/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE LOUIS MICHEL | | 357.82 | | 60 993.19- | |
| 05/04/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE CHAYMA KIROUAN | | 267.21 | | 61 260.40- | |
| 05/04/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE TIM CANDELLIER | | 507.21 | | 61 767.61- | |
| 05/04/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE LOU MADXANDEAU | | 521.00 | | 62 288.61- | |
| 05/04/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE SALHADIN HASSO | | 217.21 | | 62 505.82- | |
| 05/04/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE ORGES RABAJ | | 145.98 | | 62 651.80- | |
| 05/04/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE SAFYA TAIBI | | 174.23 | | 62 826.03- | |
| 05/04/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE TIMEO CRETET S | | 251.80 | | 63 077.83- | |
| 05/04/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE CELESTE DELAJO | | 323.05 | | 63 400.88- | |
| 05/04/19 | CM | 000 | PREL CY FRAIS ECOLOGE | | 1 307.15 | | 64 708.03- | |
| 05/04/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE ALIX BARRAULT | | 185.13 | | 64 893.16- | |
| 05/04/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE ELYRE WAGNER | | 268.76 | | 65 161.92- | |
| 05/04/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE ELISA GUEURRE | | 521.00 | | 65 682.92- | |
| 05/04/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE MAX PHILIBERT | | 521.00 | | 66 203.92- | |
| 05/04/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE VALESKA DINAMA | | 171.35 | | 66 375.27- | |
| 06/04/19 | CM | 000 | PREL CY FRAIS ECOLOGE | | 244.40 | | 66 619.67- | |

| DATE | CJ | FOL | LIBELLE | PIECE/CENTRE/DT.ECH | DEBIT | LT | CREDIT | SOLDE |
|----------------------------------|----|-----|--------------------------------|---------------------|--------|----|----------|------------|
| 70800000 Prestations de services | | | | | | | | |
| 08/04/19 | CM | 000 | VOTRE REMISE PRELEVMT DU 05041 | | | | 446.71 | 67 066.38- |
| 09/04/19 | CM | 000 | REJET PRLV 061803 - 000002 IMP | | 892.35 | | | 66 374.03- |
| 10/04/19 | CM | 000 | VIR GUEURRE HOOTOVEEREN | | | | 520.00 | 66 894.03- |
| 23/04/19 | CM | 000 | REM CHQ FRAIS D'INSCRIPTION | | | | 36.00 | 66 930.03- |
| 26/04/19 | CM | 000 | IBRAHIM ET SOUMAYA | | | | 142.00 | 67 072.03- |
| 05/05/19 | CM | 000 | MME RAYMONDE WOLFF/BASCH | | | | 521.00 | 67 593.03- |
| 06/05/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE SELMA SIRINDIL | | | | 333.54 | 67 926.57- |
| 06/05/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE LOUIS MICHEL | | | | 357.82 | 68 284.39- |
| 06/05/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE VALESKA DINAMA | | | | 257.02 | 68 541.41- |
| 06/05/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE CHAYMA KIROUAN | | | | 267.21 | 68 808.62- |
| 06/05/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE TIM CANDELLIER | | | | 507.21 | 69 315.83- |
| 06/05/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE ELYRE WAGNER | | | | 837.52 | 69 853.35- |
| 06/05/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE TIMEO CRETET S | | | | 251.80 | 70 105.15- |
| 06/05/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE SALHADIN HASSO | | | | 217.21 | 70 322.36- |
| 06/05/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE ORGES RABAJ | | | | 1.00 | 70 323.36- |
| 06/05/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE ELISA GUEURRE | | | | 522.00 | 70 845.36- |
| 06/05/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE LOU MADXANDEAU | | | | 521.00 | 71 366.36- |
| 06/05/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE CELESTE DELAJO | | | | 323.05 | 71 689.41- |
| 06/05/19 | CM | 000 | PREL CY FRAIS ECOLOGE | | | | 1 561.56 | 73 249.97- |
| 06/05/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE ALIX BARRAULT | | | | 185.13 | 73 426.09- |
| 06/05/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE SAFYA TAIBI | | | | 174.23 | 73 600.32- |
| 06/05/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE LOU VINCENT | | | | 446.71 | 74 047.03- |
| 06/05/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE MAX PHILIBERT | | | | 521.00 | 74 568.03- |
| 06/05/19 | CM | 000 | PREL CY FRAIS ECOLOGE DINAMARC | | | | 257.02 | 74 825.05- |
| 06/05/19 | CM | 000 | VIR AUDINOT ALEXANDR | | | | 427.74 | 75 252.79- |
| 06/05/19 | CM | 000 | REJET PRLV 061803 - 000001 IMP | | 537.52 | | | 74 715.27- |
| 05/06/19 | CM | 000 | MME RAYMONDE WOLFF/BASCH | | | | 521.00 | 75 236.27- |
| 05/06/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE ELYRE WAGNER | | | | 268.76 | 75 505.03- |
| 05/06/19 | CM | 000 | PREL CY FRAIS ECOLOGE | | | | 1 307.15 | 76 812.18- |
| 05/06/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE SELMA SIRINDIL | | | | 333.54 | 77 145.72- |
| 05/06/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE MAX PHILIBERT | | | | 521.00 | 77 666.72- |
| 05/06/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE TIM CANDELLIER | | | | 507.21 | 78 173.93- |
| 05/06/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE CHAYMA KIROUAN | | | | 267.21 | 78 441.14- |
| 05/06/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE LOUIS MICHEL | | | | 357.82 | 78 798.96- |
| 05/06/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE VALESKA DINAMA | | | | 85.68 | 78 884.64- |
| 05/06/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE ORGES RABAJ | | | | 14.92 | 78 899.56- |
| 05/06/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE SAFYA TAIBI | | | | 174.23 | 79 073.79- |
| 05/06/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE TIMEO CRETET S | | | | 251.80 | 79 325.59- |
| 05/06/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE ALIX BARRAULT | | | | 185.13 | 79 510.72- |
| 05/06/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE CELESTE DELAJO | | | | 323.05 | 79 833.77- |
| 05/06/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE LOU MADXANDEAU | | | | 521.00 | 80 354.77- |
| 05/06/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE ELISA GUEURRE | | | | 521.00 | 80 875.77- |
| 05/06/19 | CM | 000 | VIR AUDINOT ALEXANDR | | | | 427.74 | 81 303.51- |
| 05/06/19 | CM | 000 | REJET PRLV 061803 - 000001 IMP | | 267.21 | | | 81 036.30- |
| 06/06/19 | CM | 000 | PREL CY FRAIS ECOLOGE | | | | 244.40 | 81 280.70- |
| 06/06/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLOGE LOU VINCENT | | | | 446.71 | 81 727.41- |
| 06/06/19 | CM | 000 | PREL CY FRAIS ECOLOGE DINAMARC | | | | 85.68 | 81 813.09- |
| 06/06/19 | CM | 000 | REJET PRLV 061803 - 000001 IMP | | 174.23 | | | 81 987.32- |
| 20/06/19 | CM | 000 | REM CHQ | REF01009A0 | | | 175.00 | 81 813.56- |
| 20/06/19 | CM | 000 | REM CHQ | REF01009A0 | | | 281.96 | 82 105.52- |

| DATE | CJ | FOL LIBELLE | PIECE/CENTRE/DT.ECH | DEBIT | LT | CREDIT | SOLDE |
|-------------------------------------|----|-------------|---|----------|--------|------------|------------|
| 70800000 Prestations de services | | | | | | | |
| 03/07/19 | CM | 000 | ECOLAGE ELYVIRE WAGNER - STEVE | 134,38 | | 82 238,90- | |
| 05/07/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE LOUIS MICHEL | 387,82 | | 82 597,72- | |
| 05/07/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE ELISA GUEURE | 521,00 | | 83 118,72- | |
| 06/07/19 | CM | 000 | VOTRE REMISE PRELEVMT DU 04071 | 507,21 | | 83 626,03- | |
| 05/07/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE VALESKA DINAMA | 85,66 | | 83 711,61- | |
| 05/07/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE TIMEO CRETET S | 261,80 | | 83 963,41- | |
| 05/07/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE SELMA SIRINDIL | 333,54 | | 84 296,95- | |
| 06/07/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE CELESTE DELAJO | 323,05 | | 84 620,00- | |
| 05/07/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE LOU MAIXANDEAU | 521,00 | | 85 141,00- | |
| 05/07/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE MAX PHILLIBERT | 621,00 | | 85 662,00- | |
| 05/07/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE ALIX BARBAULT | 165,13 | | 85 847,13- | |
| 05/07/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE ELYVIRE WAGNER | 134,38 | | 85 981,51- | |
| 05/07/19 | CM | 000 | VTR AUDINOT ALEXANDR | 427,74 | | 86 409,25- | |
| 08/07/19 | CM | 000 | PREL CY FRATS ECOLAGE DINAMARC | 86,68 | | 86 494,93- | |
| 08/07/19 | CM | 000 | PREL CY ECOLAGE LOU VINCENT | 446,71 | | 86 941,64- | |
| 09/07/19 | CM | 000 | PREL CY FRATS ECOLAGE | 244,40 | | 87 186,04- | |
| 09/07/19 | CM | 000 | VIR MLE SAKHAROV NATHALIE | 5,75 | | 87 191,79- | |
| 13/07/19 | CM | 000 | REN CHQ REF0101083 | 431,10 | | 87 622,89- | |
| 03/08/19 | CM | 000 | ECOLAGE ELYVIRE WAGNER - STEVE | 134,38 | | 87 757,27- | |
| 05/08/19 | CM | 000 | VOTRE REMISE PRELEVMT DU 02081 | 185,19 | | 87 942,40- | |
| 05/08/19 | CM | 000 | VOTRE REMISE PRELEVMT DU 02081 | 333,54 | | 88 275,94- | |
| 05/08/19 | CM | 000 | VOTRE REMISE PRELEVMT DU 02081 | 507,21 | | 88 783,15- | |
| 05/08/19 | CM | 000 | VOTRE REMISE PRELEVMT DU 02081 | 85,88 | | 88 868,03- | |
| 05/08/19 | CM | 000 | VOTRE REMISE PRELEVMT DU 02081 | 521,00 | | 89 389,03- | |
| 05/08/19 | CM | 000 | VOTRE REMISE PRELEVMT DU 02081 | 134,38 | | 89 524,21- | |
| 05/08/19 | CM | 000 | VOTRE REMISE PRELEVMT DU 02081 | 387,82 | | 89 882,03- | |
| 05/08/19 | CM | 000 | VOTRE REMISE PRELEVMT DU 02081 | 251,80 | | 90 133,83- | |
| 05/08/19 | CM | 000 | VOTRE REMISE PRELEVMT DU 02081 | 323,05 | | 90 456,88- | |
| 05/08/19 | CM | 000 | VTR AUDINOT ALEXANDR | 427,74 | | 90 884,62- | |
| 06/08/19 | CM | 000 | VOTRE REMISE PRELEVMT DU 02081 | 521,00 | | 91 405,62- | |
| 06/08/19 | CM | 000 | VOTRE REMISE PRELEVMT DU 02081 | 521,00 | | 91 896,62- | |
| 06/08/19 | CM | 000 | VOTRE REMISE PRELEVMT DU 05081 | 446,71 | | 92 373,33- | |
| 08/08/19 | CM | 000 | VOTRE REMISE PRELEVMT DU 05081 | 244,40 | | 92 617,73- | |
| 07/08/19 | CM | 000 | VOTRE REMISE PRELEVMT DU 06081 | 85,88 | | 92 703,41- | |
| 13/08/19 | CM | 000 | SOLDE FRATS DE SCOLARITE WOLFF | 520,00 | | 93 223,41- | |
| 29/08/19 | CM | 000 | VIR PARIS CHRISTELLE | 20,00 | | 93 243,41- | |
| 30/08/19 | CM | 000 | REJET PRLV 061603 - 000002 IMP | 667,08 | | 92 576,33- | |
| 31/08/19 | CM | 000 | VTR RBST TROP PERCU CELESTE | 80,00 | | 92 496,33- | |
| 31/08/19 | CM | 000 | VTR RBST TROP PERCU LOU HD | 80,00 | | 92 416,33- | |
| 31/08/19 | OD | 000 | CAUTION SELMA SIRINDIL TRSF | | 226,00 | 92 642,33- | |
| 31/08/19 | OD | 000 | CAUTION CHAYNA KIROUANE TRSF | | 207,21 | 92 809,54- | |
| 31/08/19 | OD | 000 | CAUTION ELENA WOLFF TRSF | | 442,00 | 93 351,54- | |
| 31/08/19 | OD | 000 | CAUTION LOUIS TACQUARD TRSF | | 200,00 | 93 551,54- | |
| 31/08/19 | OD | 000 | CAUTION SAFYA TAYBI TRSF | | 215,61 | 93 767,35- | |
| 31/08/19 | OD | 000 | CAUTION SALAHEN HASSOUNA TRSF | | 217,21 | 93 984,56- | |
| 31/08/19 | OD | 000 | AJUST CLIENTS 31.08.2019 | 1 238,07 | | 92 746,49- | |
| 31/08/19 | OD | 000 | COTISATIONS 2018/2019 | 120,00 | | 92 626,49- | |
| | | | Total compte 70800000 | 4 515,57 | | 97 141,06- | |
| 70610000 Frais de dossier | | | | | | | |
| 06/12/18 | CM | 000 | REN CHQ FRATS D'INSCRIPTION | | | 380,00 | 360,00- |
| 06/03/19 | CM | 000 | PREINSCRIPTION ELLA DECORDE BE | | | 20,00 | 380,00- |
| 18/03/19 | CM | 000 | VIR M. DU MME SYLVAIN GUELPA | | | 20,00 | 400,00- |
| 17/05/19 | CM | 000 | VIR JUNKER | | | 20,00 | 420,00- |
| 30/05/19 | CM | 000 | VIR DELUBRIAC | | | 20,00 | 440,00- |
| 03/07/19 | CM | 000 | SOPHIE DE MIKHVEITCH BOGREAU | | | 20,00 | 460,00- |
| | | | Total compte 70610000 | | | 460,00 | 460,00- |
| | | | Total classe 708 | 4 515,57 | | 97 601,06 | 93 085,49- |
| 70800000 Produits activités annexes | | | | | | | |
| 10/10/18 | CA | 000 | 53100000 COTIS.PARENTS SORTIES SCOLAIRE | | | 175,00 | 175,00- |
| 05/12/18 | CM | 000 | PARTICIPATION PARENTS VOYAGE | | | 13,00 | 188,00- |
| 06/12/18 | CM | 000 | 51200000 REN CHQ RBT LM FRUITS | | | 39,22 | 247,22- |
| 06/12/18 | CM | 000 | 51200000 REN CHQ SORTIE OPERA | | | 780,00 | 1 027,22- |
| 23/04/19 | CM | 000 | BENEFICE DE LA BUVETTE PO | | | 183,00 | 1 210,22- |
| 23/04/19 | CM | 000 | 51200000 BENEFICE VTE BEDELE | | | 262,00 | 1 472,22- |
| 08/05/19 | CM | 000 | VENTES JOURNEE PO | | | 85,00 | 1 557,22- |
| | | | Total compte 70800000 | | | 1 557,22 | 1 557,22- |
| | | | Total classe 708 | | | 1 557,22 | 1 557,22- |
| | | | Total classe 70 | 4 515,57 | | 99 158,28 | 94 642,71- |
| 74000000 Subventions d'exploitation | | | | | | | |
| 01/09/18 | EX | 000 | ASP-SUBV.CONTRAT CIVIQUE | | | 660,00 | 660,00 |
| 25/10/18 | CM | 000 | VIR DRFIP ILE DE FRANCE ET D | | | 853,33 | 193,33- |
| 14/11/18 | CM | 000 | VIR DRFIP ILE DE FRANCE ET D | | | 100,00 | 293,33- |
| 27/11/18 | CM | 000 | VIR DRFIP ILE DE FRANCE ET D | | | 100,00 | 393,33- |
| 12/12/18 | CM | 000 | VIR DRFIP ILE DE FRANCE ET D | | | 400,00 | 793,33- |
| 24/12/18 | CM | 000 | VIR DRFIP ILE DE FRANCE ET D | | | 200,00 | 993,33- |
| 25/01/19 | CM | 000 | VIR DRFIP ILE DE FRANCE ET D | | | 200,00 | 1 193,33- |
| 28/02/19 | CM | 000 | VIR DRFIP ILE DE FRANCE ET D | | | 200,00 | 1 393,33- |
| 28/03/19 | CM | 000 | VIR DRFIP ILE DE FRANCE ET D | | | 200,00 | 1 593,33- |
| 25/04/19 | CM | 000 | VIR DRFIP ILE DE FRANCE ET D | | | 200,00 | 1 793,33- |
| 28/05/19 | CM | 000 | VIR DRFIP ILE DE FRANCE ET D | | | 200,00 | 1 993,33- |
| 26/06/19 | CM | 000 | VIR DRFIP ILE DE FRANCE ET D | | | 200,00 | 2 193,33- |
| 24/07/19 | CM | 000 | VIR DRFIP ILE DE FRANCE ET D | | | 18,87 | 2 210,00- |
| | | | Total compte 74000000 | | | 660,00 | 2 210,00- |
| | | | Total classe 740 | | | 660,00 | 2 210,00- |
| | | | Total classe 74 | | | 660,00 | 2 210,00- |
| 75600000 Cotisations membres | | | | | | | |
| 01/09/18 | EX | 000 | COTISATIONS 2018/2019 | | | 340,00 | 340,00- |
| 31/08/19 | OD | 000 | COTISATIONS 2018/2019 | | | 120,00 | 460,00- |
| | | | Total compte 75600000 | | | 460,00 | 460,00- |
| | | | Total classe 756 | | | 460,00 | 460,00- |

Dossier : S05060

ASSOCIATION MIN ECOLE
8 rue du Brochet

Page : 27

Grand Livre Général

67300 SCHILTIGHEIM

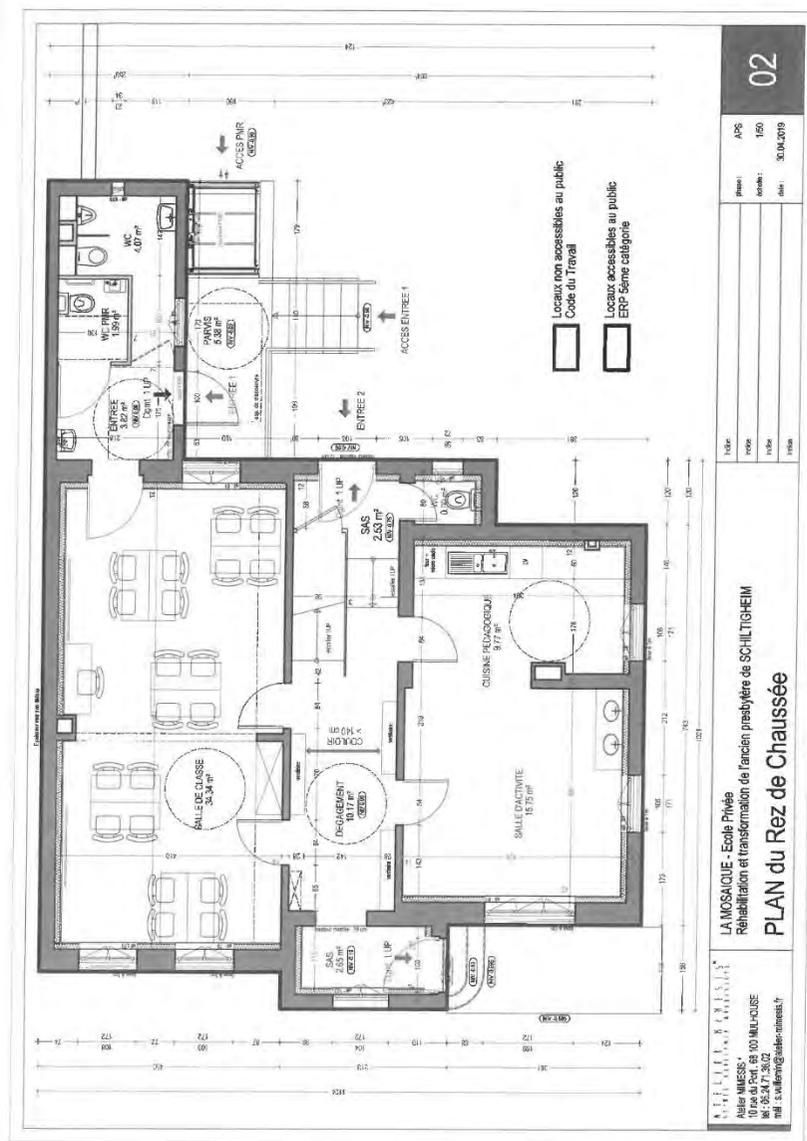
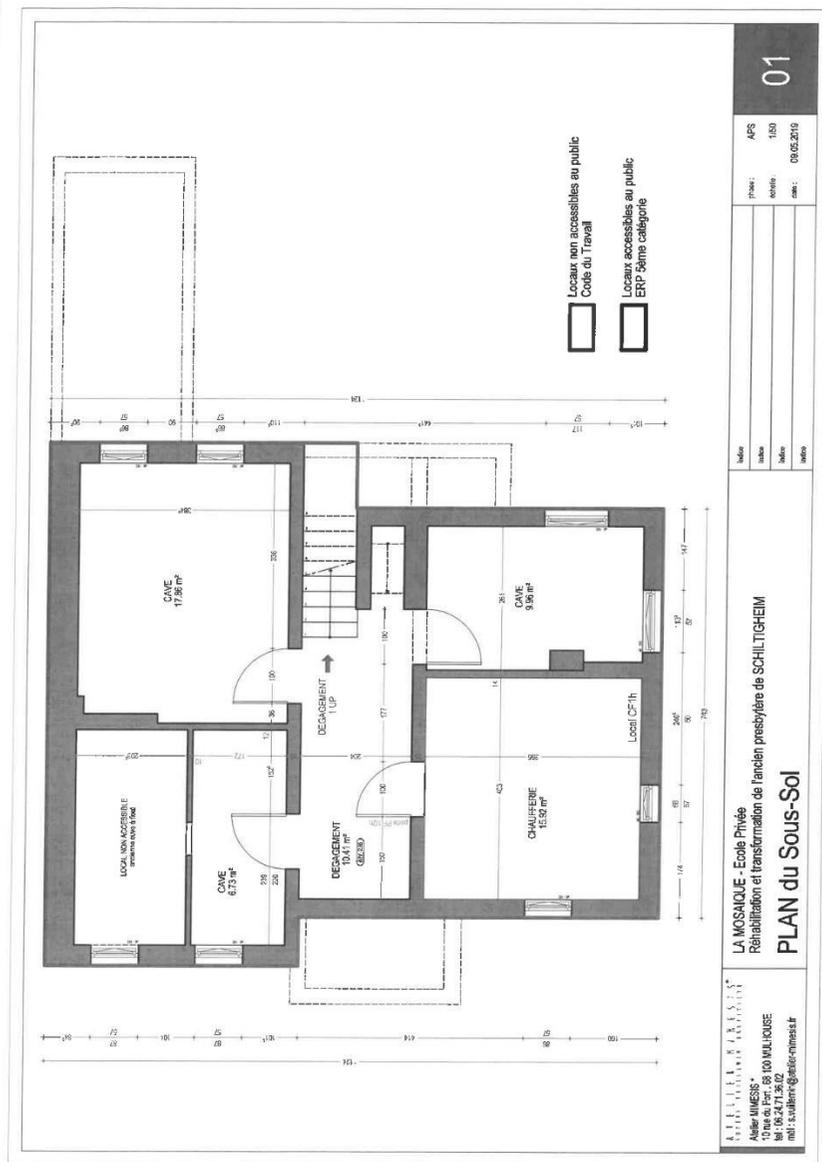
brouillard

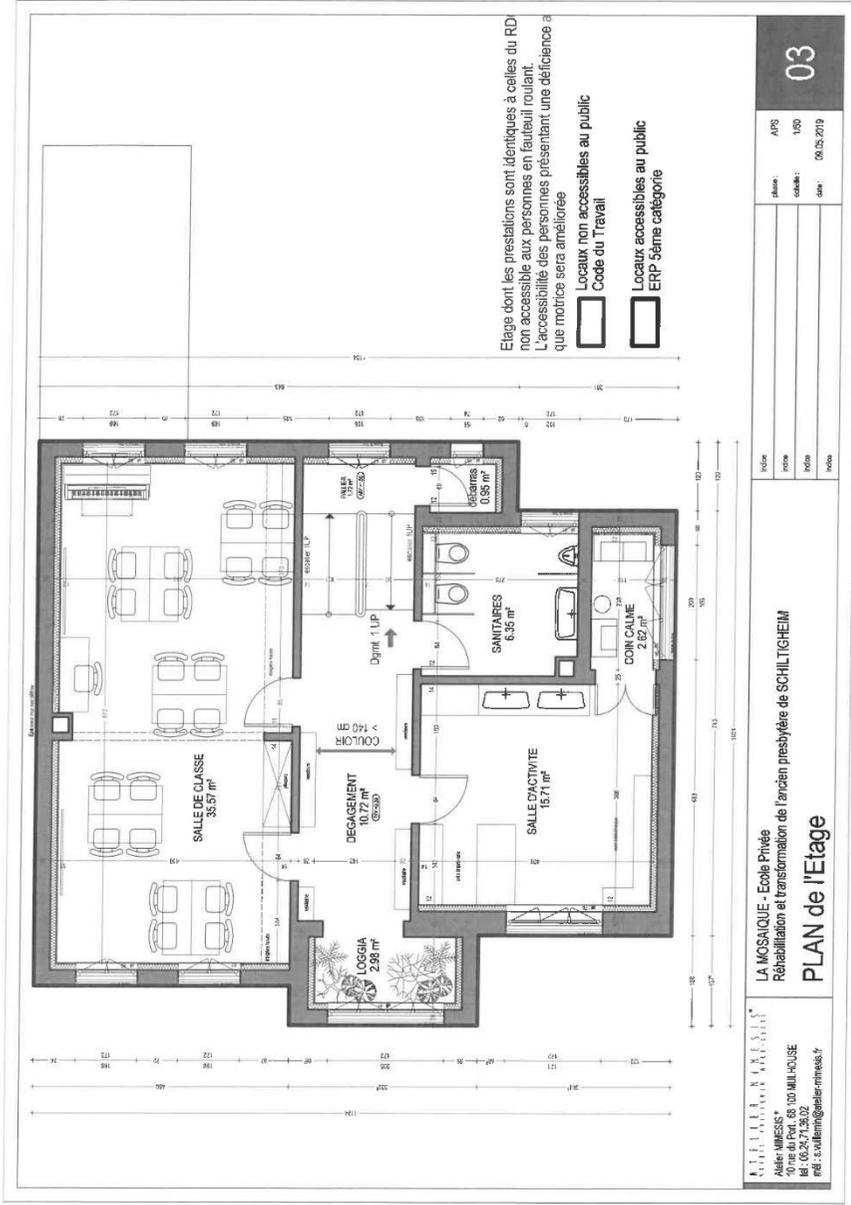
Exercice du 01/09/2018 au 31/08/2019
(Période au 31/08/2019)

| DATE | CJ | FOL | LIBELLE | PIECE/CENTRE/DT.ECH | DEBIT | LT | CREDIT | SOLDE |
|----------|-----|-----|--|-----------------------------|------------|----|------------|------------|
| | | | 75800000 Prod.divers gestion courante | | | | | |
| 31/03/19 | OD | 000 | 42100000 | Différence lettrage | | | 0.60 | 0.60- |
| | | | Total compte 75800000 | | | | 0.60 | 0.60- |
| | | | Total classe 758 | | | | 0.60 | 0.60- |
| | | | Total classe 75 | | | | 480.60 | 480.60- |
| | | | 76000000 Produits financiers | | | | | |
| 31/12/18 | CM1 | 000 | 51210000 | INTERETS 2018 LIVRET BLEU | | | 95.53 | 95.53- |
| | | | Total compte 76000000 | | | | 95.53 | 95.53- |
| | | | Total classe 760 | | | | 95.53 | 95.53- |
| | | | Total classe 76 | | | | 95.53 | 95.53- |
| | | | 77200000 Frais école sur ex. antérieur | | | | | |
| 11/09/18 | CM | 000 | 77200000 | FRAIS ECOLE IbrahIM SOUMEYA | | | 438.83 | 438.83- |
| | | | Total compte 77200000 | | | | 438.83 | 438.83- |
| | | | Total classe 772 | | | | 438.83 | 438.83- |
| | | | Total classe 77 | | | | 438.83 | 438.83- |
| | | | Total classe 7 | | 5 175.57 | | 103 023.24 | 97 847.67- |
| | | | COMPTES DE RESULTAT | | 99 828.11 | | 112 774.81 | 12 946.70- |
| | | | TOTAL GENERAL | | 414 359.12 | | 414 359.12 | |

ANNEXE n° 5 à la délibération n° 25

| BUDGET 2 - CONTRAINTES ÂLPES CONTRÔLE | | | | OBSERVATIONS |
|---|-------------|--|-------------------|---------------------|
| ÉCOLE LA MOSAÏQUE | | | | |
| 17 RUE PRINCIPALE - 67300 SCHILTIGHEIM | | | | |
| APPROCHE BUDGETAIRE - mise à jour du 07/03/2019 | | | | |
| N° | Ent. | Postes | Estim. €HT | |
| 1 | | Démolitions / Gros-Œuvre | 15.800,00 € | |
| 2 | | Menuiseries Extérieures | 6.000,00 € | |
| 3 | | Métallerie | 3.200,00 € | |
| 4 | | Plâtrerie - Faux Plafonds | 30.823,50 € | |
| 5 | | Carrelage - Faïence | 7.920,00 € | |
| 6 | | Menuiserie Intérieures | 19.520,00 € | |
| 7 | | Peinture | 5.000,00 € | |
| 11 | | Électricité - Courants Faibles | 10.800,00 € | |
| 12 | | Chauffage / Plomberie Sanitaire | 13.400,00 € | |
| 13 | | Élévateur PMR | 15.000,00 € | |
| | | Aménagements Extérieurs - Voirie | 15.000,00 € | |
| 19 | | Extincteurs & Signalétique de sécurité | 1.000 € | |
| | | Sous-Total Travaux € HT | 143.464 € | |
| 22 | MIMESIS | Honoraires architecte PC | 5.000 € | |
| 23 | RED | MOE Exécution | 10.000 € | |
| 25 | | Bureau de Contrôle / SPS | 3.000 € | |
| 26 | | Sous-Total Honoraires € HT | 18.000 € | |
| ESTIMATION TOTALE TRAVAUX & HONORAIRES € HT | | | 161.464 € | |
| TVA (20%) | | | 32.293 € | |
| ESTIMATION TOTALE TRAVAUX & HONORAIRES € TTC | | | 193.756 € | |





Etage dont les prestations sont identiques à celles du RD non accessible aux personnes en fauteuil roulant. L'accessibilité des personnes présentant une déficience a que motrice sera améliorée

Locaux non accessibles au public
Code du Travail

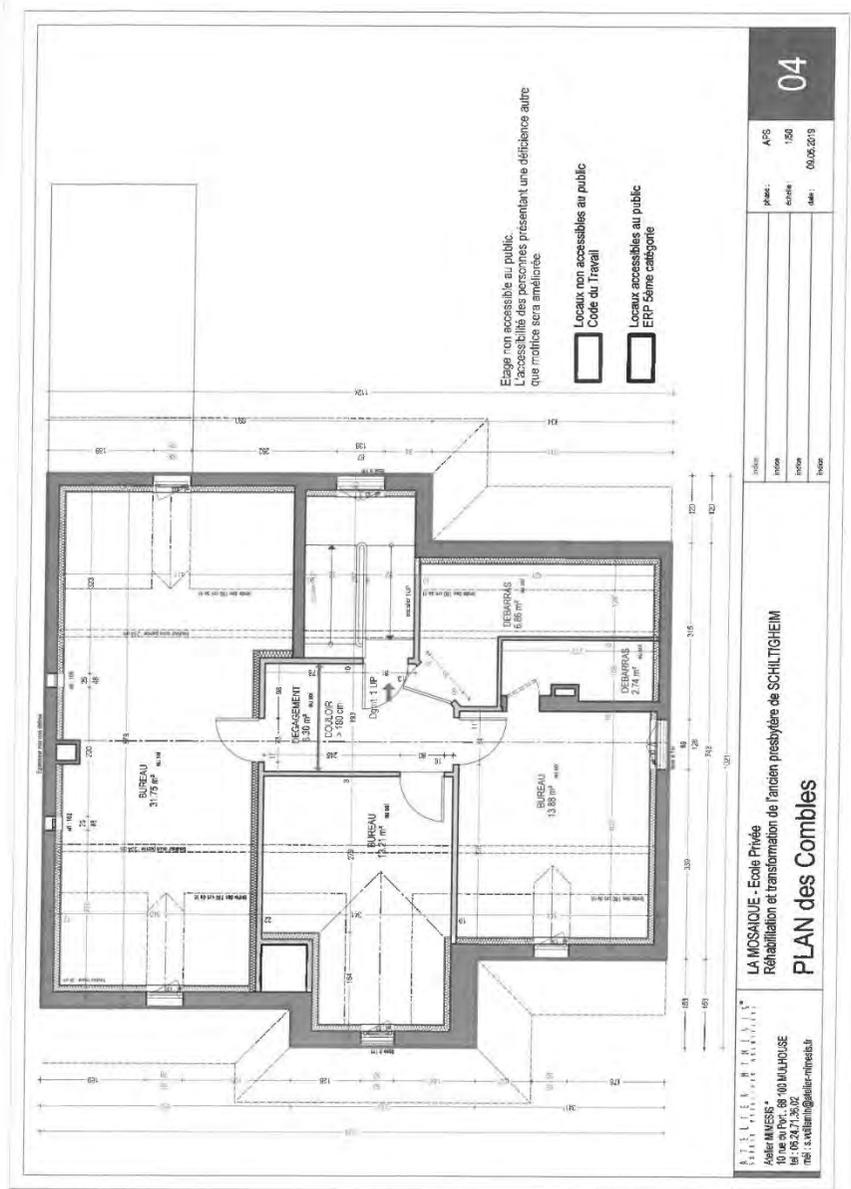
Locaux accessibles au public
ERP 5ème catégorie

| | | |
|-------|--------|------------|
| étage | étage: | APS |
| nom | nom: | 150 |
| code | code: | 06.05.2019 |
| note | date: | |

LA MOSAÏQUE - Ecole Privée
Régénération et transformation de l'ancien presbytère de SCHILTIGHEIM
PLAN de l'Etage

LA MOSAÏQUE
Adèle MINESSE*
10 rue du Parc, 68 100 MULHOUSE
tel : 03.23.71.36.02
mail : s.vieljeun@adèle-minesse.fr

03



Etage non accessible au public. L'accessibilité des personnes présentant une déficience autre que motrice sera améliorée.

Locaux non accessibles au public
Code du Travail

Locaux accessibles au public
ERP 5ème catégorie

| | | |
|-------|--------|------------|
| étage | étage: | APS |
| nom | nom: | 150 |
| code | code: | 06.05.2019 |
| note | date: | |

LA MOSAÏQUE - Ecole Privée
Régénération et transformation de l'ancien presbytère de SCHILTIGHEIM
PLAN des Combles

LA MOSAÏQUE
Adèle MINESSE*
10 rue du Parc, 68 100 MULHOUSE
tel : 03.23.71.36.02
mail : s.vieljeun@adèle-minesse.fr

04

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de Madame Danielle DAMBACH

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2** ont voté par procuration

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RÂTSIAJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

25^e point à l'ordre du jour :
(Délibération n° 2020SGDE118)

**APPROBATION DU DISPOSITIF D'EXONERATION DES
REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR LES
DROITS DE TERRASSE POUR L'ANNEE 2020**

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE118-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

25. APPROBATION DU DISPOSITIF D'EXONERATION DES REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR LES DROITS DE TERRASSE POUR L'ANNEE 2020

Monsieur l'Adjoint Patrick OCHS :

Dans le cadre de la mobilisation du pays face à la pandémie de covid-19, le Président de la République avait fixé au lundi 11 mai 2020 le début d'un déconfinement, progressif et contrôlé des Françaises et des Français. Mobilisée en alerte covid-19 depuis le 16 mars 2020, la commune de Schiltigheim s'est organisée pour mettre en œuvre sur son territoire les décisions de déconfinement prises par l'Etat.

La commune de Schiltigheim rappelle l'avis du Conseil Scientifique en date du 27 juillet : le déconfinement ne signifie pas la fin de l'épidémie mais l'ouverture d'une période d'accommodement de la vie avec le virus, qui continuera de circuler sur le territoire national même après les 55 jours de confinement de la population. La dégradation récente de la situation sanitaire appelle à augmenter la vigilance quant à d'éventuelles mesures restrictives qui pourraient pénaliser l'activité économique déjà impactée par le confinement.

Compte tenu des pertes commerciales subies par les exploitants de terrasse (cafés, bars, restaurants...), la commune a déjà décidé d'assouplir les conditions d'extension des surfaces des terrasses. L'obligation de distanciation sociale contraint en effet les commerçants à limiter la capacité d'accueil des clients à l'intérieur de leurs fonds de commerce, d'où la nécessité de palier à cette limitation en permettant l'accueil d'un plus grand nombre de clients à l'extérieur.

Cette mesure est néanmoins insuffisante. Par conséquent, la commune entend accentuer sa politique de soutien en faveur des commerçants par la mise en place d'un dispositif d'exonération du paiement de la redevance pour l'année 2020.

Afin de bénéficier de cette exonération, les restaurateurs qui ont déjà versé leur redevance devront faire une demande écrite adressée à Madame la Maire demandant le remboursement. Les autorisations accordées postérieurement à l'adoption de la délibération bénéficieront de la gratuité jusqu'au 31 décembre 2020. La liste de tous les bénéficiaires du dispositif est en annexe.

Il est précisé que les mâts, chevalets, parasols et autres dispositifs qui donnent lieu à une taxe ou redevance ne feront, eux, pas l'objet d'une exonération, du fait de la difficulté administrative de traiter d'aussi nombreuses demandes et des sommes minimes impliquées.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-22 et L. 2541-12 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 17 décembre 2019 fixant le montant des redevances des occupations du domaine public pour l'année 2020 ;*

Vu l'article 1^{er} de l'ordonnance n°2020-391 en date du 1^{er} avril 2020 attribuant à Madame la Maire la compétence pour fixer les tarifs de voirie, de stationnement, et de dépôt temporaire ;

Vu la délibération en date du 5 mai 2020 portant délégation à Madame la Maire en période de crise sanitaire ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 9 juin 2020 déléguant à Madame la Maire la compétence pour fixer dans la limite de 4 000 euros les tarifs des droits de voirie.

Considérant l'aggravation de la situation sanitaire en raison de l'épidémie de Covid-19 et l'incertitude quant à son évolution ;

Considérant les pertes d'exploitation subies par les commerces bénéficiant d'un droit de terrasse durant le confinement et les mesures obligatoires de distanciation sociale ;

Considérant la volonté de la commune de Schiltigheim d'accentuer sa politique de soutien en faveur des commerces bénéficiant d'un droit de terrasse.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE118-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

Après en avoir délibéré,
Sur proposition de la Commission « Finances, Domaines et Marchés publics » et du Bureau municipal,

DÉCIDE de l'exonération du paiement des redevances d'occupation du domaine public pour les commerçants ayant un droit de terrasse situés sur le territoire de la commune de Schiltigheim ;

APPROUVE la mise en place du dispositif de remboursement ;

AUTORISE Madame la Maire à faire droit aux demandes de remboursement des commerçants dont la liste figure en annexe de la présente délibération, et d'autoriser la gratuité pour toutes les demandes de droit de terrasse jusqu'au 31 décembre 2020.

| **Adopté à l'unanimité.**

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020

 La Maire,


Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE118-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de **Madame Danielle DAMBACH**

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2 ont voté par procuration**

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

26^e point à l'ordre du jour :
(*Délibération n° 2020SGDE119*)

**AJUSTEMENT DU PROGRAMME : PROJETS SUR L'ESPACE
PUBLIC DE L'ANNEE 2020, VOIRIE, SIGNALISATION, OUVRAGES
D'ART, EAU ET ASSAINISSEMENT**

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE119-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

26. AJUSTEMENT DU PROGRAMME : PROJETS SUR L'ESPACE PUBLIC DE L'ANNEE 2020, VOIRIE, SIGNALISATION, OUVRAGES D'ART, EAU ET ASSAINISSEMENT

Monsieur le Premier Adjoint :

Par délibération en date du 25 octobre 2019, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg avait approuvé le programme 2020 des projets sur l'espace public dans son domaine de compétence : voirie, signalisation, ouvrages d'art, eau et assainissement.

Cependant, pour certaines opérations, la concertation ou encore les études de détail ont entraîné la nécessité de modifier la conception initiale des projets et donc de changer les éléments de programme, le coût d'objectif, les emprises...

Par ailleurs, d'autres opérations sont devenues prioritaires suite à la connaissance de problèmes de sécurité, à la dégradation de l'état d'entretien des équipements, à l'obligation d'accompagner des projets initiés par d'autres maîtres d'ouvrage.

De ce fait, il est proposé, par la présente délibération, d'adopter plusieurs ajustements à ce programme, sans modification des crédits globaux de paiement y afférents, car certaines opérations initialement prévues ont été reportées ou même annulées ou encore parce que le coût d'objectif d'autres opérations a été revu à la baisse.

De plus, des opérations nouvelles complètent le programme 2020, après l'attribution d'une enveloppe complémentaire de 1,5 M€ relative aux aménagements cyclables pérennes.

La liste des projets modifiés ou nouveaux est jointe en annexe de la présente délibération. Les montants délibérés sont établis en référence aux indices valeur août 2020.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

Vu l'article 5211.57 du CGCT et en application de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, les projets de délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg sont soumis au préalable à l'avis du Conseil municipal ;

Vu le projet de délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg ;

Après en avoir délibéré,

Sur proposition de la Commission « Ecologie, Urbanisme et mobilités – Cadre de vie et travaux » et du Bureau municipal,

APPROUVE le projet de délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg tel que proposé en annexe.

Adopté par 35 voix et 4 contre (Mme Françoise KLEIN, M. Christian BALL, Mme Sylvie GIL BAREA, M. Dera RATSIJETSINIMARO – par procuration).

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020



La Maire,

Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE119-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

**Délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg
du 28 août 2020**

**Ajustement du programme : Projets sur l'Espace Public de l'année 2020
Voirie, signalisation, ouvrages d'art, eau et assainissement**

Par délibération en date du 25 octobre 2019, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg avait approuvé le programme 2020 des projets sur l'espace public dans son domaine de compétence : voirie, signalisation, ouvrages d'art, eau et assainissement.

Cependant, pour certaines opérations, la concertation ou encore les études de détail ont entraîné la nécessité de modifier la conception initiale des projets et donc de changer les éléments de programme, le coût d'objectif, les emprises...

Par ailleurs, d'autres opérations sont devenues prioritaires suite à la connaissance de problèmes de sécurité, à la dégradation de l'état d'entretien des équipements, à l'obligation d'accompagner des projets initiés par d'autres maîtres d'ouvrage.

De ce fait, il est proposé, par la présente délibération, d'adopter plusieurs ajustements à ce programme, **sans modification des crédits globaux de paiement y afférents**, car certaines opérations initialement prévues ont été reportées ou même annulées ou encore parce que le coût d'objectif d'autres opérations a été revu à la baisse.

De plus, des opérations nouvelles complètent le programme 2020, après l'attribution d'une enveloppe complémentaire de 1,5 M€ relative aux aménagements cyclables pérennes.

La liste des projets modifiés ou nouveaux est jointe en annexes :

- Annexe 1 : liste des projets à Strasbourg
- Annexe 2 : liste des projets renouvellement urbain
- Annexe 3 : liste des projets dans les communes

Les montants délibérés sont établis en référence aux indices valeur août 2020.

Pour des raisons opérationnelles, il est prévu un groupement de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg (Coordonnateur Eurométropole de Strasbourg) pour les études de la rue de la Ganzau dans le quartier du Neuhof à Strasbourg. Les modalités de fonctionnement du groupement de commandes sont mentionnées dans la convention jointe en annexe 4.

Le vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

*Le Conseil
vu l'avis de la Commission thématique
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve*

- l'ajustement du programme 2020 des projets sur l'espace public dans les domaines de compétence de l'Eurométropole (voirie, signalisation, ouvrages d'art, eau et assainissement),

tel que figurant sur les listes ci-annexées sous réserve des avis favorables des conseils municipaux des communes concernées.

- Annexe 1 : liste des projets à Strasbourg*
- Annexe 2 : liste des projets renouvellement urbain*
- Annexe 3 : liste des projets dans les communes*

- *La constitution d'un groupement de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg (Coordonnateur Eurométropole de Strasbourg) pour l'étude du projet de la rue de la Ganzau dans le quartier du Neuhof à Strasbourg mentionné dans la convention de groupement de commandes jointe en annexe 4.*

Autorise

La Présidente ou son-sa représentant-e :

- *à mettre en concurrence les missions de maîtrise d'œuvre, les prestations intellectuelles, les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage, les services, fournitures et travaux, ainsi que les prestations de coordination « Santé-Sécurité » conformément à la réglementation des Marchés Publics et à signer les marchés y afférents,*
- *à constituer un groupement de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg (Coordonnateur Eurométropole de Strasbourg) pour l'étude du projet de la rue de la Ganzau dans le quartier du Neuhof à Strasbourg (annexe 4),*
- *à solliciter pour les projets eau et assainissement :*
 - *l'occupation temporaire du terrain,*
 - *l'instauration de servitudes de passage et d'occupation permanente du sous-sol,*
- *à signer toutes les conventions nécessaires à la gestion des projets, documents d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire, permis de démolir, ...) ainsi que tous les actes qui pourraient être nécessaires à la réalisation de ces projets,*
- *à organiser ou à solliciter l'organisation par les services de l'Etat des procédures nécessaires au déroulement des enquêtes préalables et à l'obtention des autorisations administratives ou d'utilité publique,*
- *à solliciter les différents partenaires et à signer tous documents en application des procédures administratives et environnementales réglementaires,*
- *à solliciter toute subvention et à signer les conventions correspondantes pour la réalisation de ces opérations (Europe, Etat, Région, Département, ou autres organismes publics ou privés),*
- *à déposer, pour les opérations concernées, tous les permis d'aménager, permis de construire et permis de démolir qui seraient nécessaires à la réalisation des projets.*

décide

- *d'imputer les dépenses et recettes correspondantes sur les crédits de paiement et les autorisations de Programme relatives aux budgets 2020 et suivants de l'Eurométropole ainsi que sur les budgets de l'eau et l'assainissement.*

ANNEXE 3 : LISTE DES PROJETS DANS LES COMMUNES

SCHILTIGHEIM

| | | | | | | | | | |
|-----------------------|--|-------|------------------------|---------|---------------|-------------------------|--------------------------|-----|--------------------|
| Opération | 2020SCH08 | | SCHILTIGHEIM | | | Etudes et travaux | | | 1 |
| Site projet | LIAISON CYCLABLE AVENUE DU GENERAL DE GAULLE | | | | | | | | |
| Tronçon / tranche | 1/1 | Début | Rue des Poilus | | | Fin | Rue d'Erstein | | |
| Mt Total Prévisionnel | 90 000 € | | MOE | Externe | | Tableau | PPI | AMO | non |
| | | | | | | | | | TTC |
| Voirie & équipements | Amélioration qualité | | Piste cyclable | | Création | | Trx en faible profondeur | | Type Marché MAPA |
| | | | | | | | | | 90 000 € |
| | | | | | | | | | Total délibéré EMS |
| | | | | | | | | | 90 000 € |
| Opération | 2015EMS4369 | | SCHILTIGHEIM | | | Suite études et travaux | | | 2 |
| Site projet | RUE DU CHENE | | | | | | | | |
| Tronçon / tranche | 2/2 | Début | Complet | | | Fin | Complet | | |
| Mt Total Prévisionnel | 310 000 € | | MOE | Externe | | Tableau | - | AMO | non |
| | | | | | | | | | TTC |
| Eau | Etat entretien réseau | | Collecteur/Branchement | | Remplacement | | Trx tranchée ouverte | | Type Marché MAPA |
| | | | | | | | | | 20 000 € |
| | | | | | | | | | Total délibéré EMS |
| | | | | | | | | | 20 000 € |
| Opération | 2020SCH07 | | SCHILTIGHEIM | | | Etudes et travaux | | | 3 |
| Site projet | PASSAGE DU CIMETIERE | | | | | | | | |
| Tronçon / tranche | 1/3 | Début | Complet | | | Fin | Complet | | |
| Mt Total Prévisionnel | 790 000 € | | MOE | Externe | | Tableau | T1 | AMO | non |
| | | | | | | | | | TTC |
| Voirie & équipements | Amélioration fonctionnement | | Voie de desserte | | Réaménagement | | Trx en profondeur | | Type Marché MAPA |
| | | | | | | | | | 50 000 € |
| | | | | | | | | | Total délibéré EMS |
| | | | | | | | | | 50 000 € |

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de **Madame Danielle DAMBACH**

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2** ont voté par procuration

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIAJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

27^e point à l'ordre du jour :
(Délibération n° 2020.SGDE120)

**RETRAIT DE LA DELIBERATION N°15 DU 7 JUILLET 2020
APPROUVANT LE VERSEMENT D'UNE SUBVENTION A
L'INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUEES DE
STRASBOURG**

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE120-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

27. RETRAIT DE LA DELIBERATION N°15 DU 7 JUILLET 2020 APPROUVANT LE VERSEMENT D'UNE SUBVENTION A L'INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUEES DE STRASBOURG

Monsieur le Premier Adjoint :

Par une délibération en date du 7 juillet 2020, le Conseil municipal de la commune de Schiltigheim a décidé de l'octroi d'une subvention de 4000 € HT, soit 4 800 € TTC à l'Institut National des Sciences Appliquées (INSA) de Strasbourg pour la mise en œuvre du projet d'étude : « *Vision d'avenir pour la frange Est de Schiltigheim en regard des grandes mutations métropolitaines* » et approuvé les termes du projet de convention de subventionnement.

Le site proposé pour le projet annuel est situé à l'est de Schiltigheim. Il s'agit de réfléchir selon différentes échelles au devenir d'une frange communale adossée à l'Ill (et localement au fossé des remparts, à l'Aar et au Canal de la Marne au Rhin).
Le département en charge du projet est le département architecture de l'INSA.

Si la commune peut soutenir ce projet d'étude mené par les étudiants de l'INSA dans la mesure où il revêt un intérêt public local, la subvention ne pouvait être soumise à la TVA.

En effet, en application des dispositions de l'article 266 1. a. du Code général des impôts, la base d'imposition de la TVA est constituée, « *pour les livraisons de biens, les prestations de services et les acquisitions intracommunautaires, par toutes les sommes, valeurs, biens ou services reçus ou à recevoir par le fournisseur ou le prestataire en contrepartie de ces opérations, de la part de l'acheteur, du preneur ou d'un tiers, y compris les subventions directement liées au prix de ces opérations* ».

Or, la subvention que la commune entend verser à l'INSA constitue une subvention exceptionnelle, non imposable à la TVA. Il s'agit d'une aide non répétitive, destinée à soutenir une opération particulière dont le montant ne peut qu'être accessoire au regard des recettes normales de l'organisme.

En application de l'article L242-1 du code des relations entre le public et l'administration, l'administration peut retirer une décision créatrice de droits de sa propre initiative si elle est illégale et si le retrait intervient dans le délai de quatre mois suivant la prise de cette décision.

Aussi, conformément à ces dispositions, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir procéder au retrait de cette délibération afin de pouvoir en reprendre une nouvelle ne soumettant pas la subvention à la TVA.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

Vu l'article 266 1. a) du code général des impôts ;

Vu l'article L242-1 du code des relations entre le public et l'administration ;

Considérant que par une délibération en date du 7 juillet 2020, le Conseil municipal de la commune de Schiltigheim a décidé de l'octroi d'une subvention de 4000 € HT, soit 4 800 € TTC à l'INSA de Strasbourg pour la mise en œuvre du projet d'étude : « Vision d'avenir pour la frange Est de Schiltigheim en regard des grandes mutations métropolitaines » et approuvé les termes du projet de convention de subventionnement ;

Considérant que cette subvention ne pouvait pas être soumise à la TVA ;

Considérant que l'article L242-1 du code des relations entre le public et l'administration, l'administration peut retirer une décision créatrice de droits de sa propre initiative si elle est illégale et si le retrait intervient dans le délai de quatre mois suivant la prise de cette décision ;

Considérant qu'il y a lieu, en application de ces dispositions, de procéder au retrait de la délibération du 7 juillet 2020 approuvant le versement d'une subvention de 4000 € HT, soit 4 800 € TTC à l'INSA de Strasbourg pour la mise en œuvre du projet d'étude : « Vision d'avenir pour la frange Est de Schiltigheim en regard des grandes mutations métropolitaines » ;

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE120-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

Après en avoir délibéré,
Sur proposition Bureau municipal,

DECIDE de retirer la délibération n° 15 du 7 juillet 2020 par laquelle le Conseil municipal a décidé de l'octroi d'une subvention de 4000 € HT, soit 4 800 € TTC à l'INSA de Strasbourg pour la mise en œuvre du projet d'étude : « *Vision d'avenir pour la frange Est de Schiltigheim en regard des grandes mutations métropolitaines* » et approuvé les termes du projet de convention de subventionnement.

| **Adopté à l'unanimité**

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020



La Maire,

Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE120-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020



Convention de subventionnement entre la Commune de Schiltigheim et l'INSA de Strasbourg

Entre

L'Institut National des Sciences Appliquées de Strasbourg (ci-après dénommée « INSA STRASBOURG »),

Etablissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP),

N°SIRET : 196 727 671 00014 – code APE : 8542Z,

sis 24 boulevard de la Victoire – 67084 Strasbourg Cedex

représenté par son Directeur, **Romuald BONÉ**

Et

La Commune de Schiltigheim

Sise 110 route de Bischwiller - 67302 SCHILTIGHEIM Cedex

Représentée par Madame la Maire, **Danielle DAMBACH** dûment habilitée en vertu des délibérations du Conseil municipal du 26 mai 2020 et du 22 septembre 2020,

ci-après désignées chacune individuellement « la PARTIE » et collectivement « les PARTIES »,

Vu les articles 9-1 et 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'article 1 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyés par les personnes publiques ;

Vu la délibération du Conseil municipal de la commune de Schiltigheim en date du 22 septembre 2020 ;

Préambule :

L'INSA STRASBOURG est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP), tenu au respect du principe de neutralité commerciale du service public de l'Éducation.

Il a pour mission principale la formation initiale d'ingénieurs et d'architectes.

L'École a également pour mission :

- la formation continue d'ingénieurs, d'architectes et de cadres de l'industrie ;
- la préparation à d'autres diplômes d'enseignement supérieur ;
- la réalisation de travaux de recherche, d'études, d'essais et de développements ;
- la diffusion des connaissances correspondant à l'ensemble des missions de l'École ;
- la coopération avec des organismes publics ou privés, français ou étrangers ;
- l'insertion professionnelle.

Les spécialités de l'INSA sont l'architecture, la topographie, le génie civil, la plasturgie, la mécatronique, le génie mécanique, le génie électrique, le génie climatique et énergétique.

Le département architecture de l'INSA travaille sur le projet suivant : « *Vision d'avenir pour la frange Est de Schiltigheim en regard des grandes mutations métropolitaines* ».

Le site proposé pour le projet annuel est situé à l'est de Schiltigheim. Il s'agit de réfléchir selon différentes échelles au devenir d'une frange communale adossée à l'Ill (et localement au fossé des remparts, à l'Aar et au Canal de la Marne au Rhin).

Le territoire d'étude et d'action déborde assez largement le ban communal pour questionner les relations nouées entre cette commune riveraine du couloir de l'Ill et les autres berges métropolitaines.

Fort de qualités et de potentialités, ce territoire limitrophe est stratégique pour la commune et la métropole. Il fait l'objet d'attentions et de pressions parfois contradictoires. Des mutations sont attendues qui peuvent considérablement changer le regard et les usages de ce secteur. C'est l'évolution de l'ensemble de cette limite urbaine composite que le travail étudiant se donne de questionner.

Initié par l'INSA de Strasbourg, ce projet d'étude répond à un intérêt public communal, c'est pourquoi la commune de Schiltigheim a décidé de soutenir financièrement ce projet.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT,

Article 1 : Objet de la convention

La commune de Schiltigheim s'engage à apporter une aide financière à l'INSA de Strasbourg afin de financer son projet d'étude « *Vision d'avenir pour la frange est de Schiltigheim en regard des grandes mutations métropolitaines* ».

Ce projet d'étudiants est initié par le département architecture de l'INSA de Strasbourg. Il concerne la classe d'étudiants en troisième année dites Ai3.

Les actions faisant l'objet de la présente convention avec la commune de Schiltigheim, telles que décrites dans l'article 2, s'inscrivent également dans un cadre plus large avec L'Eurométropole de Strasbourg.

Article 2 : Définition des actions

L'INSA s'engage à travailler, à son initiative et sous sa responsabilité, sur le thème suivant : « *Vision d'avenir pour la frange est de Schiltigheim en regard des grandes mutations métropolitaines* ».

L'INSA s'engage à respecter le planning fixé avec la commune de Schiltigheim et l'Eurométropole de Strasbourg.

L'INSA s'engage à rendre à la commune de Schiltigheim, les livrables suivants :

- des présentations régulières de l'avancée du travail (au minimum entretien de lancement, présentation intermédiaire et présentation finale) ;
- une documentation d'une sélection des rendus sous la forme d'un livret final ;
- une présentation des meilleurs projets sous forme de fichiers informatiques à l'issue de chaque présentation, exploitables par les collectivités pour d'éventuelles communications ;
- une restitution synthétique et didactique du travail annuel permettant une présentation élargie aux équipes municipales et au public, sous la forme d'une présentation projetée (diaporama).

Afin d'assurer la bonne réalisation de ce projet d'étudiants, **la commune de Schiltigheim** s'engage à :

- apporter un accompagnement thématique du travail aux élèves et enseignants (au minimum un entretien de lancement, présentation intermédiaire et présentation finale) ;
- ce que l'INSA puisse bénéficier d'un soutien sur place (accompagnement, prises de contact) ;
- valoriser et communiquer sur les travaux (en citant l'INSA STRASBOURG) lors de toute publication et manifestation sur le sujet.

Article 3 : Détermination du soutien financier de la commune de Schiltigheim

Dans le cadre de la présente convention, la commune de Schiltigheim s'engage à financer à hauteur de 4 000 euros sur la durée de la convention, les actions citées dans l'article 2.

L'INSA facturera à la commune la participation financière après avoir réalisé son projet d'étude.

Article 4 : Propriété intellectuelle

La commune de Schiltigheim obtient, lors de la remise du travail, le droit d'usage des résultats de chaque étude faisant l'objet de la / des présentation/s finale/s au même titre que les services de l'Eurométropole et sous réserve de leur accord. Un contrat de cession de droits d'auteur sera conclu à cette fin entre la commune de Schiltigheim et l'INSA.

Article 5 : Entrée en vigueur - Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties. Elle est conclue pour la période du 30 septembre 2019 au 30 Décembre 2020.

Article 6 : Accord à l'amiable

En cas de litige en lien avec la présente convention, les signataires s'engagent à trouver prioritairement un accord à l'amiable. Après l'expiration d'un délai raisonnable (1 mois), l'absence de réponse des signataires à une proposition d'accord écrit sera considérée comme un consentement.

Article 7 : Juridiction compétente

Les signataires octroient irrévocablement leur consentement quant à la disposition suivante sur la juridiction compétente en cas de litige lié à la présente convention.

En cas de litige entre les contractants, le tribunal administratif compétent est celui de Strasbourg.

Fait en trois exemplaires à Schiltigheim, le septembre 2020

INSA STRASBOURG
Le Directeur,

Commune de Schiltigheim
La Maire,

Romuald BONÉ

Danielle DAMBACH

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de Madame Danielle DAMBACH

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2 ont voté par procuration**

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIAJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

28^e point à l'ordre du jour :
(Délibération n° 2020SGDE121)

**VERSEMENT D'UNE SUBVENTION A L'INSTITUT NATIONAL
DES SCIENCES APPLIQUEES DE STRASBOURG**

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE121-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

28. VERSEMENT D'UNE SUBVENTION A L'INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUEES DE STRASBOURG

Monsieur le Premier Adjoint :

L'Institut National des Sciences Appliquées (INSA) de STRASBOURG est un établissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP), tenu au respect du principe de neutralité commerciale du service public de l'Éducation. Il a pour mission principale la formation initiale d'ingénieurs et d'architectes.

L'École a également pour mission :

- La formation continue d'ingénieurs, d'architectes et de cadres de l'industrie ;
- La préparation à d'autres diplômes d'enseignement supérieur ;
- La réalisation de travaux de recherche, d'études, d'essais et de développements ;
- La diffusion des connaissances correspondant à l'ensemble des missions de l'École ;
- La coopération avec des organismes publics ou privés, français ou étrangers ;
- L'insertion professionnelle.

Les spécialités de l'INSA sont l'architecture, la topographie, le génie civil, la plasturgie, la mécatronique, le génie mécanique, le génie électrique, le génie climatique et énergétique.

L'INSA travaille sur le projet suivant : « *Vision d'avenir pour la frange Est de Schiltigheim en regard des grandes mutations métropolitaines* ».

Le site proposé pour le projet annuel est situé à l'est de Schiltigheim. Il s'agit de réfléchir selon différentes échelles au devenir d'une frange communale adossée à l'Ill (et localement au fossé des remparts, à l'Aar et au Canal de la Marne au Rhin).

Le territoire d'étude et d'action déborde assez largement le ban communal pour questionner les relations nouées entre cette commune riveraine du couloir de l'Ill et les autres berges métropolitaines. Fort de qualités et de potentialités, ce territoire limitrophe est stratégique pour la commune et la métropole. Il fait l'objet d'attentions et de pressions parfois contradictoires. Des mutations sont attendues qui peuvent considérablement changer le regard et les usages de ce secteur. C'est l'évolution de l'ensemble de cette limite urbaine composite que le travail étudiant se donne de questionner.

Le département concerné par le projet est le département architecture de l'INSA. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, l'INSA sollicite de la commune de Schiltigheim, le versement d'une subvention de 4 000 €.

L'INSA s'engage à rendre les livrables suivants à la commune de Schiltigheim :

- Des présentations régulières de l'avancée du travail (au minimum entretien de lancement, présentation intermédiaire et présentation finale) ;
- Une documentation d'une sélection des rendus sous la forme d'un livret final ;
- Une présentation des meilleurs projets sous forme de fichiers informatiques à l'issue de chaque présentation, exploitables par la commune pour d'éventuelles communications ;
- Une restitution synthétique et didactique du travail annuel permettant une présentation élargie aux équipes municipales et au public, sous la forme d'une présentation projetée (diaporama).

Afin d'assurer la bonne réalisation de ce projet d'étudiants, la commune

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE121-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

- Apporter un accompagnement thématique du travail aux élèves et enseignants (au minimum un entretien de lancement, présentation intermédiaire et présentation finale) ;
- Ce que l'INSA puisse bénéficier d'un soutien sur place (accompagnement, prises de contact) ;
- Valoriser et communiquer sur les travaux (en citant l'INSA STRASBOURG) lors de toute publication et manifestation sur le sujet.

Vu l'intérêt public et local revêtu par ce projet, il est proposé au Conseil municipal d'allouer une subvention de 4 000 € à l'INSA.

La délibération suivante serait à prendre :

Le Conseil municipal,

*Vu les articles L 1611-4, L 2541-12 et L 2543-1 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu les articles 9-1 et 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
Vu l'article 1 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyés par les personnes publiques ;
Considérant que les collectivités territoriales peuvent dans les conditions prévues à l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et à l'article 1 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 attribuer des subventions;
Considérant que le projet d'étude mené par les étudiants de l'INSA portant sur la « Vision d'avenir pour la frange Est de Schiltigheim en regard des grandes mutations métropolitaines » revêt un intérêt public local;*

Après en avoir délibéré,
Sur proposition du Bureau municipal,

DÉCIDE de l'octroi d'une subvention de 4000 € à l'INSA de Strasbourg pour la mise en œuvre du projet d'étude: « *Vision d'avenir pour la frange Est de Schiltigheim en regard des grandes mutations métropolitaines* » ;

APPROUVE les termes du projet de convention de subventionnement joint à la présente délibération ;

AUTORISE Madame la Maire à signer la convention de subventionnement ;

PRÉCISE que les crédits nécessaires sont prévus au budget Fonction 8100 / Nature 6574.

Adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020



Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE121-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de **Madame Danielle DAMBACH**

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2 ont voté par procuration**

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIAJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

29^e point à l'ordre du jour :
(*Délibération n° 2020SGDE122*)

**COMMUNICATION CONCERNANT L'UTILISATION DES
CRÉDITS EN DÉPENSES IMPRÉVUES**

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE122-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

29. COMMUNICATION CONCERNANT L'UTILISATION DES CRÉDITS EN DÉPENSES IMPRÉVUES

Monsieur l'Adjoint Patrick OCHS :

Vu les articles L2322-1 et suivants du CGCT ;

Vu le budget primitif 2019 de la commune ;

Vu les crédits disponibles au chapitre 020 « dépenses imprévues » ;

Vu les crédits disponibles au chapitre 021 « Immobilisations corporelles » ;

Un virement de crédits des dépenses imprévues de la section d'investissement a été réalisé en 2020.

L'arrêté 2020SGAI079 du 19/08/2020 a permis d'augmenter les crédits sur le chapitre 21 – Immobilisations corporelles.

92 500 € ont été prélevés du chapitre 020 dépenses imprévues en section de fonctionnement pour créditer le chapitre 21 – Immobilisations corporelles.

Cela pour prendre en compte des dépenses imprévisibles rendues nécessaires pour les montants et motifs suivants :

- ✓ Création d'un réseau d'écoulement au presbytère rue des Pompiers : un sinistre a rendu nécessaire la refonte du système d'écoulement pour 9 000 € ;
- ✓ Habillage du skydome de la Crèche des Moussaillons : suite à un sinistre il a fallu refaire l'habillage intérieur du skydome pour 4 000 € ;
- ✓ Cuisine de la crèche collective des Moussaillons : l'ouverture des plis a conduit à la nécessité d'abonder les crédits prévus pour cette opération de 45 000 € (les portant ainsi de 200 000 € à 245 000 €) ;
- ✓ Restaurant du Cheval Blanc : suite au changement de bail du restaurant, des travaux ont été réalisés dans le restaurant. Le changement des fenêtres a nécessité une enveloppe 3 378 € ;
- ✓ Désordres d'étanchéité au Brassin : un désordre d'étanchéité a rendu nécessaire des réparations importantes pour 10 126 €.

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020



La Maire,

Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE122-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de **Madame Danielle DAMBACH**

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2 ont voté par procuration**

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIAJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

30^e point à l'ordre du jour :
(Délibération n° 2020SGDE123)

**COMMUNICATION SUR LES CONSEQUENCES FINANCIERES DE
LA CRISE SANITAIRE POUR LE BUDGET COMMUNAL**

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE123-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

30. COMMUNICATION SUR LES CONSEQUENCES FINANCIERES DE LA CRISE SANITAIRE POUR LE BUDGET COMMUNAL

Monsieur l'Adjoint Patrick OCHS :

A la demande conjointe de la municipalité et du Conseil municipal, les services municipaux ont travaillé au recensement des conséquences financières de la crise sanitaire sur l'exécution du budget 2020 de la commune. Il s'agit d'un travail de fond d'analyse des dépenses complémentaires réalisées mais aussi des dépenses et des recettes qui ne seront pas réalisées.

Reprise d'activité des services :

Toutes les conséquences financières de cette crise sanitaire ne sont pas encore connues à ce jour. Un suivi est réalisé au plus près de la réalité, service par service, action par action. Lors du conseil municipal du 7 juillet 2020 le coût des équipements de protection des agents avait été présenté, aujourd'hui il s'élève à 115 000 € et évoluera encore en fonction des besoins.

La fermeture des établissements recevant du public, l'annulation de programmes événementiels ou culturels ont occasionné une diminution des dépenses de fonctionnement qui permettent à la collectivité de financer au moins partiellement les dépenses supplémentaires rendues nécessaires.

Au conseil municipal du 7 juillet 2020, une prime exceptionnelle a été versée aux agents mobilisés dans le cadre du plan de continuité d'activité qui ont dû s'adapter à un contexte d'organisation du travail inédit. Cette prime a représenté un effort financier de près de 39 632 € pour 155 agents. Cette somme a pu être financée à l'intérieur du chapitre 012 charges de personnel sans augmentation du volume du fait du décalage de certains recrutements ainsi qu'à une réduction des besoins par rapport aux prévisions budgétaires sur les heures supplémentaires.

Un nouveau programme d'animations d'été :

Outre les dépenses d'équipement des services, la municipalité a dû adapter l'action publique depuis le déconfinement ce qui a occasionné des frais supplémentaires. Un programme d'animations d'été ambitieux, compatible avec les gestes barrières a été développé. La tournée schilikoise d'Arachnima a occasionné 30 000 € de dépenses supplémentaires à la collectivité.

Distribution des masques à la population :

La Ville a participé à un groupement de commande pour des masques lavables avec l'Eurométropole, l'association des Maire du Bas-Rhin et le Département du Bas-Rhin. Avec les frais de livraison et déduction faite de la participation de l'Etat au financement de ceux-ci, l'enveloppe budgétaire mobilisée représente près de 40 000 €.

Les produits fiscaux et domaniaux :

La loi de finances rectificative n°3 du 30 juillet 2020 précise les conditions de maintien des recettes fiscales et domaniales. La dotation sera égale à la différence, si elle est positive entre la somme des produits moyens perçus entre 2017 et 2019 et la somme des produits perçus en 2020.

Il y a une inquiétude sur le niveau d'encaissement les produits domaniaux prévus au budget de la ville de Schiltigheim. C'est notamment le cas de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité – qui représente près de 600 000 € de recettes annuelles – ou encore les droits de mutation – qui ont représenté 1 671 855 € de produits en 2019.

En effet pour la taxe sur la consommation finale d'électricité, les entreprises ayant été contraintes de cesser leurs activités le temps du confinement, les premières études anticipent une perte de près de 20 % des produits sur l'exercice. Pour la taxe sur les droits de mutation, le marché immobilier a lui aussi connu un temps d'arrêt et il n'est pas encore possible de se prononcer sur l'éventuelle reprise de celui-ci.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE123-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

La difficulté est que le mécanisme de compensation se fait sur les produits fiscaux et domaniaux, autrement dit, le dynamisme des produits fiscaux – du fait de la livraison de nouveaux logements et donc de l'augmentation des bases fiscales – vient gommer la perte constatée sur les produits domaniaux. Cependant l'augmentation des produits de la fiscalité avait été prévue au budget. Une diminution des produits domaniaux qui ne serait pas compensée ferait porter une charge supplémentaire au budget de la collectivité mais celle-ci ne peut pas encore être calculée.

Sans pouvoir préciser la répercussion de la crise sanitaire sur les produits fiscaux et domaniaux, le coût aujourd'hui estimé en reste à charge pour la collectivité à 100 000 € en fonctionnement et 85 000 € en investissement. Il ne s'agit là que d'un premier bilan qui sera amené à être revu en fonction des éléments à venir d'ici la fin de l'exercice.

Soutien aux associations :

La Ville accompagne les associations schilikoises qui rencontrent des difficultés financières en raison de la crise sanitaire dans leurs demandes d'aides auprès des autres collectivités (Eurométropole, Département). Elle apporte également son soutien par des mises à disposition gratuites de salles municipales.

Par ailleurs, la Ville de Schiltigheim construit actuellement une méthodologie d'intervention financière pour venir en aide aux associations en complément des autres partenaires lorsque cela est nécessaire. Le montant de ces aides exceptionnelles de la Ville aux associations sera proposé ultérieurement au Conseil municipal.

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020

Maire,

Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE123-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de **Madame Danielle DAMBACH**

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2 ont voté par procuration**

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIAJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

31^e point à l'ordre du jour :
(*Délibération n° 2020SGDE124*)

**COMMUNICATION CONCERNANT LA REALISATION D'UN
EMPRUNT DESTINE AU FINANCEMENT DES
INVESTISSEMENTS PREVUS PAR LE BUDGET**

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE124-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

31. COMMUNICATION CONCERNANT LA REALISATION D'UN EMPRUNT DESTINE AU FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS PREVUS PAR LE BUDGET

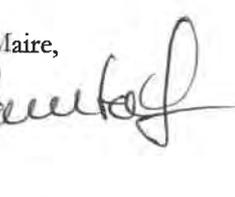
Monsieur l'Adjoint Patrick OCHS :

*Vu les articles L2131-1 à L2131-3, L2122-22, L2122-23, L2541-22 et L2541-1 du CGCT,
Vu l'article L3222-22 du CGCT
Vu la délibération n°2020DSGDE050 du 09 juin 2020 et notamment son alinéa 3,
Vu le budget primitif 2020 de la commune,
Vu les crédits disponibles au chapitre 16 « emprunts et dettes assimilées »*

Un emprunt a été contracté à l'Agence France Locale répondant aux caractéristiques suivantes :

- Montant du crédit : 2 000 000 EUR
- Date d'échéance finale : 20 septembre 2035
- Date de mise à disposition des fonds : 21 septembre
- Date de première échéance 22 mars 2021
- Durée : 15 ans
- Type de taux : taux fixe
- Taux : 0,43 %
- Base de calcul des intérêts : 30/360
- Profil d'amortissement : trimestriel linéaire

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020

 Maire,


Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE124-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de Madame Danielle DAMBACH

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2 ont voté par procuration**

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIAJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

32^e point à l'ordre du jour :
(Délibération n° 2020SGDE125)

**COMMUNICATION CONCERNANT LA CONCLUSION DE
CONTRATS PUBLICS - PERIODE DU 12 JUIN AU 25 AOUT 2020**

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE125-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

32. COMMUNICATION CONCERNANT LA CONCLUSION DE CONTRATS PUBLICS - PERIODE DU 12 JUIN AU 25 AOUT 2020

Monsieur l'Adjoint Patrick OCHS :

I – Marchés publics, passés en application des dispositions de l'article L. 2123-1-1^o du Code de la commande publique (marchés à procédure adaptée) :

| Objet du marché | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Montant total du marché (HT) | | Forme des prix | Délai global de réalisation prestations intellectuelles du contrat |
|--|--------|--|--|------------------------------|----------|----------------------|--|
| | | | | | | | |
| Amélioration de la performance thermique de l'enveloppe de deux bâtiments (élémentaire & maternelle) du groupe scolaire "Rosa Parks" de la Ville | Unique | Mission de contrôle technique (CT) | BUREAU ALPES CONTRÔLES S.A.S., Wolfisheim (67202) | 6 900,00 | 3 290,00 | Révisable | Du 12 juin 2020 au 30 novembre 2021 |
| | | Mission de coordination des actions en matière de protection des travailleurs sur le chantier de catégorie III (SPS III) | | | | | |
| | | Mission de coordination des actions en matière d'ordonnancement, de pilotage et de coordination de chantier (OPC) | | 13 440,00 | | | |
| Mise en conformité électrique de divers bâtiments communaux de la Ville au titre de l'année 2020 | Unique | Electricité intérieure | ELECTRICITE VEIT S.A.R.L., Niederthausbergen (67207) | 433 432,26 | | Ferme & actualisable | 4 mois |
| | | Etanchéité bicouche auto- | LORALCO S.A.R.L., Reichstett | 38 100,00 | | | 1 mois |
| Réfection partielle de la toiture de l'Hôtel de Ville au titre de l'année 2020 | | | | | | | |

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE125-DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

| Objet du marché | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Montant total du marché (HT) | Forme des prix | Délai global de réalisation des prestations du contrat (préparation & travaux) |
|---|------------|--|--|-------------------------------------|-----------------------|--|
| Nettoyage des gouttières et des toitures des bâtiments communaux de la Ville pour les années 2020 à 2023 | | protégée | (67116) | | | |
| Mise en place de réseaux secs pour l'éclairage du terrain de sport synthétique du gymnase "N. Mandela" de la Ville | Unique | Entretien de couverture | CASALE S.A.R.L., Molsheim (67120) | 62 850,00 | Révisable | Du 7 juillet 2020 au 7 juillet 2023 |
| Installation de systèmes d'alarme anti-intrusion et de contrôle d'accès sur divers sites de la Ville au titre de l'année 2020 (Ecole élémentaire « Leclerc » ; Groupe scolaire « Exen » & Salle de spectacle du « Cheval Blanc ») | Unique | Terrassement & alimentation électrique | SANTERNE ALSACE S.A.S., Niederhausbergen (67207) | 23 865,53 | Ferme & actualisable | 25 jours calendaires |
| Réaménagement d'une aire de jeux au square des Malteries de la Ville | Unique | Alarme anti-intrusion & contrôle d'accès | COFINTEX 6 S.A., Paris (75008) | 31 623,39 | Ferme & actualisable | 1 mois |
| Rénovation de la cuisine de la crèche collective « Les Moussaillons » | 11 | Réaménagement d'aire de jeux | HUSSON INTERNATIONAL S.A., Lapoutrote (68650) | 32 638,25 | Ferme & actualisable | 3 mois |
| Remise en état de la couverture, de la charpente et des pans de mur de la maison alsacienne "Dietrich" | Unique | Nettoyage de chantier | HP PROP, Bischheim (67800) | 5 348,00 | Ferme & actualisable | 5 mois |
| | | Charpente bois | CHARPENTES MOOG S.A.R.L., Hoerdt (67720) | 79 012,00 | Ferme & actualisable | 2 mois |
| Objet du marché | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Montant total du marché (HT) | Forme des prix | Délai global de livraison des fournitures du contrat |
| Achat de 701 licences "Microsoft" pour les agents de la Ville au titre de l'année 2020 | Unique | Licences informatiques | CRAYON France S.A.S., Saint-Cloud (92210) | 39 105,98 | Ferme & actualisable | 2 mois |

Accusé de réception en préfecture
 067-216704478-20200922-2020SGDE125-DE
 Date de télétransmission : 24/09/2020
 Date de réception préfecture : 24/09/2020

| Objet du marché | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Montant total du marché (HT) | Forme des prix | Délai global de réalisation prestations intellectuelles du contrat |
|--|--------|------------------------------------|--|------------------------------|----------------|--|
| Restructuration d'une maison en cantine scolaire à l'école maternelle "Kléber" | Unique | Mission de maîtrise d'œuvre privée | Groupement solidaire "IOEW Architecture, Colmar (68000) & SIB ETUDES S.A.R.L., Wolfisheim (67202) & ENEBAT S.A.S., Châteaufort les Forges (90700) & ENEBAT THERMIQUE S.A.R.L., Mulhouse (68100) & E3 ECONOMIE S.A.R.L., Strasbourg (67200) & JHR Conseil S.A.S., Méroux (90400)" – Mandataire : Alain FRIEDRICH Architecte | 28 700,00 | Révisable | 36 mois |

II – Marchés publics, passés en application des dispositions de l'article L. 2124-1 du Code de la commande publique (procédures formalisées) :

A – Appel d'offres ouvert ou restreint (article L. 2124-2 du Code de la commande publique) :

| Objet du marché | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Montant total du marché (HT) | Forme des prix | Délai global de réalisation prestations intellectuelles du contrat |
|---|--------|------------------------------------|---|------------------------------|----------------|--|
| Mise en accessibilité des ERP de la Ville pour les années 2020 à 2025 | Unique | Mission de maîtrise d'œuvre privée | Groupement solidaire "KAUTZ ARCHITECTES S.A.R.L., Strasbourg (67100) & INGEDEC S.A.R.L., Oberhausbergen (67205) & E.P.C. S.A.R.L., Altorf (67120)" – Mandataire : Bertrand KAUTZ Architecte | 472 564,00 | Révisable | 80 mois |

B – Procédure avec négociations (article L. 2124-3 du Code de la commande publique) : **sans objet**

C – Dialogue compétitif (article L. 2124-4 du Code de la commande publique) : **sans objet**

III – Marchés publics, passés en application des dispositions de l'article L. 2125-1 du Code de la commande publique (techniques d'achat) :

A – Accord-cadre (article L. 2125-1-1° du Code de la commande publique)

| Objet du marché | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Montant total du marché (HT) | Forme des prix | Délai global de réalisation des prestations du contrat |
|--|--------|---------------------------|---|---|----------------|---|
| Location de matériels « son » & « lumière » pour le Service des affaires culturelles de la Ville pour les années 2020 à 2024 | Unique | Matériels de sonorisation | LAGOONA STRASBOURG S.A.S., Schiltigheim (67300) | Minimum : 40 000,00 € & Maximum : 80 000,00 € | Révisable | 12 mois (reconductible 3 fois par période de 12 mois chacune) |

| Objet du marché | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Montant total du marché (HT) | Forme des prix | Délai global de livraison des fournitures du contrat |
|---|--------|------------------------|---|---|----------------------|--|
| Acquisition, livraison & installation de matériels ergonomiques pour la Direction des ressources humaines de la Ville au titre des années 2020 & 2021 | Unique | Matériels ergonomiques | Ris Conseil S.A.S.U., Lingolsheim (67380) | Minimum : 11 000,00 € & Maximum : 44 000,00 € | Ferme & actualisable | 12 mois |

B – Concours (article L. 2125-1-2° du Code de la commande publique) : **sans objet**

C – Système d'acquisition dynamique (article L. 2125-1-4° du Code de la commande publique) : **sans objet**

D – Catalogue électronique (article L. 2125-1-5° du Code de la commande publique) : **sans objet**

E – Enchères électroniques (article L. 2125-1-6° du Code de la commande publique) : **sans objet**

IV – Marchés publics, passés en application des dispositions de l'article L. 2171-1 du Code de la commande publique (marchés globaux) :

A – Marché de conception-réalisation (article L. 2171-2 du Code de la commande publique) : **sans objet**

B – Marché de global de performance (article L. 2171-3 du Code de la commande publique) : sans objet

V – Marchés publics, passés en application des dispositions des articles L. 2172-1 à L. 2172.4 du Code de la commande publique (marchés particuliers) :

A – Marché de maîtrise d'œuvre (article L. 2172-1 du Code de la commande publique) : sans objet

B – Marché de décoration des constructions publiques (article L. 2172-2 du Code de la commande publique) : sans objet

C – Marché de partenariats d'innovation (article L. 2172-3 du Code de la commande publique) : sans objet

D – Marché d'achat de véhicules à moteur (article L. 2172-4 du Code de la commande publique) : sans objet

VI – Prestations modificatives & avenants :

Date d'effet de chaque avenant ou prestations modificatives : A compter de sa date de notification.

| Objet du marché | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n° 19 001/03 | Raisons ayant conduit à la passation des prestations modificatives n° 19 001/03 | Montant actuel HT du contrat | Montant HT des PM n° 19 001/03 | Nouveau montant HT du contrat |
|---|--------|-------------------------|---|--|--|------------------------------|--------------------------------|-------------------------------|
| Préparation et fourniture de repas pour les Services des affaires scolaires & périscolaires, de la petite enfance (2019 à 2022) | Unique | Restauration collective | L'ALSACIENNE DE RESTAURATION S.A.S., Schiltigheim (67300) | Rajout au contrat initial d'une nouvelle prestation de services de restauration scolaire [Panier repas individuel, végétarien, avec la fourniture de couverts et de gobelets biodégradables (bio : 40 %)] non prévue initialement & mise au point des pièces contractuelles du contrat initial | Fait suite à une demande du Service des affaires scolaires & périscolaires de la Ville pour répondre à la gestion de la crise sanitaire liée au COVID-19 | 3 264 000,00 | 0,00 | 3 264 000,00 |

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE125-DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

| Objet du marché | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n° 20 010/01 | Raisons ayant conduit à la passation des prestations modificatives n° 20 010/01 | Montant initial HT du contrat | Montant HT des PM n° 20 010/01 | Nouveau montant HT du contrat |
|---|--------|--|--|--|---|-------------------------------|--------------------------------|-------------------------------|
| Acquisition de matériels de cuisine pour le gymnase "N. Mandela" | Unique | Equipements professionnels de cuisine | SCHNELL GRANDE CUISINE S.A.R.L., Schiltigheim (67300) | Redéfinir certains matériels du contrat de base à mettre en œuvre suite à l'impossibilité pour l'entreprise titulaire de livrer des équipements inox de la marque « Technox » & mise au point des pièces contractuelles du contrat initial | Fait suite à une demande du Service des sports et de la vie associative de la Ville pour répondre à la gestion de la crise sanitaire liée au COVID-19 (arrêt des approvisionnements du fournisseur de la marque « Technox » pendant cette période, dont l'usine est implantée en Italie, impactant grandement le délai initial de livraison du contrat de base) | 37 408,78 | 0,00 | 37 408,78 |
| Travaux d'éclairage public, de génie civil & d'installations électriques extérieures sur le ban communal (années 2018 à 2020) | Unique | Génie civil, éclairage public et installations électriques extérieures | SOBECA S.A.S., Imbsheim (67330) | Compléter le contrat initial de nouvelles prestations de fournitures courantes liées à la mise en place de mâts d'éclairage sur le ban communal de la Ville & mise au point des pièces contractuelles du contrat initial | Fait suite à une demande du Service des espaces publics & naturels de la Ville pour compléter le bordereau de prix initial du contrat | 200 000,00 | 0,00 | 200 000,00 |
| Travaux d'éclairage public, de génie civil & d'installations électriques extérieures sur le ban communal (années 2018 à 2020) | Unique | Génie civil, éclairage public et installations électriques extérieures | SOBECA S.A.S., Imbsheim (67330) | Compléter le contrat initial de nouvelles prestations de fournitures courantes liées à la mise en place de mâts d'éclairage sur le ban communal de la Ville & mise au point des pièces contractuelles du contrat initial | Fait suite à une demande du Service des espaces publics & naturels de la Ville pour compléter le bordereau de prix initial du contrat | 200 000,00 | 0,00 | 200 000,00 |

| Objet du marché | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n° 20 005-01/01 | Raisons ayant conduit à la passation des prestations modificatives n° 20 005-01/01 | Montant initial HT du contrat | Montant HT des PM n° 20 005-01/01 | Nouveau montant HT du contrat |
|--|-----|---------------------|---|---|--|-------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------|
| Achat de plantes diverses pour le fleurissement 2020 de la Ville | 01 | Fleurissement "été" | ETABLISSEMENT HORTICOLE SCHWARZ S.A.S., Geudertheim (67170) | Réajuster des quantités initiales des fournitures courantes à livrer au titre du contrat de base & mise au point des pièces contractuelles du contrat initial | Fait suite à une demande du Service des espaces publics & naturels de la Ville pour faire face à la crise sanitaire actuelle, liée au COVID-19 | 17 510,95 | - 966,60 | 16 554,35 |

| Objet du marché | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n° 18 006/01 | Raisons ayant conduit à la passation des prestations modificatives n° 18 006/01 | Montant initial HT du contrat | Montant HT des PM n° 18 006/01 | Nouveau montant HT du contrat |
|---|--------|------------------------------------|--|---|---|-------------------------------|--------------------------------|-------------------------------|
| Réalisation d'une mission d'assistance technique, administrative, de conseil et d'accompagnement pour le recueil des données nécessaires à la mise en œuvre, au calcul et au recouvrement de la taxe locale sur la publicité extérieure pour les années 2018 à 2020 | Unique | Assistance au pouvoir adjudicateur | REFPAC-GPAC S.A.S., Marcq-en-Baroeul (59700) | Modification de la répartition des dépenses du contrat initiale & mise au point du cahier des clauses administratives particulières du marché | Fait suite à une demande du prestataire suite à la crise sanitaire causée par la COVID-19 | 21 950,00 | Sans objet | 21 950,00 |

| Objet du marché | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n° 18 053/04 | Raisons ayant conduit à la passation des prestations modificatives n° 18 053/04 | Montant actuel HT du contrat & des PM n° 01, 02 & 03 | Montant HT des PM n° 18 053/04 | Nouveau montant HT du contrat |
|---|--------|------------------------------|--|--|---|--|--------------------------------|-------------------------------|
| Démolition et reconstruction de la maison alsacienne « Dietrich » de la Ville | Unique | Echafaudage type "parapluie" | FREGONESE & Fils S.A.S., Mundolsheim (67450) | Prise en compte de la période de location supplémentaire de l'échafaudage « parapluie » sur le site & approbation d'un prix unitaire nouveau | Fait suite à une demande du représentant technique du pouvoir adjudicateur | 39 248,00 | 10 944,00 | 50 192,00 |

Accusé de réception en préfecture
 067-216704478-20200922-2020SGDE125-DE
 Date de télétransmission : 24/09/2020
 Date de réception préfecture : 24/09/2020

| Objet du marché | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n° 20 006/01 | Raisons ayant conduit à la passation des prestations modificatives n° 20 006/01 | Montant initial HT du contrat | Montant HT des PM n° 20 006/01 | Nouveau montant HT du contrat |
|---|--------|-----------------------------|---|--|---|-------------------------------|--------------------------------|-------------------------------|
| Prestations de maintenance préventive et corrective des installations électriques des bâtiments communaux de la Ville au titre des années 2020 à 2023 | Unique | Installations électriques " | Electricité VEIT S.A.R.L., Niederhausbergen (67207) | Intégration au contrat initial de prestations de travaux supplémentaires d'entretien et de maintenance préventive et corrective des installations des systèmes de sécurité et de détection incendie (SSI) des bâtiments communaux de la Ville pour les années 2021 à 2023 à venir & approbation de prix unitaires nouveaux | Fait suite à une demande du Maître d'œuvre pour obtenir une uniformisation des contrôles à mettre en œuvre dans les bâtiments communaux | 231203,82 | 42 831,00 | 274 034,82 |

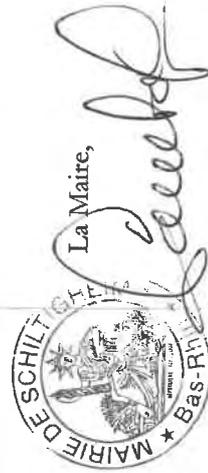
| Objet du marché | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n° 20 007/02 | Raisons ayant conduit à la passation des prestations modificatives n° 20 007/02 | Montant initial HT du contrat et des PM 20 007/01 | Montant HT des PM n° 20 007/02 | Nouveau montant HT du contrat |
|--|--------|------------------------------------|---|--|--|---|--------------------------------|-------------------------------|
| Amélioration de la performance thermique de l'enveloppe de deux bâtiments (élémentaire & maternelle) du groupe scolaire "Rosa Parks" | Unique | Mission de maîtrise d'œuvre privée | Groupement solidaire "ATELIER D'ARCHITECTURE G5 Strasbourg (67000) & SBE INGENIERIE S.A.S., La Wintzenau (67610)" - Mandataire : Nicolas TORRELLI | De fixer définitivement le montant total du forfait de rémunération de l'équipe de maîtrise d'œuvre et d'arrêter le coût définitif de réalisation des travaux de l'opération | Fait suite à l'application de l'article 3.2.1 de l'acte d'engagement du contrat initial et de l'évolution du programme technique détaillé des travaux de l'opération | 37 197,20 | 24 222,80 | 61 420,00 |

| Objet du marché | Lot | Intitulé du lot | Titulaire | Objet des prestations modificatives n° 20 011/01 | Raisons ayant conduit à la passation des prestations modificatives n° 20 011/01 | Montant initial HT du contrat | Montant HT des PM n° 20 011/01 | Nouveau montant HT du contrat |
|--|--------|-----------------------|---|---|---|-------------------------------|--------------------------------|-------------------------------|
| Acquisition d'un logiciel de prise de rendez-vous pour divers Services de la Ville au titre des années 2020 à 2024 | Unique | Logiciel informatique | SYNBIIRD S.A.S., Chambéry (73000) | Modification des prestations initiales du marché pour faire bénéficier le Service de l'enfance-jeunesse de la Ville des services dispensés dans le cadre de ce contrat & approbation de prix unitaires nouveaux | Fait suite à demande du représentant technique du pouvoir adjudicateur | 13 169,84 | 2 580,18 | 15 750,02 |

VII – Convention de délégation de service public passée conformément aux dispositions de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993, des articles 55, 56 et 78 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016, les articles 36 et 37 du décret n° 2016-86 du 1er février 2016 et des articles L. 1411-1 & suivants et R. 1411 & suivants du Code général des collectivités territoriales :

Sans objet

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020



Notamment la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.
 Approuvé en Mairie le 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
 067-216704478-20200924-2020SGDE125-DE
 Date de télétransmission : 24/09/2020
 Date de réception préfecture : 24/09/2020

EXTRAIT
du registre des délibérations du Conseil municipal

Nombre des membres élus aux élections : **39** (dont **39** sont encore en fonction)

Séance du 22 septembre 2020
sous la présidence de **Madame Danielle DAMBACH**

Monsieur Antoine SPLET a été désigné secrétaire de séance.

Date de convocation : 15 septembre 2020
37 membres ont assisté à la séance

Étaient absents : **2 membres**
dont **2 ont voté par procuration**

Sandrine LE GOUIC donne procuration à Jean-Marie VOGT
Dera RATSIJETSINIMARO donne procuration à Christian BALL

33^e point à l'ordre du jour :
(Délibération n° 2020SGDE126)

MOTION CONJOINTE DES GROUPES DU CONSEIL MUNICIPAL
« POUR UN CADENCEMENT A 15 MINUTES DES TRAINS
CIRCULANT DE STRASBOURG A HERRLISHEIM ET
DESSERVANT LA GARE DE BISCHHEIM-SCHILTIGHEIM »

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE126-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020

33. MOTION CONJOINTE DES GROUPEES DU CONSEIL MUNICIPAL « POUR UN CADENCEMENT A 15 MINUTES DES TRAINS CIRCULANT DE STRASBOURG A HERRLISHEIM ET DESSERVANT LA GARE DE BISCHHEIM-SCHILTIGHEIM »

Madame la Maire :

Dans le contexte de dérèglement climatique actuel, l'amélioration de la vie des habitants et de l'attractivité de Schiltigheim passe par le report modal des déplacements automobiles vers des modes alternatifs en particulier le transport ferroviaire.

Le Conseil municipal est habilité à émettre des vœux sur tous les objets d'intérêt local. Aussi, le Conseil municipal de Schiltigheim demande le renforcement à court terme du cadencement à une fréquence de 15 minutes des trains circulant dans les deux sens entre Strasbourg gare centrale et Herrlisheim et desservant la gare de Bischheim-Schiltigheim. La population schilickoise disposera ainsi d'une quatrième ligne de transport public à grande fréquence (L3, L6, et tram à l'est).

Le cadencement horaire doit porter sur l'ensemble de la journée y compris les samedis, dimanches et jours fériés.

L'optimisation de ce cadencement nécessite l'amélioration de l'accessibilité de la gare en particulier l'accès par le côté ouest dans les délais les plus brefs, et une connexion aux autres modes de transport. Elle répond aux objectifs du projet de réseau express métropolitain.

Le Conseil municipal,

Vu l'article L. 2541-12 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que le Conseil municipal peut émettre des vœux sur tous les sujets d'intérêt local ;

Après en avoir délibéré,

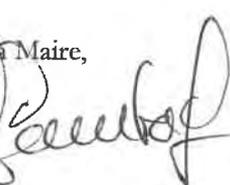
Sur proposition du Bureau municipal,

SE PRONONCE en faveur du renforcement à court terme du cadencement à 15 minutes des trains circulant de Strasbourg à Herrlisheim et desservant la gare de Bischheim-Schiltigheim, y compris les week-ends et jours fériés ;

S'ENGAGE à rencontrer dans sa diversité les acteurs concernés avec le collectif Mon train j'y tiens.

Adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme. Fait à Schiltigheim, 24 septembre 2020

 La Maire,


Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération et informe que cette dernière peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au contrôle de légalité.

Affichée en Mairie 24 septembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
067-216704478-20200922-2020SGDE126-
DE
Date de télétransmission : 24/09/2020
Date de réception préfecture : 24/09/2020